

De la Preuve des Reprises Mobilières

sous le Régime de la Communauté

*Evolution historique de la question,
avec un Commentaire de la loi du 29 Avril 1924*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le mercredi 3 juin 1925, à 3 h. 1/2

PAR

J. Philippe FARGEAUD

Président : M. CAPITANT

Professeurs : { M. Julliot de la MORANDIÈRE
 { M. Olivier MARTIN

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

LÉON TENIN, Directeur de la librairie

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**De la Preuve
des Reprises Mobilières**

sous le Régime de la Communauté

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Preuve des Reprises Mobilières

sous le Régime de la Communauté

*Evolution historique de la question,
avec un Commentaire de la loi du 29 Avril 1924*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le mercredi 3 juin 1925, à 3 h. 1/2

PAR

J. Philippe FARGEAUD

Président : M. CAPITANT

Professeurs : { M. Julliot de la MORANDIÈRE
 { M. Olivier MARTIN

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

LÉON TENIN, Directeur de la librairie

1925

**La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses : ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**



A MON PÈRE,
qui fut mon premier Maître.

A MA MÈRE

EN TÉMOIGNAGE DE MA PROFONDE AFFECTION

INTRODUCTION

*Co-existence de biens propres aux époux et de biens communs
sous les régimes de communauté légale et de commu-
nauté réduite aux acquêts.*

Lorsque des futurs époux sont sur le point de contracter mariage, le législateur français leur offre le choix entre divers régimes matrimoniaux destinés à régler leurs rapports pécuniaires pendant leur mariage et leurs droits respectifs au jour de sa dissolution, ainsi que les droits des tiers qui viendraient à traiter avec eux pendant leur union.

Ces régimes, — hâtons-nous de le dire, — ne constituent pas d'ailleurs autant de systèmes rigides et intangibles qu'il faut adopter ou rejeter en bloc. Les parties ont le droit de les modifier à leur gré, et même de les combiner entre eux, en tant du moins que leurs conventions ne portent pas atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, et plus spécialement aux prohibitions particulières édictées par les articles 1388 et suivants du Code Civil (1) ; sous ces seules

(1) *Art. 1388* : « Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant « de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou « qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au sur-
« vivant des époux par le titre *De la puissance paternelle* et par le titre
« *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*, ni aux dispositions prohi-
« bitives du présent Code.

Art. 1389 : « Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation

réserves, les futurs époux ont donc la plus grande liberté pour la détermination de leur statut matrimonial (1).

C'est seulement pour faciliter la tâche des parties et éclairer leur choix, que le législateur a tracé les cadres et décrit les effets principaux des régimes offerts à leur option.

Ces régimes sont, en suivant l'ordre dans lequel ils sont mentionnés par le Code Civil : le régime de la communauté des meubles et acquêts, régime légal, — le régime de la communauté réduite aux acquêts, le régime de la communauté universelle, le régime sans communauté, le régime de séparation de biens, et le régime dotal.

En mettant à part ce dernier régime, — qui n'est, à vrai dire, qu'une combinaison assez particulière du régime sans communauté et du régime de séparation de biens, et qui a plus spécialement pour but de protéger énergiquement la fortune de la femme, — nous placerons aux deux pôles de l'énumération que nous venons de faire, — d'une part, le régime de la communauté universelle, par lequel la totalité des biens meubles et immeubles appartenant aux deux

« dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit
« par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou des-
« cendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux ; sans préjudice
« des donations entre vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu
« selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code. »

Art. 1390 : « Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera régie par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par le présent Code ».

(1) Cf. *Art. 1387* : « La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs et, en outre, sous les modifications qui suivent ».

Pour ces modifications, voir les articles 1388, 1389 et 1390 rapportés sous la note précédente.

conjointes lors de leur mariage ou leur advenant par la suite sont mis en commun, aucun des époux ne conservant la propriété personnelle de quoi que ce soit, — et d'autre part le régime sans communauté et le régime de la séparation de biens, qui ne comportent la création d'aucune masse commune, chacun des époux conservant, sous ces régimes, la propriété de tous les biens qu'il apporte en se mariant ou qu'il acquerra au cours du mariage.

Ces régimes extrêmes; — à l'exception, il faut bien le reconnaître, de celui de la séparation de biens qui a pris, depuis ces trente dernières années, une extension grandissante pour des raisons multiples qu'il ne nous appartient pas de rechercher ici, — sont de nos jours fort peu usités en France ;

En effet, la plupart des gens qui se marient ne font précéder leur union d'aucun contrat de mariage, ce qui a pour résultat de les soumettre *ipso facto* au régime de la communauté des meubles et acquêts, régime légal, et d'autre part, la statistique démontre abondamment que c'est vers le régime de la communauté réduite aux acquêts (1) — le mieux adapté à nos mœurs et à nos traditions — que vont les préférences de la grosse majorité des époux qui font dresser un contrat de mariage (2).

C'est que ces deux derniers régimes constituent un moyen

(1) D'après une statistique publiée par l'Administration de l'Enregistrement, en 1898 (*Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1899, P. 145), citée par MM. Colin et Capitant, tome 3, 1922, page 4, — sur 82.346 contrats de mariage dressés au cours de l'année 1898, — 67.288 ont stipulé la communauté réduite aux acquêts, contre 2.000 seulement environ pour la séparation de biens, et 9.000 pour le régime dotal.

(2) Sauf ce que nous avons dit sur l'adoption, de plus en plus fréquente aujourd'hui du régime de séparation de biens.

terme, une sorte de transaction entre la communauté universelle et l'absence totale de communauté.

Sous ces régimes en effet, — communauté des meubles et acquêts et communauté réduite aux acquêts, — les époux conservent la propriété d'une partie plus ou moins importante de leur fortune personnelle, tout en constituant entre eux un fonds commun, destiné à subvenir aux besoins de la famille et aux dépenses de la vie courante du ménage.

En sorte que l'adoption d'un de ces régimes entraîne la juxtaposition et la co-existence de trois patrimoines distincts : celui composé par les biens qui restent propres à la femme, celui composé par les biens propres au mari et celui composé par les biens communs.

Quelle est donc la consistance de chacun de ces patrimoines ?

Sous le régime de la communauté légale, ou communauté des meubles et acquêts, le patrimoine commun est généralement le plus important des trois.

Il comprend en effet (cf. art. 1401 C. civ.) (1) :

Quant aux meubles, 1^o tout le mobilier que les époux possèdent en se mariant, et celui qu'ils acquièrent pendant le mariage, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, par succession, donation ou legs — qu'il s'agisse de meubles corporels, mobilier meublant, espèces, etc.... ou de meubles incorporels, fonds de commerce, office ministériel, droit de propriété littéraire ou artistique ; — 2^o le produit du travail des époux ; — 3^o et tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient,

(1) Cf. COLIN et CAPITANT, tome 3, p. 66.

échus ou perçus pendant le mariage et provenant des biens restés propres auxdits époux (Art. 1401. C. civ., al. 1 et 2).

Quant aux immeubles, le patrimoine commun (ou pour employer la terminologie du Code Civil, la communauté) ne comprend que les conquêts, c'est-à-dire les immeubles acquis à titre onéreux pendant le mariage (art. 1401 C. civ., al. 3).

Les époux conservent donc comme propres sous ce régime, tous les autres immeubles, c'est-à-dire ceux qu'ils possèdent en se mariant ; ceux advenus à l'un d'eux à titre gratuit, par succession, donation ou legs, ou par arrangement de famille ; ceux dont l'un des époux était déjà co-propriétaire, et qu'il a acquis à titre privatif soit par lui-même, soit par son représentant ; ceux enfin acquis pendant le mariage par voie d'échange contre un propre, d'emploi ou de remploi.

Quant aux meubles, en principe, et sauf quelques exceptions d'une importance pratique minime (1) les époux ne conservent la propriété d'aucun d'eux, sous notre régime légal de communauté des meubles et acquêts.

(1) Les meubles restant propres aux époux sous le régime de la communauté légale ne comprennent en effet que :

1^o Des meubles exclusivement personnels aux époux par leur nature : objets n'ayant qu'une valeur de souvenir (lettres, titres et papiers de famille, portraits, armes, décorations), pensions de retraite ou d'invalidité, pensions servies à titre d'aliments, indemnités allouées à titre de dommages et intérêts à l'époux victime d'un accident ;

2^o Ceux recueillis à titre gratuit et qui ont été exclus de la communauté par la volonté du donateur ou du testateur (art. 1401-1^o) ;

3^o Ceux qui sont subrogés à des biens propres ;

4^o Les produits non périodiques provenant de propres des époux (ex. : produits d'une carrière ouverte au cours du mariage) ;

5^o Enfin, les capitaux provenant d'une assurance sur la vie et les rentes viagères réversibles sur la tête du survivant.

Sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, au contraire, les patrimoines personnels des époux englobent une quantité de biens sensiblement plus considérable, au point de vue mobilier du moins.

Outre ses propres immobiliers, en effet, qui sont les mêmes que sous le régime de communauté légale, chaque époux conserve la propriété personnelle de tout son mobilier présent et futur (Cf. art. 1498 C. civ, 1^{er} al.), c'est-à-dire tous les meubles qu'il possède en se mariant et ceux qui lui étoient pendant le mariage à titre gratuit, que ce soit par succession, donation ou legs ;

En sorte que le patrimoine commun ne comprend : quant aux immeubles, que ceux acquis à titre onéreux pendant le mariage, — quant aux meubles, que les revenus des biens personnels des époux, et les biens mobiliers acquis par eux ensemble ou séparément pendant leur mariage, et provenant tant de leur industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus de leurs biens propres (art. 1498 C. civ, 2^{me} al.)

Tant que dure la communauté, qu'il s'agisse de la communauté légale ou de la communauté réduite aux acquêts, les trois patrimoines dont nous venons de rappeler la composition : patrimoine propre à la femme, patrimoine propre au mari, patrimoine commun, — demeurent confondus en droit et en fait en une seule masse apparente, entre les mains du mari, chef de la communauté.

C'est généralement lors de la dissolution de la communauté que se pose la question des reprises.

Mais lorsque la communauté vient à se dissoudre, par la mort de l'un des époux, ou par suite d'un jugement prononçant leur séparation de biens, leur séparation de corps ou leur divorce, — la réunion de ces trois patrimoines perd sa raison d'être ; c'est alors que se posera la question des reprises. Les patrimoines restés propres aux deux époux retrouvent, en effet, leur individualité et leur existence distincte, et les époux, ou leurs représentants, peuvent les reprendre, ce qui donnera lieu à une liquidation de leurs droits respectifs, en même temps que s'ouvre à leur profit le droit de demander le partage de l'ancien patrimoine commun, désormais sans chef et sans objet.

Cette liquidation et ce partage de la masse globale formée par les trois patrimoines encore confondus en fait, du mari, de la femme et de la communauté, comporteront donc plusieurs opérations successives : il faudra, en effet, en premier lieu, former la masse partageable, après quoi seulement il sera possible de procéder au partage de l'actif et au règlement du passif communs (1).

Pour parvenir à la formation de cette masse partageable, il importera tout d'abord, — suivant une expression empruntée à la pratique notariale, — de « fixer les reprises et les récompenses des époux », c'est-à-dire d'une part de séparer les biens propres des époux des biens communs,

(1) Cf. COLIN et CAPITANT, t. 3, p. 189.

afin que lesdits époux puissent en opérer la reprise, d'autre part de régler les créances pouvant exister respectivement au profit de la communauté contre les époux ou à leur profit contre la communauté, par application de ce grand principe que les trois patrimoines du mari, de la femme et de la communauté ne doivent pas s'enrichir au détriment les uns des autres.

Les reprises en nature feront l'objet de prélèvements particuliers au profit de celui des époux qui y a droit, ainsi qu'on le verra plus loin.

Quant aux reprises en deniers et aux récompenses, une fois fixées, elles constitueront, pour chacun des époux, les éléments d'un compte unique, indivisible, dont le reliquat sera déduit du montant de la masse globale des biens à partager ou au contraire ajouté au montant de cette masse, selon que ce reliquat sera un reliquat actif, c'est-à-dire en faveur de l'époux, ou un reliquat passif, c'est-à-dire à la charge de l'époux et au profit de la communauté.

Et c'est alors seulement qu'il pourra être procédé au partage effectif entre les époux, ou leurs représentants, des biens communs, qui se trouveront former, après cette déduction ou cette addition, le montant de la masse commune partageable proprement dite (1).

(1) Tout ceci n'est exact, bien entendu, qu'au cas où la femme a accepté la communauté. Dans le cas où elle y a renoncé, il ne s'aurait s'agir pour elle de partage des biens communs ni de paiement du passif (sauf, en ce qui concerne ce paiement, les engagements qu'elle aurait pu valablement contracter vis-à-vis des créanciers) ; elle aurait seulement à faire liquider le montant de ses reprises contre son mari, afin de pouvoir en poursuivre le recouvrement ; des opérations indiquées au texte, la première seule, fixation de ses reprises, conserverait sa raison d'être et son utilité.

Mais nous n'avons pas à nous occuper ici de ce partage final, non plus d'ailleurs que du règlement des créances pouvant exister au profit de la communauté contre les époux.

Laissant donc de côté les récompenses que les époux peuvent devoir à la communauté pour le règlement de ces créances, nous nous occuperons seulement des reprises que les époux peuvent avoir à exercer contre la communauté, reprises qui se régleront parfois, — nous allons le voir, — sous forme de récompenses dues par la communauté au profit des époux.



Comment peuvent s'exercer les reprises

« Sur la masse des biens », nous dit l'article 1470 C. civ.,
« chaque époux ou son héritier prélève :

« 1^o Ses biens personnels qui ne sont point entrés en
« communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont
« été acquis en emploi ;

« 2^o Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant
« la communauté, et dont il n'a point été fait emploi ;

« 3^o Les indemnités qui lui sont dues par la commu-
« nauté ».

Deux moyens de prélèvement s'offriront aux époux qui voudront exercer la reprise de leurs biens propres : ils pourront exercer cette reprise soit en nature, si le bien qui en fait l'objet existe encore *in specie*, soit en valeur (la pratique notariale emploie dans ce cas l'expression *en*

deniers) si la reprise en nature est impossible par suite de l'aliénation de ce bien ou de sa perte au cours de la communauté, ou pour quelque autre raison : il existe en effet certains meubles dont la communauté devient propriétaire (1) sauf à restituer leur valeur à l'époux du chef duquel elle les acquiert (2).

Dans le premier cas, — reprise en nature — l'époux qui y a droit reprendra le bien lui-même, à titre de propriétaire ; ce pourra être un meuble ou un immeuble ; la reprise sera donc soit mobilière soit immobilière ; le bien propre qui en fait l'objet est souvent qualifié de *propre parfait* ;

Dans le second cas, — reprise en valeur, — l'époux aura droit seulement à une somme d'argent, représentant la valeur du bien à lui propre qu'il ne peut pas prélever en nature, ou ce bien lui-même s'il consiste en une somme d'argent. Mais depuis l'arrêt fameux des Chambres réunies du 16 Janvier 1858 (3), il est acquis que le prélèvement de l'époux repose sur un droit mobilier, *un droit de créance*. Ainsi « l'époux est créancier de la communauté ; mais c'est un créancier qui jouit du droit de se payer en nature parce qu'il est en même temps co-proprétaire appelé à partager la masse commune. Il vient donc à un double titre : comme créancier et comme co-partageant (4) ».

(1) PLANIOL, t. 3, 1918, p. 97, n° 998.

(2) Ce sont : 1° Les meubles consommables par le premier usage, et notamment l'argent liquide ; 2° Ceux destinés à être vendus ; 3° Ceux estimés dans le contrat de mariage sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente (*art. 1551 C. civ.*) ; 4° Ceux qui ont fait l'objet d'une clause de réalisation tacite ou indirecte (*art. 1500 C. civ.*).

(3) D. 58-1-5 ; S. 58-1-8.

(4) COLIN et CAPITANT, t. 3, 1922, p. 196 et 197.

En conséquence l'époux pourra obtenir paiement soit en nature soit en deniers.

Dans le premier cas, s'il prélève des immeubles il y aura lieu d'appliquer toutes les règles du partage, et il sera censé avoir toujours été propriétaire desdits immeubles ; dans le second cas, au contraire, la nature de sa créance demeurera purement mobilière (1) ; le propre qui y aura donné naissance est souvent qualifié de *propre imparfait*.

*
* *

*Pourquoi se pose la question de la preuve
des reprises*

Or le prélèvement de ces reprises, qu'il ait lieu en nature ou en valeur, s'il donne à celui des époux qui l'exerce une satisfaction légitime en lui permettant de reconstituer et de récupérer aussi intégralement que possible les divers éléments de son patrimoine personnel, pourrait — s'il n'était réglementé et contrôlé par la loi — devenir le moyen pour un époux peu scrupuleux de dépouiller son conjoint, ou les représentants de ce dernier, d'une quantité plus ou moins grande des biens communs, sur lesquels — sauf conventions contraires d'une pratique assez peu usitée — la loi accorde à chacun des deux époux des droits égaux.

Ce prélèvement a en effet pour résultat direct de diminuer d'autant le montant de la masse globale des biens à par-

(1) Cette solution vient d'être affirmée encore tout récemment par un arrêt de la Chambre Civile du 19 Janvier 1925 (*Gaz. Pal.*, 17 février 1925, et la note).

tager, et de faire perdre du même coup pour l'époux contre lequel il s'exerce, lors du partage de l'actif commun, une somme égale à la moitié de la valeur dudit prélèvement.

Et s'il est évident que ce résultat — si dommageable qu'il soit dans tous les cas pour l'époux qui le subit — demeure à l'abri de toute critique lorsqu'il est la conséquence de l'exercice par l'autre époux d'un droit sincère, existant et indiscutable, il saute aux yeux que ce même résultat constituerait un abus particulièrement grave et répréhensible s'il pouvait être obtenu par la réclamation injustifiée et frauduleuse de la part d'un des époux d'un droit à son profit qui n'existerait pas.

Même, dans ce dernier cas, ce n'est pas seulement le conjoint de l'époux cherchant à exercer une reprise frauduleuse qui pourrait avoir à subir les conséquences de cette fraude ; les tiers eux-mêmes pourraient être atteints, notamment les créanciers du mari ou de la communauté, qui, à la suite d'une collusion des deux époux, risqueraient de voir leur gage subir une diminution préjudiciable à leurs intérêts par suite de l'exercice, par la femme de leur débiteur, de reprises plus ou moins simulées ou exagérées, d'accord avec son mari et sur l'instigation de ce dernier.

Ces considérations suffisent à expliquer la fréquence des contestations qui se présentent, en pratique, quand un époux veut exercer ses reprises lors de la liquidation de sa communauté (1).

(1) Bien que l'exemple en soit moins fréquent en pratique, les mêmes contestations pourraient naître d'ailleurs *pendant le cours de la communauté*, notamment au cas où une femme, sans demander la séparation de biens, voudrait se défendre contre la saisie opérée par des créanciers de son mari ou de la communauté de biens meubles à elle propres.

Ces contestations peuvent émaner, comme nous venons de le dire, soit de celui des époux contre lequel la reprise est appelée à s'exercer, soit des créanciers de cet époux, intéressés au premier chef à sauvegarder l'intégralité du patrimoine de leur débiteur, objet de leur gage et garantie de leur créance (1).

Elles s'élèvent généralement en pratique lorsque le notaire chargé de dresser la liquidation — si cette liquidation est faite en la forme authentique — ou tel autre mandataire des parties ayant assumé la même tâche, — si elle est réalisée par acte sous signatures privées — aura, du consentement ou à la demande de l'un des époux, fait figurer au compte des reprises de cet époux un bien ou une somme d'argent dont le caractère de bien à lui propre ne paraîtra pas établi d'une façon suffisamment certaine au regard de l'autre époux ou de ses créanciers.

Ainsi, c'est sous la forme d'une contestation judiciaire qu'apparaîtront les différends nés d'une demande en reprise considérée, à tort ou à raison, par la partie adverse comme illégitime ou frauduleuse ; c'est donc une preuve judiciaire de son droit que devra fournir l'époux auteur de la demande contestée.

Nous sommes ainsi amenés à poser dès maintenant le problème si délicat de la preuve des reprises, que nous nous proposons d'étudier dans cet ouvrage et que la loi récente du 29 Avril 1924 a eu pour objet de résoudre.

(1) Cette seconde hypothèse ne se présente d'ailleurs qu'au cas de reprise exercée *par la femme* contre les créanciers de son mari ou de la communauté. Le mari, étant personnellement débiteur des dettes de communauté, ne pourrait avoir le droit d'exercer ses reprises à l'encontre de ses créanciers.

*
* *

Pourquoi le point particulier de la preuve des reprises mobilières a plus spécialement attiré l'attention du législateur.

Ainsi que nous aurons l'occasion de le redire au cours de cet ouvrage, c'est la crainte des fraudes que nous venons de signaler, — fraudes d'un époux à l'égard de l'autre, et surtout fraudes concertées des deux époux à l'égard de leurs créanciers, — qui a attiré l'attention du législateur sur la question des reprises, lors de la rédaction du Code Civil, et qui l'a incité, en vue de rendre ces fraudes le plus difficile possible, à exiger, de la part de l'époux qui demande à exercer la reprise d'un bien prétendu propre, — une justification particulièrement probante de son droit.

Nous dirons tout de suite, cependant, que ce qui précède n'est rigoureusement exact qu'en ce qui concerne la preuve à produire par les époux à l'appui d'une demande en reprise de leurs propres *mobiliers*.

En effet, en ce qui concerne leurs propres *immobiliers*, la question ne se pose pas de la même façon et ne donne pas lieu aux mêmes difficultés : ainsi que nous l'avons dit plus haut, les immeubles propres, par leur nature même, ne peuvent faire l'objet que d'une reprise à titre de propriétaire, et la preuve incombant à l'époux qui veut exercer la reprise en nature d'un immeuble est, par suite, une simple preuve de son droit de propriété, preuve d'un droit réel, relativement simple à administrer, comportant du même coup (le plus souvent) preuve de l'identité de l'immeuble réclamé, et ne donnant pas à la fraude une prise facile.

Cela est tellement vrai, d'ailleurs, que le Code Civil n'a pas jugé utile d'exiger des époux des garanties spéciales en cette matière ; il a laissé la preuve des reprises immobilières sous l'empire du droit commun (1).

Aussi, cette question ne soulevant et n'ayant jamais soulevé de difficultés importantes, en théorie ou en pratique, il n'en sera plus fait mention dans les développements qui vont suivre.

Mais la question de la preuve des reprises *mobilières*, au contraire, présente un intérêt beaucoup plus considérable, car cette preuve est d'une administration souvent fort délicate, pouvant donner lieu à de très sérieuses difficultés, tant théoriques que pratiques.

Il importe, en effet, de ne l'admettre qu'avec une grande circonspection, tant à cause des fraudes faciles et fréquentes, que la demande en reprise peut dissimuler, comme nous l'avons vu, — qu'à cause des complications même que cette preuve présente dans son administration, l'époux réclamant ayant alors en réalité à faire une série de preuves pour triompher dans sa prétention :

Supposons tout d'abord qu'il s'agisse de la reprise d'un mobilier présent, c'est-à-dire apporté en mariage ; l'époux demandeur devra établir : 1^o que le mobilier qu'il avait au moment du mariage se composait de tels et tels objets dont il donnera l'énumération (*preuve de la consistance*) ; 2^o que tous les meubles énumérés ont bien été apportés

(1) Cf. *Art.* 1402 : « Tout immeuble est réputé acquêt de communauté, « s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession « légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou donation ».

effectivement par lui, c'est-à-dire réellement réunis à la masse globale (*preuve de l'apport ou de la réception*) ; 3^o que les meubles apportés sont bien les mêmes que tels et tels meubles qui se trouvent actuellement dans la masse (*preuve de l'identité*) et dont il veut obtenir la restitution, dans le cas d'une demande de reprise en nature, — ou que ces meubles étaient de telle valeur (*preuve de la valeur*) s'ils n'existent plus en nature et si l'époux ne demande à faire la reprise que d'une somme d'argent, cas de reprise en valeur.

S'il s'agit au contraire de la reprise d'un mobilier futur, par exemple de biens compris dans une succession mobilière échue au cours de la communauté, il faudra toujours la triple preuve de la consistance, de l'apport ou réception, et de l'identité ou de la valeur, mais il faudra y ajouter la preuve de l'origine du mobilier, c'est-à-dire la preuve que ce mobilier provient bien d'une succession, puisque c'est précisément cette origine qui en fait un propre (1).

Nous ne nous occuperons donc désormais que de la preuve à fournir pour pouvoir exercer une reprise de propres *mobiliers*, et lorsqu'il nous arrivera d'employer l'expression « preuve des reprises » au cours de cette étude, c'est seulement la question de la preuve des reprises *mobilières* que nous aurons à l'esprit et c'est d'elle seule que nous voudrons parler.

(1) Rey, *De la preuve des reprises sous les divers régimes matrimoniaux* thèse, Grenoble, 1908, p. 44 et 45.

* *

Les dispositions du Code Civil à cet égard avant la loi nouvelle, et l'application rigoureuse qu'en faisait la jurisprudence.

Pour les raisons que nous venons d'indiquer sommairement, c'est d'ailleurs cette seule question qui a fait l'objet de dispositions spéciales de la part des rédacteurs du Code Civil.

Nous allons rappeler rapidement le système instauré en 1804 à cet égard.

La question de la preuve des reprises mobilières ne se posant guère en fait que sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, ainsi que nous l'avons déjà fait sentir, puisque — sauf les exceptions auxquelles il a été fait allusion plus haut en matière de communauté légale — les époux ne peuvent posséder de biens propres mobiliers que sous ce régime —, c'est dans la deuxième partie du chapitre consacré à la Communauté (partie traitant des conventions qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale), et plus spécialement dans la section première, relative à la communauté réduite aux acquêts, sous l'article 1499, que les rédacteurs du Code Civil ont posé le principe qui reste la base fondamentale du système des reprises dans notre droit français.

Ce principe consiste dans une *présomption de propriété des biens mobiliers établie au profit de la communauté* : tout le mobilier qui figure dans la masse globale des biens à partager est réputé acquêt, c'est-à-dire bien commun ; c'est donc à celui des époux qui prétend qu'une partie

de ce mobilier lui appartient en propre à faire la preuve de son droit.

Mais en même temps qu'il a établi cette présomption, le législateur a déterminé sous le même article le moyen de la combattre ; ce moyen, c'était de prouver « par inventaire ou état en bonne forme » que le mobilier revendiqué comme propre par l'un des époux existait déjà dans le patrimoine de cet époux au jour du mariage ou lui était échu depuis, c'est-à-dire avait été recueilli par lui à titre gratuit depuis cette époque.

Cette présomption d'acquêts et cette preuve susceptible de la détruire étaient établies en ces termes par l'article 1499 jusqu'à la modification opérée par la loi du 29 Avril 1924 :

Ancien art. 1499 : « Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt ».

Malheureusement pour la simplicité de la question, ce texte n'était pas le seul au Code Civil à traiter de la preuve des reprises mobilières : deux autres articles, les articles 1502 et 1504, sous la section suivante consacrée à la clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou en partie, semblaient offrir aux époux des moyens de preuve différents de ceux admis par l'art. 1499 pour combattre la présomption de propriété du mobilier établie, ainsi qu'on l'a vue, au profit de la communauté.

Ces articles, conservés par la loi nouvelle, sont ainsi rédigés :

Art. 1502 : « L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur.

« Il est suffisamment justifié à l'égard de la femme, par la

« quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont
« dotée. »

Art. 1504 : « Le mobilier qui échoit à chacun des époux
« pendant le mariage, doit être constaté par un inventaire.

« A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari, ou
« d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur,
« déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer
« la reprise.

« Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à
« la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve,
« soit par titres, soit par témoins, soit même par commune
« renommée, de la valeur de ce mobilier ».

En sorte que, d'après l'article 1499, la seule preuve possible de la part de l'époux voulant exercer une reprise mobilière était un inventaire ou un état en bonne forme, tandis que d'après les art. 1502 et 1504, au contraire, ce même époux, (surtout s'il s'agissait de mobilier échu pendant le mariage) avait la possibilité d'une preuve plus facile, qui, pour la femme, pouvait aller jusqu'à la commune renommée.

Y avait-il moyen de concilier entre eux ces trois articles 1499, 1502, et 1504, manifestement contradictoires dans leurs termes ?

C'est vers cette conciliation qu'ont tendu les efforts de la doctrine et de la jurisprudence pendant tout le cours du siècle dernier, sans avoir pu parvenir d'ailleurs — nous le montrerons — à découvrir un criterium d'application ni à établir un système d'interprétation à la fois juridique et pratiquement à l'abri de toute critique.

Toutefois, on peut dire qu'en pratique, depuis la fin

du siècle dernier, la controverse était considérée comme tranchée par suite de l'adoption par la Cour de Cassation d'une jurisprudence constamment maintenue et d'apparence inébranlable, qui pouvait être ainsi résumée :

Ce système reposait sur une distinction dans la qualité des parties en présence dans l'instance en reprise ; la Cour de Cassation opposait en effet le cas où l'époux — nous savons que c'est généralement la femme — demandait à faire la preuve de ses reprises à l'égard de son conjoint, au cas où ce même époux — nous dirons cette même épouse — demandait à faire cette preuve à l'égard des tiers, et plus spécialement à l'égard des créanciers du mari ou de la communauté.

Dans le premier cas, — dans les rapports des époux entre eux — la Cour de Cassation autorisait l'époux réclamant à justifier de son droit au moyen du large système de preuve de l'article 1504, s'il s'agissait d'une réclamation de mobilier futur, c'est-à-dire échu pendant le mariage, au moyen des procédés de preuve du droit commun, s'il s'agissait d'une réclamation de mobilier présent, c'est-à-dire existant lors du mariage, la présomption de l'art. 1499 étant considérée dans cette dernière hypothèse comme une présomption *juris tantum*, susceptible d'être combattue par tous moyens, dont l'appréciation souveraine était laissée aux juges du fait ;

Dans le second cas, au contraire, — preuve à l'égard des tiers — la Cour suprême par une interprétation et une application particulièrement rigoureuses de l'art. 1499, décidait que la présomption édictée par cet article était une présomption *juris et de jure* qui s'appliquait alors au

mobilier présent comme au mobilier futur et qui ne permettait à l'époux réclamant d'établir son droit à la reprise qu'au moyen d'un inventaire en la forme authentique à l'exclusion de tout autre mode de preuve, l'aveu même de la partie adverse restant inopérant.

Comme nous aurons l'occasion de le montrer au cours de cet ouvrage, ce sont les rigueurs excessives de cette jurisprudence dans ce dernier cas et les iniquités de fait qu'elle avait consacrées plusieurs fois, des épouses « honnêtes et loyales » s'étant vues trop souvent dépouillées de leur fortune personnelle au profit de créanciers de leurs maris ou de la communauté, par suite de la seule application brutale à leur égard de la présomption de l'article 1499, et cela sans que les créanciers aient allégué en fait aucune fraude, alors même qu'ils reconnaissaient la sincérité des actes non authentiques produits (1), ce sont, disons-nous, ces rigueurs et ces iniquités qui ont amené dans le monde des affaires un vaste mouvement d'opinion en faveur d'un adoucissement pour la femme, par voie d'intervention législative, des conditions de preuve requises en matière de reprises mobilières.

Ce mouvement d'opinion demandait dans ce but la modification de plusieurs articles du Code Civil, notamment de l'art. 1499, et de plusieurs articles du Code de Commerce.

C'est cette modification entreprise et mise au point par la Société d'Etudes législatives au début de l'année 1921, puis soumise au Sénat sur l'initiative du Président de cette Société dès le mois de Mai de la même année (1921) — qui

(1) Voir la jurisprudence citée *infra*, p. 206, note 2.

a fait l'objet de la loi du 29 avril 1924, dont nous allons indiquer rapidement l'économie générale.

*
* *

Modifications apportées à la question de la preuve des reprises mobilières par la loi du 29 Avril 1924.

L'activité des nouveaux législateurs dans la préparation de cette loi a été dominée par la considération de deux buts à atteindre :

Les rédacteurs de la loi nouvelle ont en effet voulu, d'une part faire disparaître la nécessité de l'acte authentique et de l'inventaire, dont l'exigence par l'art. 1499 tel que cet article était interprété par la jurisprudence de la Cour de Cassation était considérée à juste titre comme la cause principale de toutes les difficultés ; ils ont voulu, d'autre part, délimiter expressément les sphères d'application respectives de l'art. 1499 et des articles 1502 et 1504, dont les essais de combinaison avaient fait naître tant de controverses au cours du siècle dernier.

Pour atteindre ce double but, le législateur de 1924 a adopté la distinction de la Cour de Cassation qui opposait, comme nous le savons, le cas où la demande en reprise est appelée à s'exercer contre les tiers au cas où cette demande n'est appelée à s'exercer que dans les rapports des époux entre eux ;

Puis il a supprimé purement et simplement l'obligation de la preuve par inventaire ou par acte authentique, en la remplaçant par les moyens de preuve du droit commun

pour le cas de preuve des reprises contre les tiers ; et dans une deuxième proposition, — adoptant encore sur ce point le système consacré en fait par la Cour suprême, — il a décidé que les art. 1502 et 1504 devraient s'appliquer uniquement au cas où la preuve des reprises est à faire dans les rapports des époux entre eux.

Ces modifications, qui constituaient aux yeux des rédacteurs de la loi nouvelle la partie essentielle de la réforme, ont fait l'objet du nouvel article 1499, qui s'exprime maintenant en ces termes :

« Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis
« est réputé acquêt, sauf preuve contraire établie suivant
« le droit commun à l'égard des tiers.

« Entre époux, la preuve est réglée par les articles 1502
« et 1504 ».

Cet article ainsi rédigé, constitue la pierre angulaire du nouveau système de preuve des reprises mobilières sous notre régime de communauté, et dans l'esprit des nouveaux législateurs les autres modifications de textes opérées par la loi de 1924 n'ont tendu qu'à mettre ces textes en concordance avec celui de l'art. 1499 remanié, afin d'éviter pour l'avenir les difficultés d'interprétation qui n'auraient pas manqué de naître si ces modifications n'avaient pas été faites, du rapprochement de ces divers textes entre eux et du manque d'unité de leurs dispositions.

Les textes modifiés dans cet esprit par la loi nouvelle sont l'art. 1510 du Code Civil et les art. 560 et 563 du Code de Commerce, qui se présentent désormais sous la rédaction suivante :

Art. 1510 C. civ. : « La clause par laquelle les époux sti-

« pulent qu'ils payeront séparément leurs dettes person-
« nelles les oblige à se faire lors de la dissolution de la com-
« munauté, respectivement raison des dettes qui sont jus-
« tifiées avoir été acquittées par la communauté, à la dé-
« charge de celui des époux qui en était débiteur.

« Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inven-
« taire ou non ».

Art. 560 C. com. : « La femme pourra reprendre en na-
« ture les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat
« de mariage ou qui lui sont advenus par succession, dona-
« tion entre vifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés
« en communauté, toutes les fois que l'identité en sera
« prouvée conformément à l'art. 1499 du Code Civil.

« A défaut par la femme de faire cette preuve tous les
« effets mobiliers tant à l'usage du mari qu'à celui de la
« femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le ma-
« riage, seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à
« lui remettre avec l'autorisation du juge-commissaire,
« les habits et linge nécessaires à son usage et sauf l'action
« en reprise qu'elle pourra exercer comme créancière du
« mari, conformément aux dispositions du Code Civil ».

Art. 563 C. com. : « Lorsque le mari sera commerçant
« au moment de la célébration du mariage, ou lorsque,
« n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera
« devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui
« appartenaient à l'époque de la célébration du mariage,
« ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession,
« soit par donation entre vifs ou testamentaire, seront
« seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura ap-

« portés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement.

« 2^o Pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage.

« 3^o Pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari » (1).



Divisions du présent ouvrage

A la lire, cette loi de 1924 paraîtrait devoir bouleverser notre législation en matière de reprises mobilières, et l'apparente diversité que présentent les nouveaux textes comparés aux anciens peut donner lieu à bien des observations.

Cette loi est-elle bonne par elle-même ? et bien que correspondant à des nécessités pratiques certaines, n'est-il pas à craindre qu'en autorisant désormais la femme à faire la preuve de ses reprises à l'égard des tiers par tous les moyens de droit commun, elle n'ait sacrifié peut-être un peu trop à la légère les droits des créanciers de la communauté ?

D'autre part quelle sera la portée de la loi de 1924 ? Va-t-elle véritablement apporter de graves modifications dans les usages ? et quelles conséquences pratiques aura-t-elle ?

Nous essaierons, au cours de cette étude, de répondre à ces différentes questions.

(1) Voir *infra*, p. 229 et suiv., la rédaction précédente de ces articles.

Mais avant d'arriver à cette dernière solution que le législateur moderne vient de donner au problème de la preuve des reprises mobilières, nous nous efforcerons de retracer dans son ensemble l'évolution de cette importante et délicate question, à travers les différentes périodes de notre Droit.

Et pour mieux embrasser toute cette évolution en en suivant comme pas à pas les phases successives, nous diviserons l'étude que nous projetons d'en faire en trois parties :

Dans la première partie, nous rechercherons quelles étaient les solutions suivies en cette matière dans notre Ancien Droit dans les pays de coutume de communauté légale, et nous les comparerons avec celles suivies pendant la même période dans les pays de coutume de communauté d'acquêts.

Dans la seconde partie, nous exposerons les dispositions établies par le Code Civil et le Code de Commerce, et l'application qui en fut faite par la Jurisprudence pendant tout le siècle dernier et jusqu'à l'apparition de la loi de 1924.

Dans cet exposé, nous nous occuperons d'ailleurs aussi peu que possible des doctrines émises par les auteurs ; ces doctrines ont été suffisamment étudiées avant nous, dans de nombreux ouvrages et thèses, et il nous semble que leur étude n'offrirait plus maintenant, en face des dispositions de la loi nouvelle, qu'un intérêt d'érudition ; nous nous pencherons seulement sur les faits, tels qu'ils nous sont apparus à travers les décisions de la jurisprudence moderne, et dans l'examen de ces faits nous nous placerons le plus possible sur le terrain de la pratique.

Enfin dans la troisième partie, qui sera consacrée à l'étude de la loi nouvelle proprement dite, après avoir analysé les travaux préparatoires de la loi, commenté les solutions nouvelles qu'elle établit et examiné les points de doctrine intéressants qu'elle peut soulever, nous montrerons que ce n'est pas tant le changement de l'esprit même du système du Code Civil sur la preuve des reprises qui a été poursuivi par le législateur de 1924, que le moyen de faire disparaître pour l'avenir les injustices engendrées par l'interprétation jurisprudentielle étroitement rigoriste de ce système, — en évitant au juge, pour reprendre les termes mêmes [du Rapporteur de l'avant-projet de la loi à la Société d'Etudes législatives, « l'obligation de consacrer des iniquités de fait par l'application de textes qu'il considérerait comme rigoureusement impératifs ».

Et ces raisons mêmes qui ont déterminé la loi nouvelle, devant, à notre avis, en délimiter la portée, nous en déduirons que pour conserver à cette loi son sens véritable, et éviter les abus que pourrait amener à son tour une admission trop facile de la preuve des reprises, c'est aux Tribunaux qu'il appartiendra de montrer dans l'appréciation des moyens de preuve qui leur seront soumis, une vigilance, une prudence et une sévérité toutes particulières, afin de déjouer les fraudes, dont la crainte avait inspiré à juste titre les précautions prises par les rédacteurs du Code Civil, fraudes qui demeurent plus que jamais possibles et redoutables.

Cela nous conduira à dire que la loi nouvelle n'apportera probablement pas, selon nous, de modification notable dans la pratique des affaires, l'acte authentique demeurant,

malgré tout, l'instrument probant par excellence que tous les époux réfléchis et aimant leur sécurité ne manqueront pas de se ménager en vue de l'exercice éventuel de leurs reprises, — les moyens de preuve de droit commun autorisés par la loi leur apparaissant seulement , à cause de leur fragilité, comme une planche de salut destinée à n'être utilisée qu'au cas où il leur aurait été impossible ou trop difficile de se procurer une preuve authentique.

Enfin, nous montrerons que c'est dans le domaine législatif, par contre, que la loi nouvelle nous semble appelée à avoir la répercussion la plus considérable, la suppression de l'acte authentique comme condition *sine qua non* de l'exercice des reprises mobilières sous le régime de la communauté réduite aux acquêts nous paraissant être la disparition du dernier obstacle sérieux auquel pouvait se heurter jusqu'alors l'adoption de ce régime comme régime légal.

DE LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION DE LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DANS L'ANCIEN DROIT FRANCAIS

Dans notre très ancien droit, inexistence presque absolue, en droit et en fait, de biens mobiliers propres aux époux.

Lorsqu'on entreprend de rechercher comment s'est posé à son origine le problème de la preuve des reprises mobilières, une remarque d'ordre général nous paraît devoir être faite, tout d'abord, sur la place relativement peu importante que cette question semble avoir tenue dans les préoccupations de nos anciens auteurs, tout au moins aux premiers temps de notre Ancien Droit.

C'est qu'en premier lieu, un fait juridique domine, — selon nous, — toute cette période de notre Droit, et doit toujours être présent à l'esprit lorsqu'on se propose l'étude d'une question touchant de près ou de loin à la formation ou à la composition du régime de la communauté : ce fait, c'est l'importance minime et quasi négligeable que tenait

alors la classe des biens mobiliers dans la division juridique des fortunes en meubles et en immeubles (1).

Pendant tout notre Ancien Droit, en effet, la plus grosse partie des fortunes était essentiellement composée de biens immobiliers.

La terre, par suite de son caractère de stabilité, et, pourrait-on dire, par suite de sa perpétuité d'existence, était considérée comme la seule vraie richesse, et jouissait à l'égard des autres éléments qui composaient les fortunes, d'une prépondérance énorme, fondée plus encore sur des considérations morales et traditionnelles que sur sa valeur pécuniaire propre.

En outre, à côté des immeubles proprement dits, notre Ancien Droit connaissait la classe des *immeubles incorporels* qui comprenait des biens auxquels notre Droit moderne a conféré le caractère mobilier, et alors assimilés aux immeubles, parce que, comme ces derniers, ils produisaient des revenus réguliers et pendant une durée indéfinie, sans épuiser leur substance.

Rentraient dans cette classe des immeubles incorporels notamment :

Les maîtrises d'artisan et les rares *fonds de commerce* qui existaient alors (2) ;

Les rentes constituées, qui correspondaient à cette époque

(1) Cf. OLIVIER MARTIN, *Histoire de la Coutume de Paris*, tome 1, pages 202 à 215 ; LEFEBVRE, *Mélanges*, tome II, cours 1^e, *Les fortunes anciennes au point de vue juridique*, pages 1 à 7.

(2) C'est du moins ce que nous rapporte Dunod pour le ressort de la Coutume de Bourgogne (*Observ. sur la Cout. de Bourgogne*, chap. VII, sect. I, art. 14, n^o 4) : « Quoique le fonds d'une boutique soit un assemblage de meubles, cependant à le considérer dans son tout, il doit être regardé comme un immeuble ».

Et dans le ressort des Coutumes de Paris et d'Orléans, Pothier lui-même nous signale, à propos de certains privilèges de perruquiers, que

où le prêt à intérêt était interdit comme prêt direct, à nos prêts hypothécaires actuels ;

Les rentes sur l'Hôtel de Ville, sur le Roi, sur les Etats provinciaux, sur le Clergé de France, et sur les Villes, correspondant à nos fonds d'Etats ou emprunts de Villes ;

Les offices, « fort multipliés dans l'Ancien Régime qui connaissait tant d'offices royaux et seigneuriaux ; si bien que les fonctions mêmes de magistrat ou d'avocat étaient organisées en offices héréditaires et vénaux », et qui constituaient « un considérable élément des fortunes nobles et surtout bourgeoises (1) ».

Que comprenait alors la classe des meubles ?

La grande industrie n'était pas encore née, et il n'existait rien à cette époque, « des Sociétés ou Compagnies modernes qui dispersent leur avoir en tant de mains sous forme d'actions ou d'obligations : où trouver jadis quelque chose qui ressemble à nos valeurs innombrables de chemins de fer, eaux, gaz, mines, assurances, etc... qui comptent maintenant si fort dans les successions comme dans les apports de mariage ? (2) ».

Les valeurs mobilières n'existaient donc pas, dans notre très Ancien Droit, et lorsqu'elles apparurent, quelques siècles plus tard, sous forme d'actions de Canaux, actions de la Compagnie des Indes, etc... (d'ailleurs toutes nominatives), on leur reconnut le caractère immobilier par l'application du criterium indiqué plus haut : elles produisaient, comme la terre, des revenus réguliers, sans épuiser le capital.

des maîtrises étaient parfois érigées en immeubles par privilège (Voir *Traité de la Communauté*, tome I, n° 95).

(1) LEFEBVRE, *op. cit.*, loc. cit., page 3.

(2) LEFEBVRE, *op. cit.*, loc. cit., page 2.

Enfin, il n'était, alors, pas même question de notre droit de propriété littéraire ou artistique, auquel on ne peut comparer que de très loin le bénéfice du Privilège du Roi.

En sorte que la classe des meubles se trouvait réduite en fait, dans notre Ancien Droit, à celle des meubles corporels, qui comprenait tout d'abord, *les espèces liquides*, les deniers, en petite proportion généralement, en raison du peu de développement de la richesse pécuniaire à cette époque et de la quantité minime de métal en circulation, *et surtout les meubles meublants*, les objets d'art et les marchandises, le tout de peu de valeur monnayable, par suite du bas prix du coût de la vie et de la différence de valeur de l'argent, (en comparaison avec l'époque moderne), sauf toutefois l'existence dans les familles riches, de galeries de tableaux de grande valeur, et de nombreuses pièces d'argenterie, accumulées en réserve comme trésors destinés à parer dans les moments de crise à la dévalorisation des monnaies.

Ce phénomène à la fois juridique et économique du peu de valeur des biens mobiliers dans notre Ancien Droit, était couramment exprimé en des formules connues : *res mobilis, res vilis ; mobilium vilis possessio*, — qui traduisent bien le dédain avec lequel on considérait généralement ces biens comme des éléments tout-à-fait secondaires et négligeables des patrimoines.

C'est ce phénomène qui explique la composition de notre communauté légale, — communauté des meubles et acquêts, — qui, dans les Pays de Coutume, fut seule pratiquée et même admise jusqu'à la fin du x^ve siècle (1).

(1) Nous faisons volontairement abstraction, dans cette étude, des Pays de Droit écrit, où le régime matrimonial en vigueur était le régime dotal, et où l'on appliquait pour la preuve de la réception de la dot par

Sous ce régime, en effet, devenu, dans ses grandes lignes, le régime matrimonial légal de la France après l'unification réalisée par le Code Civil, les biens immobiliers seuls, — nous le savons —, que les époux possédaient avant leur mariage ou recueillis ensuite par eux à titre gratuit restent propres auxdits époux : tous les biens meubles, en principe, deviennent communs.

Nous avons rappelé dans notre Introduction (1) les cas, fort peu nombreux, dérogeant, dans notre Droit actuel, à cette dernière règle. Dans notre très Ancien Droit, ces cas étaient encore plus rares qu'aujourd'hui : pratiquement la seule hypothèse où on reconnaissait, à cette époque, qu'une chose mobilière pût avoir le caractère de bien propre, était celle où cette chose avait été donnée sous la condition qu'elle resterait propre au donataire et serait exclue de sa communauté, parce que — disait-on — une personne qui fait une libéralité a le droit de la faire sous la condition qui lui plaît, du moment qu'elle n'est pas contraire aux mœurs.

Les donations affectées d'une pareille condition portaient généralement sur des meubles meublants, à titre de souvenirs, plutôt que sur des sommes d'argent ; mais

le mari des règles tirées du Droit Romain, et nous en exceptons également la province de Normandie, où l'on suivait un régime dotal un peu différent de celui de Justinien, adopté dans le midi (Voir sur ce point *Répert. alphab. Dalloz*, tome XIII, page 12, *V^o Contrat de mariage*, n^o 67 et 68).

Cette question de la preuve de la réception de la dot a donné lieu, il est vrai, à des difficultés intéressantes ; nous la laisserons cependant en dehors de notre sujet que nous avons strictement limité à l'étude de la preuve des reprises sous le régime de la communauté. Sur la preuve de la réception de la dot sous le régime dotal, voir GUYON, *thèse*, Paris, 1900, p. 26 et suiv.

(1) Voir *suprà* Introduction, page 5, texte et note I.

il est à peine besoin de dire que de telles donations étaient rares, et que par suite ce cas d'existence de biens mobiliers propres aux époux se présentait peu en pratique.

Cette existence exceptionnelle, en droit et en fait, des biens mobiliers demeurés propres aux époux, et la valeur minime de ces biens lorsqu'il s'en présentait, expliquent, à nos yeux, le silence des auteurs de notre très Ancien Droit, sur la question de la reprise des propres mobiliers, qui ne paraît donc pas avoir pu se poser à cette époque.

*
* *

Comment apparut la question de la reprise des propres mobiliers dans notre Ancien Droit.

Mais avec l'évolution de la vie économique, tendant vers une augmentation, encore à peine perceptible et cependant certaine, de la richesse mobilière, — avec l'éveil des sentiments d'égalité et de justice qui accompagne généralement l'adoucissement des mœurs et l'apaisement intérieur des Etats, la situation se modifia lentement.

A la fin du ^{xiv}^e siècle, Jean Lecoq nous signale, dans ses *Quaestiones*, l'existence de la clause de réalisation (1), et nous trouvons déjà dans les décisions de Jean des Marès, rapportées par Brodeau (2), l'origine d'une convention qui devait être fort usitée plus tard sous le nom de « clause de reprise d'apport franc et quitte ».

Mais de telles stipulations ne se rencontraient alors qu'à l'état d'exception.

(1) *Question n° 83*, rapportée à la 5^e partie des *Œuvres de Charles Dumoulin*, édit. Paris, 1681, tome II, p. 570.

(2) BRODEAU, *Coutume de Paris*, tome II, in fine, *Décisions de Messire Jean des Marès*, n° 129, p. 574.

La première rédaction de la Coutume de Paris (1510), reflétant les pratiques usuelles de son époque, n'admettait encore que la communauté légale ; et c'est seulement vers le même moment que se répandit l'usage de stipuler, dans les conventions de mariage, certaines clauses, nées des besoins nouveaux de la pratique, par lesquelles les futurs époux s'efforçaient de modifier les règles de la communauté coutumière quant à la composition active et passive de cette communauté.

Ce sont ces clauses qui en grossissant la classe des biens propres mobiliers et en créant au profit de chacun des époux un véritable patrimoine propre, allaient faire naître la question de la reprise de ces biens.

Les principales de ces clauses furent les clauses de réalisation et de reprise d'apports, d'une part, les clauses de séparation de dettes d'autre part.

Nous allons les étudier sous deux chapîtres distincts, puis, dans un troisième chapitre, nous nous efforcerons de dégager de l'étude que nous aurons faite de ces clauses, une vue d'ensemble du système de la preuve des reprises mobilières, tel que ce système a fonctionné pendant notre Ancien Droit.

CHAPITRE PREMIER.

Les clauses de réalisation et de reprise d'apports

SECTION PREMIÈRE

APPARITION ET DÉVELOPPEMENT DES CLAUSES DE RÉALISATION.

De droit commun, tous les biens mobiliers appartenant aux époux au jour de leur mariage, tombaient en communauté (1).

Or, il arrivait souvent que des futurs époux possédaient chacun en se mariant une fortune personnelle de même importance, mais de nature différente ; l'un avait une fortune presque exclusivement composée de biens immobiliers, alors que la fortune de l'autre était pour la plus grande partie, et parfois pour la totalité, une fortune mobilière.

Le mariage avait alors à l'égard de ces deux patrimoines la conséquence suivante : l'époux qui possédait

(1) Cf. FERRIÈRE (Commentaire, 1788, tome II, *titre X* glose de l'art. 220, *page 5*) ; « Les meubles sans distinction, tombent dans cette communauté... »

« Ce terme *meubles*, en cet article, n'est pas restreint aux meubles meublés ; mais il comprend généralement tout ce qui a nature de meubles et qui est réputé mobilier, comme les obligations, cédules, dettes dues par contrats, excepté les rentes constituées, lesquelles, par l'article 94, sont réputées immeubles : les arrérages de rentes foncières ou constituées sont aussi réputés meubles.

« Les offices sont aussi réputés immeubles suivant l'article 95 ».

la fortune immobilière conservait la propriété personnelle de cette fortune, en raison du caractère propre des immeubles possédés avant le mariage, d'après les principes ordinaires de la communauté légale, tandis que par le jeu de ces mêmes principes, toute la fortune mobilière de l'autre époux tombait dans la communauté, ce qui avait pour résultat de faire perdre à cet époux la moitié de son patrimoine personnel, gagnée du même coup par le premier conjoint, qui conservait déjà pour lui seul la totalité de sa fortune immobilière.

En pratique c'était la femme qui souffrait le plus souvent de cette différence de nature des biens composant les patrimoines des époux avant leur mariage. La fortune du mari, en effet, était presque toujours composée pour la plus grande partie de biens immobiliers qui lui restaient propres : immeubles proprement dits, office, rentes constituées ; la seule fortune, au contraire, que la femme possédait généralement en se mariant, c'était la dot en argent qui lui était constituée par ses parents, et cette dot, en raison de son caractère mobilier, tombait inévitablement dans la communauté.

C'est pour remédier à cette situation injuste et rétablir l'égalité entre les époux quant aux biens qui entraient de leurs chefs dans la communauté, que l'ont vit se répandre dans la pratique, au commencement du xvi^e siècle, les clauses de stipulation de propres, plus généralement désignées dans notre Ancien Droit sous le nom de « clauses de réalisation », ce dernier mot étant pris ici dans son sens étymologique d' « immobilisation », action de rendre « réel » ou « immobilier » (1).

(1) Cf. ARGOU (*Instit. au dr. franç.*, tome II ; livre III, chap. LVIII, page 100) : « Quand la dot d'une femme consiste pour le tout, ou pour

Les clauses se présentaient aussi sous la forme de clauses d'emploi, ou de remploi en héritages, des meubles apportés en mariage (1).

§ 1. — Clause de réalisation des biens présents.

A son origine, la clause de réalisation ne fut stipulée que pour les biens présents, c'est-à-dire pour les meubles appartenant aux époux au jour de leur mariage. Elle pouvait s'appliquer soit à une partie soit à la totalité de ces biens.

Dans le premier cas, la réalisation pouvait porter sur une somme d'argent dont le montant était fixé ou sur des biens meubles individualisés, le surplus des biens mobiliers apportés par l'époux en mariage subissant l'effet normal des règles

« la plus grande partie, en effets mobiliers, qui, de leur nature, entrent
« dans la communauté, on a inventé des stipulations pour les exclure,
« et pour leur faire produire le même effet qu'à de véritables immeubles
« afin de conserver en quelque sorte l'égalité entre les conjoints, et ne pas
« laisser l'avantage du côté du mari : c'est ce qu'on appelle les stipulations
« de propres ».

Dans le même sens, cf. COCHIN (*Œuvres*, tome IV, 3^e partie, p. 564) :
« Comme nos coutumes font entrer en communauté le mobilier des con-
« joints, on a trouvé dans les familles que souvent un des conjoints y
« trouverait trop d'avantage, parce que l'autre était bien plus riche en
« mobilier ; c'est ce qui a introduit une clause, par laquelle en mettant
« une partie du mobilier en communauté, on a stipulé que le reste serait
« propre à la future épouse ».

Et plus loin (*op. cit.* p. 595) : « Une femme apportait une dot consi-
« dérable en argent ; de droit elle entraient en communauté comme meuble,
« et le mari en gagnait d'abord la moitié. Pour empêcher un partage si
« funeste à la famille de la femme, on a commencé par stipuler qu'il n'y
« aurait qu'une partie de ces deniers qui rentreraient en communauté, et
« que le surplus serait propre à la future épouse ».

(1) POTHIER (*Tr. de la Communauté*, tome I, n^o 316) : « La clause par
« laquelle on stipule qu'une somme d'argent sera employée en achat d'hé-
« ritages, est équivalente à celle par laquelle on stipule qu'elle sera propre,
« et elle renferme aussi bien qu'elle, une convention de réalisation ».

de la communauté et tombant dans cette communauté, ou bien elle pouvait porter sur l'ensemble desdits biens mobiliers, sauf la mise en communauté expressément stipulée d'une somme d'argent déterminée.

Dans le second cas, cette stipulation de mise en communauté n'avait pas lieu, et la cause réalisait la totalité des biens présents de l'époux qui la stipulait à son profit, c'est-à-dire conférait à tous ces biens, à l'égard de l'autre époux, le caractère immobilier, en les excluant de la communauté et en leur « donnant nature de propres ».

D'après le témoignage de Duplessis, la clause de réalisation était usitée, et l'effet qu'elle produisait était reconnu et accepté dès la fin du xvi^e siècle (1) :

« C'est donc une maxime certaine en matière de stipulation de propres faites par contrat de mariage, que ce qui est stipulé propre à l'un des conjoints, ou destiné en achat d'héritages, n'entre point en communauté, tant à l'égard des conjoints que de leurs héritiers ; *cela a été ainsi jugé par l'arrêt des Grassins du 23 décembre 1579. Brodeau sur Louet, lettre R, somm. 30* ».

Au siècle suivant, la pratique pour les époux de stipuler propre tout ou partie de leurs meubles présents était tout-à-fait introduite dans les mœurs (2) ; elle était

(1) DUPLESSIS, *Traité sur la Coutume de Paris*, Traité 7^e. Des droits incorporels, titre II, note additionnelle lettre O.

(2) Cf. DUPLESSIS (*op. cit.* traité 7^e, titre II) : « Les stipulations de deniers propres, ou pour être employés en achat d'héritages qui seront propres, se font dans les contrats de mariage : *l'usage les a introduits, l'article de la Coutume a autorisé l'usage, et le nouvel usage a encore augmenté à la Coutume* ».

Dans le même sens, FERRIÈRE (*Corps et Compilation*, 1714, tome III, titre X, deuxième glose sur l'art. 220, n^o 13) : « 13. Comme on peut ameubler des immeubles par stipulation, on peut aussi faire prendre aux meubles la nature de propres ; ce qui se fait expressément, en convenant

autorisée aussi bien au profit du mari qu'au profit de la femme (1).

Cette pratique s'étendit d'ailleurs aux pays de Droit écrit, ainsi que l'atteste Lebrun en ces termes (2) :

« Il ne faut point distinguer si le contrat de mariage est « passé en Pays de Droit écrit, ou en Pays Coutumier, la « réalisation se pratiquant en Pays de Droit écrit selon un « Arrêt du 22 décembre 1600, rapporté par M. Louet, lettre « R, nombre 44. (3).

... Et elle se perpétua jusqu'au Code Civil. (4)

« qu'une telle somme sortira nature de propre au stipulant ; ou tacite-
« ment, par une stipulation d'employ.

« C'est aussi une réalisation tacite, lorsque tous les biens des futurs « conjoints sont en meubles et qu'il est convenu qu'une certaine somme « sera mise en communauté ; et que mention et estimation est faite de « leurs meubles et effets mobilières, car c'est une exclusion tacite du « surplus qui est par ce moyen rendu propre de communauté ».

(1) Cf. ARGOU (*Instit. au dr. franç.*, tome II ; livre III, chap. VIII, page 109) : « Le mari aussi bien que la femme peut de son côté, faire « telles stipulations de propres que bon lui semble, et celles qu'il fait « sont sujettes aux mêmes règles que celles qui sont faites du côté de la « femme ».

(2) LEBRUN, *Traité de la Communauté*, livre III, chap. II, section I, distinction III, n° 6.

(3) A rapprocher de cet autre passage du même auteur (*Traité des successions*, livre II, chap. I, sect. I, n° 56) : « En premier lieu, il est à obser-
« ver que ces sortes de réalisation n'ont pas moins de lieu en pays de « Droit écrit, qu'en pays coutumier, en ce qu'elles concernent les succes-
« sions ; et quoique dans le droit on ne fasse point la distinction des lignes, « néanmoins l'on a jugé par l'arrêt de Regnaud, du vingt-deuxième Dé-
« cembre 1600, que la stipulation d'emploi, et l'affectation à la ligne, « réalisaient tellement la somme, même en pays du droit écrit, qu'après « la mort de l'enfant né du mariage, elle appartenait à l'héritier de la « ligne, et non au père ; l'arrêt est rapporté par M. Louet, en la lettre R, « nombre 44 ».

(4) Cf. BOURJON (*Droit commun de la France*, titre X, 2^e partie, chap. VI, n° 1) : «... Il est permis aux conjoints par leur contrat de mariage, « de stipuler que leur mobilier extant lors du mariage, ou partie d'i-
« celui, leur sera propre, et par là exclus de la communauté, et l'ayant « fait, telle convention à sa pleine exécution ».

§ 2. — Extension des clauses de réalisation aux biens futurs.

Dès le ^{xvii}^e siècle, l'usage apparut d'étendre, dans les contrats de mariage, l'effet de ces clauses de réalisation aux meubles futurs des époux, c'est-à-dire aux biens mobiliers que les époux pourraient recueillir au cours du mariage par succession, donation ou legs.

Cet usage nous est seulement signalé par Lamoignon (1), et Duplessis n'en parle qu'en termes prudents, comme d'une innovation dont la valeur et la portée n'étaient pas encore acceptées d'une manière générale (2) :

« *J'estime que l'on pourrait stipuler par le contrat de mariage, que des meubles qui écheront par succession, il en demeurera propre aux conjoints jusqu'à la somme de.....*
« *principalement pour le cas des successions directes, dont l'espérance est certaine* ».

Mais à la fin du même siècle, cette clause de réalisation des biens futurs était couramment pratiquée, surtout au profit de la femme.

Argou nous dit en effet (3) :

« Dans la plupart des contrats de mariage que l'on fait
« aujourd'hui, on ne se contente pas de stipuler qu'une
« partie de la somme qu'une femme apporte en mariage,
« lui sera propre, et aux siens de son côté et ligne ; *on ajoute*
« *ordinairement que tout ce qui lui échéra durant le mariage,*
« *par succession, donation, legs, ou autrement, lui tiendra*
« *pareille nature de propre* : clause qui empêche que les do-
« nations et les legs en collatérale, et tous les effets mobi-

(1) LAMOIGNON, *Arrêts*, titre 32, article 21.

(2) DUPLESSIS, *Traité sur la Coutume de Paris*, Traité 12^e. De la communauté de biens entre conjoints, livre I, chap. II, 3^o *in fine*.

(3) ARGOU, *op. cit.*, tome II, livre III, chap. VIII ; page 109.

« liers qui se trouvent dans les successions qui arrivent à la femme, tant en directe qu'en collatérale, ne tombent dans la communauté ».

Au XVIII^e siècle, enfin, on la stipulait au profit des deux époux.

C'est ainsi que Cochin, après avoir rapporté la formule adoptée au profit de la femme, nous rapporte la même formule comme suivie aussi au profit du mari dans les contrats de mariage de son temps (1) :

« Enfin, il est dit aussi que des biens du futur époux, « qui était majeur et qui n'avait ni père ni mère « il entrera « pareille somme de 40.000 livres en communauté, et que « le surplus, tant mobilier qu'immobilier, lui sera et demeurera propre, et aux siens de son côté et ligne, avec tout ce « qui lui adviendra et écherra pendant le mariage par succession, donation, legs ou autrement ».

« Telles sont exactement les clauses du contrat de mariage, qui sont toutes de style dans l'usage présent, et « que l'on trouvera conformes à tous les contrats de mariage « qui se passent à Paris,..... : c'est un protocole dont on ne « s'écarte presque jamais ».

Les témoignages de Lebrun (2) et de Bourjon (3) sont dans le même sens ;

Et Pothier lui-même s'exprime sur ce point en ces termes (4) :

« La convention de réalisation peut se faire, non seule-

(1) COCHIN, *Œuvres*, tome IV, 3^e partie, Mémoire sur la cause jugée le 16 Mai 1735, ancien n^o 86, page 560.

(2) LEBRUN, *Traité de la Communauté*, livre III, chap. II, section I, dist. III, n^o 33.

(3) BOURJON, *Droit commun de la France*, titre X, 2^e partie : Chap. VIII, section II, n^o 4 et 5, et chap. IX, section VI, dist. 1^{re}, n^o 24 et 25.

(4) POTHIER, *Tr. de la Communauté*, tome I, n^o 318.

« ment à l'égard du mobilier que les parties ont lorsqu'elles
« se marient, mais pareillement à l'égard de celui qui leur
« advient depuis durant le mariage, soit à titre de succes-
« sion, soit à quelque autre titre, comme de donation ou
« de legs ; c'est ce qu'on a coutume d'exprimer par ces
« termes : Tout ce qui adviendra aux futurs conjoints
« durant le mariage, de succession, donation ou legs, leur
« sera propre ».

SECTION DEUXIÈME

LES CLAUSES DE REPRISE D'APPORTS

ÉTAIENT LE COROLLAIRE DES CLAUSES DE RÉALISATION.

La conséquence de la stipulation d'une telle clause de réalisation, c'était que, lors de la dissolution de la communauté, les biens mobiliers réalisés étaient *repris* par l'époux qui les avaient apportés en mariage ou par ses héritiers, au même titre que les biens immobiliers, auxquels ils avaient été assimilés à cet égard, tandis que les biens qui avaient conservé leur caractère mobilier suivaient une destination différente (1).

Ce droit à la reprise des biens réalisés aurait pu ne pas être expressément stipulé : il n'était en somme que l'aboutissement normal de la clause de réalisation, que la manifestation finale de cette clause, ainsi que nous le dit Ferrière en ces termes (2) :

« Lorsque par le contrat de mariage, il y a une clause
« par laquelle il est stipulé qu'une partie des meubles et
« effets mobiliers appartenant aux futurs conjoints ou à

(1) Il ne faut pas oublier que, dans notre Ancien Droit, la dévolution des successions se faisait d'après la nature des biens.

(2) FERRIÈRE, *Commentaire*, 1788, titre X, glose de l'article 220, page 5.

« l'un deux, ou qui leur écherront pendant le mariage,
« leur sortiront nature de propre, — auquel cas, ils sont
« exclus de la communauté et celui au profit duquel la sti-
« pulation est faite, a droit de les reprendre sans confusion
« de la part qu'il peut avoir en la communauté, en vertu de
« la susdite clause ».

On jugea cependant nécessaire d'en faire l'objet d'une clause spéciale, afin de mieux déterminer l'effet des stipulations de propres, (quand des institutions nouvelles apparaissent, on a toujours tendance à les enserrer dans des formules, pour mieux définir leur portée, bien préciser l'intention des parties, éviter les controverses sur les effets qu'elles sont destinées à produire, et donner par avance à ces institutions une sorte d'existence matérielle) ; et la clause de reprise d'apports devint, dans les contrats de mariage, le corollaire de la clause de réalisation.

Ce droit à la reprise des biens réalisés était exercé par celui des époux ou par les héritiers de l'époux, qui avait stipulé à son profit une clause de réalisation, que ce soit le mari ou la femme ; il était même exercé par les deux époux lorsque cette clause de réalisation avait été stipulée de part et d'autre.

Comme de nos jours, cette reprise pouvait avoir lieu en nature ou en deniers (1).

Cette clause de reprise d'apports, complément de la clause de réalisation, ne doit pas être confondue d'ailleurs avec

(1) Cf. BACQUET (*Traité des Droits de Justice*, chap. XXI, n° 105) :
« Es cas des clauses ci-dessus récitées (il s'agit des clauses de réalisation) ;
« chacun doit reprendre sur les biens de la communauté avant partage,
« ce qu'il a apporté, s'il est en nature, ou la valeur et estimation d'iceluy ;
« et le surplus des biens de la communauté doit estre partagé esgalement
entre l'homme et la femme ou leurs héritiers ».

une autre clause de reprise, qui était parfois stipulée pour le cas où la femme renoncerait à la communauté.

Alors que la clause de reprise d'apports ne s'appliquait qu'aux biens mobiliers *réalisés*, la clause de reprise de la femme renonçante, — telle qu'elle était le plus généralement rédigée, — s'appliquait à tous les biens meubles par elle apportés en mariage ou à elle échus depuis, *même si ces biens n'avaient pas été stipulés propres par le contrat de mariage* (1).

Enfin, cette dernière clause de reprise ne pouvait être stipulée qu'au profit de la femme, et seulement pour le cas de renonciation par elle à la communauté (2).

(1) Cf. ARCOU (*Instit. au Dr. franç.* ; tome II, livre III, chap. vi, page 63) : « Pourra, la future épouse reprendre tout ce qu'elle aura apporté « dans la communauté. Ces termes sont assez clairs par eux-mêmes ; « ils comprennent non seulement ce que la femme apporte d'abord dans « la communauté, mais même tout ce qu'elle y a apporté durant le cours « du mariage, par les successions mobilières qui lui sont échues par les « legs et donations en collatérale, etc... quoiqu'il n'y ait point de stipu- « lation de propres à cet égard ».

(2) Cf. LEBRUN. (*Traité de la Communauté*, livre III, chap. II ; section II, dist. V, n° 1) : « La femme a coutume de stipuler dans son contrat « de mariage, qu'il lui sera permis d'accepter la communauté, ou d'y re- « noncer ; et qu'en y renonçant, elle reprendra franchement et quitte- « ment ce qu'elle a apporté en mariage, ensemble ce qui lui sera venu et « échû pendant le mariage, par donation, succession ou autrement.

« Cette reprise diffère de celle dont il a été parlé en la distinction pré- « cédente (*il y était traité de la reprise des meubles stipulés propres*) en ce « qu'au lieu que celle-là se donne au mari en cas d'acceptation de la com- « munauté par la femme ou par ses héritiers, celle-ci n'a jamais lieu qu'au « profit de la femme, et même en cas qu'elle renonce à la communauté. « L'autre est réduite aux deniers stipulés propres ; au lieu que celle dont « il s'agit a lieu pour tout le mobilier que la femme a apporté en mariage, « et pour celui qui lui est venu par donation, succession ou autrement. « Enfin celle-là a lieu en quelque état que soient les affaires de la com- « munauté ; au lieu que celle-ci ne s'exerce que quand la femme ou ses « héritiers renoncent, et que par conséquent les affaires de la commu- « nauté ont mal tourné ».

Nous ne nous occuperons pas d'avantage de cette clause de reprise de la femme renonçante ; la reprise des biens mobiliers réalisés, seule, nous intéresse.

SECTION TROISIÈME DE LA PRÉSUMPTION D'ACQUÊTS

Avant l'apparition des clauses de réalisation, tous les biens meubles, nous le savons, étaient biens de communauté.

Ce principe conduisit, après la naissance des clauses nouvelles, à établir une présomption générale de biens de communauté, en d'autres termes une présomption d'acquêts, quant au caractère de tous les biens mobiliers, ceux de ces biens auxquels les clauses de réalisation avaient conféré le caractère de propres étant, à juste titre, considérés comme une exception et comme une dérogation à la situation établie et régie par les principes ordinaires de la communauté légale (1).

Lorsqu'un époux avait stipulé une clause de réalisation et prétendait ensuite exercer la reprise à titre de propre d'un meuble qu'il estimait soumis à cette clause, il fallait donc qu'il détruisît à l'égard de ce meuble la présomption d'acquêt qui le frappait comme tous les autres biens mobiliers (2).

(1) Cf. LOISEL (*Institutes coutumières*, tome I, livre II, I, n° 14) : « Tous biens sont réputés acquêts s'il n'appert du contraire ».

A rapprocher de LEBRUN (*Traité des successions*, livre II, chap. 1, section I, n° 2) : « La qualité la plus naturelle de tous les biens, c'est « d'être acquêt, et dans le doute ils doivent être présumés tels, parce qu'être « propres, c'est une qualité qui leur survient par une longue possession ; « ... mais ce qui ne peut être contesté, c'est qu'un bien est acquêt, avant « que d'être propre : ainsi la qualité d'acquêt est la qualité originaire qui « dure jusqu'à ce qu'il paroisse qu'elle a été changée ».

(2) Cf. BOURJON (*Droit commun de la France*, titre X, 2^e partie, chap.

C'est ce qui nous amène à la question même de la preuve que les époux avaient à fournir dans notre Ancien Droit pour l'exercice de leurs reprises mobilières.

SECTION QUATRIÈME

DE LA PREUVE EXIGÉE POUR L'EXERCICE DE LA REPRISE DES MEUBLES STIPULÉS PROPRES

L'inventaire nous apparaît comme ayant été, au début, le seul procédé admis pour justifier du droit aux reprises et pour en établir le montant.

Bacquet, qui appartient à cette première période, nous montre bien avec quelle rigueur il était alors exigé (1) :

« Et la susdite confection d'inventaire a lieu non seulement es-cas sus-dits (le paragraphe précédent traite des clauses de séparation de dettes), mais même est nécessaire d'une part et d'autre, quand l'homme et la femme ont contracté mariage, aux biens et droits qui leur appartiennent, qu'ils promettent d'apporter l'un avec l'autre, dedans le jour de leur mariage et épousailles, sans toutefois que les biens qui ainsi seront par eux et chacun d'eux portés l'un avec l'autre, soient aucunement communs entre eux, ny que l'un des futurs mariez, ny leurs hoirs et ayans cause y puissent prétendre ou demander l'un sur l'autre aucun droit, part et portion, *mais seront ceux biens*

vi, n^o 5) : « Mais dans ce cas, (de clause de reprise d'apports) c'est au conjoint qui veut faire valoir une telle stipulation restrictive à prouver quel était le montant de son mobilier existant lors de son mariage; *ce n'est que sur cette preuve qu'il peut fonder une reprise de propre* ».

(1) BACQUET, *Traité des Droits de Justice*, chap. xxi, n^o 105, « Quand chacun des mariez doit reprendre ce qu'il a apporté en mariage ».

*« repris chacun desdits futurs mariez, ou leurs héritiers, au
« jour de la dissolution de leur futur mariage, tels et ainsi
« qu'à chacun d'eux les auront portés l'un avec l'autre en-
« semble. Et à cette fin, les futurs conjoints feront inventaire
« de ce qu'ils apporteront ou recollement de leurs inventaires
« en la présence de chacun d'eux ».*

Mais au fur et à mesure que les clauses de réalisation pénétrèrent dans les mœurs et devinrent d'une pratique plus courante, le formalisme qui avait marqué leur apparition tendit à se relâcher.

L'impulsion dans ce sens fut donnée par les Parlements ; et tout en continuant à proclamer le principe de la nécessité de l'inventaire, on vit la jurisprudence se contenter, tout d'abord par simple tolérance, d'un écrit quelconque pour autoriser les époux à exercer la reprise de leurs biens propres mobiliers à défaut d'inventaire authentique.

Puis cette tolérance devint vite un véritable principe de droit coutumier, et ce nouvel état du droit, en vigueur vers le milieu du ^{xvii}e siècle, nous est signalé par les Arrêts de Lamoignon dans les termes suivants (1) :

*« Si par contrat de mariage, il est convenu que le total
« ou une partie des effets mobiliers de deux conjoints, ou
« de l'un deux, leur tiendra nature de propre, la convention
« n'aura aucun effet, s'il n'en a été fait inventaire avant la
« célébration du mariage, ou le même jour, par devant
« notaires ou d'autres personnes publiques, signé des con-
« joints, ou avec déclaration de ne savoir signer ; et au défaut
« d'inventaire, celui en faveur duquel a été faite la convention
« ne reprendra que ce qu'il justifiera par écrit lui avoir appar-
« tenu lors du mariage (2) ».*

(1) LAMOIGNON, *Arrêts*, titre 32, article 9.

(2) On peut noter d'ailleurs que cet auteur nous signale la même pra-

Auzanet, dans son Commentaire de l'art. 220 de la Coutume de Paris, reproduit, en l'approuvant, ce passage des arrêtés de Lamoignon (1).

Par la suite, la simple preuve par écrit apparut elle-même comme une exigence inutile, et avec le XVIII^e siècle, nous voyons s'accroître encore davantage le mouvement dans le sens de la facilité de la preuve à fournir par l'époux qui veut exercer le reprise de ses propres mobiliers.

En principe, on continue bien à exiger un inventaire dressé avant le mariage et signé des deux conjoints (2).

Mais quand cet inventaire n'a pas été dressé, on admet qu'il peut être suppléé par des présomptions et des témoignages.

Dans le ressort de la Coutume de Paris, Lebrun nous

tique comme suivie également dans les Pays de Droit écrit (*op. cit.* titre 32, art. 13 et 14) : « 13. En pays de droit écrit et ès-coutumes où la communauté de biens entre mari et femme n'est reçue ou est prohibée, la « société stipulée par le contrat de mariage, ne comprend que les im- « meubles et les meubles acquis durant le mariage, si ce n'est que dans « le contrat il y ait une convention expresse ou contraire.

« 14. Et néanmoins s'il n'a été fait inventaire en la forme ci-dessus « (*voir art. 9 cité au texte*) avant le mariage, ou le jour de la célébration « du mariage, les meubles, droits et effets mobiliers qui appartiendront « à chacun des conjoints entreront en la société conventionnelle, à la « réserve de ceux que l'on justifiera par écrit leur avoir appartenu au temps « des épousailles ».

(1) AUZANET, *Notes sur la Coutume de Paris*, titre X, sur l'article 220, page 156.

(2) Cf. LEBRUN (*Traité de la Communauté*, livre III, chap. II, sect. II, dist. V, n^o 51 et 52) « 51. — L'inventaire fait après le mariage ne paraît « pas suffisant pour prouver l'apport ; car il justifie bien qu'il y a des de- « niers ou des meubles ; mais non qu'ils procèdent de la femme : Et le « mari en étant propriétaire de son chef, peut les attribuer à la femme « dans cet inventaire.

« 52. — Celui fait par la femme seule avant le mariage n'est pas suffi- « sant, car la femme peut ne pas apporter ce qu'elle a, ou peut inven- « torier ce qui n'est pas d'elle ; il faut que le mari y signe et y appose sa « quittance ».

dit même qu'à défaut d'autre moyen de preuve, on autorise la femme à recourir à l'enquête de commune renommée (1) :

« 55. — Comme la reprise est contre le mari, la femme se peut faire autoriser par justice pour faire inventaire de son apport ou de ce qui lui vient par donation, succession ou autrement. *Souvent aussi à défaut de preuve on en vient à une enquête de commune renommée* ».

Ce mode de preuve, malgré son caractère exceptionnel, tendit d'ailleurs à se répandre et à être de plus en plus facilement admis.

« Pour la vaste région régie par la coutume d'Orléans et qui comprenait presque tout le centre de la France », — nous dit M. Prince (2), « l'enquête de commune renommée en vint à suppléer couramment l'écrit qui tendait, surtout pour la femme, à devenir un luxe inutile ».

Nous avons sur ce point le témoignage de Pothier, qui étendait au mari la possibilité d'user de cette preuve facile de l'enquête de commune renommée qu'on n'avait tout d'abord accordée qu'à la femme, et qui énumère de la façon suivante, les divers moyens admis à son époque, pour la preuve des apports mobiliers (3) :

La quantité du mobilier apporté en communauté peut se justifier, nous dit-il : « 1^o par le contrat de mariage, lorsqu'elle y est déclarée.

... « 46. — 2^o La quantité du mobilier que chacun des conjoints avait lors du mariage, peut aussi se justifier *par un*

(1) LEBRUN, *op. cit.*, loc cit., page 15, note I : dist. V, n^o 55.

(2) De la preuve des reprises de la femme sous les divers régimes matrimoniaux, *thèse*, Paris, 1905, page 18.

(3) POTHIER, *Coutumes des Duché, bailliage et prévôté d'Orléans et ressort d'iceux*. Introduction au titre X, *De la Communauté d'entre homme et femme*, chap. II, art. II, paragr. I, n^o 45 à 48.

« état fait entre les conjoints quoique depuis le mariage et
« quoique sous leurs signatures privées.....

« 47. — 3^o Cette quantité peut même se prouver par
« *quelqu'acte non suspect fait auparavant ou peu après le*
« *mariage ; tel qu'un compte de tutelle rendu à ce conjoint,*
« *ou un inventaire fait par ce conjoint à ses enfants d'un pré-*
« *cédent mariage, quoique ces actes aient été faits hors la pré-*
« *sence de l'autre conjoint.*

« 48. — Lorsque la quantité du mobilier du conjoint n'est
« justifiée par aucun acte, on lui permet, et encore plus à ses
« héritiers, d'en justifier par enquête de commune renommée.

« On doit dans cette preuve de commune renommée, plus
« subvenir à la femme qu'à son mari, parce qu'il n'a pas
« été souvent en son pouvoir de constater son mobilier à
« cause de la puissance de son mari sous laquelle elle était ».

Et dans son *Traité de la Communauté*, le même auteur nous indique la même solution pour la Coutume de Paris (1).

Dans le dernier état de notre Ancien Droit, on en était donc arrivé, lorsque l'inventaire authentique faisait défaut, à reconnaître comme suffisant pour pouvoir exercer la reprise d'un bien propre mobilier, tout autre mode de preuve, même la commune renommée.

(1) Cf. POTHIER (*Traité de la Communauté*, tome I, n^o 300, in fine) :
« *Lorsqu'il n'y a aucun acte par lequel on puisse justifier la qualité du*
« *mobilier que les conjoints ou l'un des conjoints avaient lors du ma-*
« *riage, on en admet la preuve par commune renommée : on laisse à la dis-*
« *crétion du juge à fixer sur les enquêtes faites de la commune renommée,*
« *la quantité de ce mobilier.*

« Le juge, pour la fixation de ce mobilier, doit être plus indulgent
« envers la femme ou ses héritiers qu'envers le mari ; l'empire qu'a le
« mari sur la femme pouvant souvent ne lui avoir pas laissé le pouvoir
« de constater pendant le mariage, par quelque acte, le mobilier qu'elle
« avait lors de son mariage ».

Et cette preuve par commune renommée, — si peu digne de foi par elle-même, si peu véritablement probante et si dangereuse pour l'adversaire, puisqu'elle ne repose que sur des on-dits et sur des témoignages rapportés de deuxième ou troisième mains, — on l'acceptait, à cette époque, dans tous les cas : sans distinguer si la demande de reprise émanait du mari ou de la femme (sauf la recommandation au juge de montrer à l'égard de celle-ci encore plus de bienveillance, en raison de son état de subordination pendant le mariage), — sans distinguer s'il s'agissait de mobilier présent ou de mobilier futur (on estimait qu'il avait été aussi peu au pouvoir de la femme de se ménager une constatation écrite du premier que du second, bien qu'en principe elle eût eu avant le mariage toute liberté pour se procurer une preuve écrite de ses apports), — sans distinguer enfin si la reprise tendait à s'exercer à l'encontre des créanciers ou seulement dans les rapports des époux entre eux, sans que cette dernière distinction paraisse même avoir été envisagée.

Nulle part, en effet, au cours de notre Etude des clauses de réalisation et de reprise d'apports, nous n'avons pu découvrir un indice révélant en cette matière l'adoption d'une distinction de ce genre, comme cela se produisit, — nous le verrons — à propos des clauses de séparation de dettes, ni pouvant faire croire qu'une telle distinction ait même été proposée. Bien plus, l'hypothèse d'une demande de reprise de meubles réalisés dirigée contre les créanciers, ou tendant à leur préjudicier, ne nous semble pas avoir été même envisagée, au cours de notre Ancien Droit, dans les pays de Coutume de communauté légale, à *propos des cas où les clauses de réalisation et de reprise d'apports étaient appelées à recevoir leur application.*

Nous dirons plus loin, au cours de notre troisième chapitre, comment nous expliquons ce silence de nos anciens auteurs et la conclusion que nous croyons pouvoir en tirer.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les clauses de séparation de dettes

SECTION PREMIÈRE

ORIGINE & RÉGLEMENTATION DES CLAUSES DE SÉPARATION DE DETTES

*
* *

Leur apparition

De droit commun, les dettes contractées par les époux antérieurement à leur mariage suivaient le mobilier : elles tombaient en communauté.

Lors, donc, qu'une femme avait fait des dettes avant de se marier, (et, s'il faut en croire les auteurs de notre Ancien Droit, le cas était fréquent à cette époque), la communauté tout entière était tenue du paiement de ces dettes, par le seul fait du mariage. Toute dette de communauté étant dette personnelle du mari, c'était sur les biens du mari, en cas d'insuffisance des biens apportés en mariage par la femme, que finalement les créanciers de la femme antérieurs au mariage exerçaient leurs poursuites ; c'était le mari qui, en définitive, était tenu de payer les dettes faites par sa femme avant le mariage (1).

(1) Cf. ARGOU, *Instit. au Droit français*, tome II, livre III, chap. IV, page 29.

C'est pour éviter ce résultat injuste, et c'est donc dans un but de protection des intérêts du mari qu'apparut, tout d'abord, dans la pratique, la clause de séparation de dettes, par laquelle les futurs époux convenaient qu'ils paieraient séparément leurs dettes antérieures au mariage ; « parce que », — disait Ferrière (1), « sans cette clause, « souvent les maris seraient ruinez en épousant des femmes « chargées de dettes (2). »

*
* *

Nécessité de sauvegarder les intérêts des créanciers

La clause de séparation de dettes, — nous le savons, — commença à se répandre dans la pratique vers la première moitié du xvi^e siècle, à la même époque que les clauses de réalisation et de reprise d'apports.

Dès son apparition, elle fut autorisée même dans le cas où il n'était pas stipulé simultanément de clause de réalisation, c'est-à-dire même quand les meubles apportés par les époux en se mariant tombaient d'une façon définitive, sans récompense, dans la masse commune, en vertu des principes ordinaires de la communauté légale.

(1) FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, tome III, titre X, glose de l'art. 222 n^o 1.

(2) A rapprocher du passage suivant de DUPLESSIS (*Traité sur la Coutume de Paris*, traité 12^e, de la communauté de biens entre conjoints, livre I, chap. V, section II, v^o Exception) : « Cette disposition de faire « tomber toutes les dettes mobilières sur la communauté, s'il n'y a la « clause, est fort rigoureuse ; une femme pourrait avoir pour 50.000 « livres de dettes cachées, le mari sera tenu de toutes ; et non seulement « il consommera tous les effets de la communauté, mais même tous ses « propres s'y en iront ; et il deviendra gueux, pendant que la femme « conservera les siens, et auroit même son recours contre le mari, s'ils « étoient decretez, quoique ce soient ses propres dettes, c'est pourquoi « la clause ne doit jamais être obmise ».

Or, l'adoption de cette clause, si elle n'avait pas été l'objet d'une réglementation spéciale, aurait fait courir aux créanciers des époux, antérieurs au mariage, un danger très grave : le gage sur la garantie duquel ils avaient pu compter en contractant leur aurait échappé, car les meubles qui appartenaient à leur débiteur avant son mariage tombaient dans la communauté par l'effet du mariage, — tandis que, par l'effet de la clause de séparation de dettes, la dette elle-même était précisément exclue de la communauté ; cette communauté n'était dès lors pas tenue de l'acquitter bien qu'elle eût en fait profité du gage qui la garantissait, et la dette restait à la charge personnelle de l'époux débiteur originaire dont les biens propres mobiliers avaient disparu.

*
* *

Réglementation de la clause de séparation de dettes par la coutume : efficacité différente de cette clause suivant qu'elle est opposée par un époux à son conjoint ou aux créanciers de ce conjoint.

Pour remédier à cette situation, on décida qu'en principe la clause de séparation de dettes ne produirait d'effet que dans les rapports des époux entre eux, et que les créanciers conserveraient dans son intégralité leur gage de droit commun, englobant les trois patrimoines confondus du mari, de la femme et de la communauté.

Il était pourtant nécessaire de concilier cette protection des créanciers avec l'intérêt des époux, surtout avec l'intérêt du mari dont la considération avait plus particulièrement fait naître, — nous l'avons vu, — la pratique de la séparation des dettes.

Dans ce but on décida que le mari pourrait opposer cette clause aux créanciers de sa femme antérieurs au mariage lorsqu'il pourrait déterminer la consistance des biens mobiliers qu'elle avait apportés en mariage ; dans ce cas, le droit de poursuite de ces créanciers se trouverait limité à ces biens, qui seuls avaient constitué leur gage primitif, et ne s'étendrait pas aux autres biens de la communauté, notamment aux apports du mari (1).

La nécessité d'adopter pour cette détermination un moyen rigoureux et non suspect, apparût tout-de-suite comme impérative aux patriciens de cette époque.

Il fallait en effet éviter les fraudes faciles que les époux auraient pu concerter entre eux contre leurs créanciers : des conjoints peu scrupuleux n'auraient pas manqué de présenter, en cas de poursuites, des justifications fabriquées pour les besoins de la cause, dans le but de diminuer le plus possible l'importance du gage initial des créanciers de l'époux débiteur.

L'inventaire notarié dressé avant le mariage fut considéré comme le seul procédé susceptible de donner aux créanciers une garantie suffisante, et on l'exigea pour que la clause de séparation de dettes, valable sans cette formalité dans les rapports des époux entre eux, fût rendue efficace à l'égard de leurs créanciers (2).

(1) Voir GUYON, *Des questions de preuve en matière de Reprises matrimoniales*, thèse, Paris, 1900, pages 47 et 48.

(2) Cf. GUI COQUILLE (*Instit. au Droit franç.*, au titre. « Des droits de mariez », page 195) : « Si par le traité de mariage est convenu que les mariez « payeront séparément leurs debtes, faits par avant leur mariage : est « besoin pour faire sortir effect à telle convenance qu'il y ait inventaire « des biens de l'un et de l'autre, *faict paravant leur mariage* : auquel cas « l'un demeure quitte des debtes de l'autre, en représentant les biens du- « dict inventaire, ou l'estimation. *Et à défaut d'inventaire ils sont tenus « des debtes, comme si telle convenance n'avait esté.* La raison en est géné-

Cette dérogation aux principes du droit commun fut consacrée par l'article 222 de la Coutume de Paris réformée (rédaction de 1580) qui reçut la rédaction définitive suivante (1) : « Combien qu'il soit convenu entre deux conjoints « qu'ils paieront séparément leurs dettes faites auparavant « leur mariage, ce néanmoins ils en sont tenus, s'il n'y a « inventaire préalablement fait, auquel cas ils demeurent « quittes représentant l'inventaire ou l'estimation d'icelui. »

La Coutume d'Orléans reproduisit cette disposition sous son article 212.

SECTION DEUXIÈME

FONCTIONNEMENT DE LA CLAUSE DE SÉPARATION DE DETTES

Adoptant la distinction que faisaient déjà nos anciens auteurs en cette matière, nous allons examiner tout d'abord le fonctionnement de la clause de séparation de dettes dans les rapports des époux entre eux ; nous l'examinerons ensuite dans les rapports des époux avec les créanciers (2).

« rale, et peut être observée partout, pour éviter la fraude qui se fe-
« rait aux créanciers, qui selon la présomption de la Coutume, qui est le
« droict commun, ont juste occasion de croire que les mariez sont communs
« en biens et debtes ».

Dans le même sens, DUMOULIN, *Coutumes de la Prévosté et Vicomté de Paris*, tome I, titre X, Communauté des biens, sur l'article 222, page 390.

(1) A comparer avec les termes de la première rédaction de l'art. 222 : cf. OLIVIER MARTIN, *Manuscrits de Simon Marion*, p. 81.

(2) Cette distinction est déjà formulée dans un arrêt de 1600, ainsi que le rapporte FERRIÈRE en ces termes (*Corps et Compilation*, 1714, tome III, titre X, remarque sous le texte de l'art. 222) : « Jugé par arrest « du dernier décembre 1600, donné en la Chambre de l'Edit au profit de « Monsieur Lallemand, Conseiller en la Cour, que cet article qui veut, que

§ 1. — Dans les rapports des époux entre eux.

Entre époux, la clause de séparation de dettes produisait tous ses effets sans qu'il fût nécessaire de dresser un inventaire.

Dans ce cas, c'est une simple question de récompenses qui se posait lors de la liquidation de la communauté : l'époux débiteur devait rembourser à la communauté ce que celle-ci avait déboursé pour désintéresser ses créanciers.

Cette solution nous est donnée par Bacquet, dès le ^{xvi}^e siècle (1) :

« Aussi à faute d'inventaire fait, la convention sus-dite
« (de séparation de dettes) ne fera aucun préjudice aux
« créanciers ny du mari, ny de la femme ; mais ladite
« convention servira aux futurs conjoints seulement, pour
« après la dissolution de leur mariage, reprendre sur les biens
« l'un de l'autre les deniers qui auront été respectivement pris
« en la communauté, pour acquitter les dettes de l'un et de
« l'autre précédentes leur mariage ».

Au siècle suivant, Lamoignon reproduit cette solution dans ses Arrêtés (2) ;

« 17. — La convention que les conjoints payeront séparément leurs dettes faites avant le mariage, aura son
« effet entre les conjoints, encore que lors du mariage il n'ait

« nonobstant la convention des conjoints de payer séparément leurs
« dettes créées auparavant leur mariage, que néanmoins ils en soient
« tenus s'il n'y a inventaire préalablement fait, n'avoir lieu qu'à l'égard
« d'un tiers, et non pas entre les conjoints, les quels sans inventaire étaient
« obligés chacun en leur particulier d'acquitter telles dettes ».

(1) BACQUET, *Traité des Droits de Justice*, chap. XXI, n° 104.

(2) LAMOIGNON, *Arrêtés*, titre 32, articles 17 et 18.

« *été fait inventaire des meubles et effets mobiliers de celui du chef duquel procèdent les dettes.*

« 18. — Les créanciers, au défaut d'inventaire, pourront « se pourvoir sur les biens de la communauté, *sauf le recours du conjoint non obligé contre l'autre* ».

Et sur le même point, Duplessis s'exprime en ces termes (1) :

« Cette clause (de séparation de dettes) est diversement « considérée à l'égard des créanciers et entre les conjoints.

« A l'égard des créanciers, la simple clause ne suffit pas, « il faut outre cela un inventaire...

«... *A l'égard des conjoints, la simple clause du contrat, qu'ils ne seront point tenus des dettes l'un de l'autre, d'au paravant le mariage, suffit sans l'inventaire : car ou ces dettes auront été payées durant le mariage, ou non.*

« *Si elles ont été payées, la récompense de moitié en est donnée après la dissolution de la communauté, à l'autre conjoint qui n'en devoit rien ;*

« Si au contraire elles sont encore dûes, celui du chef « duquel elles procèdent, les doit lui seul, *et est tenu d'acquitter l'autre de la moitié dont il peut être convenu par les créanciers, à cause de la communauté.* »

Le témoignage de Ferrière est dans le même sens (2) :

« 17. — La simple clause que les conjoints ne seront « point tenus des dettes l'un de l'autre suffit sans inventaire « à leur égard ; en sorte que *si les dettes de l'un ont été payées des deniers communs, la récompense de moitié en est due après la dissolution à l'autre ou à ses héritiers.* »

(1) DUPLESSIS, *Traité sur la Coutume de Paris*, Traité 12^e, livre I, chap. v, section II, v^o Exception.

(2) FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, tome III, titre X, glose de l'art. 222, n^o 17 et 26.

Et plus loin : « 26. — Que si par le contrat de mariage
« il y a clause, que chacun payera ses dettes contractées
« avant le mariage, suivant cet article 222, cette clause
« produit deux effets, *l'un à l'égard des conjoints ou des*
« *héritiers de l'un d'eux, savoir que si les dettes de l'un ont*
« *été acquittées des deniers de la communauté, récompense*
« *en est dûe à l'autre ou à ses héritiers*, en prenant pareille
« somme payée et acquittée de ces dettes sur la commu-
« nauté, ou moitié d'icelle sur la part de celui qui en étoit
« le débiteur. »

« L'autre à l'égard des créanciers.....(1) ».

Argou nous donne la même solution (2) :

« *Mais à l'égard des conjoints entre eux, la clause que*
« *chacun paiera séparément ses dettes contractées avant*
« *le mariage, doit toujours voir son exécution toute entière,*
« *soit qu'ils aient fait faire inventaire ou non ; de sorte que si,*
« *par le défaut d'inventaire, le mari ou la femme avoient*
« *été obligés de payer les dettes l'un de l'autre contractées*
« *avant le mariage, ils doivent s'en faire raison sur tous*
« *leurs biens indistinctement, soit qu'ils aient payé volon-*
« *tairement, ou qu'ils y aient été contraints. »*

Au XVIII^e siècle, Lebrun fait encore remarquer (3) que
la clause de séparation de dettes est pleinement efficace

(1) A rapprocher de cet autre passage de FERRIÈRE (*Commentaire*, 1788, t. II, tit. X, glose de l'art. 222, p. 18) : « Il s'ensuit que quand il est
« dit au commencement de cet article que nonobstant la susdite clause,
« les conjoints sont tenus des dettes l'un de l'autre, contractées avant
« le mariage (s'il n'a pas été fait d'inventaire), cela se doit entendre à
« l'égard des créanciers,... et non à l'égard des conjoints, qui sont tenus
« de faire raison l'un à l'autre de l'acquittement de leurs dettes des deniers
« de la communauté, comme il a été jugé par arrêt du 31 décembre 1600 ».

(2) ARGOU, *Inst. au Dr. franç.*, t. II, liv. III, chap. VII, p. 71.

(3) LEBRUN, *Traité de la Communauté*, liv. II, chap III, sect. IV, n° 11.

sans inventaire à l'égard des conjoints, « entre lesquels la simple convention suffit », et Bourjon résume en ces termes l'effet de la même clause, toujours dans les rapports des époux entre eux (1) :

« I. Il est loisible aux conjoints de stipuler que chacun « d'eux payera ses dettes antérieures au mariage, et cette « stipulation est suffisante et produit son effet entre eux, « mais non pas toujours à l'égard des créanciers ; *en effet, « elle est absolue par rapport aux conjoints, mais elle n'est « que conditionnelle relativement aux créanciers : ainsi elle « milite à l'égard des premiers, quoiqu'il n'y ait pas état des « biens.*

« II. Au moyen de cette clause, *le conjoint débiteur doit « indemnité à la communauté du montant de sa dette, même « mobilière, antérieure au mariage, dès que telle dette a été « acquittée aux dépens de la communauté ;...*

« III. Pour donner lieu à cette indemnité, il suffit de « prouver l'acquiescement de la dette et son antériorité au « mariage : après cette preuve, l'indemnité est incontes- « table ; *et si la dette est due, elle reste à la charge du conjoint « débiteur ; c'est encore l'effet de la clause.... »*

Enfin, dans le dernier état de notre Ancien Droit, Pothier partage l'opinion de Bourjon sur les effets de la clause de séparation de dettes à l'égard des époux (2) :

« 361. L'effet qu'a la convention de séparation de dettes, « à l'égard des conjoints entre eux, est que *si les dettes « exclues de la communauté, par cette convention, ont été « acquittées des deniers de la communauté, le conjoint qui*

(1) BOURJON, *Le Droit commun de la France*, tit. X, 3^e partie, chap. III, sect. I, n^o 1 à 3.

(2) POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n^o 361 et suivants.

« en étoit débiteur ou ses héritiers, en doivent récompense à la communauté, lors de la dissolution ».

C'est presque textuellement la solution que le Code Civil a reproduite sur ce point, sous l'article 1510, alinéa I.

§ 2. — **Dans les rapports des époux avec les créanciers.**

*
* *

Nécessité d'un inventaire pour rendre la clause de séparation de dettes opposable aux créanciers.

Nous avons dit que la clause de séparation de dettes était apparue pour protéger le mari contre les poursuites des créanciers de sa femme antérieurs au mariage.

Voyons comment s'appliquait alors l'article 222 de la Coutume de Paris réformée.

Envisageons tout d'abord le cas où les époux avaient stipulé dans leur contrat de mariage qu'ils paieraient séparément leurs dettes antérieures au mariage, et où le mari, se conformant audit article 222, avait eu le soin de faire dresser un inventaire authentique des meubles apportés en mariage par sa femme ; dans ce cas, en invoquant la clause de séparation de dettes et en produisant cet inventaire, le mari pouvait obliger les créanciers poursuivants à se contenter des biens, ainsi constatés, de leur débitrice ; en d'autres termes, il pouvait mettre à l'abri des poursuites des créanciers de sa femme ses biens personnels, à lui mari, et les biens communs. Il n'était dès lors tenu vis-à-vis de ces créanciers que pour la valeur des biens qu'il avait reçus de sa femme, à titre d'apport lors du mariage, valeur révelée par l'inventaire qu'il produisait.

Si, au contraire, il n'avait pas fait dresser cet inventaire, il n'était pas admis à justifier par d'autres moyens de la consistance réelle des biens de sa femme, confondus avec les siens et ceux de la communauté ; les biens par lui apportés en mariage et les biens communs pouvaient dès lors être saisis par les créanciers de la femme au même titre que les biens apportés par cette dernière ; ils répondaient comme eux et avec eux du paiement de la dette, sans distinction ni discussion possible.

Apparue tout d'abord dans l'intérêt du mari, la clause de séparation de dettes ne tarda pas à être utilisée par la femme, pour repousser à son tour les poursuites des créanciers de son mari sur sa fortune personnelle (I). Voici comment.

De droit commun — nous le savons, — sous le régime de communauté légale pur et simple, la femme en se mariant perdait la propriété des biens mobiliers qui lui appartenaient avant son mariage ; ces biens tombaient, par le seul fait du mariage, dans la communauté.

Malgré la stipulation d'une clause de séparation de dettes, si cette clause n'avait pas été rendue opposable aux créanciers par la rédaction d'un inventaire, les biens apportés en mariage par la femme auraient donc risqué de se trouver englobés dans les saisies que les créanciers du mari ou de la communauté (nous savons que ce sont les mêmes) auraient pu opérer sur la masse totale des biens se trouvant aux mains du mari.

Au contraire, en produisant un inventaire notarié des biens mobiliers qu'elle avait apportés en mariage, la femme qui invoquait la clause de séparation de dettes obtenait

(1) BACQUET, *Traité des Droits de Justice*, chap. xxi, n° 101.

le droit de soustraire ses biens mobiliers propres ainsi constatés à l'action des créanciers de son mari.

Ainsi, *l'inventaire des biens mobiliers apportés en mariage par la femme permettait aux époux, en cas de séparation de dettes, de limiter strictement le gage de leurs créanciers respectifs*, soit qu'il s'agît des créanciers de la femme antérieure au mariage, (ils ne pouvaient saisir *que* les biens figurant dans l'inventaire), soit qu'il s'agît des créanciers personnels du mari ou des créanciers de la communauté (ils pouvaient saisir *tous* les biens *sauf* ceux figurant dans l'inventaire).

Mais pour que ce résultat pût être atteint, il fallait absolument qu'un inventaire authentique eût été rédigé.

Dès le ^{xvi}^e siècle, Bacquet, commentant l'article 222 de la nouvelle coutume de Paris, nous dit en effet (1) :

« Et où il n'y aurait inventaire fait après le contrat de mariage et auparavant la consommation d'iceluy, ...ou bien à faute de représentation des biens contenus audit inventaire, le mari est tenu de payer les dettes créées par la femme, auparavant leur mariage. Aussi à défaut d'*inventaire fait, la convention sus-dite* (de séparation de dettes) *ne fera aucun préjudice aux créanciers ny du mari ny de la femme.* »

Au siècle suivant, Duplessis n'est pas moins affirmatif sur ce point (2) :

« A l'égard des créanciers, la simple clause ne suffit pas, il faut outre celà un inventaire,... et en ce cas, le mari ne pourra être poursuivi personnellement ni sur ses biens

(1) BACQUET, *op. cit.*, chap. XXI, n° 104.

(2) DUPLESSIS, *Traité sur la Coutume de Paris*, Traité 12^e, liv. I, chap. v, sect. II, v° Exception.

« propres, ni sur ceux de la communauté, pour les dettes
« mobilières de la femme ;...

« *Quand il n'y a point d'inventaire fait, la clause est inutile*
« *à l'égard des créanciers, et le mari est tenu personnellement*
« *de toutes les dettes mobilières de la femme.* »

Le témoignage de Ferrière est dans le même sens (1) :

« Pour rendre cette clause valable (la clause de sépara-
« tion de dettes) et empêcher que le mari poursuivi par les
« créanciers de sa femme ne soit obligé de payer toutes les
« dettes par elle contractées, *il doit avant la célébration du*
« *mariage faire faire inventaire des effets qu'elle lui apporte,*
« *autrement il en serait tenu, à quelque somme qu'elles*
« *montassent....*

« Mais en leur représentant l'inventaire, ou l'estimation
« d'iceluy, il en est quitte envers eux, ...et il n'en peut être
« poursuivi sur les effets de la communauté. »

Et encore (2) : « Sans la sus-dite clause et sans l'inventaire
« fait, la femme ne serait pas recevable à s'opposer à la
« vente desdits meubles (il s'agit de la vente des meubles
« apportés par elle en mariage, vente poursuivie par les
« créanciers de son mari), *quoiqu'elle demandât de faire*
« *preuve qu'ils lui appartiendroient ;* car elle n'y seroit pas
« recevable, parce que le mari en a été fait le maître étant
« mis dans la communauté, *et on présume qu'ils sont tous*
« *à lui, et on n'admet point la preuve au contraire.* »

Enfin, au XVIII^e siècle, Bourjon nous dit encore (3) :

(1) FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, glose de l'art. 222, t. III, tit. X, n^o 4.

(2) FERRIÈRE, *Commentaire*, 1788, t. II, tit. X, glose sous l'art. 222, p. 19.

(3) BOURJON, *Le Droit commun de la France*, tit. X, 3^e partie, chap. III, sect. I, n^o 5.

« V. Venons à l'effet de cette clause contre les créanciers, « lorsqu'il n'y a pas état des biens de la femme ; cette clause « n'affaiblit en rien l'action des créanciers et cette action « reste la même que la Coutume la donne aux créanciers. »

Et un peu plus loin (1) :

« I. L'état des biens est nécessaire pour faire militer cette « clause contre les créanciers pendant le mariage. »

Roussilhe nous donne la même solution, tant pour les pays de coutume que pour les pays de droit écrit (2) ;

Ainsi que Pothier, qui s'exprime en ces termes, mais pour les pays de coutume seulement, les seuls visés dans son ouvrage (3) :

« 362. — A l'égard des créanciers, la convention de sépa-
« ration de dettes ne peut empêcher les créanciers de la
« femme de demander au mari, durant la communauté,
« le paiement des dettes de la femme quoique exclues de
« la communauté, à moins qu'il ne soit en état de leur repré-
« senter un inventaire des biens mobiliers de la femme qui lui
« sont parvenus, et de leur en compter. »

*
* *

*L'inventaire exigé était celui des biens de la femme ; l'inven-
taire des biens du mari était inopérant.*

L'inventaire exigé pour que la clause de séparation de dettes fût opposable aux créanciers était celui des biens apportés en mariage par la femme.

(1) BOURJON, *op. cit.*, *loc. cit.*, chap. iv, sect. I, n° 1.

(2) ROUSSILHE, *Traité de le Dot*, t. I, chap. xiv, sect. II, n° 356 à 372.

(3) POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n° 362.

Nos anciens auteurs insistent bien sur ce point (1).

L'inventaire que le mari aurait fait dresser de ses biens n'aurait rien ajouté à la clause de séparation de dettes ; celle-ci, faute d'inventaire des biens de la femme, serait restée inopposable aux créanciers (2).

Elle serait restée inopposable, en premier lieu, aux créanciers de la femme antérieurs au mariage, contre lesquels pourtant elle avait été créée. Le mari, poursuivi par ces créanciers, n'aurait pas pu leur dire : « Voici l'inventaire de mes biens et de ceux de la communauté ; ne touchez pas aux biens qui y figurent, mais saisissez tous les autres : ce sont ceux de ma femme, votre débitrice. »

Elle serait restée inopposable, en outre, aux créanciers du mari ; la femme menacée de voir ses biens saisis par ces derniers n'aurait pas pu leur dire : « Voici l'inventaire des biens de mon mari, et des biens communs, ne saisissez que les biens qui y sont décrits ; tous les autres sont à moi, qui ne vous dois rien ».

La raison de cette solution est qu'il aurait été trop difficile, pour ne pas dire impossible, de dresser un inventaire

(1) Cf. BACQUET, *Traité des Droits de Justice*, chap. xxi, n° 101.

A rapprocher de DUPLESSIS (*op. cit.*, traité 12^e, liv. I, chap. v, sect. II, v^o Exception) : « Régulièrement cet inventaire n'est requis que de la « part et des biens de la femme, pour la décharge du mari ».

Dans le même sens : FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, t. III, titre X, glose de l'art. 222, n° 4 et 26.

Id. BOURJON, *op. cit.*, *loc. cit.*, chap. iv, sect. II, n° 5 et 6.

(2) Cf. ARGOU, *Institution au Dr. franç.*, t. II, liv. III, chap. vii, p. 69 à 71.

Dans le même sens, BOURJON (*op. cit.*, *loc. cit.*, chap. IV, sect. II, n° 7) : « VII. De la part du mari l'état de ses biens n'ajoute rien à la clause de « séparation des dettes ; elle a quant à lui, toujours le même effet et « se réduit à l'indemnité, attendu sa qualité de chef de la communauté, « qui laisse à ses créanciers le droit de se pourvoir sur les biens de la « communauté ».

exact des biens communs, tant en raison de la confusion matérielle qui s'était opérée, après le mariage, entre les biens apportés par les époux en se mariant, et ceux acquis depuis cette époque, qu'à cause de la quantité et de la valeur essentiellement variables de ces derniers biens par suite des acquisitions et des aliénations fréquentes que le mari est susceptible d'en faire au cours de la communauté.

*
* * *

L'inventaire des biens de la femme devait présenter de sérieuses garanties de sincérité.

Enfin on exigeait que l'inventaire des biens que la femme avait apportés en mariage offrît des garanties sérieuses de sincérité.

I. — Tout d'abord, nous l'avons dit, il devait être fait devant notaire.

Cette exigence, signalée déjà par Bacquet, est reproduite par Auzanet, au xvii^e siècle, en ces termes (1) :

« Dans la ville et faubourgs de Paris, il doit être fait par-devant deux notaires, et hors la ville et faubourgs, par-devant un notaire et deux témoins. »

Au siècle suivant, Pothier nous dit (2) :

« Il doit être fait par-devant notaires, ou s'il a été fait sous les signatures privées des parties, il faut qu'il ait été reconnu par acte devant notaires, avant la célébration du mariage, pour en rendre la date certaine ».

On sait que, de nos jours encore, le dépôt d'un acte sous-

(1) AUZANET, *Notes sur la Coutume de Paris*, tit. X, de Communauté de biens, sur l'art. 222, p. 159.

(2) POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n^o 363.

signatures privées au rang des minutes d'un notaire, avec reconnaissance par les parties de leur écriture et de leurs signatures, confère à cet acte le caractère authentique attaché directement aux actes notariés proprement dits.

II. — Cet inventaire, en second lieu, devait être dressé avant le mariage.

Dès le ^{xv}^e siècle, Dumoulin nous dit en effet (1) : « Et « tel inventaire se doit faire auparavant le mariage con- « sommé ».

A la même époque, Bacquet (2) et Coquille (3) se prononcent dans le même sens.

Au siècle suivant, la même solution nous est donnée par Auzanet (4), par Duplessis (5), par Ferrière (6).

On la retrouve, au ^{xviii}^e siècle, dans Lebrun, qui nous dit (7) :

« La clause de séparation de dettes doit être stipulée « avant le mariage..... *Il en est de même de l'inventaire, il doit « aussi être fait avant le mariage* pour faire valoir cette clause « de séparation de dettes, et empêcher la poursuite des cré- « anciers ».

(1) DUMOULIN, *Coutumes de la Prévosté et Vicomté de Paris*, t. I, titre X, Communauté des biens, sur l'art. 222, p. 390.

(2) BACQUET, *Traité des Droits de Justice*, chap. xxi, n° 101 et 104, passage cité, *suprà*, p. 65, texte et note 1.

(3) COQUILLE, *Instit. au Dr. français*, au titre « Des Droits de Mariez », p. 195 : passage cité, *suprà*, p. 57, note 2.

(4) AUZANET, *op. cit.*, tit. X, sur l'art. 222, p. 159.

(5) DUPLESSIS (*Traité sur la Coutume de Paris*, Traité 12^e, liv. I, chap. v, sect. II, v^o Exception) : « A l'égard des créanciers, la simple « clause ne suffit pas, il faut outre cela un inventaire fait en Justice « *avant le mariage* » ; et un peu plus loin : « Nota, qu'il ne peut plus être « *fait après le mariage célébré*, parce que la confusion de biens est faite ».

(6) FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, t. III, tit. X, glose de l'art. 222, n° 4, rapporté *suprà*, p. 66, texte et note 1, et n° 9, rapporté *infra*, p. 72, texte et note 1).

(7) LEBRUN, *Traité de la Communauté*, liv. II, chap. III, sect. IV, n° 2.

Et dans Pothier, qui s'exprime en ces termes (1) :

« Le futur conjoint doit faire cet inventaire avec la future femme *avant le mariage*. C'est ce qui résulte de ces termes « *s'il n'y a inventaire préalablement fait* ».

Si l'inventaire des biens apportés par la femme n'avait pas été dressé avant le mariage, rien ne pouvait suppléer cette omission, pas même l'inventaire que le mari aurait fait établir, par la suite, des biens communs, et où il aurait distingué, dans la description de ces derniers biens, ceux entrés dans la communauté de son chef à lui et ceux apportés en mariage par sa femme, et tombés également dans la communauté par le jeu normal des principes de la communauté légale : c'est l'inventaire des biens appartenant à la femme lors du mariage, dressé par conséquent avant le mariage, qui était exigé ; l'inventaire dressé par le mari après le mariage des biens devenus communs du chef de sa femme serait demeuré lettre morte à l'égard des créanciers : le mari, maître de la communauté, avait par le seul fait du mariage et tant qu'il durait, le droit d'engager tous les biens de la communauté ; en les engageant, il se trouvait engager du même coup tous les biens qui y étaient entrés du chef de sa femme, et qui s'y étaient confondus par suite du défaut d'inventaire antérieur au mariage ; cette conséquence ne pouvait pas être évitée (2).

(1) POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n° 363.

(2) Cf. FERRIÈRE (*Commentaire*, 1788, t. II, tit. X, p. 19), passage rapporté *suprà*, p. 66, texte et note 2.

La même solution nous est donnée par Bourjon (passage cité *suprà*, p. 68, note 2).

Il semble d'ailleurs que la nécessité d'empêcher la confusion des meubles apportés en mariage par la femme avec les autres biens communs, n'ait pas été la seule raison qui ait fait exiger l'antériorité de l'inventaire de ces meubles par rapport au mariage. Cette antériorité avait aussi paru nécessaire à cette époque pour empêcher les donations que la femme

III. — L'inventaire des biens apportés en mariage par la femme devait, en outre, être établi en présence des deux futurs époux, afin d'éviter toute contestation ultérieure de leur part sur la sincérité et l'exactitude des énonciations qui y figuraient.

Ferrière nous dit à ce sujet (1) :

« Les inventaires doivent être faits avant la célébration
« du mariage en présence des futurs conjoints, signez par eux,
« par leurs pères et mères, par lesquels ils ont été mariez : s'ils
« étoient faits autrement, il y auroit nullité ; comme il a
« été jugé par arrêt du 28 avril 1646 en la Première Chambre
« des Enquêtes, au rapport de M. Renard, les héritiers de
« Hutin parties plaidantes, remarqué par Maître Auzanet
« sur cet article ».

Cette solution est reproduite par Lebrun, au siècle suivant en ces termes (2) :

« *L'inventaire doit être fait avec les deux conjoints ; car*
« *tout inventaire qui est une formalité de coutume, doit être*
« *fait avec un légitime contradicteur.* Cela a été jugé en l'espèce
« par arrêt du 28 avril 1646, rendu en la première, avec les
« nommés Hutin. Cet arrêt est dans les Mémoires de M. Auzanet, sur l'art. 222 de la Coutume de Paris ».

Et l'avis de Pothier est dans le même sens (3).

aurait pu faire à son mari ou que le mari aurait pu faire à sa femme, après leur mariage, en réduisant ou en augmentant volontairement dans l'inventaire qu'ils auraient dressé après coup la quantité ou la valeur des biens apportés en mariage par la femme. On sait en effet que dans notre Ancien Droit, les donations entre époux étaient rigoureusement interdites (Coutume de Paris, art. 282 ; Coutume d'Orléans, art. 280).

(1) FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, t. III, tit. X, glose de l'art. 222, n° 9.

(2) LEBRUN, *Traité de la Communauté*, liv. II, chap. III, sect. IV, n° 2.

(3) POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n° 363, passage cité, *suprà*, p. 69, texte et note 2, et p. 71, texte et note 1.

IV. — Enfin, cet inventaire devait contenir une énumération détaillée des biens qu'il avait pour but de constater, une estimation en bloc n'aurait pas été considérée comme suffisante.

« Il ne suffit pas, nous dit Ferrière (1), de dire généralement « dans le contrat de mariage que *la future épouse apporte en mariage, tant en argent comptant qu'en meubles, telle somme ; cette clause n'équipolle pas à un inventaire* ; elle ne sert que pour sçavoir la valeur des meubles que la femme met dans la communauté pour la reprendre en renonçant en cas de stipulation de reprise ».

Ainsi, l'inventaire authentique des biens apportés en mariage par la femme devait être sérieusement fait, et nous venons de montrer qu'il fut exigé pendant tout le cours de notre Ancien Droit pour rendre la clause de séparation de dettes opposable aux créanciers en exécution de l'art. 222 de la Coutume de Paris.

(1) FERRIÈRE, *Corps et Compilation*, 1714, t. III, tit. X, glose de l'art. 222, n° 10.

CHAPITRE TROISIEME

La distinction, quant à la preuve des reprises, entre le cas où un époux demande à exercer ses reprises mobilières contre son conjoint, et le cas où il demande à les exercer contre les créanciers de ce conjoint, a-t-elle été suivie dans notre ancien droit ?

SECTION PREMIÈRE

EFFETS ET DOMAINE D'APPLICATION RESPECTIFS DES CLAUSES DE RÉALISATION ET DES CLAUSES DE SÉPARATION DE DETTES, CONSIDÉRÉS DU POINT DE VUE DE CETTE DISTINCTION.

Nous avons dit, en terminant notre premier chapitre, qu'au cours de notre étude des moyens de preuve admis dans les Pays de Coutume de Communauté légale pour l'exercice des reprises de meubles propres, dans notre Ancien Droit, il ne nous avait pas été possible de trouver la trace d'une distinction analogue à celle pratiquement suivie dans notre Droit moderne depuis le Code civil, entre le cas où un époux exerce son droit de reprise à l'encontre seulement de son conjoint et le cas où il l'exerce à l'encontre des créanciers de ce conjoint.

Bien plus, nous avons dit n'avoir rencontré aucun texte mentionnant la simple hypothèse d'une action en reprise de meubles réalisés dirigée contre les créanciers du conjoint de l'époux réclamant.

Fallait-il en déduire que la conservation par un époux à titre de propres, des biens mobiliers par lui apportés en mariage ou recueillis depuis, n'eût jamais préjudicié, dans notre Ancien Droit, aux intérêts des créanciers du conjoint de cet époux, au point que la nécessité ne se serait pas fait sentir, à cette époque, d'exiger à l'égard de ces créanciers une preuve plus rigoureuse du caractère propre des biens dont la reprise était demandée, alors qu'une preuve plus facile aurait été admise lorsque les deux époux se seraient trouvés seuls en présence dans l'instance en reprise du mobilier réalisé.

En d'autres termes, fallait-il conclure, du silence de nos anciens auteurs, que notre Ancien Droit n'avait pas distingué, et que le système de preuve étudié à propos des clauses de réalisation avait fonctionné à cette époque dans tous les cas de demandes en reprise, aussi bien à l'encontre des tiers qu'à l'encontre des époux eux-mêmes ?

Cette solution nous paraissait bien invraisemblable, surtout quand on pense à l'extrême facilité de la preuve qui avait fini par être admise dans le courant du ^{xviii}^e siècle, et qui aurait été si dangereuse pour les créanciers si on la leur avait appliquée.

En outre, le mouvement dont nous avons retracé la marche, du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle, dans le sens de la facilité toujours plus grande de cette preuve, nous paraissait en contradiction même avec l'idée d'un système de preuve commun à tous les cas de demandes en reprise de meubles propres, parce qu'il coïncidait, pendant la même période de trois siècles avec un autre mouvement, celui-ci dans le sens d'une augmentation croissante des transactions et des échanges : et c'eût été un phénomène inexplicable au point de vue économique, que cette situation rendue de moins en

moins favorable aux créanciers, alors précisément que le développement des affaires et l'extension du crédit rendaient, au contraire, la protection de leurs intérêts de jour en jour plus nécessaire.

Nous avons donc dirigé nos recherches dans un autre sens et nous avons résumé les résultats que nous croyons avoir atteints, sous les deux propositions suivantes, dont nous allons nous efforcer de justifier l'exactitude :

1^o : *Les clauses de réalisation et de reprise d'apports ne s'appliquaient que dans les rapports des époux entre eux ou avec leurs héritiers : elles ne produisaient à l'égard des tiers, et plus spécialement à l'égard des créanciers, aucun effet ;*

2^o : *C'est en se servant des clauses de séparation de dettes que les époux opéraient à l'encontre des créanciers, la reprise de leurs biens meubles apportés en mariage.*

*
* *

Premier point : Les clauses de réalisation et de reprise d'apports ne s'appliquaient qu'à l'égard des époux et ne produisaient aucun effet à l'encontre des créanciers.

Pour bien se rendre compte de la portée exacte des clauses de réalisation, il faut tout d'abord se rappeler sous l'empire de quel besoin pratique elles étaient nées.

Nous nous contentons de renvoyer sur ce point aux développements que nous avons consacrés à ce sujet au début de notre premier chapitre ; toutefois pour la clarté de notre démonstration, nous résumerons ces développements d'un mot : on avait été choqué de voir le mari acquérir la moitié de la dot de sa femme, par suite de l'entrée de cette dot en communauté, alors qu'il conservait le plus souvent la tota-

lité de sa fortune personnelle à titre de propre, en raison du caractère généralement immobilier des biens qui la composaient.

Par l'effet des clauses de réalisation, la femme pût désormais conférer artificiellement — pourrait-on dire — à certains de ses biens mobiliers le caractère de biens propres, réservé de droit commun aux seuls immeubles, et elle pût, ainsi, proportionner l'importance de sa mise en communauté à celle opérée de son côté par son mari.

Mais, — et tous nos anciens auteurs sont d'accord sur ce point — le caractère réel, ou propre, conféré à ses biens mobiliers par un époux au moyen de la clause de réalisation n'était que le résultat d'une *fiction* : l'époux n'imprimait pas pour l'avenir, et par la seule manifestation de sa volonté, *une naturelle nouvelle et définitive* aux biens meubles destinés à subir l'effet de cette clause.

Aussi l'effet de cette fiction devait-il être étroitement réservé au but pour lequel elle avait été prévue : ce but, nous le savons — c'était d'empêcher le mari et sa famille de prétendre, lors du décès de sa femme, à un droit quelconque dans les meubles et plus spécialement dans la dot, apportés en mariage par cette dernière, droit qu'il aurait eu si ces meubles ou cette dot, — à défaut de clause de réalisation — avaient conservé leur caractère mobilier et étaient par suite devenus bien de communauté.

Par l'effet de la clause de réalisation, au contraire, les biens meubles soumis à cette clause devenaient, à l'époque seulement de la dissolution de la communauté, des immeubles fictifs, qui suivaient le sort successoral des autres immeubles c'est-à-dire *restaient dans la famille de la femme*.

Mais dès que ce dernier but était atteint, la clause de réalisation avait produit tout son effet, et *la fiction qu'elle avait*

créée disparaissait : les meubles réalisés étaient dès lors considérés comme de véritables meubles, comme ils l'avaient d'ailleurs été pendant le cours de la communauté.

Cette valeur essentiellement relative de la fiction créée par la clause de stipulation de propres a été bien mise en lumière par nos anciens auteurs, à propos des effets de la réalisation des biens de la femme quant au partage de ces biens entre ses différents héritiers.

Nous allons rapidement résumer la solution qui fut adoptée sur ce point :

La question se posa de savoir si, une fois la reprise des meubles réalisés exercée contre le mari, et dès lors que ces meubles étaient ainsi conservés dans la famille de la femme, ces biens devaient toujours être considérés comme des immeubles fictifs ou recouvraient au contraire à ce moment leur ancienne nature de meubles lorsqu'il s'agissait d'en opérer le partage entre les différents héritiers de la femme.

Cette question fut l'objet d'assez vives controverses, mais finalement la jurisprudence décida que *lorsque la clause de réalisation avait joué contre le mari, en permettant à la femme ou à ses héritiers de reprendre à la dissolution de la communauté les biens par elle réalisés, l'effet de cette clause était épuisé* : la fiction de réalisation, par suite, s'évanouissait, et les meubles réalisés redevenaient de véritables meubles dans les rapports des héritiers de la femme entre eux.

Cette solution fut proclamée plusieurs fois, au cours de notre Ancien Droit, notamment par un arrêt solennel de la grand-chambre du Parlement de Paris, du 16 mars 1733.

Nous avons trouvé dans nos anciens auteurs de nombreuses allusions à cette question, mais nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de reproduire sur ce point le passage suivant

de Cochin, extrait d'un mémoire sur l'origine et les progrès des stipulations de propres (1).

Dans ce passage, Cochin nous montre en premier lieu comment la clause de réalisation qui avait été tout d'abord établie au profit de la future épouse seule, fut successivement étendue « à la future épouse et aux siens », et ensuite « à la future épouse et aux siens de son côté et ligne ».

Puis il conclut en ces termes :

« C'est ainsi que de degrés en degrés on est parvenu à « exclure le père de toutes manières, et à interdire toute « espérance à la ligne paternelle ; *mais cet objet étant une* « *fois rempli, la stipulation tombe, s'évanouit et n'est point* « *considérée entre les héritiers de la femme ou de ses enfants,* « *parce qu'elle n'a jamais été faite pour eux, et qu'elle ne les* « *concerne point.*

« L'effet de cette stipulation est d'élever un mur de séparation entre la famille de la femme et celle de son mari, « pour que les biens restent toujours, pour ainsi dire, du côté « de la femme et de sa famille, et que jamais le mari ni ses « parents ne puissent y mettre la main à quelque titre que « ce puisse être.....

«*Ces clauses ne produisent donc leur effet que contre le* « *mari et sa famille, et, par conséquent, il n'est point permis* « *de les considérer entre les héritiers de la femme. Ce mot* « *seul tranche toute la difficulté ; il fait voir que la stipulation* « *de propres n'est point absolue, mais seulement relative ; que* « *c'est une fiction, mais que c'est une fiction qui doit être ren-* « *fermée dans l'unique cas pour lequel elle a été établie, et que* « *par conséquent, elle est absolument étrangère aux diffé-*

(1) COCHIN, *Œuvres*, t. IV, 3^e partie, Mémoire sur la cause jugée le 16 mars 1733, ancien n^o 62, p. 595 et suiv.

« rents héritiers de la femme pour régler entre eux le partage de sa succession ou de celle de ses enfants.

« *En effet, c'est un principe certain que toutes les fois qu'il ne s'agit plus d'exclure le mari ou sa famille, les deniers ne sont plus regardés que comme de véritables meubles* ».

En présence de ce texte aussi formel, il ne nous semble pas impossible de dire que si les clauses de réalisation ne concernaient point les héritiers de la femme, elles ne devaient pas concerner non plus les créanciers du mari, pour lesquels il est certainement vrai de dire aussi « qu'elles n'avaient jamais été faites » ?

D'ailleurs ne pourrait-on pas voir dans le silence même de nos anciens auteurs sur ce point une sorte d'argument *ex facto* en faveur de notre affirmation ? il ne nous semble pas tout à fait déraisonnable de penser, en effet, que si l'on n'a jamais parlé dans notre Ancien Droit de reprise de meubles réalisés par la femme, exercée à l'encontre des créanciers de son mari ou de la communauté, c'est que cette situation ne s'était jamais présentée à cette époque et n'avait pas même été considérée comme susceptible de se produire.

Enfin, s'il nous restait un doute sur ce point, il serait définitivement écarté par un passage de Pothier, dans lequel cet auteur, après avoir dit que la femme dont les biens n'avaient pas été inventoriés ne pouvait pas opposer *aux créanciers de son mari* une clause de séparation de dettes et demander à soustraire aux poursuites de *ces créanciers* les biens mobiliers, les *effets* apportés par elle en mariage, s'exprime finalement en ces termes qui nous semblent de nature à faire disparaître toute hésitation (1) :

« *Il n'importe que lesdits effets aient été réalisés par une sti-*

(1) POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n° 364.

« *puration de propre*, le mari ne doit pas moins les représenter
« aux créanciers, s'ils se trouvent en nature, ou compter du
« prix s'ils ne se trouvent ; *la réalisation qui en a été faite*,
« *n'a aucun effet vis-à-vis des créanciers*, et elle n'empêche
« pas qu'ils ne puissent être saisis et exécutés, comme toute
« autre espèce de meuble ».

*
* *

Deuxième point : C'est la clause de séparation de dettes qui servait à la femme pour exercer contre les créanciers de son mari ou de la communauté, la reprise des biens meubles apportés par elle en mariage.

Si nous nous reportons maintenant aux effets des clauses de séparation de dettes tels que nous les avons décrits dans notre second chapitre, nous constatons que le fonctionnement de ces clauses dans les rapports des époux avec leurs créanciers conduisait directement à l'exercice par les époux d'un véritable *droit de reprise contre ces créanciers* des biens meubles qu'ils avaient apportés en mariage.

En effet, nous avons vu que lorsqu'une femme invoquait une clause de séparation de dettes stipulée dans son contrat de mariage, et produisait un inventaire notarié des biens mobiliers par elle apportés en mariage, — ainsi que l'exigeait l'article 222 de la Coutume de Paris, — elle obtenait le droit de soustraire les biens décrits dans cet inventaire à l'action des créanciers de son mari ou de la communauté.

Or, comment la femme opérait-elle pratiquement cette soustraction ?

Un point nous semble tout d'abord certain : elle ne pouvait l'opérer qu'après avoir obtenu la séparation de biens.

Tant que durait la communauté en effet, les biens meubles apportés en mariage par la femme, étaient entre les mains du mari, chef de la communauté, qui pouvait en disposer comme de tous les autres biens communs : nous savons qu'entre époux le seul effet de la clause de séparation de dettes était d'obliger les conjoints à s'indemniser mutuellement *lors de la liquidation de la communauté* des sommes que ladite communauté avait pu payer pour leurs comptes respectifs pendant le mariage, mais que, tant que cette communauté durait, la clause de séparation de dettes ne produisait aucun effet.

Lorsque la femme était menacée de voir ses biens mobiliers poursuivis par les créanciers de son mari, si elle voulait user de la clause de séparation de dettes stipulée dans son contrat de mariage et l'opposer à ces créanciers, en leur produisant l'inventaire de ses meubles, il fallait donc qu'elle commençât par provoquer la dissolution de la communauté en demandant sa séparation de biens.

Une fois cette séparation obtenue, la femme n'avait plus qu'à prélever à l'encontre des créanciers de son mari les biens décrits dans son inventaire comme ayant été apportés par elle en mariage ; quelque soit le terme qu'on emploiera pour désigner ce prélèvement, en fait c'était bien une *reprise* que la femme exerçait alors contre les créanciers de son mari.

Cette reprise, elle l'exerçait en nature si les meubles apportés par elle en mariage existaient encore *in specie* ; s'ils ne se retrouvaient pas, elle était dès lors, — tout comme dans notre Droit moderne depuis l'arrêt fameux du 16 janvier 1858 (1), — créancière de leur valeur : elle exerçait sa re-

(1) Cité *suprà*, Introduction p. 10, texte et note 3.

prise en deniers en concours avec les autres créanciers de son mari ou de la communauté.

Le témoignage de Ferrière est tout-à-fait affirmatif sur tous ces points (1) :

« Le mari étant le maître de la communauté et des biens
« qui la composent, ses créanciers peuvent exécuter tous les
« biens meubles, et les faire vendre pour le paiement de ces
« dettes, quoique partie d'iceux ait été apportée par la
« femme en mariage ; *mais la femme, en vertu des susdites*
« *clauses et de l'inventaire fait de ses meubles, pour empêcher*
« *la vente des ses meubles, doit faire sa demande en séparation*
« *de biens d'avec son mari*, et s'opposer à la vente des meubles
« qu'elle a apportés et inventoriés dans l'inventaire qui a
« été fait, *et en demander la distraction*, ce que le juge ne peut
« pas lui refuser. Et par ce moyen ses meubles ne sont point
« sujets aux dettes de son mari, contractées avant le mariage,
« *pourvu qu'ils se trouvent en nature, sinon..... elle peut, outre*
« son opposition pour la distraction de ses meubles, *s'opposer*
« *pour venir à contribution avec les créanciers saisissants pour*
« le paiement de ses deniers dotaux et conventions matri-
« moniales ; *ce qu'elle ne peut pas faire qu'en demandant*
« (c'est-à-dire : si ce n'est en demandant) *la séparation, parce*
« *que tant qu'elle est commune son mari est le maître des biens*
« *de la communauté, quoiqu'ils viennent du chef de sa femme.*

«..... *Mais la propriété des meubles est conservée à la femme*
« *par le moyen de l'inventaire, et partant elle les peut reven-*
« *diquer, s'ils se trouvent en nature* (2) ».

(1) FERRIÈRE, *Commentaire*, 1788, t. II, tit. X, glose sous l'article 222, p. 18 et suiv.

(2) A rapprocher de cet autre passage du même auteur (*Corps et Compilation*, 1714, t. III, tit. X, glose sous l'art. 222, n° 7) : « Cette clause « de séparation de dettes n'empêche pas que ses créanciers (ceux du « mari) ne fassent saisir et exécuter les meubles de la femme contenus

Nous nous croyons donc autorisé à conclure que dans notre Ancien Droit, c'est bien la clause de séparation de dettes, complétée par l'inventaire requis par l'article 222 de la Coutume de Paris, qui conférait à la femme le droit d'exercer la reprise de ses biens mobilisers à l'encontre des créanciers de son mari.

SECTION DEUXIÈME

CONCLUSION SUR LE SYSTÈME GÉNÉRAL DE NOTRE ANCIEN DROIT QUANT A LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES

*
* *

Règles suivies dans les pays de coutume de communauté légale.

Pour terminer cette première partie de notre étude, nous concluons que, dans les Pays de Coutume de communauté légale, notre Ancien Droit a parfaitement connu la distinction suivie par la Jurisprudence de la Cour de Cassation depuis le Code civil et adoptée par la loi récente du 29 avril 1924, entre le cas où la demande en reprise des meubles apportés en mariage par un époux est dirigée contre le conjoint de cet époux, et le cas où elle est dirigée contre les créanciers de ce conjoint.

Mais, à la différence de notre Droit moderne, il nous semble que notre Ancien Droit, au moins à son origine, ait vu dans ces deux cas de reprise, l'exercice par les époux de deux

« dans son inventaire, parce que le mari est le maître de la communauté :
« elle ne peut le faire qu'en se faisant séparer, et reprendre par ce moyen
« les meubles existans et en nature ».

droits d'une nature bien différente, procédant chacun d'un titre distinct.

A l'égard de son mari, la femme opérait la reprise de ses biens propres *en vertu de la clause de réalisation* qu'elle avait stipulée dans son contrat de mariage, et en vertu de la clause de reprise d'apports qui en résultait ;

Elle reprenait, ou ses héritiers reprenaient pour elle, les biens qu'elle avait apportés en mariage et qu'elle s'était réservés propres ; en un mot, *les meubles étaient repris contre le mari, parce que réalisés à son égard.*

Contre les créanciers de son mari, au contraire, la femme exerçait la reprise des biens meubles apportés par elle en mariage, *en vertu de la clause de séparation de dettes et de l'inventaire* qui rendait cette clause opposables auxdits créanciers : elle reprenait ses biens contre les créanciers de son mari, *parce que, par avance, elle les avait exclus de leur gage dans les formes légales.*

Il y avait donc là pour la femme, — et pour le mari, mais cette deuxième situation est assez rare en fait, — deux droits de reprise bien distincts, qui loin de se confondre, étaient au contraire tout-à-fait indépendants l'un de l'autre, au moins dans les premiers temps de notre Ancien Droit.

Tout d'abord, les biens mobiliers objets de chacun de ces droits de reprise pouvaient ne pas être tous les mêmes : la clause de séparation de dettes visait généralement tous les meubles apportés en mariage et constatés par l'inventaire, alors que la clause de réalisation pouvait n'atteindre qu'une partie de ces meubles ; il n'y avait concordance absolue que lorsque la clause de réalisation avait visé tous les meubles présents.

Nous savons en outre que nos clauses de réalisation et de séparation de dettes (ainsi d'ailleurs que toutes les autres

clauses matrimoniales apparues à cette époque, celle de reprise de la femme renonçante par exemple) naquirent une à une, pour répondre chacune à un besoin particulier de la pratique, sans qu'aucun plan d'ensemble ni qu'aucun système doctrinal ait cherché à les rattacher les unes aux autres et à les coordonner ; et nous avons dit qu'à leur début ces clauses étaient rarement stipulées simultanément.

Si donc une femme, dans son contrat de mariage, réalisait une certaine somme ou une certaine quantité d'objets mobiliers, elle se réservait à coup sûr le droit d'en exercer la reprise contre son mari lors de la dissolution de leur communauté ; mais si elle avait omis d'insérer dans le même contrat une clause de séparation de dettes et de faire dresser inventaire des biens mobiliers apportés par elle en mariage, elle s'était irrémédiablement privée du droit d'exercer la reprise de ces biens contre les créanciers de son mari, s'il s'en présentait dans l'avenir, et rien ne pouvait empêcher ces derniers de saisir les biens dont s'agit, même réalisés.

Et inversement, la femme qui n'aurait stipulé dans son contrat de mariage qu'une clause de séparation de dettes, complétée par un inventaire, aurait bien conservé le droit de reprendre contre les créanciers de son mari, s'il s'en était présenté, les biens meubles apportés par elle en mariage ; mais il ne lui aurait pas été possible, par suite de l'absence de clause de réalisation, d'exercer la reprise de ces mêmes biens à l'encontre de son mari, qui lors de la dissolution de la communauté en aurait recueilli la moitié comme pour tous les autres meubles communs.

Enfin, cette distinction si nette des deux reprises permises à la femme s'est manifestée d'une façon éclatante, au cours de notre Ancien Droit, dans la détermination des moyens de preuve admis pour les exercer :

Alors que nous avons vu la preuve entre époux (domaine d'application des clauses de réalisation) évoluer dans le sens d'une facilité toujours plus grande, au point qu'on acceptait comme moyens suffisants, dans le dernier état de notre Ancien Droit, les témoignages, les présomptions et même les enquêtes de commune renommée, nous avons pu constater au contraire que pour la preuve contre les créanciers (domaine d'application des clauses de séparation de dettes) notre Ancien Droit ne s'est jamais départi de sa rigueur primitive et a toujours exigé, comme seul moyen de preuve, *l'inventaire authentique* des biens mobiliers apportés en mariage par la femme ou recueillis par elle, pendant le mariage, à titre de succession, donation ou legs.

*
* *

Règles différentes suivies dans les pays de communauté d'acquêts

Mais tout ce que nous venons de dire n'était exact, selon nous, que pour les Pays de coutume de Communauté légale.

Nous ne trouvons plus en effet cette distinction entre la reprise entre époux et la reprise contre les créanciers dans les pays où la Coutume avait adopté pour régime légal la communauté réduite aux acquêts (coutume du Comté de Bourgogne, coutume de Bayonne), non plus que dans les pays de Droit écrit où la pratique s'était répandue d'adjoindre au régime dotal traditionnel une société d'acquêts, dans le ressort du Parlement de Bordeaux notamment.

Dans ces pays, la jurisprudence n'exigeait pas d'inventaire ; elle avait établi pour certains cas des présomptions, mais qui n'excluaient pas la preuve contraire (1).

(1) Cf. ALBERT TISSIER, *De la Communauté d'acquêts... et de la preuve des apports mobiliers*, *Revue bourguig. de l'Enseig. Sup.*, 1901, p. 115.

C'est ce que Roussilhe nous signale comme étant de pratique courante à son époque (1) :

« Il arrive souvent qu'un homme entre gendre dans une maison qui est meublée et où il y a des bestiaux, *desquels il n'est point chargé par inventaire*. La femme peut-elle demander les bestiaux qui se trouvent au décès du mari, ou les héritiers de celui-ci peuvent-ils se dispenser de les remettre, en disant que tout est présumé appartenir au mari ?

« Il y auroit de l'injustice de faire perdre à la femme ce qui lui appartient, ainsi on doit lui accorder tout ce qu'elle peut établir qui lui appartenait au temps de son mariage, et comme on ne sauroit présumer qu'une maison soit sans meubles, et bestiaux, *de simples présomptions doivent suffire* pour faire obtenir à la femme tout ce qu'on peut présumer qui étoit chez elle lors de son mariage, *et elle doit être admise à la preuve par témoins*, comme elle avoit tels meubles et tels bestiaux. Je l'ai toujours vu pratiquer ainsi ».

Lors des travaux préparatoires du Code civil, Maleville insista sur ce point (2) :

« On suppléait à l'omission des états, *et à la nécessité même des preuves par les présomptions suivantes.....*

« En général, les meubles étaient censés appartenir à celui des époux, dans la maison duquel l'autre était venu s'établir.

« Si chacun avait son domicile meublé de ses effets avant le mariage, la moitié du total était censée appartenir à chacun des époux.

« Si aucun d'eux n'avait de domicile meublé, le mobilier entier était présumé acquêt ».

(1) ROUSSILHE, *De la Dot*, t. I, chap. XII, sect. II, n° 275, *in fine*.

(2) MALEVILLE, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil*, t. III, p. 350 et 351.

Dunod, commentant, pendant la première moitié du xviii^e siècle, la Coutume de Bourgogne, qui avait adopté pour régime légal le régime de la communauté réduite aux acquêts, s'exprime en ces termes dans un passage connu, mais rarement cité dans son intégralité (1) :

« Il arrive souvent des difficultés dans les partages de sociétés conjugales au sujet des meubles, sur la question de savoir s'ils sont anciens, c'est-à-dire appartenant à l'un des conjoints avant le mariage ou non. Cette question est moins fréquente à l'égard des femmes qui ont des traités de mariage, parce qu'elles s'y constituent leurs meubles en dot, et qu'elles les font décrire, estimer ou assigner. Il seroit à propos qu'on en usât de même à l'égard des hommes et qu'ils en fissent un inventaire reconnu par la femme au temps du traité, ou qu'ils convinssent d'un prix avec elle ; mais on ne le fait presque jamais, soit par rapport à la peine que cet inventaire donneroit, soit à cause des frais du contrôle et autres. Voici ce que j'ai vu pratiquer sur ce point.

« Les meubles ne sont pas présumés anciens, parce qu'ils se consomment par l'usage, et périssent sur le compte de celui qui en a conservé la propriété. Si donc le mariage a duré un temps considérable, les *meubles qui se trouvent dans la communauté sont réputés acquis, à moins que l'on ne prouve qu'ils sont anciens à l'un des conjoints, ce que l'on peut faire par témoins*, parce que c'est la preuve d'un fait et non d'une convention. L'on considère aussi lequel des conjoints avoit un ménage assorti de meubles au temps du mariage, circonstance qui, jointe à la condition des parties, favorise

(1) DUNOD, *Observations sur la Coutume du Comté de Bourgogne*, titre des Gens Mariés, chap. vii, sect. I, art. 14, n^o 6, p. 397.

« et adminicule la preuve sur la qualité et quantité des
« meubles qui appartenoient aux conjoints au temps de leur
« mariage. *L'arbitrage du juge a beaucoup de part dans le*
« *règlement de ce qui doit être prélevé, lorsque les preuves ne*
« *sont pas spécifiques sur chaque meuble en particulier, ou*
« *sur leurs espèces* ».

Et Salviat nous apprend que dans le ressort du Parlement de Bordeaux la femme pouvait notamment se servir de la preuve par titres ou par témoins pour détruire *la présomption favorable au mari et aux créanciers du mari* (1).

Y-a-t-il moyen d'expliquer cette divergence quant à la preuve des reprises entre les pays de Coutume de Communauté légale et les pays de Communauté d'acquêts ? nous le pensons.

Dans les premiers, la différence des modes de preuve permis à la femme suivant qu'elle demandait à exercer ses reprises contre son mari ou contre les créanciers de son mari, provenait, — ainsi que nous croyons l'avoir démontré, — de la double origine de son droit à la reprise : stipulation d'une clause de réalisation pour la reprise contre son mari, — stipulation d'une clause de séparation de dettes, pour la reprise contre les créanciers de son mari.

Mais dans les pays de communauté d'acquêts cette double origine conventionnelle n'existait plus : c'est la coutume, dans le Comté de Bourgogne, qui soumettait les époux au régime de la communauté réduite aux acquêts, et dans le ressort du Parlement de Bordeaux, c'est la simple stipulation d'une société d'acquêts qui réalisait les meubles présents et futurs des époux et séparait leurs dettes.

(1) Cf. SALVIAT, *Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, v^o Acquêts, p. 5 et 17.

Dès lors, le droit pour la femme de reprendre ses propres mobiliers, qu'elle exerçât ce droit contre son mari ou contre les créanciers de son mari, avait toujours sa base dans le même titre : la coutume, pour le pays où la communauté d'acquêts était le régime légal, — la stipulation d'une société d'acquêts, dans le ressort du Parlement de Bordeaux.

Si nous ajoutons maintenant que ni la Coutume de Bourgogne, ni la Jurisprudence du Parlement de Bordeaux, ne connaissait de règle analogue à celle posée par l'article 222 de la coutume de Paris, qui exigeait la rédaction d'un inventaire authentique avant le mariage pour rendre la clause de séparation de dettes opposable aux créanciers, en d'autres termes pour permettre à la femme d'exercer la reprise de ses propres à l'encontre des créanciers de son mari, nous aurons, il nous semble, suffisamment montré qu'il était naturel que, *dans les pays de communauté d'acquêts*, les mêmes modes de preuve aient été permis à la femme pour l'exercice de ses reprises, aussi bien à l'encontre de son mari qu'à l'encontre des créanciers de ce dernier, *puisque c'était en vertu du même droit, soumis aux mêmes conditions d'exercice et reposant sur le même titre, que cette femme poursuivait l'exercice desdites reprises, dans tous les cas.*

Telle est selon nous, l'explication normale de la divergence que nous avons signalée entre les pays de communauté d'acquêts et les pays de coutume de communauté légale, quant à la preuve des reprises mobilières de la femme.

*
* *

Nous montrerons dans la deuxième partie de cet ouvrage comment, en introduisant dans l'art. 1499 l'exigence d'un inventaire ou état en bonne forme, les rédacteurs du Code

civil ont voulu réagir contre les abus qui avaient résulté, dans les pays de communauté d'acquêts, de la trop grande facilité de preuve permise à l'égard des créanciers, par suite de la similitude des moyens admis dans ce cas et dans les rapports entre époux.

Nous dirons en outre qu'en traitant sous les art. 1500 et suivants des clauses de réalisation et de séparation de dettes, le législateur de 1804 a reproduit, — sauf quelques modifications de détail, — les règles suivies pour ces clauses dans les pays de Coutume de communauté légale, sans toutefois distinguer formellement entre le cas où la femme exerce ses reprises contre son mari et celui où elle les exerce contre les créanciers de ce dernier, parce que cette distinction, n'ayant pas été systématisée dans notre Ancien Droit, a échappé aux rédacteurs du [Code Civil qui ne l'ont pas trouvée tout indiquée chez les auteurs auxquels ils ont puisé.

Et nous montrerons enfin comment cette distinction a été ressuscitée dans notre Droit moderne par la Jurisprudence de la Cour de Cassation, qui, en la proclamant, a continué sur ce point la tradition de notre Ancien Droit.

DEUXIEME PARTIE

LA QUESTION DE LA PREUVE DES REPRISES MOBILIERES DANS NOTRE DROIT MODERNE DEPUIS LE CODE CIVIL JUSQU'A LA LOI DU 29 AVRIL 1924

CHAPITRE PREMIER

La preuve des reprises mobilières dans le code civil et le code de commerce

SECTION PREMIÈRE

DANS LE CODE CIVIL

Lorsque les rédacteurs du Code civil eurent réussi, après bien des difficultés et malgré la résistance des partisans du régime dotal (1), à faire accepter comme régime légal de la France le régime de la communauté des meubles et acquêts, ils s'occupèrent, ayant traité de ce régime, de grouper dans une deuxième partie du même

(1) Voir notamment sur ce point l'*exposé des motifs* fait par Berlier devant le Conseil d'Etat, le *rapport* fait par Duveyrier au Tribunat et le *discours* du tribun Siméon au Corps législatif, rapportés au *Répert. alfab. Dalloz*, t. XIII, v^o *Contrat de mariage*, p. 13, note 1 ; p. 17, note 2 ; et p. 30, note 1.

chapitre, les textes relatifs aux clauses destinées à modifier ou même exclure cette communauté.

Ces clauses firent l'objet de huit sections dont les titres sont énumérés sous l'article 1497 (1).

Ces huit sections ne nous intéressent pas toutes au même point ; nous n'en retiendrons que trois d'entre elles, parce que, seules, ces trois sections constituent le siège de la question de la preuve des reprises mobilières, objet de la présente étude, savoir : la section première (art. 1498 et 1499) consacrée à la communauté réduite aux acquêts, — la section II (art. 1500 à 1504) relative à la clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou en partie, ou clause de réalisation, — et la section IV (art. 1510 à 1513) sur la clause de séparation de dettes.

Encore n'examinerons-nous pas tous les articles de ces trois sections : nous ne ferons volontairement porter notre étude que sur ceux de ces articles relatifs à la question qui nous intéresse.

(1) *Art. 1497 C. civ.* : « Les époux peuvent modifier la communauté légale par toute espèce de conventions non contraires aux articles 1387, 1388, 1389 et 1390.

« Les principales modifications sont celles qui ont lieu en stipulant de l'une ou de l'autre des manières qui suivent, savoir :

« 1^o Que la communauté n'embrassera que les acquêts ;

« 2^o Que le mobilier présent ou futur n'entrera point en communauté, ou n'y entrera que pour une partie ;

« 3^o Qu'on y comprendra tout ou partie des immeubles présents ou futurs, par la voie de l'ameublement ;

« 4^o Que les époux payeront séparément leurs dettes antérieures au mariage ;

« 5^o Qu'en cas de renonciation, la femme pourra reprendre ses apports francs et quittes ;

« 6^o Que le survivant aura un préciput ;

« 7^o Que les époux auront des parts inégales ;

« 8^o Qu'il y aura entre eux communauté à titre universel ».

§ 1. — Rédaction des art. 1498 et 1499,
sur la communauté réduite aux acquêts.

Les rédacteurs du Code civil, pour parvenir au but qu'ils s'étaient proposé d'unifier sur le terrain du droit les usages si différents suivis avant la Révolution dans les diverses provinces de la France, — ne manquèrent pas de faire une place spéciale, parmi les clauses pouvant modifier la communauté légale, à la clause de communauté réduite aux acquêts.

Cette clause, nous l'avons vu, était en effet d'un usage très fréquent dans certaines régions, en Bourgogne, par exemple, et dans les Pays de Droit écrit pratiquant l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal, dans le ressort du Parlement de Bordeaux, notamment, et en Normandie (1).

*
* *

Mais comme la communauté d'acquêts pratiquée dans ces pays n'était à vrai dire, que la combinaison de deux clauses souvent usitées ensemble ou séparément dans les pays de coutume de communauté légale, clauses qui devaient, au surplus, faire l'objet des sections II et IV de la même partie (clause de réalisation des biens présents et futurs, d'une part ; clause de séparation des dettes présentes et futures des époux, d'autre part) — les rédacteurs du Code civil jugèrent probablement inutile d'énoncer par le menu sous cette première section, toutes les conséquences de l'adoption du régime de la communauté d'acquêts.

(1) Cf. *Répert. alphab. Dalloz*, t. XIII, v^o *Contrat de mariage*, p. 508, n^o 2561 et 2562.

Ils se contentèrent donc dans l'alinéa 1^{er} de l'art. 1498 de donner la définition de ce régime et dans l'alinéa 2 du même article, d'en indiquer sommairement les effets dans les rapports des époux entre eux, en renvoyant tacitement pour le détail aux sections suivantes (notamment en ce qui concernait les justifications à produire pour le prélèvement des apports = domaine des clauses de réalisation).

L'art. 1498 reçut donc la rédaction suivante :

« Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux
« qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de
« la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles et
« futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

« En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses
« apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts
« faits par les époux ensemble ou séparément durant le
« mariage, et provenant tant de l'industrie commune que
« des économies faites sur les fruits et revenus des biens des
« deux époux ».

Ainsi se trouvait tacitement réalisée sur ce point, l'unification des règles suivies en Pays de Droit écrit et en Pays de Coutume.

*
* * *

Mais pour que l'unification fût absolument complète et indiscutable, les rédacteurs du Code Civil pensèrent que pour les rapports avec les créanciers (domaine des clauses de séparation de dettes) ils devaient affirmer cette unification d'une façon particulièrement formelle sur deux points importants, où la plus grande divergence s'était jadis manifestée entre les Pays de Droit écrit et les pays de Coutume.

Ces deux points visaient : le premier, la présomption dont on devait frapper les biens mobiliers, pendant leur existence dans la masse commune, au regard des créanciers possibles de cette masse ; le second, la preuve à fournir à l'égard de ces mêmes créanciers pour combattre cette présomption.

En ce qui concerne le premier point, tout d'abord, nous savons que dans les pays de coutume de communauté légale, en effet, la présomption de propriété frappant les biens meubles était une présomption *d'acquêts* (1), c'est-à-dire une présomption au profit de la communauté, profitant par conséquent aux créanciers de cette communauté ; par suite, c'était à la femme qui voulait opérer la reprise à l'égard desdits créanciers d'un objet mobilier qu'elle prétendait lui être propre, qu'incombait la charge de détruire cette présomption.

Dans les pays de droit écrit, au contraire, on préférait la présomption de propres (2) : on présumait généralement que les meubles étaient propres à l'époux dans la maison duquel le ménage était venu s'installer (3), ou encore que tout le mobilier était propre au mari (4).

D'autre part, en ce qui concerne la preuve à fournir par les époux pour exercer leurs reprises mobilières, nous savons que dans les pays de communauté légale on distinguait suivant que la femme poursuivait l'exercice de ses

(1) Voir *suprà*, p. 46.

(2) Voir notamment FERONIUS (sur la Coutume de Bordeaux, titre du *Retrait*) et TIRAQUEAU (du *Retrait lignager*, parag. 2, nombres 91 et 92), cités par LEBRUN, *Traité des Successions*, liv. II, chap. I^{er}, sect. I, n^o 2.

(3) Voir sur ce point le témoignage de MALEVILLE, rapporté *suprà*, p. 88.

(4) En ce sens ROUSSILHE, cité *suprà*, p. 88 et SALVIAT, *Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, v^o Acquêts, p. 5 et 17.

reprises à l'encontre des créanciers de son mari ou de la communauté, ou à l'encontre de son mari seul.

Dans le premier cas, nous l'avons vu, notre Ancien Droit a toujours exigé dans ces Pays, que la femme justifiât de sa reprise au moyen d'un *inventaire authentique*, à l'exclusion de tout autre mode de preuve ; par contre, lorsqu'il s'agissait de reprise tendant à s'exercer *dans les rapports des époux entre eux*, la preuve exigée de la part de l'époux réclamant était beaucoup plus facile à produire, puisqu'on en était arrivé, dans le dernier état de notre Ancien Droit, à se contenter de la *preuve par commune renommée*.

Au contraire, nous avons fait remarquer que cette distinction entre les reprises entre époux et les reprises contre les créanciers n'existait pas dans les pays de communauté d'acquêts, et que par suite les mêmes modes faciles de preuve étaient applicables dans les deux cas (1).

Il est naturel de penser que pour couper court aux fraudes qui avaient pu résulter de cet état de chose et sauvegarder les droits des créanciers en rendant pour l'avenir ces fraudes impossibles, les rédacteurs du Code estimèrent qu'il n'y avait pas de meilleur moyen que de soumettre la preuve des reprises à l'encontre des créanciers dans les pays où l'on pratiquait la communauté d'acquêts, aux mêmes règles que dans les pays de communauté légale (art. 222 de la Coutume de Paris).

Poursuivant donc pour les rapports des époux avec les créanciers (domaine des clauses de séparation de dettes),

(1) « Il semble d'ailleurs que des difficultés naquirent, précisément, « de cette trop grande latitude laissée aux époux : les rédacteurs du « Code paraissent en avoir gardé le souvenir et en craindre le retour » (REY, *thèse précitée*, p. 41).

l'unification qu'ils avaient réalisée, dans l'al. 2 de l'art. 1498, pour les rapports des époux entre eux (domaine des clauses de réalisation), les rédacteurs du Code décidèrent qu'en cas de stipulation de communauté d'acquêts comme en cas de communauté légale : d'une part, tous les meubles seraient *présumés communs*, d'autre part, que la *preuve par inventaire ou acte authentique* pourrait *seule* faire tomber cette présomption.

Telle fut l'objet de l'article 1499 qui fut conçu en ces termes :

« Si le mobilier existant lors du mariage, ou échû depuis, « n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, « il est réputé acquêt ».

§ 2. — Rédaction des articles 1500 à 1504 sur les clauses de réalisation.

Les articles 1500 à 1504, constituant la section II, furent consacrés aux clauses « qui excluent de la communauté le mobilier en tout ou en partie ».

Nous avons vu que, dans les pays de coutume de communauté légale (1), ces clauses étaient fréquemment adoptées dans les contrats de mariage, sous le nom de « clauses de stipulation de propres » ou « clauses de réalisation ».

Nous savons aussi (2) que la réalisation que ces clauses opéraient, pouvait être soit totale, soit partielle, c'est-à-dire qu'elle pouvait frapper *tous* les biens meubles présents *et* futurs (ou tous les biens meubles présents seuls, ou encore tous les biens meubles futurs seuls) de l'époux qui la stipulait, ou au contraire *une partie seulement* de ces biens meubles.

(1) Voir *suprà*, p. 36 et suiv.

(2) Voir *suprà*, p. 38 et suiv.

Dans ce dernier cas, la réalisation partielle pouvait être obtenue de deux façons : l'époux pouvait stipuler, — *premier moyen* — qu'il réalisait, c'est-à-dire *qu'il se réservait propre une somme déterminée*, tout le surplus de ses biens meubles présents et futurs tombant dans la communauté, en sorte qu'à la dissolution de cette communauté, son droit de reprise se trouvait strictement limité à la somme réalisée ; ou bien, — *deuxième moyen*, — il pouvait stipuler *qu'il mettait dans cette communauté des biens propres à concurrence d'une somme déterminée*, tout le surplus de ses biens mobiliers présents et futurs lui demeurant propre ; sous réserve de la justification de sa mise en communauté, il conservait donc le droit à la reprise de tous les meubles qu'il prouverait lui avoir appartenu au jour de son mariage ou lui être échus depuis.

De ces deux modes de réalisation partielle, le dernier était de beaucoup le plus usité dans notre Ancien Droit (1) ; c'est lui, sous le nom de *convention d'apport* qui a été le plus souvent mentionné par nos anciens auteurs, notamment par Pothier.

Probablement pour cette raison, c'est lui seul qui a retenu l'attention des rédacteurs du Code Civil.

Ceux-ci en effet, après avoir affirmé, dans un premier alinéa de l'article 1500, la possibilité de stipuler une réalisation totale, — ont consacré d'une manière formelle, sous un deuxième alinéa, les effets que notre Ancien Droit faisait produire à la réalisation partielle par voie de convention d'apport (2).

(1) Voir COCHIN, cité *suprà*, p. 42, texte et note 1.

(2) Art. 1500 C. civ. : « Les époux peuvent exclure de leur communauté « tout leur mobilier présent et futur.

« Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la com-

Mais si la clause de réalisation totale, à cause de sa simplicité, ne nécessitait aucune explication complémentaire, il n'en était pas de même de la clause d'apport.

Quel était dans les rapports de la communauté et des époux, l'effet produit par cette dernière clause au moment où elle était stipulée ? quel serait cet effet lors de la dissolution de la communauté ? d'autre part, comment l'époux qui s'était obligé, en la stipulant, à effectuer une mise en communauté, justifierait-il de l'exécution de cette obligation ?

Les rédacteurs du Code jugèrent bon de s'expliquer sur ces divers points sous les trois articles 1501, 1502 et 1503.

*
* *

Tout d'abord (art. 1501) : « Cette clause rend l'époux « débiteur envers la communauté de la somme qu'il a promise d'y mettre, et l'oblige à justifier de cet apport ».

Ainsi le premier effet de la convention ou clause d'apport, c'est de rendre la communauté *créancière* de l'époux pour le montant de la somme qu'il a déclaré y verser ; et c'est à cet époux qu'incombera la charge de prouver qu'il s'est acquitté de cette dette : *il devra justifier de son apport*.

Mais comment fera-t-il cette preuve ? comment justifiera-t-il de son apport à la communauté ?

Cette question était assez délicate à résoudre.

Qui pouvait donner quittance pour le compte de la communauté ? ce ne pouvait être que le mari, chef de cette communauté.

La quittance du mari pourrait donc prouver la réalité

« communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus ».

de l'apport en communauté effectué par la femme, cela ne faisait pas de difficulté.

Mais lorsque c'était lui, mari, qui avait promis un apport en communauté, il ne pouvait évidemment pas se donner quittance à lui-même, ç'eût été une comédie.

Il fallait donc, dans ce cas, que la mari fût crû sur sa seule déclaration contenue au contrat de mariage, sauf à la future épouse ou à ses parents ou conseils à vérifier avant le mariage la sincérité de cette déclaration.

C'est cette solution que les rédacteurs du Code adoptèrent :

« L'apport est suffisamment justifié, — dit l'art. 1502, —
« quant au mari, par la déclaration portée au contrat de
« mariage que son mobilier est de telle valeur.

« Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par
« la quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont
« dotée ».

Que signifie très précisément cet article ? Il a simplement voulu dire, — selon nous, — que les apports en communauté, — *celui déclaré* par le futur époux au contrat (en ce qui concerne l'apport par lui stipulé), *celui quittancé* par ledit futur époux (en ce qui concerne l'apport stipulé par la future épouse) — sont *suffisamment* justifiés par l'indication portée au contrat de mariage que le mobilier de chacun des futurs époux (et par eux *apporté en mariage*) est *de telle valeur*, c'est-à-dire d'une valeur égale à celle qu'ils ont déclaré vouloir mettre en communauté (1).

Ainsi supposons qu'un futur époux ait stipulé dans son contrat de mariage *l'apport en communauté* d'une somme

(1) « *Telle* » aurait ici, à notre avis, le sens de l'adjectif latin « *talis* » et non pas, comme on semble le croire généralement, celui du pronom indéfini « *quædam* », féminin de « *quidam* ».

de 10.000 francs, la future épouse *l'apport en communauté* d'une somme de 20.000 francs ; si dans ledit contrat, le futur époux déclare *apporter en mariage* une somme de 10.000 francs, et la future épouse une somme de 20.000 fr., (et si le futur époux, — suivant une formule courante que nous retrouverons, — a déclaré avoir pris connaissance de cet apport et consenti à en demeurer chargé par le seul fait du mariage), — les époux auront « suffisamment justifié » de l'acquit de la dette qu'ils avaient contractée *au profit* de la communauté par la stipulation de leurs *conventions d'apport*.

Mais nous allons voir que ce n'est pas toujours là le seul effet de l'art. 1502. La déclaration et la quittance du mari contenues au contrat de mariage pourront, dans certains cas, — *et toujours dans les rapports des époux entre eux*, domaine exclusif des clauses de réalisation totale ou partielle, — servir à prouver un droit de *reprise* de ces époux à *l'encontre* de la masse commune.

En effet, supposons que le mari ait promis à la communauté un apport de 20.000 francs et qu'il ait déclaré que son mobilier valait 30.000 francs. « Cette déclaration (1) « prouve deux choses : 1^o que le mari a *réellement versé* « dans la communauté l'apport promis, 20.000 frs., 2^o qu'il « a versé, en outre, 10.000 frs., exclus de la communauté, « dont celle-ci se trouve, par conséquent, constituée *débitrice* envers lui, et qu'il pourra prélever quand elle sera « dissoute. Cette déclaration doit être réputée vraie : car « la femme en a tacitement reconnu l'exactitude, en la « laissant insérer sans contestation dans le contrat de *mariage* ».

(1) MOURLON, *Répétitions écrites sur le Code Napoléon*, p. 413 et suiv., n^o 261.

Toutefois, l'article 1502 dit que « la quittance donnée
« par le mari à la femme et la déclaration au contrat, que
« le mobilier du mari est de telle valeur, *prouvent suffisam-*
« *ment* que l'apport a été effectué. Ces deux moyens ne sont
« donc pas les seuls (1) ».

En l'absence de toute autre indication, il faut conclure,
— pensons-nous, — qu'à défaut de ces quittance et déclara-
tion, la preuve de *la mise en communauté* pourra être
faite *par tous les moyens de droit commun*.

Il semble donc inexact de prétendre, comme on l'a fait,
que l'article 1502 aurait pour but principal de régler la
preuve de la reprise entre les époux de leur mobilier pré-
sent. Certes, *il peut se faire*, comme nous l'avons vu, que le
mode de preuve établi par l'art. 1502 pour la justification
des *apports en communauté* puisse, *dans certains cas*, être
utilisé pour justifier des *apports en mariage* des époux.

Il n'en est pas moins vrai, — selon nous, — que le seul
but des rédacteurs du Code en écrivant cet article 1502, a
été d'indiquer un moyen de prouver l'apport en commu-
nauté effectué par les époux et non leur apport en mariage ;
et que la preuve réglée par cet article, c'est la preuve du
paiement anticipé d'une récompense que les époux auraient
dûe à la *communauté* (2), et non pas, comme le prétend
l'opinion que nous combattons, la preuve de l'origine
d'une *récompense due par la communauté aux époux* (3).

(1) MOURLON, *op. cit.*, n° 263.

(2) Art. 1501 : « Cette clause rend l'époux débiteur envers la commu-
nauté... et l'oblige à justifier de cet apport ». — Art. 1502 : « L'apport
« est suffisamment justifié... »

(3) La jurisprudence, d'ailleurs, ne s'y est pas trompée : lorsqu'il
s'agit de reprise de mobilier présent dans les rapports des époux entre
eux, c'est toujours le droit commun qu'elle applique pour déterminer
les preuves admissibles (voir *infra*, p. 121) en se basant sur l'art. 1499

* * *

A notre avis, c'est dans l'art. 1503 qu'il faut chercher les principes réglant la preuve entre époux de la reprise de leurs meubles présents.

Après avoir réglé, comme nous venons de le voir par les art. 1501 et 1502, les rapports des époux à l'égard de la communauté, *en tant que débiteurs de cette communauté*, les rédacteurs du Code ont voulu, sous l'art. 1503, compléter les dispositions écrites par eux sous l'al. 2 de l'art. 1500, en ce qui concernait les effets de la clause d'apport en communauté *quant au droit de reprise des époux*.

Expliquant donc les mots « sont censés par cela seul s'en réserver le surplus » de ce dernier alinéa, — (tout comme dans notre Ancien Droit, nous l'avons vu (1), la clause dite « de reprise d'apports » expliquait les effets de la clause de « réalisation), — ils précisèrent par l'art. 1503 que : « chaque « époux a le droit de reprendre et de prélever, lors de la « dissolution de la communauté, la valeur de ce dont le « mobilier qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est « échu depuis, excédait sa mise en communauté ».

Mais comment les époux *prouveront-ils* la valeur de ce dont leur mobilier présent ou futur excédait leur mise en communauté ?

Les rédacteurs du Code l'ont bien dit pour le mobilier futur, comme nous allons le voir plus loin, sous l'article 1504, mais ils ne l'ont pas dit pour le mobilier présent.

Ce sont donc, selon nous, les moyens de preuve du droit com-

(qu'elle considère dans ce cas comme n'édicant qu'une présomption *juris tantum*), et non pas sur les dispositions manifestement insuffisantes — et, nous l'avons dit, non écrites pour cet usage, — de l'art. 1502.

(1) Voir *suprà*, pp. 43 et 44.

mun qu'ils ont voulu admettre (parmi lesquels figureront notamment, — dans les cas où ce sera possible, — la déclaration et la quittance du mari acceptées par l'art. 1502, comme preuve suffisante des apports en communauté) (1).

Devant le silence du Code, nous pensons en outre, qu'il faut étendre cette solution, — quant à la preuve des biens présents, — du cas de réalisation partielle (par voie de convention d'apport) au cas de réalisation totale : la valeur de *tous* les biens présents des époux (2) pourra donc être prouvée par les moyens de droit commun en vue de la reprise à en exercer ; en cas de réalisation totale, en effet, la valeur de ces biens excède *dans sa totalité* la mise en communauté, puisqu'alors, par définition, cette mise en communauté, pourrait-on dire, est égale à zéro.

* * *

Sous l'article 1504, les rédacteurs du Code Civil revinrent pour la preuve à fournir en vue de la reprise entre époux de leur mobilier *futur*, aux solutions suivies dans notre Ancien Droit.

Mais ils n'acceptèrent pas en bloc le système facile de preuves qui avait été admis dans le courant du *xviii^e* siècle, et enseigné notamment par Lebrun et par Pothier (3).

C'est au système du siècle précédent qu'ils semblent avoir voulu se rallier, et nous savons qu'à cette époque, qui est celle de Lamoignon et d'Auzanet, il fallait tout au moins une preuve par écrit à défaut d'inventaire (4).

(1) Nous avons dit plus haut (p. 104, note 3) que c'est cette solution qui a été admise par la jurisprudence. Voir *infra*, p. 121 et suiv.

(2) Et l'identité même de ces biens au cas où ils existeraient encore en nature à la dissolution de la communauté.

(3) Voir *suprà*, p. 49 et 50.

(4) Voir *suprà*, p. 48 *in fine*.

Ils exigèrent donc cette preuve par écrit *de la part du mari*, après avoir maintenu le principe de la nécessité de l'inventaire :

Article 1504, al. 1^{er} : « Le mobilier qui échoit à chacun
« des époux pendant le mariage doit être constaté par un
« inventaire.

Al. 2 : « A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari,
« ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur,
« déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la
« reprise ».

Toutefois en considération de la situation subordonnée de la femme pendant le mariage et pour ne pas laisser cette femme absolument désarmée et à la merci de la bonne ou de la mauvaise volonté de son mari, les rédacteurs du Code Civil lui conservèrent, *mais à elle seule*, et seulement pour la reprise de ses meubles *futurs*, la possibilité qui lui avait été reconnue dans les derniers temps de notre Ancien Droit de faire la preuve de ses reprises contre son mari même par témoins et commune renommée (1) :

Art. 1504, al. 3 : « Si le défaut d'inventaire porte sur un
« mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont
« admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins,
« soit même par commune renommée, de la valeur de ce
« mobilier ».

(1) Nous avons vu (*suprà*, p. 52) que nos anciens auteurs étaient beaucoup plus larges pour l'emploi de cette dernière preuve, et nous savons que Pothier, notamment, l'accordait aussi bien au mari qu'à la femme, et cela dans tous les cas, qu'il s'agît de reprise de meubles présents ou de meubles futurs.

§ 3. — Rédaction de l'art. 1510, sur la clause
de séparation de dettes.

Nous savons que, dans les pays de Coutume de communauté légale, la stipulation d'une clause de réalisation, excluant de l'actif de la communauté une certaine quantité ou la totalité des meubles présents ou futurs, (ou présents *et* futurs) des époux, avait généralement pour corollaire la stipulation d'une clause de séparation de dettes, dont l'effet était d'exclure du passif de ladite communauté les dettes présentes ou futures (ou présentes *et* futures) personnelles aux mêmes époux ; à tel point que dans le dernier état de notre Ancien Droit certains auteurs affirmaient, — et c'était là une opinion assez généralement acceptée, — que même lorsqu'elle n'avait pas été formellement stipulée, la clause de séparation de dettes devait être considérée comme sous-entendue dans les contrats de mariage qui renfermaient une clause de réalisation (1).

Au surplus cette corrélation étroite des deux clauses de réalisation et de séparation de dettes avait-elle reçu, — pourrions-nous dire, — une sorte de consécration officielle de la part des notaires, qui, déjà à cette époque, à Paris notamment, en avaient fait une formule de style pour exprimer dans les contrats de mariage la volonté des futurs époux de se soumettre au régime de la communauté réduite aux acquêts.

Nous avons dit (2) toute l'importance que la clause de séparation de dettes avait dans notre Ancien Droit à cause

(1) En ce sens, notamment POTHIER, *Traité de la Communauté*, t. I, n° 352.

(2) Voir *suprà*, p. 54 et suiv.

des effets qu'elle produisait : effets entre époux, tout d'abord, et surtout effets à l'égard des créanciers (des créanciers de la Communauté notamment (1)), quant à la détermination de leur droit de poursuite et quant à la preuve des reprises que la femme tendait à exercer contre eux.

Les longs développements que nous avons consacrés à cette matière dans notre première partie nous dispenseront d'en parler ici plus longuement, lorsque nous aurons dit que les rédacteurs du Code Civil se sont contentés sur ce point de reproduire sans y rien changer les solutions suivies déjà dans notre Ancien Droit.

Dans l'al. 1^{er} et dans la première phrase de l'al. 2 de l'art. 1510, ils ont défini en ces termes les effets de la clause de séparation de dettes dans les rapports des époux entre eux (2) :

« La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils payeront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

« Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non ».

Et dans le surplus dudit article, ils ont réglé les effets de la clause de séparation de dettes dans les rapports des époux avec les créanciers ; reprenant la solution de l'art. 222 de la Coutume de Paris, ils ont exigé la rédaction d'un

(1) Nous faisons volontairement abstraction du cas, pratiquement assez rare de nos jours, où les poursuites sont exercées contre la communauté et le mari par des créanciers personnels de la femme antérieurs au mariage.

(2) Voir *suprà*, p. 59, les effets entre époux de la clause de séparation de dettes dans notre Ancien Droit.

inventaire ou état authentique antérieur au mariage, pour faire obstacle au droit de poursuite des créanciers de l'un des époux contre le mobilier *présent* de son conjoint (fin de l'alinéa 2) et pour exclure des mêmes poursuites, le mobilier *futur* de l'époux non débiteur (al. 3) :

« Mais si le mobilier apporté par les époux n'a pas été
« constaté par un inventaire ou état authentique antérieur
« au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux
« peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui
« seraient réclamées, poursuivre leur payement sur le mobi-
« lier non inventorié, comme sur tous les autres biens de
« la communauté.

« Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui
« serait échu aux époux pendant la communauté s'il n'a
pas été pareillement constaté par un inventaire ou état
« authentique ».

C'était la consécration pure et simple des principes adoptés, — nous l'avons vu, — pendant tout notre Ancien Droit dans les pays de Coutume de communauté légale (1).

SECTION DEUXIÈME

DANS LE CODE DE COMMERCE.

Le système rigoureux de preuve des reprises mobilières à l'encontre des créanciers, emprunté aux pays de coutume de communauté légale de notre Ancien Droit par les ré-

(1) La pratique de notre Ancien Droit avait en effet étendu aux biens futurs des époux les solutions admises à l'origine pour les biens présents seulement, en cas de séparation de dettes. Voir notamment dans ce sens : BOURJON, *Droit commun de la France*, tit. X, 3^e partie, chap. VI, sect. I (dist. I, n^o 7), et sect. II.

dacteurs du Code Civil, fut encore aggravé en 1807, lors de de la rédaction du Code de Commerce.

Lorsque la discussion s'engagea au sujet des droits de la femme contre la faillite du mari, la plupart des jurisconsultes de l'époque insistèrent pour que les apports de la femme subissent le même sort que les biens du mari ; l'intervention de l'Empereur dans le même sens fut décisive (1) : les articles 551 et 554 n'autorisèrent la reprise au profit de la femme qu'en matière de deniers constitués en dot et d'effets mobiliers au sens strict du mot, de meubles meublants ; — encore exigeaient-ils, pour les deniers, que la preuve de leur versement au mari, pour les meubles, que la preuve de leur identité, — fussent constatés par bons et loyaux inventaires ou par actes authentiques.

Art. 551 C. com. de 1807 : « La femme dont le mari était
« commerçant à l'époque de la célébration du mariage
« n'aura hypothèque pour les deniers et effets mobiliers
« qu'elle justifiera *par actes authentiques* avoir apporté
« en dot, pour le remploi de ses biens aliénés pendant le
« mariage et pour l'indemnité des dettes par elle contrac-
« tées avec son mari, que sur les immeubles qui apparte-
« naient au mari à l'époque ci-dessus ».

Art. 554 C. com. de 1807 : « Tous les meubles meublants,
« effets mobiliers, diamants, tableaux, vaisselle d'or et
« d'argent et autres objets tant à l'usage du mari qu'à celui
« de la femme sous quelque régime qu'ait été formé le con-
« trat de mariage, seront acquis aux créanciers sans que
« la femme puisse en recevoir autre chose que les habits et
« linges à son usage qui lui seront accordés d'après les dis-

(1) Voir RENOARD, *Traité des Faillites*, t. I, p. 147, et t. II, p. 288 et suiv.

« positions de l'art. 529. Toutefois la femme pourra reprendre les bijoux, diamants et vaisselle qu'elle pourra justifier *par état légalement dressé, annexé aux actes, ou par bons et loyaux inventaires*, lui avoir été donnés au contrat de mariage ou lui être advenus par succession seulement ».

Le législateur était peut-être allé trop loin dans ces mesures de rigueur que la pression des événements avait dans une certaine mesure motivées : s'il fallait empêcher la femme de s'enrichir frauduleusement au détriment des créanciers de son mari ou de la communauté, il ne fallait point cependant sacrifier totalement ses droits (1).

« La main d'un dictateur, — a pu dire M. Thaller, (2) — et non celle d'un homme s'était appesantie sur la tête d'une femme : on eût dit une esclave plutôt qu'une compagne ; une esclave parce que ses biens mobiliers formaient partie intégrante de la masse de la faillite (art. 554), ce qui permettait d'assimiler le mari à un maître acquérant en propriété le pécule de ses serviteurs... »

Mais lorsque, grâce à la paix intérieure et extérieure du pays, le commerce eut recouvré la sécurité et la prospérité, il parut inutile de continuer à en protéger les intérêts d'une façon aussi rigoureuse en sacrifiant délibérément les droits les plus légitimes de la femme.

Un projet tendant à atténuer la sévérité des dispositions relatives à la femme du failli fut présenté à la Chambre des Pairs qui l'adopta le 21 mai 1837. Et ce projet, quelque peu modifié par la Chambre des Députés, fut enfin voté

(1) CANTELLAUVE, *De la preuve des reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts*, thèse Bordeaux, 1909, p. 128.

(2) *Des faillites en Droit Comparé*, t. II, p. 127.

définitivement, sans discussion et sans amendement, par la Chambre des Pairs, le 14 mai 1838 (1).

Par cette loi, le nouvel art. 560 C. com. (ancien art. 554) et le nouvel art. 563 (ancien art. 551) reçurent la rédaction suivante :

Art. 560 C. com. : « La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage ou qui lui sont advenus par succession, donation entre vifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire ou tout autre acte authentique.

« A défaut par la femme de faire cette preuve, tous les effets mobiliers tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage, seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les habits, et linge nécessaires à son usage. »

Art. 563. C. com. : « Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage ou lorsque, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartenaient à l'époque de la célébration du mariage, ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre vifs, ou testamentaire seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le payement par acte ayant date certaine ;

(1) BRAVARD-VEYRIÈRES, *Droit commercial*, publié, annoté, complété par DEMANGEAT, t. V, p. 2, en note.

« 2° Pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage ;
« 3° Pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec
« son mari ».

« La ressemblance entre le premier de ces textes et les
« art. 1499 et 1510 C. civ. est frappante (1) » : le législa-
teur de 1838, revenant au système du Code Civil, a rendu
à la femme du failli le droit de faire valoir toutes ses re-
prises contre la masse, et l'a autorisée à exercer toutes ses
reprises en nature, *sur quelques biens qu'elles pussent porter*,
toutes les fois que *l'identité* des biens par elle revendiqués
serait établie par un inventaire ou tout autre acte authen-
tique.

Mais il existe pour la femme une situation intermédiaire
entre : d'une part, le cas où cette femme exerce ses reprises
contre la faillite *en nature*, à titre de propriétaire (cas où
l'art. 560 C. com. exige la preuve desdites reprises par in-
ventaire ou acte authentique), — et d'autre part celui où
cette femme se présenterait comme simple créancière chiro-
graphaire, concourant avec les autres créanciers de la
faillite (hypothèse où il est juste de ne pas lui faire une
situation inférieure à celle d'un créancier ordinaire et de
la laisser pleinement sous le bénéfice du droit commun (2)).

Cette situation intermédiaire est celle de la femme qui
exercerait ses reprises en deniers en se prévalant du
bénéfice que lui confère son hypothèque légale.

Le législateur de 1838 a pensé que, dans ce dernier
cas, il devait continuer dans une certaine mesure à pro-
téger, plus qu'en matière civile, les droits des créanciers
du mari ou de la communauté.

(1) Note de M. Capitant, D. 1903-2-433.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, *Précis de Droit commercial*, t. II, p. 876.

Il commença donc, dans l'al. 1^{er} de l'art. 563, par restreindre l'hypothèque légale de la femme aux seuls immeubles propres du mari ; ce n'est pas notre question.

Puis il énuméra sous trois paragraphes (1^o, 2^o et 3^o) les créances pour le paiement desquelles la femme peut se prévaloir de son hypothèque légale (1).

Nous laisserons de côté les deux derniers paragraphes de cette énumération, qui ne touchent pas à notre matière, et nous n'examinerons que le premier, qui seul nous intéresse.

Ce paragraphe déclare en effet, que lorsque la femme invoquera son hypothèque légale pour obtenir la reprise *en valeur* de ses meubles propres présents et futurs, elle devra prouver *par acte ayant date certaine* que la délivrance ou le paiement en a été réellement effectué entre les mains de son mari.

Que signifie très exactement ce texte ?

Veut-il dire, comme on l'a soutenu (2), que lorsque la femme d'un failli demande à exercer ses reprises *en valeur* contre les créanciers de son mari, elle peut se contenter de prouver ces reprises par un acte ayant date certaine

(1) *Art. 563 C. com.* (rédaction de 1838) : « Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage ou lorsque, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartenaient à l'époque de la célébration du mariage, ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre vifs ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement par acte ayant date certaine ;

« 2^o Pour le emploi de ses biens aliénés pendant le mariage ;

« 3^o Pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari ».

(2) Voir *infra*, p. 157 et 188.

(et non plus par l'inventaire ou acte authentique des art. 1499 et 1510 C. civ., 560 C. com.), de sorte qu'il serait plus facile à la femme d'exercer ses reprises (en valeur, tout au moins) en cas de faillite qu'en cas de simple déconfiture de son mari, puisque dans ce dernier cas, nous le savons, c'est toujours la preuve authentique que le Code Civil exige de la part de la femme, que la reprise ait lieu en nature ou en deniers ?

Nous ne le pensons pas.

Comme l'a très justement fait remarquer notre éminent maître, M. le Professeur Capitant (1), « l'article 563 C. com. « ne dit rien de semblable. Qu'on le lise sans parti pris, on « se convaincra qu'il ne s'occupe que de la question de la « *réception par le mari des sommes dont la femme se prétend « créancière*. La femme qui invoque un droit de créance, « à raison des deniers qu'elle a apportés ou qui lui sont « échus pendant le mariage, doit prouver que ces deniers « ont été touchés par le mari. Quand la femme exerce « ses reprises en nature, conformément à l'art. 560 C. com, « elle n'a qu'une preuve à fournir, celle de l'identité des « meubles dont elle prétend être propriétaire, et il faut « qu'elle prouve cette identité par acte authentique ; mais « il en est autrement quand il s'agit d'un droit de créance. « La preuve à fournir est double : la femme doit établir « d'abord qu'une somme d'argent lui a été constituée en « dot, ou lui est échue pendant le mariage, et, en second « lieu, que cette somme a été versée au mari. C'est de cette « seconde preuve seule, relative à la réception des deniers « par le mari, que parle l'art. 563 C. com. Il dit que les im- « meubles du mari, qui lui appartenaient à l'époque du

(1) Note précitée, D. 1903-2-433.

« mariage ou lui seraient advenus depuis par succession
« ou donation, seront seuls soumis à l'hypothèque de la
« femme : 1^o Pour les deniers qu'elle aura apportés en dot
« ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succes-
« sion ou donation entre vifs ou testamentaire, *et dont elle*
« *prouvera la délivrance ou le paiement par acte ayant date*
« *certaine*. Mais la femme doit, *d'abord*, conformément à
« l'art. 560 C. com., *établir par inventaire ou tout autre acte*
« *authentique l'origine* de ces créances. Conf. Renouard,
« *Traité des faillites*, T. 2, p. 345 ».

SECTION TROISIÈME

DIFFICULTÉS SOULEVÉES PAR LA CONTRADICTION

APPARENTE DES DIFFÉRENTES DISPOSITIONS

DU CODE CIVIL ET DU CODE DE COMMERCE

Pour convaincante qu'elle soit, cette opinion sur la portée de l'art. 563 n'a cependant pas été unanimement acceptée ; et tout récemment encore, la Cour d'Orléans (1) et la Cour de Bourges ont affirmé que les dispositions de l'art. 563 C. com. doivent seules être appliquées pour la preuve des reprises en valeur de la femme d'un failli, et que dans ce cas cet article 563 C. com. « se suffit à lui-même ».

Les art. 1499, 1502, 1504, et 1510 C. civ., que nous avons commentés plus haut, ont d'ailleurs donné lieu à des difficultés d'interprétation du même genre, qui tiennent à la différence de leur rédaction, parfois même à la contradiction de leurs dispositions.

Tout le siècle dernier, (surtout sa seconde moitié), tout

(1) Voir les motifs de cet arrêt relatés *infra*, p. 181 *in fine* et 182.

le début du nôtre, ont été remplis des controverses qui se sont soulevées à ce sujet, tant en doctrine qu'en jurisprudence.

Fallait-il distinguer, quant aux modes de preuve qui devaient être fournis, suivant que la femme exerçait ses reprises contre son mari seul, ou contre les créanciers dudit mari ou de la communauté ?

Fallait-il distinguer au contraire entre le cas où la femme poursuivait l'exercice de ses reprises en nature ou en valeur ?

Aucun texte du Code ne répondait *d'une façon formelle* ni à l'une ni à l'autre de ces questions.

D'autre part, comment concilier l'art. 1499, qui exigeait « un inventaire ou état en bonne forme » pour prouver le caractère propre de tout le mobilier des époux, présent et futur, — avec l'art. 1504, qui pour le même mobilier futur autorise la preuve par « tout titre propre à justifier de sa consistance et valeur » (s'il s'agit de mobilier futur propre au mari), par témoins et même par commune renommée (s'il s'agit du mobilier futur propre à la femme) ?

Dans le commentaire que nous en avons fait plus haut, nous pensons avoir montré le véritable domaine et la portée respective de ces divers articles, à la lumière de leurs précédents historiques.

Il n'en demeure pas moins vrai que ce commentaire n'est qu'une interprétation, ni meilleure, ni pire, — (nous l'espérons du moins) — que toutes celles qui ont déjà été proposées en cette matière, et nous n'ignorons pas qu'il est toujours difficile, et souvent téméraire, de vouloir interpréter la loi.

Un point demeure certain cependant : c'est que dans le domaine de la pratique, l'interprétation était nécessaire.

Pour assurer la sécurité des transactions et le bon exercice de la justice, il fallait absolument dégager des principes précis parmi les dispositions du Code Civil et du Code de Commerce qui prises en elles-mêmes, à l'état isolé, apparaissaient à juste titre, nous l'avons vu, comme contradictoires et inconciliables.

On a bien souvent fait l'exposé des différents systèmes qui ont été proposés depuis le Code Civil pour mettre un peu d'ordre et de clarté dans cette question si apparemment embrouillée de la preuve des reprises mobilières.

Nous ne reviendrons donc pas sur ce point.

Et laissant de côté les tentatives d'interprétation doctrinales, nous allons exposer seulement le système adopté en cette matière par la jurisprudence de la Cour de Cassation avant d'aborder le commentaire de la loi du 29 avril 1924, qui constitue actuellement la dernière phase de l'évolution de cette importante question.

CHAPITRE DEUXIÈME

La jurisprudence de la Cour de Cassation

Reprenant la tradition de notre Ancien Droit, la Jurisprudence de la Cour de Cassation pour la détermination des moyens de preuve permis à la femme en vue de l'exercice de ses reprises, opposait le cas où ces reprises sont dirigées contre le mari seul à celui où elles sont dirigées contre les créanciers du mari ou de la communauté, et réservait à cette dernière hypothèse l'exigence d'une preuve par acte authentique.

Nous examinerons ces deux cas sous deux sections distinctes, en faisant remarquer dès maintenant que les solutions suivies par cette jurisprudence s'appliquaient indifféremment au cas de reprise en nature et de reprise en deniers, la Cour Suprême ayant toujours repoussé ce genre de distinction.

SECTION PREMIÈRE

DANS LES RAPPORTS DES ÉPOUX ENTRE EUX

Lorsque les époux sont seuls en présence dans l'instance en reprise de leurs propres mobiliers, la Cour de Cassation dans l'interprétation et l'application qu'elle donnait des articles du Code Civil, relatifs à la preuve des reprises.

faisait une distinction suivant qu'il s'agissait de la demande en reprise de meubles présents, c'est-à-dire possédés par les époux au moment de leur mariage, ou de meubles futurs, c'est-à-dire recueillis par eux à titre gratuit pendant le mariage, et même, dans ce dernier cas, elle sous-distinguait encore suivant que ces meubles futurs avaient été recueillis par le mari ou par la femme.

Nous allons indiquer les solutions adoptées par cette jurisprudence dans ces diverses hypothèses.

§ 1. — **Reprise entre époux de leur mobilier présent.**

Lorsqu'il s'agissait de faire la preuve du droit à la reprise de meubles présents, la Cour Suprême appliquait aux époux l'article 1499 C. civ., mais en déclarant que la présomption d'acquêt édictée par cet article n'avait, dans les rapports des époux entre eux, que le caractère d'une présomption *juris tantum*, susceptible par conséquent, d'être combattue par toute preuve contraire, en sorte que le défaut d'inventaire ou d'état en bonne forme pouvait être suppléé par tout moyen de preuve de droit commun dont l'appréciation souveraine était laissée aux Tribunaux, Juges du fait.

Nous trouvons cette solution proclamée par deux arrêts de la Chambre des Requêtes qui sont d'ailleurs les deux premiers arrêts que nous avons relevés aux recueils sur la question de la preuve des reprises mobilières ; dans le premier du 17 août 1825 (1) la Cour Suprême disait simplement : « que s'il est vrai que l'art. 1499 C. civ. répute acquêt tout « le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, qui « n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme

(1) D. 25-1-412.

« cet article n'est point exclusif des preuves de la propriété des apports, aux termes de l'art. 1498, qui admet pour chacun des époux le prélèvement des apports dûment justifiés ».

Et le second du 3 août 1831 (1) reprenant la solution du précédent le complétait en déclarant que c'est aux juges qu'il appartient d'apprécier la valeur des preuves proposées à défaut d'inventaire ou d'état en bonne forme « attendu, disait « cet arrêt, que si l'art. 1499 C. civ. ne doit pas être entendu « dans un sens tellement restrictif qu'aucune preuve autre « que celle résultant d'un inventaire ou d'un état en forme « ne puisse être admise pour constater l'apport mobilier de « chacun des époux qui ont formé entre eux une société d'acquêts, c'est aux Tribunaux et aux Cours royales qu'il appartient d'apprécier les preuves supplétives qui peuvent être « fournies pour justifier les demandes en prélèvement de leurs apports respectifs ».

Les Cours d'Appel adoptèrent sans grande difficulté la Jurisprudence de la Cour Suprême sur ce point (2) et cette solution fut successivement proclamée par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 19 février 1856 (3), un arrêt de la Cour de Pau du 10 décembre 1858 (4), un arrêt de la Cour d'Agen du 2 juillet 1869 (5) et un arrêt de la Cour de Paris du 21 juillet 1871 (6).

Et un pourvoi en Cassation ayant été introduit contre

(1) D. 31-1-286.

(2) Voir cependant dans le sens de la nécessité de la preuve par inventaire ou état en bonne forme même dans les rapports des époux entre eux, arrêt de la Cour d'Appel de l'Ile-Bourbon du 10 mai 1845 D. 52-1-186).

(3) D. 56-2-177.

(4) D. 59-2-18.

(5) D. 70-2-185.

(6) D. 71-2-231.

un arrêt de la Cour de Besançon du 12 août de la même année 1871 (1) qui par application du même principe avait autorisé un mari à faire la preuve à l'égard de sa femme, au moyen d'un simple inventaire commercial dressé sous seing privé dans un temps voisin du mariage, des sommes apportées par lui en mariage comme représentant les bénéfices réalisés à cette époque dans sa maison de commerce et encaissés ultérieurement au cours de la communauté, la Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 30 juillet 1872 (2) confirma la solution suivie par l'arrêt de Besançon « attendu — proclame-t-elle à nouveau — que si la disposition de l'art. 1499 « doit recevoir son application littérale et rigoureuse à l'égard « des créanciers, qui..... *il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit « de déterminer entre les époux l'existence de leurs propres « mobiliers à l'époque du mariage, et que la loi n'a pas entendu « établir dans ce cas une présomption « juris et de jure » et leur « interdire de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état en « bonne forme par d'autres preuves dont l'appréciation appartient aux Tribunaux ».*

Nous retrouvons le même caractère de présomption *juris tantum* de l'art. 1499, quand il s'agit de reprise entre époux de leur mobilier présent, affirmé par deux nouveaux arrêts de la Chambre des Requêtes, le premier du 16 janvier 1877 (3) et le second du 14 mars de la même année (4), ce dernier reprenant textuellement les termes de l'arrêt de la même Chambre du 17 août 1825 précité.

Puis la Chambre civile par un arrêt du 20 août 1884 (5) proclame à son tour « que si entre les époux, la loi n'a pas

(1) D. 73-1-241.

(2) D. 73-1-241.

(3) D. 78-1-265 ; S. 77-1-169.

(4) D. 77-1-353.

(5) D. 85-1-312 ; S. 85-1-126.

« entendu établir une présomption *juris et de jure*, ni inter-
« dire de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état en bonne
« forme du mobilier par d'autres preuves dont l'appréciation
« appartient aux Tribunaux, *l'admission de ces preuves n'en*
« *est pas moins soumise au droit commun, sans autre exception*
« *que celle résultant de l'art. 1504 C. civ.* ».

Et cette solution continue à être suivie par un arrêt de la Cour de Paris du 30 octobre 1888 (1) par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 juillet 1889 (2) par un autre arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 janvier 1890 (3) confirmant l'arrêt de Paris précité, puis par un arrêt de la Chambre Civile du 4 décembre 1894 (4) et par un arrêt de la Cour de Douai du 12 février 1897 (5).

Sur ce même point, nous trouvons ensuite un arrêt de la Chambre Civile du 29 décembre 1902 (6) reproduisant les termes mêmes de l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 30 juillet 1872, ci-dessus relaté, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 mars 1904 (7) reproduisant textuellement les motifs aussi ci-dessus rapportés de l'arrêt de la Chambre Civile du 20 août 1884.

Puis à partir de cette époque, il nous semble que la solution de la Chambre des Requêtes est considérée comme généralement admise, et les recueils ne signalent plus d'arrêts rendus à propos de demandes de reprise entre époux de meubles présents.

Notons cependant, toujours par application des principes

(1) D. 91-1-166.

(2) D. 90-1-421.

(3) D. 91-1-166.

(4) D. 95-1-353.

(5) D. 98-2-140.

(6) D. 04-1-401.

(7) D. 04-1-615.

proclamés par la Cour Suprême, un arrêt de la Cour de Caen du 3 février 1909, confirmé par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 1^{er} août 1910 (1) et un arrêt de la Cour de Riom du 25 mai 1909 confirmé par un arrêt de la Chambre Civile du 2 mars 1914 (2).

§ 2. Reprise entre époux de leur mobilier futur.

Si nous recherchons maintenant le système suivi par la Jurisprudence lorsqu'il s'agissait pour les époux d'opérer, l'un à l'égard de l'autre, la reprise de leur mobilier futur, nous constatons que ce système consistait à compléter au moyen de l'article 1504 C. civ. l'article 1499 du même Code, interprété comme précédemment, c'est-à-dire comme ne créant dans les rapports des époux entre eux qu'une présomption « *juris tantum* » susceptible de preuve contraire par les moyens du droit commun.

En sorte qu'à défaut d'inventaire et indépendamment des procédés ordinaires de preuve, le mari était autorisé à justifier du mobilier à lui échu pendant le mariage par un titre propre à justifier « de sa consistance et valeur » (art. 1504 al. 2) (3) et la femme était admise à faire cette preuve « soit « par titres, soit par témoins soit même par commune renommée » (art. 1504, al. 3).

(1) D. 1913-5-2 ; - S. 1911-1-319.

(2) D. 1917-1-187.

(3) Nous verrons plus loin que malgré les termes apparemment restrictifs de cet alinéa 2 de l'art. 1504, la jurisprudence avait su donner aux prescriptions qu'il édicte toute l'ampleur désirable, en considérant comme un « titre propre à justifier de la consistance et valeur » du mobilier échu au mari, certaines pièces, des registres et papiers domestiques de son auteur, par exemple, qui n'auraient pas été acceptées comme preuve suffisante d'après les principes du droit commun (cf. art. 1331 C. civ.).

* * *

A) Reprise du mobilier futur du mari

Par application de ce système, un arrêt de la Cour de Douai du 2 avril 1846 (1) refusa à un mari le droit de justifier par témoins de la consistance et valeur de biens mobiliers qu'il prétendait lui être advenus pendant le mariage, et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 1^{er} décembre 1852 (2) confirmant un arrêt de la Cour de Caen, du 10 mars 1851, décida que le mari ne pouvait en aucun cas faire la preuve de son mobilier futur par la commune renommée.

Ainsi se trouvait écartée de façon formelle la tradition de Pothier qui, nous le savons, accordait la preuve par commune renommée aussi bien au mari qu'à la femme.

Cette solution fut encore suivie par un arrêt de la Cour de Limoges du 3 août 1860 (3) déclarant que « le mari ou ses « héritiers, à moins que ceux-ci n'exercent un droit propre « et personnel, ne sont point autorisés, quant au mobilier « échu au mari, à suppléer par la preuve testimoniale ou les « présomptions ordinaires la preuve écrite qu'il a dépendu « de lui de se procurer ».

Et un arrêt de la Chambre Civile du 14 mai 1879 (4) rejetant sur ce point le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Bourges du 22 février 1876, décida que l'arrêt attaqué « en constatant en fait que les registres domestiques « de Mélines père offraient les éléments nécessaires pour « déterminer la consistance et la valeur du mobilier recueilli

(1) D. 47-2-198.

(2) D. 53-1-122.

(3) D. 61-2-48.

(4) D. 79-1-420.

« par Mélines fils dans sa succession avait pu reconnaître, « dans ces registres dont il avait sainement apprécié la valeur « probante » le titre nécessaire à Mélines fils pour justifier la reprise exercée par lui du chef de la succession de son père dans les termes de l'art. 1504.

Toujours dans le même sens, nous relevons ensuite un arrêt de la Cour de Chambéry du 25 août 1879 (1) admettant comme titre suffisant pour le mari un reçu délivré par une banque et diverses autres pièces de même nature « attendu en droit « —dit cet arrêt — qu'il s'agit en l'espèce de valeurs mobilières échues à l'un des époux pendant le mariage et qu'aux « termes de l'art. 1504 C. civ., l'inventaire de ces biens peut « être, en ce qui concerne le mari, suppléé par un titre propre « à en établir la consistance et la valeur ; et qu'à cet égard..... « aux termes d'une jurisprudence constante, l'appréciation « du mérite des éléments de preuve ainsi autorisés par la « loi appartient aux tribunaux ».

Nous signalerons enfin deux arrêts de la Cour d'Orléans (2) l'un du 28 décembre 1878 et l'autre du 27 janvier 1882, qui, en vertu de ce pouvoir d'appréciation des juges du fait, ont repoussé les demandes en reprise de divers meubles échus à un mari pendant le mariage, comme basées sur des écrits considérés comme insuffisants ; et un arrêt de la Cour de Nancy du 23 janvier 1904 (3) qui a proclamé à nouveau qu'à l'égard du mobilier futur du mari : « un titre propre à justifier de sa consistance et de sa valeur pouvait aux termes « de l'art. 1504 C. civ., suppléer au défaut d'inventaire ».

(1) D. 80-2-196 ; - S. 80-2-53.

(2) D. 83-2-36.

(3) D. 1906-2-174.



B) Reprise du mobilier futur de la femme

Lorsqu'il s'agit, au contraire, de la femme demandant à exercer la reprise de meubles à elle échus pendant le mariage, l'art. 1504 C. civ. al. 3, lui fait une situation particulièrement favorable.

La loi n'a pas voulu, en effet, que la femme, soumise pendant le mariage à la domination de son mari, pût souffrir du défaut d'inventaire des biens à elle échus pendant cette période, défaut d'inventaire imputable le plus souvent à la seule négligence, parfois même à l'indélicatesse de son époux.

Et pour qu'elle ne subît pas le préjudice résultant d'une faute qui n'était pas la sienne, le Code civil a autorisé la femme, à défaut d'inventaire, à faire la preuve de la reprise qu'elle prétend exercer soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée.

Dans ce cas, la Jurisprudence a toujours appliqué sans difficultés les dispositions fort claires de la loi.

Nous trouvons ce droit pour la femme de faire même par commune renommée la preuve contre son mari du mobilier à elle échu pendant le mariage, proclamé successivement par un arrêt de la Cour d'Orléans du 21 janvier 1853 (1), par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 28 novembre 1866 (2) (confirmant un arrêt de la Cour de Rennes du 11 mars 1865), par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 26 janvier 1874 (3), par un arrêt de la Chambre civile du 8 décembre 1874 (4) (confirmant sur ce point un arrêt de la Cour d'Angers

(1) D. 53-2-191 ; S. 53-2-243.

(2) D. 67-1-209 ; S. 67-1-110.

(3) S. 74-2-140.

(4) D. 75-1-33.

du 3 janvier 1873), par un arrêt de la Cour de Douai du 11 avril 1884 (1), puis par un arrêt de la Chambre civile du 29 décembre 1902 (2) (confirmant un arrêt de la Cour de Paris du 15 juin 1898), par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 27 juillet 1909 (3) et enfin par un arrêt de la Cour de Nancy du 1^{er} Juillet 1911 (4).

Il est curieux de noter d'ailleurs que dans les espèces portées devant les tribunaux et que nous avons relatées, c'était le plus souvent *par dons manuels* que la femme prétendait avoir recueilli au cours du mariage les biens mobiliers dont elle demandait à exercer la reprise contre son mari ou les héritiers de ce dernier.

Et quoique d'accord sur le principe de l'application de l'art. 1504 al. 3 au cas de reprise par la femme de son mobilier futur, les décisions de la Jurisprudence ont montré à cette occasion quelque divergence dans leur conception de la portée de l'art. 1504 en matière des dons manuels.

Alors que certains arrêts (Req. 28 novembre 1866 ; Douai 11 avril 1884 ; Civ. 29 décembre 1902) ont proclamé qu'en vertu de l'art. 1504, la femme peut prouver par témoins et commune renommée non seulement la *valeur* des meubles à elle donnés, mais encore *le fait même de l'acquisition* de ces meubles, notamment *l'existence* des dons manuels qui lui ont été faits par ses parents en avancement d'hoirie et la *réception* par le mari du montant de ces dons, — d'autres

(1) S. 84-2-156.

(2) D. 1904-1-401, & la note de M. Guénée.

(3) D. 13-2-175.

* (4) S. 1912-2-55. — A noter que cet arrêt, dans ses motifs, étend au cas de reprise du mobilier présent de la femme le droit à la preuve par commune renommée reconnu seulement pour le cas de reprise de mobilier futur par l'art. 1504, mais cette décision est restée à l'état isolé.

arrêts au contraire (Bordeaux, 26 janvier 1874 ; Bordeaux 27 juillet 1909) ont rejeté cette extension de l'art. 1504, dont ils ont limité l'application à l'administration de la seule preuve formellement visée par cet article, c'est-à-dire à la preuve de la *valeur* du mobilier futur réclamé par la femme, *la preuve de l'existence du don manuel et de sa réception par le mari restant dès lors soumise aux règles du droit commun* (1).

Cette controverse n'a pas encore été tranchée.

Pour juridique que puisse paraître la dernière solution, nous préférons cependant nous ranger à l'opinion contraire autorisant la femme à prouver *même l'existence* du don manuel par témoins et par commune renommée ; ce serait, à notre avis, une interprétation trop littérale que de restreindre à la preuve de la valeur des biens donnés les prescriptions de l'art. 1504 al. 3 ; la situation favorable édictée au profit de la femme par cet article l'a été bien moins, et nous nous rangeons complètement à l'avis de M. Guénée sur ce point (2), pour punir la négligence du mari que pour protéger la femme, empêchée durant le mariage par sa position subordonnée de se procurer une preuve écrite et régulière.

Il ne servirait donc de rien — pour rejeter l'emploi par la femme de la commune renommée comme moyen de

(1) « Attendu, — dit notamment l'arrêt de Bordeaux du 27 juillet 1909, — que la dame Fellonneau demande à prouver par tous moyens, et notamment par la commune renommée, l'existence du don manuel, en conformité de l'art. 1504. C. civ. ; — mais attendu que cette disposition légale vise seulement la consistance et la valeur du mobilier échu à la femme pendant le mariage ; que si l'existence même de la succession ou de la donation est contestée, il y a lieu de recourir aux moyens de preuve ordinaires ; que le texte même de l'art. 1504 est formel et indique suffisamment que les moyens de preuve extraordinaires qu'il autorise visent la valeur seule du mobilier ; que dès lors, l'appelante, en l'absence de commencement de preuve par écrit, ne peut établir l'existence du don manuel par elle allégué. »

(2) Note de M. Guénée, sous Civ. 29 décembre 1902 (D. 1904-1-401).

prouver l'existence même du don manuel — de dire qu'on ne peut imputer à faute au mari l'absence de constatation régulière du don fait à la femme, puisque par hypothèse le mari nierait précisément l'existence de ce don ; la loi — nous l'avons dit — a eu plus en vue le préjudice auquel la femme peut se trouver exposée que la négligence du mari, dès lors, la seule possibilité pour la femme de subir ce préjudice suffit pour justifier de sa part l'emploi de la commune renommée.

Cette solution est au surplus corroborée par l'art. 1415 C. civ. qui « s'inspirant de la même pensée que l'art. 1504, « permet de recourir aux titres et papiers domestiques, aux « témoins, et au besoin à l'enquête par commune renommée, « pour déterminer la part contributive de la communauté « légale dans le passif d'une succession en partie mobilière, en « partie immobilière, (V. art. 1414. al. 2, C. civ.) ; à défaut « d'inventaire et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à « la femme ».

Enfin cette solution nous semble bien en accord avec la Jurisprudence si favorable à la femme que la Cour Suprême a jusqu'à maintenant suivie — comme nous l'avons vu — lorsqu'il s'agit pour cette femme d'exercer à l'encontre de son mari la reprise de son mobilier futur (1).

1) Nous citerons seulement comme dernier exemple de cette bienveillance un arrêt de la Chambre des Requêtes du 20 juin 1883 (D. 84-1-230) qui a décidé « que si l'art. 1504, dans le cas où aucun inventaire « n'a été dressé, déroge au droit commun en faveur de la femme contre « le mari, il n'entend pas, dans le cas contraire, y déroger en faveur du « mari contre la femme ; que celle-ci conserve dès lors la faculté d'invoquer « les règles ordinaires du Code Civil en matière de preuve ; » et qui, en conséquence, a autorisé une femme, munie d'un commencement de preuve par écrit émané de son mari, à prouver par présomptions contre et outre le contenu à l'inventaire que le mari avait fait dresser des biens meubles recueillis par elle au cours du mariage dans la succession de sa mère.

SECTION DEUXIÈME

DANS LES RAPPORTS DES ÉPOUX AVEC LES TIERS

§ 1. — **Le système de la Cour de Cassation.**

Remarquons tout d'abord que le cas de reprise de propres mobiliers par un époux s'exerçant à l'encontre des créanciers de son conjoint, ne s'est jamais présenté en pratique que de la part de la femme contre les créanciers de son mari ou de la communauté.

Et cela est fort compréhensible : la femme seule en effet peut se trouver en conflit avec ces créanciers pour la reprise de ses propres ; toute dette de communauté étant considérée comme dette du mari et réciproquement en ce qui concerne le droit de poursuite des créanciers, ce dernier est toujours tenu personnellement de les acquitter sur tous ses biens, et il ne peut s'agir pour lui de reprendre par préférence aux créanciers dont s'agit desquels il est débiteur, ou même seulement en concours avec eux, ses biens propres qui constituent précisément le gage des dits créanciers au même titre que les biens communs.

Lors donc qu'une femme demandait à exercer ses reprises mobilières contre les créanciers de son mari ou de la communauté, la Cour Suprême, sans distinguer cette fois s'il s'agissait de la demande en reprise d'un mobilier présent ou d'un mobilier futur a toujours exigé (1) que la femme réclamante fit la preuve de son droit par un inventaire ou état en bonne forme, c'est-à-dire, d'après une jurisprudence constante,

(1) Voir cependant p. 133 ci-après ce que nous disons de l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 avril 1849.

par un acte authentique, à l'exclusion de tout autre mode de preuve.

Interprétant l'art. 1499 C. civ. au moyen de l'art. 1510 qui décidait que la clause de séparation de dettes ne pouvait être opposée aux créanciers qu'au cas où un inventaire avait été rédigé, le système de la Cour Suprême a consisté à considérer que dans les rapports des époux avec les tiers, la présomption écrite dans l'article 1499 était une présomption « *juris et de jure* » n'admettant pas la preuve contraire.

Chose curieuse, ce sont les Cours d'appel qui affirmèrent les premières cette solution ; encore ne furent-elles pas toutes d'accord sur ce point (1).

Nous la trouvons exprimée pour la première fois par un arrêt de la cour de Poitiers du 6 mai 1836 (2).

Et même, tout d'abord, la Cour de Cassation la repoussa. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 avril 1849 (3) décida en effet, dans une espèce où la femme demandait à exercer ses reprises contre un créancier de son mari : « que malgré les termes impératifs de l'art. 1499, il était permis à la femme mariée sous le régime dotal, avec stipulation de communauté d'acquêts, d'établir la consistance du mobilier dotal, autrement que par inventaire » ou état en bonne forme (4). »

(1) Voir notamment les arrêts de Paris et de Grenoble cités *infra* p. 152 & 153.

(2) D. 37-2-128.

(3) D. 49-1-246 ; — S. 49-1-309.

(4) C'est d'ailleurs un détail piquant de remarquer que malgré la déclaration de principe relatée au texte, l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 avril 1849 a rejeté le pouvoi de la femme « attendu, dit cet arrêt, — « que le pouvoir d'apprécier les preuves par écrit autres que les inventaires « ou états en bonne forme, est dans les attributions exclusives des tribunaux juges du fait, et qu'il en est de même du pouvoir de prononcer « sur la pertinence des faits dont la preuve est offerte ; et que, dès lors,

Mais deux arrêts de la Cour de Bordeaux, du 21 janvier 1853 (1) et du 9 avril de la même année, (2) revinrent à la solution affirmé par la Cour de Poitiers.

L'arrêt du 21 janvier 1853, notamment, s'exprima en ces termes que l'on peut considérer comme constituant l'exposé complet du système suivi depuis par la jurisprudence de la Cour de Cassation et la justification doctrinale de ce système « : Attendu qu'aux termes de l'art. 1499 « C. nap., le mobilier existant lors du mariage ou échu « depuis, qui n'a pas été constaté par inventaire ou état en « bonne forme, est réputé acquêt; — Que sans doute, vis à « vis du mari ou de ses héritiers, la femme qui n'a pas fait « inventaire peut être relevée des conséquences de cette « présomption,..... ; *mais qu'elle ne saurait avoir le même « droit à l'égard des créanciers du mari, parce qu'autrement « la fraude deviendrait trop facile ;* que ceux-ci, qui ont vu « ce mobilier confondu avec l'actif de la société (d'acquêts), « perdraient un gage sur lequel ils ont dû naturellement « compter, et qu'enfin la femme qui n'a pas pris les pré- « cautions exigées par la loi doit s'imputer les suites de sa « négligence ; — Attendu qu'en cette matière, *l'esprit de « la loi est clairement révéle par les termes de l'art. 1510 C. « nap.,* qui, définissant les droits des créanciers de l'un et « de l'autre des époux, porte expressément qu'ils peuvent « poursuivre leur paiement sans distinction sur le mobilier

« il n'appartenait pas à la Cour de Cassation de prononcer sur le bien ou « le mal jugé de l'arrêt dénoncé », de sorte qu'en fait, la Chambre des Requêtes a laissé subsister la décision de ce dernier arrêt rendu par la Cour de Paris le 19 août 1847, qui avait refusé à la femme, comme insuffisamment prouvé, le droit d'exercer la reprise de certains biens meubles qu'elle se prétendait propres.

(1) D. 53-2-191 ; S. 53-2-243.

(2) D. 53, table, v^o Communauté.

« non inventorié par acte authentique, comme sur tous les
« autres biens de la communauté ; qu'en présence de cette
« disposition, si formelle quand il est question des créanciers
« et non pas des époux entre eux, il n'est pas permis de douter
« que l'art. 1504 s'applique seulement pour le cas où ceux-ci
« ont à régler leurs intérêts respectifs ; — Attendu que le
« principe posé par l'art. 1510, bien que ce texte figure dans
« la section relative à la clause de séparation de dettes, est
« parfaitement applicable en matière de communauté ré-
« duite aux acquêts ; qu'il faut conclure de là que ces
« divers textes forment un ensemble de règles qui s'expli-
« quent et se modifient les unes par les autres, d'où résulte
« en définitive, que la preuve testimoniale est admissible contre
« la présomption de l'art. 1499, au profit de la femme envers le
« mari ou ses héritiers, d'après l'art. 1504, mais non envers
« les créanciers, d'après l'art. 1510 ; qu'en conséquence, ces
« derniers peuvent poursuivre leur paiement sur le mobilier
« dont l'origine n'est pas attestée par un état authentique ».

Et un pourvoi en cassation ayant été introduit contre cet arrêt, ce pourvoi fut rejeté par un arrêt de la Chambre Civile du 19 juin 1855 (1) qui devait marquer la consécration de ce système par la Cour Suprême, en décidant qu'aux termes des art. 1498 et 1499 C. civ., « et plus spécialement
« de l'art. 1499, si le mobilier échu aux époux depuis le ma-
« riage n'a pas été constaté par un inventaire ou état en
« bonne forme, il est réputé acquêt, et que, par suite, suivant
« l'art. 1510, qui est le complément ou l'interprétation natu-
« relle de l'art. 1499, les créanciers du mari peuvent pour-
« suivre leur paiement sur le mobilier échu à la femme pendant
« le mariage, lorsqu'il n'a pas été constaté par un inventaire
« ou état authentique ».

(1) D. 55-1-305 ; — S. 55-1-506.

Depuis ce dernier arrêt, la jurisprudence de la Cour Suprême ne s'est jamais démentie sur ce point, et la plupart des Cours d'Appel se sont ralliées à cette jurisprudence (1).

§ 2. — **Résistance opposée par la pratique notariale
à la jurisprudence de la Cour de Cassation.**

Le système de la Cour de Cassation ne fut pourtant pas généralement accepté.

Indépendamment des objections d'ordre doctrinal qui

(1) Voir notamment : Lyon, 13 mars 1867 (*D.* 67-2-214) ; Dijon, 14 août 1872 (*D.* 73-2-166 ; — *S.* 72-2-132) ; Req., 30 juillet 1872 (*D.* 73-1-241 ; — *S.* 72-1-326) ; — Req., 16 janvier 1877 (*D.* 78-1-265 ; — *S.* 77-1-169) ; — Chambéry, 25 août 1879 (*D.* 80-2-196 ; — *S.* 80-2-53) ; — Civ., 20 août 1884 (*D.* 85-1-312 ; — *S.* 85-1-126) ; Civ. 22 novembre 1886 (*D.* 87-1-113, et la note de M. Guénée ; — *S.* 89-1-465, et la note de M. Bufnoir) ; — Req., 22 juillet 1889 (*D.* 90-1-421) ; — Douai, 28 avril 1890 (*D.* 91-2-334) ; — Douai, 11 mai 1894 (*D.* 95-2-40) ; — Paris, 27 juin 1894 (*D.* 95-2-123) ; — Cour de Cass. de Belgique, 7 février 1895 (*D.* 96-2-295) ; — Besançon, 26 février 1896 (*Circul. Comité Not. Depart.* n° 237) ; — Douai, 12 février 1897 (*D.* 98-2-140) ; — Besançon 24 février 1897 (*D.* 97-2-222) ; Rouen, 9 mars 1898 (*D.* 99-2-13) ; — Civ. 15 mars 1899 (*D.* 99-1-569) ; — Req., 15 mai 1899 (*D.* 99-1-397 ; — *S.* 1900-1-113) ; — Cass. Belgique, 12 décembre 1901 (*D.* 04-2-424) ; — Req., 3 mars 1902, confirmant Caen, 2 mai 1900 (*D.* 1904-1-188 ; — *S.* 1902-1-397) ; — Dijon, 18 décembre 1902 (*D.* 04-2-87) ; — Civ. 29 décembre 1902 (*D.* 04-1-401) ; Req. 25 novembre 1903 (*D.* 05-1-505 et la note de M. Capitant) ; — Req. 2 mars 1904 (*D.* 04, -1-615) ; — Angers, 25 janvier 1905 (*D.* 07-2-85) ; — Civ., 24 janvier 1906 et 5 février 1908 (*D.* 1908-1-353, et la note de M. de Loynes ; — *S.* 1908-1-93) ; — Riom, 4 juillet 1907 (*Le Droit*, 14-16 octobre 1907) ; — Req. 26 avril 1909, confirmant Bordeaux, 23 juin 1908 (*D.* 1912-1-165) ; — Civ., 3 janvier 1910 (*D.* 1910-1-113, et la note de M. de Loynes) ; — Req., 1^{er} août 1910 (*D.* 13-5-2 ; — *S.* 11-1-319) ; — Grenoble, 15 novembre 1910 (*D.* 11-2-217, et la note de M. Magnol) ; — Nancy, 1^{er} juillet 1911 (*S.* 12-2-55) ; — Caen, 10 juillet 1912, confirmant Trib. Civ. Vire, 29 février 1912 (*D.* 13-2-173) ; — Civ., 6 mai 1918 (*D.* 22-1-14 ; *S.* 23-1-76) ; — Civ., 8 janvier 1923 (*S.* 23-1-76) ; Montpellier, 12 novembre 1924, confirmant Trib. Civ. Perpignan, 10 janvier 1924 (*Gaz. Pal.*, 7-8 décembre 1924. — *D.* 1925-2-17, et la note de M. Savatier).

lui furent opposées, et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir au cours des développements qui vont suivre, — ce système souleva de grosses protestations dans le domaine de la pratique, le public considérant comme une véritable brimade l'obligation qui en résultait pour les époux de faire figurer dans leurs contrats de mariage, un état détaillé de tous leurs biens mobiliers présents, et de faire dresser un inventaire notarié des successions mobilières ou mixtes qui pourraient leur échoir pendant le mariage, sous peine pour ces époux de se voir impitoyablement privés du droit d'exercer la reprise de leurs meubles propres.

L'opposition au système adopté par la Cour de Cassation se manifesta donc simultanément sur le terrain doctrinal et dans le domaine de la pratique, où les notaires, conseils et confidents naturels des époux, se firent les interprètes de l'émotion populaire et les auxiliaires de leurs clients pour tâcher d'éviter les conséquences rigoureuses de la Jurisprudence et de la Cour Suprême.

*
* *

*Conventions entre époux
quant à la preuve de leurs reprises.*

Le premier procédé employé dans le notariat pour échapper aux conditions rigoureuses de preuve édictées par l'article 1499 C. civ. consista à introduire dans les contrats de mariage une clause par laquelle les futurs époux stipulaient qu'ils pourraient faire la preuve de leurs reprises mobilières par tous moyens, notamment par témoins et commune renommée.

La question de la validité de cette clause souleva de multiples difficultés.

Quelle était tout d'abord la nature véritable de la présomption écrite au profit des créanciers dans l'art. 1499 (1) ? Cet article énonçait-il une simple règle de preuve pour l'exercice des reprises, ou n'édicteait-il pas plutôt une déchéance proprement dite, étrangère par conséquent au système des preuves, comme semble l'avoir décidé un jugement du tribunal de Tunis du 28 Octobre 1898 (2) ?

Et si l'art. 1499 n'énonçait qu'une règle de preuve, la présomption qu'il établissait au profit des créanciers pouvait-elle ou ne pouvait-elle pas être effacée par une convention intervenue entre les époux, en un mot cette présomption était-elle ou n'était-elle pas d'ordre public (3) ?

Par suite, la clause que nous avons vue introduite par certains notaires dans les contrats de mariage et généralement reconnue comme valable entre époux, était-elle valable aussi à l'égard des tiers pour cette raison que ceux-ci pouvaient toujours être avertis de l'existence de cette clause comme de celle des autres clauses du contrat : clauses d'emploi, de dotalité, etc..... en exigeant des époux la communication de leur contrat de mariage avant de traiter avec eux ; ou au contraire, si l'on considérait la présomption de l'art. 1499 comme d'ordre public à l'égard des créanciers, devait-elle être restreinte aux rapports des époux entre eux, ceux-ci ne pouvant pas déroger par des conventions particulières à une prescription de la loi intéressant l'ordre public (4) ?

(1) Voir sur ce point AUBRY et RAU, tome VIII, *De la communauté conventionnelle*, § 522, texte et note 29 *duodecies*, pages 327 et 328.

(2) CLUNET, 1899-367.

(3) Cf. ROBERT LE BALLE, *Des conventions sur le procédé de preuve en Droit civil*, thèse, Paris, 1923, pages 47 et suiv, et p. 80.

(4) Nous noterons dès maintenant que cette question de la validité

C'est là une controverse dont l'examen risquerait de nous entraîner trop loin, et qui, d'ailleurs, n'offre plus maintenant qu'un intérêt rétrospectif, en présence des dispositions novatrices de la loi du 29 Avril 1924.

Nous nous contenterons donc d'indiquer la solution qui fut donnée à cette question par les Tribunaux.

Cette solution, la voici : la jurisprudence proclama, d'une manière catégorique, la non-validité à l'égard des tiers des clauses par lesquelles, dans leur contrat de mariage, les futurs époux avaient convenu qu'ils pourraient faire autrement que par inventaire ou état en bonne forme la preuve de leurs reprises mobilières.

A vrai dire, un arrêt de la Cour de Poitiers du 16 décembre 1868 (1) déclara bien comme valable à l'encontre des tiers, une clause de contrat de mariage par laquelle il avait été stipulé « qu'au cas de renonciation à la communauté, « la future et ses enfants auraient la faculté de reprendre, « francs et quittes de toutes dettes et charges de la communauté, tant ses apports sus-mentionnés que tout ce « qui serait justifiée par elle par *tous genres de preuves, « même par la commune renommée*, être entré de son chef « dans ladite communauté à titre de succession, donation ou « autrement, » — « attendu, disait cet arrêt, que cette loi des

à l'égard des tiers des conventions entre époux relatives à la preuve de leurs reprises ne s'est jamais posée que pour des conventions contenues au contrat de mariage. Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement : toute convention de ce genre passée pendant le mariage aurait été radicalement nulle, comme contraire au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, le fait par les époux de n'avoir pas dérogé dans leur contrat de mariage aux dispositions légales qui règlent les modes de preuve de leurs reprises ayant signifié l'adoption de ces dispositions par lesdits époux, adoption définitive et irréfragable. — Voir dans ce sens *thèse Le Balle* précitée, p. 48.

(1) D. 69-2-203 ; — 70-2-43.

« parties, claire et formelle, doit recevoir son exécution, la
« loi générale ne régissant l'association conjugale, quant
« aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les
« époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, avec
« une liberté qui n'a d'autre limite que l'ordre public, les
« bonnes mœurs et les intérêts sacrés des enfants », que cette
loi des parties « s'impose au respect de tous et qu'elle ne
« peut être méconnue par le créancier, qui a pu et dû con-
« naître la condition de celui avec lequel il traitait, le ré-
« gime sous lequel il s'est marié, et les stipulations du con-
« trat », et attendu, enfin, que « la femme a droit, à raison
« de sa dépendance et de son défaut d'initiative, à une pro-
« tection spéciale qui s'élève à la hauteur d'un intérêt gé-
« néral » ; mais cette décision est restée à l'état isolé ;

Au contraire, un arrêt de la même cour de Poitiers du 6 mai 1836 (1), un jugement du tribunal Civil de la Seine du 4 mai 1866, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 9 février 1867 (2), un jugement du Tribunal Civil de Briey du 31 décembre 1867, confirmé par un arrêt de la Cour de Metz du 26 mai 1868 (3), — un arrêt de la Cour de Dijon du 14 août 1872 (4), et enfin un arrêt de la Cour de Nancy du 23 janvier 1904 (5) se sont tous prononcés pour la nullité à l'égard des créanciers des conventions entre époux tendant à déroger au système légal qui réglemente la preuve des reprises, ces conventions étant considérées comme contraire à l'ordre public.

(1) D. 37-2-128 ; — S. 36-2-472.

(2) D. 68-2-29.

(3) D. 70-2-80.

(4) D. 73-2-166 ; — S. 72-2-132.

(5) D. 1906-2-174.

*
* *

*Adoption détournée, dans les contrats de mariage,
de la communauté réduite aux acquêts.*

Les notaires pensèrent encore qu'ils pourraient permettre à leurs clients d'échapper à l'application de l'art. 1499 C. civ. en évitant dans les contrats de mariage de stipuler formellement l'adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts.

L'art. 1799, pensaient-ils, adoptant sur ce point le système enseigné par Laurent (1) n'aurait été applicable, en raison de sa place dans le Code Civil qu'en cas d'adoption nominale du régime de la communauté d'acquêts.

Ce raisonnement trouvait un appui et une justification de fait dans l'usage suivi par les notaires sous notre ancien droit, notamment dans le ressort de la Coutume de Paris, de ne stipuler que par une voie détournée le régime de la communauté d'acquêts, — pratique qui depuis le Code Civil s'est d'ailleurs étendue et transmise jusqu'à nos jours, dans la plupart des études de Paris et de la Province : dans un article premier, les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union le régime de la communauté tel qu'il est établi par le Code Civil, c'est-à-dire le régime de la communauté légale ; dans un article deuxième, ils excluent de cette communauté et se réservent propre tout leur mobilier présent et futur, et dans un article troisième ils excluent également de cette communauté, en s'engageant à les acquitter personnellement, toutes leurs dettes présentes et futures.

(1) LAURENT, *Principes de Droit Civil français*, édit. 1876, tome XXIII, n° 175 et suiv.

Les Tribunaux, bien entendu, ne furent pas dupes de cette manœuvre : la nature des contrats ne se détermine pas d'après le titre qu'on leur donne, mais d'après les effets qu'ils produisent. Or il n'est pas douteux, et c'était d'ailleurs le but poursuivi par les parties, que la formule que nous venons de rapporter aboutissait à la stipulation du régime de la communauté réduite aux acquêts ; cette formule n'était même, pourrions-nous dire, que la réciproque paraphrasée de l'art. 1498 C. civ. 1^{er} al. qui donne en ces termes la définition de ce régime : « lorsque les époux « stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'ac-
« quêts, il sont censés exclure de la communauté et les
« dettes de chacun d'eux actuelles et futures et leur mobi-
« lier respectif présent et futur. »

La Jurisprudence décida donc sans hésitation que la présomption de l'art. 1499 devait être appliquée dans tous les cas où les époux avaient adopté pour régime matrimonial, la communauté d'acquêts, même lorsque cette adoption n'était pas exprimée en termes sacramentels et ne résultait, par exemple, que de la stipulation d'une clause détournée du genre de celle que nous avons relatée.

Cette solution fut affirmée notamment par un jugement du Tribunal Civil d'Avallon du 10 juillet 1850, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 3 janvier 1852 (1), par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 1^{er} Juin 1853 (solution implicite) (2) et par un arrêt de la Cour de Caen du 3 février 1909, confirmé par un arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} août 1910 (3).

(1) D. 52-2-247.

(2) D. 53-1-242 ; — S. 53-1-513.

(3) D. 13-5-2 ; — S. 11-1-319.

*
* *

Clauses que « la célébration du mariage vaudra quittance de la dot » et que « le tuteur époux reconnaît avoir pris connaissance de l'apport de la future épouse et consent à en demeurer chargé par le seul fait du mariage. »

Toujours pour faciliter la preuve des reprises des époux, les notaires eurent l'idée de faire figurer dans le contrat de mariage lui-même la quittance que le mari devait donner de la dot constituée à sa femme ou des apports faits par cette dernière.

Mais ce n'était pas un procédé pratique, que de faire ainsi quittance d'avance par le mari des sommes ou des valeurs qui, en fait, ne lui étaient remises, le plus souvent, que bien après la signature du contrat de mariage, et dont le versement était subordonné, en droit, à la célébration du mariage, devant l'officier de l'état civil, car il pouvait se faire que cette célébration n'eût pas lieu, le projet de mariage ayant été abandonné.

La pratique notariale introduisit donc dans les contrats de mariage deux clauses de rédaction à peu près analogue.

Par la première, qui visait la dot constituée au profit de la femme par ses parents ou des tiers, il était convenu que « la célébration du mariage vaudrait quittance de la dot « de la part du mari » ; et dans la seconde, qui s'appliquait aux biens personnellement apportés en mariage par la femme, « le futur époux reconnaissait avoir pris connaissance de l'apport de la future épouse, et consentait à en demeu-

« rer chargé par le seul fait de la célébration du mariage ».

Quel était l'effet de ces clauses, tant dans les apports des époux entre eux, qu'à l'égard des tiers, et notamment à l'égard des créanciers de la communauté ?

Il n'est pas douteux que dans l'esprit de ceux qui les avaient créées, ces clauses, lorsque le mariage avait été réalisé, devaient faire la preuve complète du paiement de la dot au mari et de la réception par ce dernier des biens désignés au contrat de mariage comme ayant constitué l'apport de la femme ; et elles devaient faire cette preuve aussi bien dans les rapports des époux entre eux que dans leurs rapports avec les tiers.

Ces clauses auraient eu la force d'une preuve convenue ayant la même vertu qu'une véritable quittance (1).

Cette théorie fut tout d'abord admise par la Jurisprudence, qui déclara notamment, par un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 19 janvier 1836 (2), que les clauses dont s'agit ne sont ni contraires aux bonnes mœurs, ni aux dispositions des art. 1388 et suivants du Code Civil, et que, par suite, « la célébration légale du mariage devant, d'après « la stipulation tenir lieu de quittance, elle devait avoir « le même effet qu'une quittance ; qu'elle prouvait le paiement, d'après la convention du contrat de mariage, « tout aussi bien qu'une quittance ».

Dans le même sens, un arrêt de la Cour de Dijon, du 7 mai 1862 (3) affirma : « Que si le contrat de mariage ne « portait pas quittance immédiate du futur,..... la clause « du dit contrat par laquelle il avait été convenu que le futur

(1) Cf. CANTELLAUVE, *De la preuve des Reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts*, thèse précitée, p. 55 et suiv.

(2) D. 36-1-73 ; — S. 36-1-198.

(3) D. 63-2-34.

« époux demeurerait chargé comme s'il en eût donné quittance des apports et constitutions dotales de la future épouse par le seul fait de la célébration du mariage, sans qu'il eût besoin d'en donner d'autre reconnaissance, se référerait, dans l'exécution, à un fait subsécutif auquel les parties auraient attribué d'avance la force d'une preuve convenue ayant la même vertu que le paiement quittancé de ces valeurs ».

Et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 février 1860 (1) était allé encore plus loin, en décidant que l'acte de célébration rapproché de notre clause du contrat de mariage, constituait un acte ayant date certaine dans le sens de l'art. 563 C. com., faisant preuve du paiement de la dot promise, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des tiers ; (2) « attendu, disait cet arrêt, que la quittance résultant du rapprochement de la stipulation du contrat de mariage et de l'acte de célébration reste définitivement vraie et ne cache aucun avantage indirect au profit de la femme » (3).

(1) D. 60-1-180 ; — S. 60-1-433.

(2) Cette décision se trouve à peu près textuellement reproduite dans un jugement du Tribunal civil de la Seine du 18 avril 1905 (D. 1908-1-357), confirmé par adoption de motifs par un arrêt de la Cour de Paris du 27 novembre 1905 (*aff. Perrier c veuve Chauvel*), ledit arrêt cassé par la Chambre civile le 5 février 1908 (D. 08-1-358). Le même motif ayant été repris par la Cour d'Orléans devant laquelle l'affaire avait été renvoyée (arrêt du 23 février 1910, D. 11-2-345), cet arrêt fut cassé lui aussi par un arrêt de la Chambre Civile du 6 mai 1918 (D. 22-1-14 ; — S. 23-1-76) et un arrêt de la Cour de Bourges du 31 mai 1921 (S. 23-2-20) l'ayant repris à son compte, dans la même affaire, cet arrêt a fait l'objet d'un pourvoi en cassation, actuellement pendant devant les Chambres Réunies. — Voir *infra*, page 177, historique de l'affaire Perrier contre Veuve Chauvel.

(3) Dans le même sens que les trois arrêts ci-dessus relatés, voir notamment : Amiens, 14 juillet 1838 (*Dalloz, J. G., v° Contrat de mariage*, n° 4145) ; — Caen, 3 mai 1845 (D. 52-5-106 ; — S. 45-2-536) ; — Rennes, 26 janvier 1849 (D. 51-2-119) ; — Colmar, 28 décembre 1853 (S. 56-2-397) ; — Orléans, 29 mars 1855 (S. 55-2-401) ; — Req., 14 décembre 1875

Mais la jurisprudence n'a pas persévéré dans cette voie.

Deux arrêts de la Chambre des Requêtes, le premier du 22 août 1882 (1), confirmant un arrêt de la Cour de Dijon du 9 décembre 1881, et le second du 7 mai 1884 (2), ont en effet décidé « que la preuve d'un paiement effectif ne résulte point de la clause ci-dessus transcrite, et qu'on ne saurait y trouver autre chose qu'une stipulation attribuant à l'évènement prochain du mariage, la force d'une simple présomption libératoire qui peut céder à la preuve contraire ».

Et puis ces deux arrêts, la Jurisprudence est d'accord pour proclamer que les clauses d'après lesquelles la célébration du mariage vaudra quittance de la dot ou des apports n'établissent qu'une simple présomption de réception par la mari (3) *non opposable aux tiers et notamment aux créanciers de ce dernier ou de la communauté* (4).

En sorte que le seul effet de ces clauses, dans les rapports des époux entre eux, est dans l'état actuel de la jurispru-

D. 76-1-455) ; — Amiens, 1^e février 1908 (*Gaz. Trib.*, 12 juin 1908 ; 1908-2-119).

(1) D. 83-1-296 ; — S. 83-1-25.

(2) D. 84-1-285 ; — S. 85-1-28.

(3) Voir déjà dans ce sens : Bordeaux, 29 mars 1851 (D. 52-2-111 ; S. 51-2-519) ; — Rouen, 13 mai 1868 (S. 72-2-101) ; — Et en outre : *Trib. civ.* Fontainebleau, 27 mars 1889 (*Le Droit*, 17 mai 1889) ; — Paris, 11 janvier 1890 (D. 91-5-137) ; — Nancy, 7 novembre 1896 (D. 97-2-46) ; — *Trib. civ.* Mayenne, 11 mars 1897 (*Gaz. Pal.*, Suppl. page 6, 14 et 15 novembre 1897) ; — Limoges, 6 juillet 1901 (D. 03-2-261) ; — Paris 28 janvier 1904 (D. 04-2-88) ; — Req., 21 octobre 1913 (S. 14-1-390) ; — Civ., 2 mars 1914 (*Gaz. Pal.*, 7 mai 1914, 1914-1-1557).

(4) Voir notamment : Cour de Bruxelles, 25 mai 1871 (*Dalloz*, J. G. Suppl. v^o *Contrat de mariage*, n^o 980 ; *Pasicrisie belge*, 1871-2-310) ; — *Trib. civ.* Gray, 17 mai 1895, confirmé par Besançon, 26 février 1896 (*Circ. Not. Départ.*, n^o 237, année 1897, tome 12, pages 693 & 694) ; — Rennes, 1^e août 1902 (rapporté thèse *Le Roy*, p. 182) ; — Civ. cass. 24 janvier 1906 et 5 février 1908 (D. 1908-1-353).

dence de déplacer le fardeau de la preuve, en mettant à la charge du mari l'obligation de prouver qu'il n'a pas reçu les apports ou dot dont la femme réclame la reprise, au lieu de laisser peser sur la femme l'obligation de prouver cette réception par le mari.

*
* *

*Clause de reprise en nature du trousseau
ou de la garde-robe*

Une autre clause que l'on rencontre fréquemment dans les contrats de mariage est conçue en ces termes :

« Lors de la dissolution de la communauté les époux ou leurs héritiers reprendront respectivement en nature, à « titre de propres et sans estimation, comme étant à forfait « la représentation de ceux apportés en mariage, les objets « qui seront à ce moment à l'usage personnel de chacun « d'eux » ; (1).

Cette clause, si elle pouvait leur être opposée, ferait courir aux créanciers de la communauté un très grave danger, à cause de la convention de forfait qu'elle contient ; car malgré son appellation modeste de « clause de reprise en nature du trousseau » ou de « clause de reprise en nature de la garde robe », elle vise souvent des objets d'une réelle valeur : bijoux, dentelles, fourrures par exemple.

Un débiteur, sentant sa déconfiture prochaine pourrait donc se hâter d'employer le restant de son avoir en achat de bijoux, que sa femme, ayant demandé la séparation de biens, revendiquerait ensuite comme lui appartenant personnellement en vertu de la clause ci-dessus relatée.

(1) DEFRENOIS, *Traité prat. Not.*, III, formule 1183, p. 25.

Les époux n'auraient plus dès lors qu'à laisser passer les poursuites des créanciers, poursuites inutiles puisque la plus grande partie de l'actif de la communauté aurait disparu ; puis par un changement discret de domicile et par une vente adroite des bijoux de la femme, le ménage retrouverait, dans la tranquillité, son ancienne prospérité.

Le voilà bien le danger tant redouté par Treillard, lors de la discussion devant le Corps Législatif des textes du Code de Commerce relatifs à la faillite : « les malheureux
« créanciers seraient condamnés à passer leurs jours dans
« les privations et dans les larmes, pendant que la femme
« coulerait des jours tranquilles dans la mollesse et dans
« l'oisiveté (1). »

Aussi cette clause a-t-elle été vivement critiquée, avec raison selon nous ; et si sa validité peut être admise sans inconvénient, dans les rapports des époux entre eux, il nous semble par contre qu'elle ne puisse pas être opposée aux créanciers de la communauté (2).

C'est d'ailleurs la solution qui a été adoptée par un arrêt de la Cour d'Angers du 23 décembre 1875 (3) con-

(1) Loaré, tome XIX, I, p. 563.

(2) « Pour nous, — dit notamment M. Le Roy (*De la preuve des apports mobiliers sous le régime de la communauté*, thèse, Paris, 1909, « p. 179) — la stipulation de reprise des objets représentant ceux qui
« sont disparus n'est qu'une convention matrimoniale entre époux, non
« opposable aux créanciers. Elle ne saurait créer un cas de subrogation
« réelle, par affectation spéciale des biens, ni permettre à l'égard des tiers
« cette substitution des objets achetés par les époux, payés avec les deniers
« communs, aux lieu et place des propres de la femme qui ne se retrouvent
« pas. La réserve de propriété qui a été faite pour ces derniers doit être ap-
« pliquée dans toutes ses conséquences : c'est pour le compte de leur
« propriétaire qu'ils se détériorent par l'usage ; c'est par la femme que,
« vis-à-vis des créanciers, doit être subie la perte de ces objets, due à
« l'usage qui en a été fait. Il n'y aurait pas davantage lieu à une reprise
« en deniers. »

(3) D. 76-2-197.

firmé par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 16 janvier 1877 (1).

*
* *

Clause particulière de dotalité

Dans les pays où le régime dotal connaît encore la faveur des populations, en Normandie notamment, la pratique notariale nous offre l'exemple d'une clause à vrai dire assez rarement employée dans les contrats de mariage, par laquelle certains notaires avaient bien pensé pouvoir éluder les prescriptions rigoureuses de l'art. 1499 C. civ.

Cette clause consiste à frapper de dotalité tous les biens mobiliers de la femme se trouvant au jour du mariage dans tel endroit désigné, par exemple dans telle propriété, dans tel château, mais sans en faire de description ni d'estimation détaillée, tous les meubles se trouvant dans le même lieu au jour de la dissolution du mariage, devant être considérés comme la représentation de ceux qui y existaient au jour du mariage.

Cette clause, on peut le voir, présente une certaine analogie avec celle de reprise en nature du trousseau de la femme.

La jurisprudence ne lui a pas fait un sort plus favorable ; à défaut de justification par inventaire ou état en bonne forme de la consistance précise et de la valeur des biens frappés de dotalité, la femme n'a pas été autorisée à soustraire ces biens aux poursuites des créanciers, malgré les termes de la clause ci-dessus relatée, « cette stipulation en tant qu'elle dispense la femme dotale de faire la preuve

(1) D. 78-1-265.

« de son apport mobilier, étant nulle à l'égard des tiers,
« comme contraire à une disposition d'ordre public et tom-
« bant par suite, sous l'application de l'art. 1387 C. civ. (I) ».

*Clause d'après laquelle « l'estimation des biens meubles apportés
en mariage par la femme en vaudra vente à la communauté ».*

Enfin, il est une autre clause, celle-ci d'un usage courant dans les contrats de mariage, qui a soulevé des difficultés intéressantes quant aux modes de preuve permis à la femme pour exercer la reprise de ses apports mobiliers.

Il s'agit de la clause par laquelle les futurs époux conviennent que « l'estimation donnée dans le contrat aux
« biens meubles compris dans l'apport en mariage de la
« femme vaudra vente de ces biens meubles à la communauté.
« en sorte que la reprise que la femme pourra exercer de ce
« chef, lors de la dissolution de la communauté, sera seule-
« ment celle du montant de cette estimation. »

Nous avons fait figurer l'étude de cette clause à la fin de ce paragraphe parce qu'elle est étroitement liée à l'étude que nous allons retrouver dans le paragraphe suivant d'un système qui a recueilli les suffrages d'une grande partie de la doctrine et de quelques Cours d'Appel importantes, système tendant à distinguer le cas où la femme poursuit l'exercice de ses reprises en nature à titre de propriétaire et celui où elle se porte seulement créancière de la communauté, en demandant à exercer ses reprises en deniers.

Adoptant les conclusions de ce système, — sur lequel nous insisterons plus loin —, les notaires avaient pensé que

(1) Arrêt de la Cour de Caen du 2 mai 1900, confirmé par Req., 3 mars 1902 (D. 04-1-188 ; — S. 02-1-397).

lorsque la clause que nous avons relatée était stipulée dans un contrat de mariage, la femme ayant perdu le droit à la reprise en nature des objets mobiliers compris dans son apport, aurait le droit de se porter créancière, *même vis-à-vis des tiers*, de la valeur estimative donnée à ces objets mobiliers dans le contrat, sans avoir besoin de prouver son droit de créance par un autre titre que la simple clause d'estimation valant vente et que cette estimation elle-même figurant dans le contrat de mariage. (1)

Mais la Cour de cassation, qui a rejeté, comme nous le verrons, toute distinction entre le cas de reprise en nature et le cas de reprise en deniers, n'a pas accepté cette manière de voir.

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 15 mai 1899 (2) rejetant le pouvoir introduit contre un arrêt de la Cour de Toulouse du 4 mars 1898, a en effet décidé « que vaine-
« ment le pourvoi se prévalait (pour justifier le droit à la
« reprise au profit de la femme) de l'estimation donnée au
« mobilier par le contrat de mariage et de la disposition de
« l'art. 1551 C. civ. (3), qui. *tout au moins au regard des cré-*
« *anciers, ne saurait faire échec aux dispositions impératives*
« *des art. 1499 et 1510 du même Code.* »

Et un arrêt de la Cour de Grenoble du 15 novembre 1910 (4) a adopté la même solution.

(1) Cf. dans ce sens, *Circ. Comité Not. Départ* n° 261, année 1903, tome 14, p. 737 et suiv.

(2) D. 99-1-397 ; — S. 1900-1-113, et la note de M. Lyon-Caen, p. 114, 2^e colonne, a).

(3) L'art. 1551 C. civ., d'après lequel l'estimation vaut vente, est applicable sous le régime de la communauté comme sous le régime dotal (Voir note Lyon-Caen, citée note précédente).

(4) D. 1911-2-217, et la note de M. Magnol.

§ 3. — **Résistance des cours d'appel au système
de la Cour de Cassation**

Tandis que la pratique notariale tentait, comme nous venons de le voir, d'éluder les solutions rigoureuses de la Jurisprudence de la Cour de Cassation, certaines Cours d'appel s'insurgeaient ouvertement contre cette Jurisprudence.

Nous signalerons tout d'abord trois arrêts qui autorisèrent des femmes à faire la preuve de leurs reprises mobilières contre des créanciers de la communauté par des moyens plus faciles que l'inventaire ou état en bonne forme de l'ancien article 1499 C. civ.

La Cour de Paris, tout d'abord, dans un arrêt du 23 février 1835 (1), confirmant un jugement du Tribunal Civil de la Seine par adoption de motifs, décida en effet que quoiqu'un fonds de commerce apporté en dot par une femme mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, n'ait pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, cependant, s'il avait été désigné sommairement dans le contrat de mariage, et s'il n'avait pas changé de nature, restait propre à la femme et ne pouvait servir de gage aux créanciers du mari.

Puis la Cour de Grenoble, par un arrêt du 19 Juillet 1851 (2) repoussant toute distinction entre le cas où la reprise tend à s'exercer contre le mari et celui où elle tend à s'exercer contre les créanciers de la communauté, autorisa une femme à exercer contre lesdits créanciers, la reprise en valeur de son apport mobilier d'après l'estimation qui en avait été faite

(1) D. 35-2-32.

(2) D. 52-2-292 ; — S. 52-2-199

au contrat de mariage, bien que ce contrat n'eût renfermé aucun inventaire détaillé des éléments dudit apport ; « attendu, — disait cet arrêt, — que la prétention des « créanciers de n'accorder à la femme, pour cette consti- « tution (c'est-à-dire : pour cet apport), qu'un droit de créance « subsidiaire, qui ne serait propre que vis-à-vis du mari, « sans l'être à l'égard des créanciers de celui-ci repose sur « des principes qui ne sauraient se concilier ni avec le texte « de la loi ni avec l'esprit du régime de la communauté ».

Et un autre arrêt de la Cour de Paris du 3 Janvier 1852 (1), confirmant par adoption de motifs un jugement du Tribunal Civil d'Avallon du 10 Juillet 1850, autorisa une femme à exercer contre un créancier de la communauté la reprise d'une somme qu'elle avait prêtée avant son mariage, quoique cette créance propre n'eût été constatée que par une reconnaissance enregistrée mais non authentique, attendu, disait le jugement d'Avallon : « que si l'art. 1499 « C. civ. porte que le mobilier existant lors du mariage, « ou échu depuis, qui n'a pas été constaté par inventaire « ou état en bonne forme, doit être réputé acquêt, cet ar- « ticle ne peut être entendu dans un sens tellement res- « trictif, que toute autre preuve doive être rejetée ; — que « le billet dont s'agit prouvait, par son contexte, que cette « somme était une créance appartenant à la femme ; « — et que la preuve, résultant du titre même, équiva- « lait à l'inventaire ou l'état exigé par l'article 1499 C. civ. « et devait produire les mêmes effets ».

Mais il ne faut pas, selon nous, faire un trop grand cas de ces arrêts, qui ne constituent pas véritablement des actes de résistance au Système de la Cour Suprême, de la part des Cours d'appel dont ils émanent.

(1) D. 52-2-247 ; — S. 52-2-133.

Ils révèlent seulement, — à notre avis, — le flottement qui se manifesta dans la Jurisprudence pendant la première moitié du xix^e siècle, quant à la solution à suivre lorsque la femme demande à exercer ses reprises contre les créanciers de la communauté.

Lorsque ces arrêts furent rendus, en effet, la Cour de Bordeaux n'avait pas encore proclamé son grand arrêt de principe du 21 Janvier 1853, dont les motifs, que nous avons rapportés (1) devaient être consacrés par la Chambre Civile seulement le 19 Juin 1855 (2).

La distinction, que la Cour Suprême devait faire sienne par la suite, entre le cas où la femme exerce ses reprises contre son mari et celui où elle les exerce contre les créanciers de la communauté, n'avait pas encore été proclamée lors du premier arrêt de Paris (23 février 1835) ; d'autre part, lors des deux autres arrêts ci-dessus relatés (Grenoble 19 Juillet 1851, et Paris, 3 Janvier 1852), cette distinction n'avait été affirmée que par l'arrêt de la Cour de Poitiers du 6 Mai 1836 ci-dessus indiqué, (3) et la solution contraire admise par la Chambre des Requêtes le 24 Avril 1849 (4) avait probablement influencé, — ce serait d'ailleurs un fait très naturel, — ces deux décisions des Cours de Grenoble et de Paris (5).

(1) Voir *supra*, p. 134.

(2) Voir *supra*, p. 135.

(3) Voir *supra*, p. 133.

(4) Voir *supra*, p. 133 *in fine*.

(5) Il est intéressant de signaler en outre que l'arrêt de Grenoble était basé notamment sur cette opinion que la femme, même lorsqu'elle réclame seulement une reprise en valeur, agit à titre de propriétaire, — opinion qui devait être solennellement rejetée par la suite : voir arrêt des Chambres Réunies du 16 janvier 1858, déjà cité *supra*, p. 10 texte et note 3.

*
* *

La résistance des Cours d'Appel au système de la Cour de Cassation ne commence donc, selon nous, qu'avec un arrêt rendu par la Cour d'Angers le 26 Mai 1869 (1), arrêt qui décida notamment : « Que suivant les dispositions des « articles 1499 et 1510 combinés avec l'art. 1514 C. nap., « lorsque la femme prétend exercer en nature la reprise du « mobilier qui lui est échu pendant le mariage, elle ne peut « au regard des tiers, en prouver l'identité autrement que « par un inventaire, un état en bonne forme ou un acte authentique ; *mais que ces dispositions spéciales, édictées « comme condition d'un privilège sur les autres créanciers « et destinées à prévenir un concert frauduleux entre les « époux, ne sont plus opposables à la femme lorsqu'elle se « présente comme simple créancière chirographaire ; — Que « les articles 1415 et 1504 autorisent la femme à prouver « par titres, par témoins et par commune renommée, la « consistance du mobilier qui lui est échu au cours de la « communauté ; — Que cette faculté constitue le droit commun « de la femme, en présence des héritiers comme au regard des « créanciers du mari ; — Que, d'ailleurs, la loi sur les « faillites, commentée par la jurisprudence, ne contient « à cet égard aucune exception, et qu'il est ainsi démontré « que l'art. 1504 est applicable même au regard des créanciers « du mari ».*

Cet arrêt ne fut pas soumis au contrôle de la Cour de Cassation, et la théorie qu'il proclamait séduisit une grosse partie de la doctrine.

Cette théorie fut reproduite par un arrêt de la Cour de

(1) D. 69-2-238; — S. 70-2-85.

Dijon, du 4 février 1884 (1) qui fit grand bruit, et elle fut développée dans deux notes demeurées justement célèbres (2) par M. le Professeur Bufnoir qui y a attaché son nom.

Nous ne ferons pas ici un exposé complet du système de M. Bufnoir ; c'est un travail qui a déjà été fait bien souvent (3) et qui ne présenterait d'ailleurs dans cette étude qu'un intérêt d'histoire puisqu'il a été définitivement répudié par la loi du 29 Avril 1924.

Nous nous contenterons d'en rappeler seulement les grandes lignes.

La théorie de la Cour de Cassation reposant tout entière sur l'interprétation de l'art. 1510 C. civ., le système de M. Bufnoir, pour rejeter la distinction entre les reprises entre époux et les reprises contre les créanciers, a prétendu saper cette théorie par sa base en rejetant l'article 1510 du débat :

L'art. 1510, — affirme-t-il —, traite une question de *poursuite* et non une question de reprise : ce n'est donc pas, comme le dit la jurisprudence, le complément naturel de l'art. 1499, il prévoit une situation bien différente de celle prévue par cet article :

« L'inventaire des biens de la femme exigé par l'article « 1510 est une arme dirigée contre les créanciers de la « femme (antérieurs au mariage) par le mari pour limiter « le droit de poursuite de ces créanciers aux biens inven-

(1) D. 84-2-169, et la note ; — S. 85-2-25.

(2) S. 85-2-25 et S. 89-1-465.

(3) Consulter notamment sur ce point : GUYON, *Des Questions de preuve en matière de Reprises matrimoniales*, thèse, Paris, 1900, p. 142 à 147 ; — DESREZ, *De la preuve en matière de reprises matrimoniales*, thèse, Caen, 1903, p. 115 à 128 ; — Prince, *De la preuve des reprises de la femme sous les divers régimes matrimoniaux*, thèse, [Paris, 1905, p. 101 à 106 ; — CANTELLAUVE, *De la preuve des reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts*, thèse, Bordeaux, 1909, p. 78 & 79.

« toriés. Ce qu'il faut au contraire à la femme pour exercer
« ses reprises à l'encontre des créanciers du mari, c'est une
« arme contre ces derniers, et non celle que l'art. 1510 exige
« contre ses propres créanciers. (1).

Cette arme, elle est réglée, — d'après le système de M. Bufnoir, non plus par l'art. 1510, mais par les art. 1499 et 1504, et elle varie selon que la femme se prétend propriétaire ou créancière.

Le premier de ces deux textes, en effet, l'art. 1499, ne s'occuperait que d'une question de propriété, et ne viserait que les reprises en nature, c'est-à-dire la revendication des propres parfaits, pour laquelle seule la preuve par inventaire ou acte authentique serait exigée, même dans les rapports des époux entre eux.

Quant à l'art. 1504, il réglementerait les reprises en valeur ou créances relatives aux propres imparfaits, qu'il s'agisse de mobilier présent ou de mobilier futur, et la preuve par commune renommée qu'il autorise au profit de la femme serait, dans ce cas, opposable même aux créanciers de la communauté.

Pour appuyer cette distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur, qu'il prétend établie formellement par les art. 560 et 563 du Code de Commerce (l'art. 560 relatif aux reprises en nature, exigeant l'inventaire ou acte authentique, l'art. 563 relatif aux reprises en valeur se contentant d'un acte ayant date certaine), le système de M. Bufnoir a invoqué en outre cet argument :

Que la femme exerçant ses reprises à titre de propriétaire va *primer* les créanciers du mari ou de la communauté, et qu'il est par conséquent normal de se montrer rigoureux

(1) Prince, thèse précitée, p. 101 et 102.

quant aux moyens de preuve par elle allégués (application de l'art. 1499), tandis qu'au contraire lorsqu'elle se présente comme créancière, elle va seulement *concourir* avec les autres créanciers, en sorte qu'on peut, dans ce dernier cas se montrer plus facile pour la preuve de ses reprises (application de l'art. 1504).

Les notaires, — dont on a déjà pu voir le peu d'empressement à accepter le système de la Cour de Cassation, — adhèrent à cette distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur.

Ils se joignent donc aux Cours d'Appel récalcitrantes, et prétendirent qu'à défaut d'énumération détaillée de ses apports faite au contrat de mariage, la femme aurait, même à l'égard des créanciers de son mari ou de la communauté, tout au moins le droit d'exercer la reprise en deniers desdits apports, en se portant créancière de la somme à laquelle ils avaient été évalués (1).

Cette théorie fut enseignée par la plupart des auteurs spécialistes du notariat, qui estimaient que la pratique notariale consistant à évaluer en bloc les apports mobiliers des époux, répondait suffisamment au vœu de la loi.

« L'art. 1499 C. civ., — disait M. Edouard Clerc (2), —
« répute acquêt le mobilier existant lors du mariage, s'il
« n'a pas été constaté par un inventaire ou un état en bonne
« forme. Cette disposition ne s'applique qu'au cas où le
« contrat de mariage garde le silence sur la consistance du
« mobilier actuel des époux. Mais, si le contrat indique que
« chaque époux possède telle valeur en objets mobiliers,

(1) Dans ce sens, cf. *Circ. Comité Not. Départ.* n° 237, année 1897, tome XII, pages 693 et suiv.

(2) *Formulaire général et complet du Notariat*, 6^e édit., 1872 ; tome I, v° *Contrat de mariage*, p. 416, n° 100, 101 et 114.

« argent ou créances, l'apport est suffisamment justifié.
« sans qu'il soit besoin d'un état ou inventaire, et c'est
« ainsi qu'on procède toujours dans l'usage.

« L'état détaillé ne serait utile que pour conserver à
« chaque époux, et particulièrement à la femme, le droit
« de reprendre en nature les objets apportés en mariage,
« ou pour se défendre contre la saisie que des tiers pourraient
« exercer sur les objets réservés à la femme. »

« Pour que la réserve en nature puisse avoir lieu, il
« faut qu'il y ait un état détaillé des objets qui en sont
« susceptibles. Car, si le contrat dit simplement qu'un époux
« a apporté telle valeur en objets mobiliers non spécifiés,
« ou des objets mobiliers estimés à telle somme, ces objets
« se confondront avec ceux de la communauté, et l'époux
« n'aura que la reprise de la valeur estimative.

« De même, disait M. Defrénois (1), si le mobilier apporté
« par l'un ou l'autre des époux, quoique non décrit dans un
« inventaire ou état, était estimé en bloc dans le contrat,
« il ne serait acquêt que sauf la reprise du montant de
« l'estimation, ce qu'il est d'ailleurs parfaitement licite de
« stipuler ».

Et M. Amiaud s'exprimait à peu près dans les mêmes
termes (2) : « Pour que l'époux puisse prélever en nature
« le mobilier qu'il a réalisé, il faut qu'il ait été fait un état
« détaillé des objets qui en sont susceptibles ; si le contrat
« dit seulement que l'époux a apporté telle valeur d'objets
« mobiliers non spécifiés, ces objets se confondront avec
« ceux de la communauté et l'époux n'aura droit qu'à la
« reprise de la valeur fixée. »

(1) *Traité pratique du Notariat*, 10^e édit., tome III, n^o 6.136 et note 9.

(2) *Traité-formulaire du Notariat*, 4^e édit., 1897 ; tome I, v^o *Contrat de mariage*, p. 623, n^o 114.



Mais cette résistance fut vaine ; la Cour Suprême se montra absolument intransigeante et repoussa toujours cette distinction entre les reprises en nature et les reprises en deniers, en refusant à la femme la reprise, soit en nature soit en valeur, des biens mobiliers dont elle ne justifiait pas de la consistance par un inventaire ou par un état détaillé et authentique.

Malgré l'arrêt d'Angers du 26 mai 1869, deux arrêts de la Chambre des Requêtes, du 30 juillet 1872 (1) et du 16 janvier 1877 (2), et un arrêt de la Chambre Civile du 20 août 1884 (3), continuèrent la jurisprudence affirmée par l'arrêt de la Chambre Civile du 19 Juin 1855 (4).

Et un pourvoi ayant été introduit contre l'arrêt de la Cour de Dijon du 4 février 1884, cet arrêt fut cassé par un arrêt de la Chambre Civile du 22 novembre 1886 (5) qui devint le point de départ d'une application de plus en plus rigoureuse du système adopté par la Cour de Cassation.

Cet arrêt de la Cour Suprême proclama en effet :

(1) D. 73-1-241 ; — S. 72-1-326.

(2) D. 78-1-265 ; — S. 77-1-169. — Il est intéressant de noter que cet arrêt confirmait un arrêt de la Cour d'Angers du 23 décembre 1875 (D. 76-2-197) dans lequel cette Cour, abandonnant spontanément son système du 26 mai 1869, se ralliait à la Jurisprudence de la Cour Suprême, « attendu, disait cet arrêt d'Angers lui-même, qu'on ne peut raisonnablement induire de ces termes : reprendre en nature, que la femme, ne pouvant réclamer les objets mobiliers eux-mêmes, a au moins le droit de s'en faire attribuer la valeur, ce qui reviendrait à peu près au même pour « les créanciers. »

(3) D. 85-1-312 ; — S. 85-1-126.

(4) Voir *suprà*, p. 135.

(5) D. 87-1-113, et la note de M. Guénée ; S. 89-1-465, et la note de M. Bufnoir.

« Que la présomption qui, d'après les articles 1499 et
« et 1510 C. civ. fait réputer acquêt le mobilier existant
« lors du mariage ou advenu depuis, lorsqu'il n'a pas été
« constaté par inventaire ou état authentique, n'est pas
« absolue, quand il ne s'agit que de la liquidation des
« droits et reprises des époux, l'un à l'égard de l'autre,
« et que, dans ce cas, on peut admettre, selon les circon-
« stances, que la femme est recevable à établir, à l'aide
« d'actes ou de documents autres qu'un inventaire ou un
« état en bonne forme, la consistance et l'identité du mo-
« bilier qu'elle possédait lors du mariage ou qui lui est
« advenu depuis ;

« *Mais que cette présomption doit, au contraire, être appliquée*
« *rigoureusement lorsqu'elle est opposée à la femme par les*
« *créanciers du mari et spécialement en cas de faillite de ce*
« *dernier.*

« — Que l'art. 560 C. com. l'étend formellement, dans
« ce dernier cas, même aux meubles à l'usage personnel
« de la femme ;

« — *Qu'elle reste applicable, alors même que la femme se*
« *borne à réclamer la valeur de son mobilier, au lieu de le*
« *réclamer en nature ;*

« — Qu'elle l'est encore, lorsqu'au lieu de meubles,
« linges ou hardes, ou de leur valeur, la femme réclame,
« en qualité de créancière, le montant de sommes ou la
« valeur de titres au porteur touchés par son mari, et que,
« comme dans l'espèce l'importance de ces sommes ou de
« de ces titres n'est pas établie par inventaire ou état au-
« thentique ;

« — *Qu'en effet, les art. 1499 et 1510 C. civ. et l'art. 560*
« *C. com. comprennent dans les mots mobiliers ou effets mobi-*
« *liers, tout ce qui est censé meuble, d'après les règles de la*

« loi, et par conséquent les sommes d'argent et les titres au porteur (art. 535 C. civ).

« — Que cette présomption conserve son empire quoique les créanciers n'allèguent, en fait, aucune fraude et reconnaissent même, comme dans l'espèce, la sincérité des actes non authentiques produits ;

« Et qu'il s'agit ici, en effet, d'une présomption « juris et de jure » qui, lorsqu'elle est invoquée, ne peut être paralysée ni par la preuve contraire ni, par le défaut de contestation au sujet de la sincérité des actes, ni même par la reconnaissance de cette sincérité ».

Et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 Juillet 1889 (1) rejetant le pourvoi formé contre un arrêt rendu par la Cour d'Angers le 4 Juillet 1888, affirma à nouveau le principe d'une application rigoureuse de l'art. 1499 à l'égard des créanciers.

Un arrêt de la Cour de Caen du 24 mars 1890 (2) proclama bien encore la distinction professée par M. Bufnoir entre le cas de reprise en nature et celui de reprise en deniers, mais il n'est pas douteux que cet arrêt eût été cassé s'il avait fait l'objet d'un pourvoi devant la Cour suprême.

Et la Cour de Dijon ayant renouvelé sa tentative du 4 février 1884 par un arrêt du 14 mars 1896 (3), la Chambre Civile assimilant à un créancier du mari le tiers acquéreur d'un immeuble vendu par ledit mari cassa cet arrêt le 15 mars 1899, « attendu en droit, — proclamait la Cour Suprême, — qu'aux termes de l'art. 1499 C. civ., le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, est réputé acquêt de communauté lorsqu'il n'a pas été constaté par inven-

(1) D. 90-1-421.

(2) D. 90-2-217, et la note de M. Planiol ; — S. 90-2-134.

(3) D. 99-1-569 ; — S. 1900-1-113, et la note de M. Lyon-Caen.

« taire ou état en bonne forme ; que la présomption établie
« par cet article a eu pour but de protéger les tiers qui
« pourraient être atteints par une majoration des apports,
« concertée à leur préjudice, et qu'elle s'applique donc à
« l'acquéreur d'un bien vendu par le mari, grevé d'une
« hypothèque qui garantit le recouvrement des reprises de
« la femme, cet acquéreur étant, en effet, exposé à l'éven-
« tualité d'une fraude, et se trouvant ainsi au nombre
« des tiers que protège l'art. 1499 (1) ».

Par application du système de la Cour de Cassation, un jugement du Tribunal Civil de Toulouse du 6 Juillet 1897 (2) décida : « Que la simple énonciation faite dans le contrat
« de mariage sans inventaire ou état authentique est in-
« suffisante, ...*qu'il en résulte qu'un contrat de mariage qui*
« *se contente d'estimer en un seul chiffre les apports mo-*
« *biliers sans inventaire méconnaît les prescriptions de l'art.*
« 1499 C. civ..., que ces dispositions de la loi sont impé-
« ratives, que l'omission de l'inventaire a pour effet d'an-
« nuler au regard des tiers la clause d'apports mobiliers
« constatés d'une manière générale ; — et que ces prin-
« cipes sont applicables aussi bien quand la femme réclame
« la valeur du mobilier, c'est-à-dire une créance imper-
« sonnelle, que quand elle réclame le mobilier lui-même
« au rang de l'hypothèque légale ».

Ce jugement fut confirmé par adoption de motifs par un arrêt de la Cour d'Appel de Toulouse du 4 Mars 1898.

Et un pourvoi en cassation introduit contre cet arrêt fut rejeté par la Chambre des Requêtes le 15 Mai 1899 (3).

(1) Cf. dans ce sens Charmont, *Revue critique*, 1901, p. 70 — (cité thèse Desrez, p. 77).

(2) D. 99-1-397.

(3) D. 99-1-398 ; — S. 1900-1-113.

La Chambre des Requêtes rejeta encore, par un arrêt du 3 mars 1902 (1) le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Caen du 2 mai 1900, qui avait notamment décidé : « Que sous le régime dotal avec stipulation d'une « société d'acquêts, la femme, suivant l'art. 1510 qui est « le complément naturel de l'art. 1499 C. civ., ne peut, à « l'égard des tiers, suppléer par aucune preuve au défant « d'inventaire ou état en due forme du mobilier qu'elle « prétend frappé de dotalité ».

Un arrêt de la Chambre Civile du 29 décembre 1902 (2) affirma le même principe.

Toujours par application de ce système la Cour de Bordeaux, par un arrêt du 26 mai 1902, refusa à une dame Girardeau le droit d'exercer la reprise d'une titre de rente immatriculé à son nom, représentant le montant d'un legs qu'elle avait recueilli pendant son mariage, et cela bien que la loyauté de l'acquisition de ce titre de rente ne pût être attaquée et que les présomptions de fait fussent très favorables à la femme.

Et un pourvoi en cassation ayant été formé contre cet arrêt pour violation notamment des art. 1498 et suivants, 1134, 1315 et suivants, 1434 et 1435, 1987 et suivants du Code Civil, la Chambre des Requêtes le rejeta, le 25 novembre 1903 (3), en décidant : « Que si les époux, qui ont « adopté le régime prévu par l'art. 1498, sont censés exclure « de la communauté leur mobilier présent et futur, chacun « d'eux ne peut cependant prélever lors du partage que « ceux de ses apports dont l'existence aura été « dûment « justifiée », que pour cette justification, l'art. 1499 exige

(1) D. 04-1-188 ; S. 02-1-397.

(2) D. 04-1-401, et la note de M. Guénée.

(3) D. 1905-1-505, et la note de M. Capitant.

« un inventaire ou état en bonne forme ; — et que la dame
« Girardeau n'ayant invoqué, à l'appui de son action en
« revendication, que la coïncidence entre la réception des
« fonds provenant de son legs et l'achat fait en son nom
« d'un titre de rente *sans aucune reconnaissance authentique émanée de son mari*, ni aucune constatation de l'origine des deniers, la Cour de Bordeaux, en repoussant
« sa demande, avait fait une exacte application des textes
« visés par le pourvoi (1) ».

Enfin un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 mars 1904 (2) rejetant le pourvoi introduit contre un arrêt de la Cour de Pau du 29 avril 1904 affirma à nouveau le principe d'une application rigoureuse de l'art. 1499 à l'égard des tiers.

*
* *

Pendant le même temps, en outre des Cours d'Angers, de Toulouse, de Bordeaux, de Pau, dont nous venons de rappeler les arrêts à l'occasion de leur confirmation par la Cour Suprême, la plupart des autres Cours d'appel s'étaient également ralliées au système de la Cour de Cassation.

La Cour de Douai, notamment, dans un arrêt du 28 avril 1890 (3) refusa de reconnaître comme suffisante pour remplir le vœu de l'art. 1499 C. civ. la clause d'un contrat de

(1) Et dans la note précitée, M. Capitant ajoutait, avec raison selon nous, que « même si l'indication de l'origine des deniers avait été portée sur le titre, la femme n'aurait pas pu le revendiquer contre les créanciers communs, parce que son droit n'était pas établi par un acte authentique, comme l'exigeait l'article 1499 C. civ. — L'action en revendication n'aurait triomphé que si, comme le dit la Chambre des Requêtes, le paiement du legs avait été constaté vis-à-vis du mari, par un acte authentique. »

(2) D. 1904-1-615.

(3) D. 91-2-334.

mariage par laquelle la future épouse avait déclaré apporter en mariage : « 1^o un mobilier de maison consistant en « meubles meublants, et objets mobiliers ; 2^o un mobilier « de ferme comprenant notamment, cinq chevaux et leurs « harnais, sept vaches à lait, porcs, veaux, poules, oies, « canards, une voiture, une charrette, un tombereau, extir- « pateur, herses en fer et en bois, et en général tous les « instruments aratoires, chevaux, bestiaux, grains, four- « rages, paille et foin garnissant la maison de ferme ; » — « attendu, disait cet arrêt, que cette énumération ne saurait « remplacer l'inventaire ou état en bonne forme prescrit par « la loi, et qui seul permettrait, le cas échéant de vérifier « et de dire si les objets revendiqués sont les mêmes qui ont « appartenu à la femme avant son mariage ».

Un autre arrêt de la Cour de Douai du 11 mai 1894 (1), décida encore que la mention insérée au contrat de mariage que la future épouse déclare apporter « ses habits, linge et « bijoux non décrits et estimés, mais évalués pour l'enre- « gistrement à 500 francs., et une somme de 5.000 fr., » ne pouvait tenir lieu d'inventaire, « que cette mention était « insuffisante par ce qu'elle ne spécifiait pas en quoi consis- « tait le mobilier qui restait la garantie des dettes antérieures ; « — et que les créanciers, en l'absence de toute individuali- « sation des meubles sur lesquels devait être limité leur re- « cours, avaient action sur la masse mobilière tout entière ».

Et un troisième arrêt de la même Cour, du 12 février 1897 (2) proclama à nouveau le système de la Cour de Cassation.

La cour de Paris avait, elle aussi, proclamé ce système par un arrêt du 27 juin 1894 (3) à l'occasion d'une demande

(1) D. 95-2-40.

(2) D. 98-2-140.

(3) D. 95-2-123.

de reprise en nature de titres nominatifs, sans justification de cette reprise par inventaire ou acte authentique.

Et la Cour de Rouen, dans un arrêt du 9 mars 1898 (1), très longuement motivé, avait décidé notamment qu'il résultait de l'art. 1499, « combiné avec l'art. 1510 qui n'en est que le corollaire », et de l'art. 560 C. com. « que faute d'un « inventaire ou d'un acte authentique le législateur a édicté « en faveur des créanciers du mari une présomption légale « contre laquelle aucune autre preuve n'est admissible, « *quelles que soient la bonne foi présumée des époux et la sincérité des actes non authentiques qui sont produits*, — et « que le mobilier auquel cette présomption légale est expressément applicable embrassait dans sa généralité tout ce « que l'art. 558 C. com. y a compris sous cette dénomination ».

Enfin la Cour de Besançon, elle aussi, avait vigoureusement défendu le système de la Cour de Cassation par deux arrêts, le premier du 22 juillet 1891 (2) et le second du 26 février 1896 (3).

Ce dernier arrêt, en effet, avait confirmé par adoption de motifs un jugement du Tribunal Civil de Gray du 17 mai 1895 qui avait notamment décidé qu'en présence des termes si formels de l'art. 1499 C. civ., « il semblait difficile d'admettre comme équivalent à l'inventaire ou état en bonne forme, la clause du contrat de mariage évaluant à une somme déterminée et reconnue par le futur époux, l'ensemble de l'apport de la future en vêtements, linge, bijoux et argent comptant.....

(1) D. 99-2-13.

(2) D. 92-2-413.

(3) Relaté *Circ. Comité Not. Départ.*, année 1897, n° 237, tome 12, pages 693 et suiv.

« — Et qu'au surplus le mot « mobilier », employé par
« l'art. 1499 ne comportant pas de restriction, devait com-
« prendre tout ce qui est réputé meubles d'après les règles
« de la loi, et par conséquent les sommes d'argent et titres
« au porteur ;

— « D'où il fallait conclure que la présomption d'acquêt
« qui, au regard des tiers, s'attachait au mobilier non in-
« ventorié au vœu dudit article, devait rester applicable
« alors même que la femme, au lieu de réclamer son mobilier
« *in specie*, se bornait à en réclamer la valeur ou se préten-
« dait simplement créancière de la somme à laquelle il avait
« été évalué ».

Et dans un troisième arrêt du 24 février 1897 (1), celui-ci confirmant un jugement du Tribunal Civil de Gray du 30 juillet 1896, rendu en conséquence du précédent, la Cour de Besançon était allée jusqu'à décider « que le notaire ré-
« dacteur d'un contrat de mariage qui se contentait d'esti-
« mer en un seul chiffre les apports mobiliers, sans inven-
« torier les effets ou dresser état des valeurs, en méconnaiss-
« sant ainsi les prescriptions de l'art. 1499, contrevenait à
« un de ses devoirs professionnels, et que cette omission
« constituait contre lui une présomption de faute qui ne
« pouvait s'effacer que par la preuve contraire dont la charge
« lui incombait », présomption de faute pouvant engager sa responsabilité pécuniaire.

La Cour d'Angers avait, — nous l'avons dit (2) — spontanément abandonné la distinction qu'elle avait proclamée entre les reprises en nature et les reprises en deniers ; la Cour de Caen s'était ralliée d'elle-même au système de

(1) D. 97-2-222.

(2) Arrêt du 23 décembre 1875, cité *suprà*, p. 160, note 2.

la Cour Suprême, par un arrêt du 2 mai 1900 (1), ainsi que la Cour de Dijon par un arrêt du 18 décembre 1902 (2).

Seule la Cour d'Agen avait prolongé la résistance en proclamant encore le système Bufnoir par un arrêt du 24 mars 1902 (3).

Mais cet arrêt, qui ne fut pas soumis au contrôle de la Cour de Cassation, n'avait eu que peu de retentissement, et dans le domaine pratique, l'opposition des Cours d'Appel paraissait vaincue.

Il semblait donc que la jurisprudence de la Cour Suprême triomphât d'une façon définitive, lorsque deux arrêts de la Cour de Paris ranimèrent la lutte.

*
* *

Par le premier, du 28 Janvier 1904 (4), la Cour de Paris, en présence d'une clause de contrat de mariage ainsi conçue : « En considération du mariage projeté, la dame Charton « donne et constitue en dot, à la demoiselle Charton, sa « fille, qui accepte la somme de 12.500 francs, tant en espèces, qu'en valeur d'un trousseau composé de divers « objets et effets mobiliers de ménage », avait décidé que « les documents fournis au tribunal lui permettaient de « déterminer le montant de chacun des éléments » de la constitution de dot (espèces et trousseau) et avait en conséquence « arbitré à 10.000 francs, le montant de la dot constituée en argent par la mère à sa fille ».

Mais cet arrêt fut cassé le 24 janvier 1906 (5) par la Cham-

(1) Cité *suprà*, p. 164.

(2) D. 04-2-87.

(3) D. 1903-2-433, et la note de M. Capitant.

(4) D. 1904- 2- 88.

(5) D. 1908-1-357, et la note de M. de Loynes.

bre Civile qui décida : « qu'en statuant ainsi et en se basant, « à défaut de précision du contrat de mariage, pour fixer « le chiffre de la reprise de la femme en sommes, sur d'autres « documents qu'un inventaire ou tout autre acte authentique, l'arrêt attaqué avait violé le texte des art. 1499 « et 1510 C. civ. et 500 C. com. visés par le pourvoi ».

Quant au second arrêt de Paris, rendu le 27 Novembre 1905 (1) et qui fut lui aussi cassé par la Cour de Cassation, nous en renvoyons l'étude à la fin du présent paragraphe, où nous ferons un exposé complet du litige qu'il prétendait régler, litige sur lequel eurent à se prononcer deux autres arrêts de Cour d'appel (Orléans et Bourges) et deux arrêts de la Cour Suprême, et qui, actuellement en instance devant les Chambres Réunies de la Cour de Cassation, n'est pas encore terminé.

Quoi qu'il en soit, ces deux arrêts de la Cour de Paris causèrent une grosse émotion dans le monde des affaires, et la résistance au système de la Cour de Cassation, que l'on croyait éteinte, se réveilla.

Bien sûr, la majorité des cours d'Appel continua à suivre la Jurisprudence de la Cour Suprême ; mais nous verrons plus loin que plusieurs d'entre elles, au contraire, refusèrent obstinément de s'y soumettre.

* * *

Parmi les Cours d'Appel qui restèrent fidèles à la Cour de Cassation, la Cour d'Angers, notamment, décida dans un arrêt du 25 janvier 1905 (2) qu'en l'absence de toute désignation spéciale, une clause de contrat de mariage se bor-

(1) D. 1908- 1-357.

(2) D. 1907-2-85.

nant à spécifier que la future épouse avait reçu en dot « une somme de 20.000 francs en espèces ou valeurs de Bourse, que sa mère s'obligeait à verser au futur époux « lors de son mariage, ne lui conférait en rien, à l'égard des « tiers, le droit de reprendre, à titre de propres, les valeurs « qui avaient pu être données, en paiement de sa dot, à son « mari ».

La Cour de Riom adopta la même solution dans un arrêt du 4 juillet 1907 (1).

Dans une situation inverse, mais toujours par application du même principe, la Cour de Bordeaux décida le 23 Juin 1908 (2) que si les sommes d'argent doivent être comprises dans l'expression *d'effets mobiliers* et de *mobilier*, employée aux art. 560 C. com., 1499 et 1510 C. civ., toutes ces sommes ne sont « dans les inventaires ou actes authentiques où il en est fait mention, susceptibles d'aucune description plus ample que le chiffre exact de leur importance ; « — que la dame Rey, en déclarant, dans son contrat de « mariage, avec référence à l'acte authentique de la donation à elle récemment faite par la dame Olivier, sa tante, « que son apport comprenait en argent la somme de 10.000 « francs, objet de cette donation, avait satisfait aux exigences de la loi ; et qu'elle était, dès lors, en droit d'exercer la reprise de cette somme contre les créanciers du « sieur Rey, son mari ».

Et un pourvoi en cassation ayant été introduit contre cet arrêt, ce pourvoi fut rejeté par un arrêt de la Chambre des requêtes du 26 avril 1909 (3).

La Chambre des Requêtes rejeta encore, par arrêt du

(1) Le Droit, 14-16 octobre 1907.

(2) D. 1912-1-165.

(3) D. 1912-1-165.

1^{er} août 1910 (1), le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Caen du 3 février 1909, qui avait proclamé le principe de l'application rigoureuse de l'art. 1499 C. civ. au profit des créanciers de la communauté.

Puis la Cour de Grenoble adoptant, dans un arrêt longuement motivé du 15 novembre 1910 (2) la solution déjà proclamée par l'arrêt d'Angers du 25 Janvier 1905, et l'arrêt de Riom du 4 juillet 1907 précités, décida notamment, que les objets mobiliers, meubles meublants et linge de ménage, dont une femme réclamait la valeur fixée à 500 francs dans son contrat de mariage, n'ayant fait l'objet d'aucun inventaire, « l'indication générale et évasive qui en « avait été donnée dans ledit contrat ne constituait pas « une description estimative suffisamment précise pour qu'il « fût possible de les identifier au moment où l'apport avait « été effectué, c'est-à-dire au jour du mariage ;... — Attendu « que la faculté que la femme s'était réservée par contrat « de mariage, d'opter entre l'exercice de ses reprises en nature et le remboursement d'une somme de 500 francs, « montant de leur estimation, ne pouvait la dispenser de « faire constater la réalité de ses apports dans les termes « des art. 1499 et 1510 C. civ. ; *qu'en effet, quelle que fût la « forme sous laquelle une femme exerçât ses reprises, le fondement de son droit restait le même ; qu'il consistait toujours « dans l'apport qu'elle prétendait avoir fait d'une certaine « quantité d'objets mobiliers au moment de son mariage ; et « que la faculté de cet apport était précisément la fraude « que les rédacteurs des art. 1499 et 1510 avaient eu en vue « de déjouer, en exigeant l'authenticité de la constatation « des objets qui le constituaient ».*

(1) D. 13-5-2 ; — S. 1911-4-319.

(2) D. 1911-2-217, et la note de M. Magnol.

Un arrêt de la Cour de Caen du 10 juillet 1912 (1), confirmant un jugement du Tribunal Civil de Vire du 29 février 1912, proclama encore le principe de l'application rigoureuse des art. 1499 C. civ. et 560 C. com. en cas de faillite du mari et au profit des créanciers de ce dernier.

Enfin un jugement du tribunal Civil de Perpignan, du 10 janvier 1924 ayant affirmé à nouveau :

« Qu'aux termes des art. 1415 et 1504 C. civ. la femme
« était admise à faire contre son mari, par tous moyens
« même par commune renommée, la preuve de la consis-
« tance du mobilier à elle échu pendant le mariage ; mais
« que cette règle n'était applicable que lorsqu'étaient seuls
« en présence le mari et la femme ou les héritiers de cette
« dernière.

« Que lorsque la liquidation avait lieu en présence de
« créanciers, elle était réglée par les art. 1499 et 1510....

« Que ces articles ne faisaient aucune distinction entre
« les meubles proprement dits et les sommes d'argent ou
« valeurs *ni entre les titres au porteur et les titres nomina-*
« *tifs*....

« Et que la jurisprudence constante de la Cour de Cassa-
« tion était que les articles 1499 et 1510 devaient être appli-
« qués rigoureusement lorsqu'ils étaient opposés à la femme
« par les créanciers du mari »,

Cette décision fut confirmée par un arrêt de la Cour de Montpellier du 12 Novembre 1924 (2), qui abandonnant sa jurisprudence antérieure (3) proclama à son tour que la

(1) D. 13-2-173.

(2) Gaz. Pal. 7-8 décembre 1923 ; D. 1925-2-17 et la note de M. Savatier. — Sur les motifs de cet arrêt quant au caractère rétroactif ou non-rétroactif de la loi du 29 avril 1924, voir *infra*, p. 288.

(3) Voir *infra*, p. 174, arrêt de Montpellier du 10 avril 1906.

présomption de l'art. 1499 « qui faisait réputer acquêts le
« mobilier existant lors du mariage ou advenu depuis, lors-
« qu'il n'avait pas été constaté par un inventaire ou état
« authentique, devait être appliquée rigoureusement quand
« elle était opposée à la femme, comme dans l'espèce, par
« les créanciers du mari ;

« *Que la rigueur de la loi ne permettait pas de faire fléchir*
« *cette règle lorsque le mari avait fait une déclaration de succes-*
« *sion signée par lui relative à ces meubles et qu'il était indif-*
« *fèrent que les apports litigieux fussent constitués par des*
« *valeurs de bourse, même nominatives* ».

*
* *

Mais toutes les Cours d'appel ne marquèrent pas la même fidélité au système de la Cour de Cassation, et indépendamment des Cours d'Orléans et de Bourges aux décisions desquelles nous avons déjà fait allusion plus haut (1) et sur lesquelles nous reviendrons plus loin, deux autres Cours, celle de Montpellier par un arrêt du 10 avril 1906 (2) et celle d'Agen par un arrêt du 2 mars 1914, tentèrent de résister mais en vain à la jurisprudence de la Cour Suprême.

L'arrêt de Montpellier fut cassé par un arrêt de la Chambre Civile du 3 janvier 1910 (3) qui proclama à nouveau « que la présomption qui, d'après les art. 1499 et 1510 « C. civ., fait réputer acquêt le mobilier existant lors du « mariage ou advenu depuis, lorsqu'il n'a pas été cons-

(1) Voir *suprà*, p. 170.

(2) Voir l'exposé de cette affaire dans le rapport de M. Jouselin sur l'avant-projet de la loi du 29 avril 1924, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1921, page 159, *princ.*

(3) D. 1910-1-113, et la note de M. de Loynes ; — S. 1912-1-145, et la note de M. Wahl.

« taté par un inventaire ou état authentique, doit être appli-
« quée rigoureusement, quand elle est opposée à la femme
« par les créanciers du mari, et que l'expression « mobilier »
« de ces articles comprend aussi bien les sommes ou valeurs
« que les meubles proprement dits ».

Et en conséquence, la Cour Suprême décida par le même arrêt que la Cour de Montpellier avait violé les articles du Code Civil réglementant la preuve des reprises de la femme, en se fondant pour autoriser les reprises d'une dame Serriès, « sur ce qu'il résulterait *d'une déclaration de succes-*
« *sion*, faite par un notaire après le décès de la dame Pélis-
« sier, mère de la dame Serriès, *et d'un certificat de propriété*
« également dressé à la même époque par un notaire, que
« *des titres de rente française*, dépendant de la succession de
« *la de cujus*, appartenaient pour un quart à chacun de ses
« quatre enfants au nombre desquels se trouvait la dame
« Serriès, et qu'ainsi le principe d'une créance de reprise
« devait être admis en faveur de cette dernière.

« — Attendu, — ajoutait l'arrêt de la Chambre Civile, —
« *que les deux actes invoqués par les juges du fond, ne pou-*
« *vaient tenir lieu de « l'inventaire » ou de « l'état en bonne*
« *forme » exigés par l'art. 1499 C. civ. ; que le premier ne cons-*
« *tituait pas un acte authentique ; que le second, dressé dans*
« *le but unique d'opérer un transfert, n'était pas l'équivalent*
« *d'un état en bonne forme*, et qu'il ne pouvait être suppléé à
« l'insuffisance desdites pièces par des vérifications — (la
« Cour de Montpellier avait en effet commis un notaire pour
« procéder à la vérification des reprises de la femme) — dont
« la nature était incompatible avec les prescriptions des art.
« 1499 et 1510 ».

Quant à l'arrêt d'Agen du 2 mars 1914, qui, tout en reconnaissant que ni l'origine ni la consistance de la somme

litigieuse n'avaient été constatées par inventaire ou tout autre acte authentique, avait déclaré en reprenant les arguments du système Bufnoir que l'art. 1499 s'appliquait seulement aux reprises en nature des effets mobiliers, et que la femme pouvait, même « vis à vis des créanciers de son « mari, établir l'existence de sa créance par les preuves « du droit commun »,

Il fut, lui aussi, cassé par un arrêt de la Chambre Civile du 8 Janvier 1923 (1), qui décida qu'en statuant ainsi et en se fondant sur les résultats d'une expertise pour apprécier les reprises de la femme, l'arrêt d'Agen dont s'agit avait violé l'art. 1499 C. civ. — « attendu, — proclamait à « nouveau la Cour de Cassation, — que la présomption, « qui, d'après les art. 1499 et 1510 C. civ., faisait réputer « acquêt le mobilier existant lors du mariage ou advenu « depuis, lorsqu'il n'avait pas été constaté par inventaire « ou état authentique, devait être appliquée rigoureusement « au cas où elle était opposée à la femme par les créanciers « du mari ; et que l'expression « mobilier », dans ces deux ar- « ticles, comprenait aussi bien les sommes d'argent ou va- « leur que les meubles proprement dits ».

Cet arrêt de la Chambre Civile étant le dernier arrêt rendu avant la loi du 29 avril 1924 (et jusqu'à ce jour) par la Cour Suprême sur notre question de la preuve des reprises mobilières, lorsqu'elle se pose entre une femme et les créanciers de son mari ou de la communauté, il ne nous reste plus, pour terminer cette étude de Jurisprudence, qu'à exposer aussi brièvement que possible, l'affaire *Perrier contre Veuve Chauvel*, qui, bien qu'en cours depuis plus de vingt ans (le premier jugement rendu dans la cause fut en

(1) S. 23-1-76.

« effet un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 18 avril 1905) n'est pas encore terminée.

*
* *

Dans le contrat de mariage qui avait été dressé le 9 janvier 1867, en vue de son union projetée avec un sieur Chauvel, une demoiselle Cavaillé avait déclaré apporter en mariage et se constituer personnellement en dot « ses habits
« linge, hardes, bijoux, meubles meublants, objets et effets
« mobiliers à son usage personnel, linge de ménage, argen-
« terie et deniers comptants, le tout d'une valeur de 18.000
« francs ; »

Et il avait été en outre déclaré audit contrat que « de
« cet apport, franc et quitte de toutes charges; la future
« épouse avait donné connaissance au futur époux, qui
« l'avait reconnu et avait consenti à en demeurer chargé
« par le seul fait de la célébration du mariage ».

Le 9 Janvier 1867, date même du contrat de mariage des époux Chauvel-Cavaillé, il fut versé entre les mains du notaire rédacteur du contrat de mariage, au nom de la demoiselle Cavaillé, une somme de 16.000 francs, pour être remise à Chauvel, son futur époux, après justification de son mariage ;

Et cette même somme de 16.000 francs fut remise le 23 Janvier de la même année (1867), par les soins du même notaire, à Chauvel, par suite de son mariage avec la demoiselle Cavaillé, célébré le 10 janvier précédent à la mairie du 1^{er} arrondissement de Paris.

La séparation de biens d'entre les époux Chauvel fut prononcée par un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 2 février 1900, et il fut immédiatement procédé, par le

notaire que ce jugement avait commis, à la liquidation des reprises de Madame Chauvel.

Puis M. Chauvel, qui était commerçant (et qui l'était d'ailleurs déjà lors de son mariage) fut déclaré en faillite par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 23 Mars 1900 ; et mourut.

Et la liquidation des reprises de Madame Chauvel ayant fixé le montant de ses reprises à la somme de 18.000 francs, montant de son apport en mariage, ladite dame fut colloquée pour cette somme dans la distribution par voie d'ordre du montant du prix d'adjudication d'un immeuble ayant appartenu à M. Chauvel son mari, et vendu sur la saisie qui en avait été opérée par les créanciers de ce dernier.

Mais dans un dire du 30 juillet 1904, le curateur à la succession vacante de Chauvel contesta le règlement provisoire, en ce qu'il avait colloqué Madame Chauvel (devenue veuve) pour le montant de ses reprises, et demanda le rejet de cette collocation, prétendant que la créance de ladite dame n'était nullement justifiée, que la liquidation des reprises dont elle se prévalait était irrégulière et lui attribuait des reprises auxquelles elle n'avait pas droit ;

En outre, un sieur Perrier, en qualité de créancier hypothécaire inscrit sur l'immeuble saisi, déclara dans un dire du même jour s'approprier les motifs ci-dessus relatés invoqués par le curateur à la succession vacante de Chauvel, pour demander le rejet de la collocation de Madame Veuve Chauvel, — et enfin l'avoué du dernier créancier colloqué fit adjonction à ces dires de contestation et conclut à ce que la collocation dont s'agit fût purement et simplement supprimée.

Madame Veuve Chauvel soutint au contraire que la liquidation qui fixait le montant de ses reprises avait été

régulièrement dressée, et le Tribunal Civil de la Seine, lui donna gain de cause par un jugement du 18 avril 1905 (1).

Ce jugement affirma en effet que « si, en principe, il résultait de l'art. 1499 C. civ. que dans le cas où le mobilier « existant lors du mariage ou échu depuis n'avait pas été « constaté par un inventaire ou état en bonne forme, il était « réputé acquêt, *cette disposition ne saurait recevoir son application, lorsque dans son contrat un futur époux déclare « apporter en mariage et se constituer personnellement une dot « avec des valeurs mobilières des deniers comptants ; — que « lorsqu'il s'agit de deniers comptants ou de choses fongibles, « l'art 1499 C. civ. ne pouvait plus avoir de sanction ; qu'en « effet il n'avait pu entrer dans la pensée du législateur « qu'un inventaire ou état en bonne forme dût être nécessairement dressé pour du numéraire ou des billets de la « banque de France, afin d'en constater l'importance même « au regard des tiers ; et qu'il suffisait, pour que la reprise de « ces deniers comptants fût possible, que le versement en eût « été réellement effectué et à la condition que le versement « n'ait pas eu lieu en fraude des droits des créanciers ;*

« Attendu, d'autre part, — affirmait encore le jugement « du 18 avril 1905, — que lorsque dans le contrat de mariage « d'un commerçant, il a été déclaré que la future épouse avait « donné connaissance de son apport au futur époux qui l'a « reconnu et a consenti à en demeurer chargé par le seul fait « de la célébration du mariage, l'acte de célébration, rapproché « du contrat de mariage, constitue un acte ayant date certaine « dans le sens de l'art. 563 C. com., faisant preuve aussi bien « à l'égard des époux qu'au regard des tiers. »

Cependant ce jugement ne voulut accorder à Madame

(1) D. 1908-1-357, et la note de M. de Loynes.

Veuve Chauvel que le droit à la reprise d'une somme de 16.000 francs au lieu de 18.000 francs, la preuve de son apport en mariage n'ayant été réellement faite, d'après lui, qu'à concurrence de cette somme de 16.000 francs, dont « le versement effectué sous la garantie du notaire rédacteur des conventions matrimoniales, ne pouvait pas être soupçonné d'avoir été fait en fraude des droits des créanciers et dont la matérialité n'était pas contestée par les parties en cause. »

Le Tribunal Civil de la Seine décida en conséquence : « Que les art. 1499 C. civ. et 563 C. com. ne pouvant recevoir leur application, il y avait lieu de dire et décider que la dame Chauvel avait été à bon droit colloquée jusqu'à concurrence de 16.000 francs, montant de la reprise des deniers comptants qu'elle s'était constitués en dot, dont le versement avait été réellement effectué, et dont le mari s'était déclaré chargé par le seul fait de la célébration du mariage. »

Sur appel interjeté par le sieur Perrier, la Cour d'appel de Paris confirma ce jugement par adoption de motifs, le 27 novembre 1905.

Mais le sieur Perrier introduisit contre cet arrêt un pourvoi en cassation pour violation des art. 535, 1499, 1510 C. civ. et 560 C. com ;

Et la cour Suprême accueillit ce pourvoi, par un arrêt de la Chambre Civile du 5 février 1908 (1), qui, affirmant à nouveau sa jurisprudence si souvent proclamée, cassa l'arrêt de Paris et décida :

« Que la présomption qui, d'après les articles 1499 et 1510 C. civ. fait réputer acquêt le mobilier existant lors du mariage ou advenu depuis, lorsqu'il n'a pas été constaté par

(1) D. 1908-1-358, et la note de M. de Loynes ; — S. 1908-1-93.

« un inventaire ou état authentique, doit être appliquée
« rigoureusement au cas où elle est opposée à la femme par
« les créanciers de son mari et spécialement, comme dans
« la cause, par les créanciers hypothécaires ; — que le mot
« mobilier » de ces articles comprend les sommes d'argent
« dont la consistance n'aurait pas été prouvée par les mêmes
« moyens ;

« — *Que cette présomption étant absolue, conserve toute*
« *sa force quoique les créanciers n'allèguent aucune fraude,*
« *et que même ils ne contestent pas la matérialité d'un verse-*
« *ment de sommes qui aurait pu être opéré aux mains du*
« *mari par le notaire rédacteur du contrat de mariage, en exé-*
« *cution de ce contrat ; »*

Et que, en statuant comme elle l'avait fait, « et en se
« basant, à défaut de précision du contrat de mariage pour
« fixer le chiffre de la reprise de la femme en sommes, sur
« d'autres documents qu'un inventaire ou tout autre acte
« authentique, la Cour d'Appel de Paris avait violé les ar-
« ticles de loi visés par le pouvoi. »

Mais la Cour d'Orléans, désignée comme cour de renvoi,
reconnut, comme la Cour de Paris, le bien fondé de la collo-
cation de Madame Veuve Chauvel, et étendit même cette
collocation à la totalité des reprises fixées au profit de ladite
dame par la liquidation, soit à la somme de 18.000 francs.

Reprenant l'argument tiré de l'art. 563 C. com, invoqué
d'ailleurs dans son jugement par le Tribunal Civil de la Seine,
mais sur lequel la Cour Suprême ne s'était pas prononcée
puisque cet article n'était pas visé dans le pourvoi, la Cour
d'Orléans par arrêt du 23 février 1910 (1), décida en effet
que le jugement dont s'agit s'était fondé avec raison sur

(1) D. 11-2-345, et la note signée X...

l'art. 563 C. com ; « qu'aux termes de cet article, lorsque
« le mari était commerçant au moment du mariage les im-
« meubles qui lui appartenaient lors du mariage ou qui lui
« étaient advenus depuis par succession, donation ou legs,
« étaient soumis en cas de faillite à l'hypothèque légale de
« la femme « *pour les deniers et effets mobiliers qu'elle a appor-*
« *tés en dot et dont elle prouve la délivrance ou le paiement par*
« *acte ayant date certaine* » ; — Que lorsque le contrat de
« mariage porte que le futur époux se charge de la dot par le
« seul fait de la célébration du mariage, une telle clause
« équivaut à la déclaration que la célébration vaudra quit-
« tance ; — que, dès lors, l'apport de la femme et la récep-
« tion de cet apport par le mari sont justifiés par la quit-
« tance que celui-ci a donnée (art. 1502 C. civ.) ; — que l'acte
« de célébration rapproché du contrat de mariage constitue
« l'acte ayant date certaine prévu par l'art. 563 C. com ; —
« et que cet article 563 se suffit à lui-même ;...

« *Attendu, — ajoutait cet arrêt, — que l'on soutiendrait*
« *en vain que les art. 1499 et 1510 C. civ. font obstacle à cette*
« *solution ; — qu'à supposer fondée l'interprétation que*
« *donne M. Perrier à ces articles, elle ne serait en tout cas*
« *applicable qu'aux femmes de non-commerçants et aux*
« *femmes de ceux qui ne sont devenus commerçants que plus*
« *d'une année après leur mariage ; — mais que tel n'était pas*
« *le cas de Mad^e Chauvel dont le mari était commerçant à*
« *la date de la célébration, et que son cas ne relevait que de*
« *l'art. 563 C. com. lequel ne se réfère à aucun article du Code*
« *Civil sauf l'art 2135, et qui se suffit à lui-même.* »

Et en conséquence, la Cour d'Orléans, par ledit arrêt, confirma le jugement du Tribunal Civil de la Seine du 18 avril 1905, en ce qu'il avait maintenu la collocation portée au règlement provisoire au profit de Madame Chauvel

mais infirma au contraire ce jugement en ce qu'il avait réduit à 16.000 francs cette collocation, qu'il décida devoir être rétablie à la somme de 18.000 francs.

Un nouveau pourvoi en cassation fut introduit par le sieur Perrier, celui-ci pour violation de l'art. 563 C. com. — Mais en raison même de cette différence dans les moyens invoqués (le premier pourvoi, contre l'arrêt de Paris, n'était en effet basé que sur les art. 535, 1499, 1510 C. civ. et 560 C. com), la Cour Suprême ne put pas statuer toutes Chambres Réunies.

La Chambre Civile seule reçut donc le soin d'examiner la légitimité du nouveau pourvoi formé par le sieur Perrier, et par une application logique des principes qu'elle avait toujours affirmés jusqu'alors, elle cassa l'arrêt d'Orléans, le 6 mai 1918 (1), par un arrêt longuement motivé qui peut être considéré comme le résumé du système soutenu par la Jurisprudence de la Cour Suprême et qui proclama une fois de plus, notamment : « Que la présomption qui, d'après
« les art. 1499 et 1510 C. civ. fait réputer acquêt le mobilier
« existant lors du mariage ou advenu depuis, non constaté
« par un inventaire ou était authentique, doit être appliquée
« rigoureusement, quand elle est opposée à la femme par les
« créanciers du mari, spécialement en cas de faillite de ce
« dernier ; — que l'art. 560 C. com. l'étend formellement,
« dans ce dernier cas, à la femme du commerçant qui
« veut reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est
« constitués par contrat de mariage ; — que les expressions
« mobilier », « effets mobiliers » de ces articles comprennent
« aussi bien les sommes ou valeurs que les meubles propre-
« ment dits ; — *que cette présomption est applicable, alors*

(1) D. 22-1-14 ; — S. 23-1-76.

« même que la femme se borne à réclamer, à titre de créancière,
« la valeur de ses reprises, au lieu de les réclamer en nature
« comme propriétaire ; — que la consistance des apports,
« quelle que soit leur nature, doit être établie par la produc-
« tion d'un inventaire ou état authentique ; — qu'il en est
« ainsi, même en l'absence de toute fraude et malgré la recon-
« naissance par les créanciers de la réalité des apports ; — que
« l'art. 563 C. com., en permettant de prouver la délivrance
« et le paiement des apports par acte ayant date certaine,
« a laissé ces principes intacts, et qu'il a seulement donné à la
« femme plus de facilités pour établir la réception des apports
« par le mari » ;

Et en conséquence, la Chambre Civile repoussa l'argument tiré par la Cour d'Orléans dudit art. 563 C. com., « at-
« tendu, — disait encore l'arrêt de la Cour Suprême, — que
« les deux actes invoqués par les juges du fond (contrat de ma-
« riage et acte de célébration), malgré leur caractère authen-
« tique, ne sauraient être considérés comme l'équivalent d'un
« inventaire ou d'un état en bonne forme, ainsi que l'exige la
« loi ; — que le premier ne contenait, d'après la clause sus
« rappelée, qu'une indication générale des apports en effets
« mobiliers ; que le second faisait uniquement la preuve de
« la célébration du mariage ; — et qu'il ne pouvait être sup-
« pléé à l'insuffisance de ces actes par des vérifications dont
« la nature était incompatible avec les prescriptions des art.
« 1499, 1510 C. civ. et 560 C. com. ».

Mais les Cours d'appel ne se tinrent pas pour battues ;

Et l'affaire ayant été renvoyée devant la Cour de Bourges, cette Cour, par un arrêt du 31 mai 1921 (1), se prononça, elle aussi, contre la solution de la Cour Suprême, et maintint

(1) S. 23-2-20.

la collocation de Madame Veuve Chauvel pour la totalité de ses reprises soit pour la somme de 18.000 francs.

M. Perrier introduisit, cette fois encore, un pourvoi en cassation, et l'affaire soit venir d'ici peu devant les Chambres Réunies de la Cour Suprêmes, qui la régleront définitivement.

Il ne nous est pas possible en raison de leur étendue, de rapporter ici les termes de l'arrêt très longuement et minutieusement motivé de la Cour de Bourges, mais nous avons cru bien faire en reproduisant *in-extenso* les motifs de cet arrêt à la fin du présent ouvrage (1).

Il ne nous semble pas exagéré de dire, en effet, que cet arrêt, où les considérations d'ordre purement juridique ont été fort judicieusement appuyées par d'autres, tirées du domaine pratique, — constitue par la solidité de son argumentation un des exposés les plus complets qui aient été faits des critiques adressées, depuis qu'elle existe, à la Jurisprudence de la Cour Suprême.

Et la seule lecture des motifs de cet arrêt permettra d'ailleurs de se rendre compte, mieux que ne pourrait le faire n'importe quel commentaire, du degré d'acuité auquel était parvenu le conflit entre les Cours d'appel et la Cour de Cassation sur cette importante question de la preuve des reprises, conflit que la loi du 29 avril 1924 devait avoir pour but de faire cesser.

Mais avant de passer à l'examen de cette loi, nous voulons terminer l'étude du système de la Cour de Cassation que nous venons d'exposer, par une rapide appréciation critique de ce système : ce sera l'objet de notre 4^{me} paragraphe, le dernier de cette seconde partie du présent ouvrage.

(1) Voir Annexe I, *infra*, page 331.

§ 4. — Appréciation critique du système de la Cour de Cassation

La jurisprudence adoptée par la Cour de Cassation jusqu'à la loi du 29 avril 1924 a été, — nous l'avons vu, — très violemment critiquée, et s'il est vrai que les solutions suivies par cette jurisprudence lorsque la question de la preuve des reprises ne se posait que dans les rapports des époux entre eux ont été généralement acceptées et n'ont jamais soulevé de sérieuses controverses, il faut reconnaître par contre que cette même jurisprudence, par son application rigoureuse à l'égard de la femme, conduisait en fait à des solutions véritablement choquantes et contraires à l'équité lorsque la preuve des reprises devait être faite à l'encontre des créanciers du mari ou de la communauté.

Fallait-il en conclure que tout était mauvais dans cette jurisprudence de la Cour Suprême, et que par suite le système professé par M. Bufnoir lui eût été préférable ?

Nous ne le pensons pas ; et sans vouloir refaire ici la critique de ce dernier système (1), nous allons cependant rappeler les principaux arguments qui lui furent opposés.

Ces arguments, — disons-le dès maintenant, — nous les approuvons pleinement, et si la loi du 29 avril 1924 n'était pas intervenue pour trancher définitivement la controverse, ce sont eux que nous aurions invoqués pour justifier notre préférence pour le système suivi par la Cour de Cassation.

Tout d'abord, prétendait le système Bufnoir, l'art. 1510 est étranger à la question de la preuve des reprises ; il vise

(1) Pour la critique de ce système, voir notamment, — outre les motifs des arrêts contraires, — les thèses citées à la bibliographie.

seulement la question du droit de poursuite, sur les biens de la communauté ou du mari, des créanciers de la femme antérieurs au mariage.

Cette affirmation ne nous semble pas rigoureusement exacte (1). La clause de séparation de dettes peut être invoquée aussi bien par le mari pour protéger ses biens et les biens communs contre les créanciers de la femme antérieurs au mariage, que par la femme pour protéger ses biens propres contre les créanciers du mari ou de la communauté.

Cet effet de la clause de séparation de dettes est d'ailleurs celui que produisait déjà cette clause dans notre ancien Droit (2) et nous savons que l'art. 1510 C. civ. n'a fait que reproduire sur ce point les dispositions de l'art. 222 de la Coutume de Paris (3).

Ne peut-on pas dire au surplus qu'en prétendant que la clause de séparation de dettes ne règle qu'une question de droit de poursuite, le système Bufnoir n'avait rien prouvé contre la Jurisprudence de la Cour de Cassation ? Il nous semble en effet que ces deux questions de droit de poursuites des créanciers et de droit de reprise de la femme ne sont pas si étrangères l'une à l'autre qu'on l'a affirmé dans le système que nous combattons : les deux hypothèses qu'elles prévoient, sans être absolument identiques, sont certainement très voisines ; l'exercice de son droit de reprise contre les créanciers du mari ou de la communauté n'est-il pas, de la part de la femme, le moyen de faire échec au droit de poursuite de ces créanciers ? Et dire qu'un inventaire authentique de ses biens meubles propres sera nécessaire à la femme pour faire obstacle à ce droit de pour-

(1) Voir en ce sens Desrez, *thèse*, Caen, 1903, p. 178 et suiv.

(2) Voir *suprà*, p. 64.

(3) Voir *suprà*, p. 108 et suiv.

suite, n'est-ce pas dire que cette femme devra prouver par le même inventaire authentique les reprises mobilières qu'elle voudra exercer à l'encontre desdits créanciers ?

La connexité de ces deux dispositions nous semble évidente, et c'est pourquoi nous approuvons pleinement le système de la Cour de Cassation qui voyait dans l'art. 1510 « le corollaire » ou encore le « complément et l'interprétation naturelle » de l'art. 1499 C. civ. lorsque c'était contre les créanciers de son mari ou de la communauté que la femme demandait à exercer ses reprises mobilières.

Si nous examinons maintenant dans sa partie positive, le système Bufnoir, nous sommes obligés de constater que la distinction basée sur le mode d'exercice des reprises (reprises en nature et reprises en valeur) qu'il prétendait substituer au système de la Cour Suprême était aussi critiquable au point de vue de son fondement doctrinal qu'au point de vue de ses conséquences pratiques.

Du point de vue théorique, tout d'abord, cette distinction ne trouvait d'appui dans aucun texte.

L'opinion d'après laquelle l'art. 1499 n'aurait traité qu'une question de droit de propriété, de revendication, et n'aurait par suite été applicable qu'au cas de reprise en nature, ne contenait, selon nous, qu'une affirmation dénuée de toute justification sérieuse.

Quant à l'argument tiré de l'art. 1504, qui prétendait que cet article était applicable aussi bien dans les rapports avec les créanciers que dans les rapports des époux entre eux et ne visait que le cas de reprise en valeur, nous ne le croyons pas plus exact.

Ecrit à l'occasion des clauses de réalisation qui, dans notre Ancien Droit, ne produisaient d'effets qu'entre époux, — comme nous l'avons vu, — nous pensons, contrairement

aux partisans du système Bufnoir : d'une part, que l'art. 1504 devait recevoir son application uniquement lorsque la preuve des reprises devait être faite dans les rapports des époux entre eux, — d'autre part, que ce même art. 1504 (au lieu de se référer uniquement à l'art. 1503) devait être aussi rapproché de l'art. 1500 aux termes duquel (al. 1^{er}) les époux peuvent exclure de leur communauté tout le mobilier présent et futur ; en sorte que les dispositions dudit art. 1504 étaient applicables aussi bien au cas de reprise en nature qu'au cas de reprise en valeur.

Un autre argument du système Bufnoir, tiré d'une comparaison avec les art. 560 et 563 C. com, ne nous paraissait pas plus probant : les conséquences que l'on faisait découler de cette comparaison en faveur d'une preuve plus facile accordée à la femme lorsqu'elle se serait présentée comme créancière de ses reprises que lorsqu'elle les aurait revendiquées à titre de propriétaire, n'étaient pas, selon nous, conformes à la véritable portée des dispositions du Code de commerce invoquées : nous avons soutenu en effet que les législateurs de la faillite avaient voulu exiger de la femme une justification authentique de la consistance de ses apports et de leur réception par le mari, en cas de reprise en nature, et par l'art. 563, avaient manifesté leur désir que cette *réception* pût être faite seulement par acte ayant date certaine, en cas de reprise en deniers (1).

Au surplus, cette distinction proposée par le système Bufnoir entre les modes de preuve exigés de la part de la femme suivant qu'elle exercerait ses reprises en nature ou en valeur nous semblait aussi peu juridique que possible.

Comme l'avait fort bien dit un arrêt de la Cour de Gre-

(1) Voir *suprà*, p. 116-117.

noble du 15 novembre 1910 (1), « quelle que soit la forme
« sous laquelle une femme exerce ses reprises, le fondement
« de son droit reste le même ; il consiste toujours dans l'apport
« qu'elle prétend avoir fait d'une certaine quantité d'objets
« mobiliers au moment de son mariage », (pour raisonner sur
l'hypothèse d'une demande en reprise de meubles présents) ;
dès lors peu importe, — pensons nous, — le sort subi par
ces objets mobiliers au cours du mariage ; peu importe qu'ils
aient été conservés, de telle sorte que la femme puisse en
opérer la reprise en nature lors de la dissolution de la
communauté, ou qu'ils aient été vendus, ce qui ne lui laisserait
que la possibilité d'en reprendre la valeur : le sort
que subiront après le mariage ces objets mobiliers propres
à la femme, et par suite la façon dont la femme les reprendra,
sont indifférents aux créanciers du mari ou de la communauté ;
ce qui les intéresse, avant tout, c'est que l'apport de ces objets
mobiliers de la part de la femme ait été sincèrement et réellement
effectué, « et la faculté de cet apport est précisément la fraude que
les rédacteurs des art. 1499 et 1510 C. civ. ont eu en vue de déjouer,
en exigeant l'authenticité de la constatation des objets qui le
constituent ».

Les partisans du système Bufnoir se sont en outre beaucoup
exagéré, — selon nous, — la valeur d'un autre argument
qu'ils ont invoqué à l'appui de leur distinction entre le cas de
reprise en nature et celui de reprise en deniers.

Cet argument consistait à justifier la plus grande facilité de
preuve permise à la femme en cas de reprise en valeur (application
de l'art. 1504), par le moindre préjudice que ce mode d'exercice
des reprises aurait occasionné aux

(1) Cité *suprà*, p. 172.

créanciers de la communauté, la femme dans ce cas venant seulement en concours avec eux, au lieu de les primer, comme elle le fait en cas de reprise en nature, par l'exercice de son droit de propriété.

Or s'il est théoriquement vrai que les créanciers du mari ou de la communauté ont moins à souffrir d'une reprise en deniers que d'une reprise en nature, cette idée est beaucoup moins exacte quand on la considère dans ses conséquences pratiques : l'art. 1471 C. civ. en effet autorise la femme à se faire payer de ses reprises sur les biens de la communauté, et en cas d'insuffisance sur les biens propres du mari, et elle lui accorde le droit d'exercer ses prélèvements suivant un ordre déterminé : d'abord sur l'argent comptant, puis sur le mobilier et subsidiairement sur les immeubles. Supposons, en appliquant le Système Bufnoir, qu'une femme échoue dans une revendication d'objets mobiliers, et que la reprise en nature de ces objets lui soit refusée faute par elle d'avoir pu justifier de leur apport par inventaire authentique ; cette femme pourrait très bien, dans une nouvelle instance, demander seulement la reprise de la *valeur* de ces objets mobiliers ; dans ce cas, d'après le système Bufnoir, elle pourrait, même à l'égard des créanciers de son mari, justifier de son droit de créance par les larges modes de preuve de l'art. 1504 C. civ., c'est-à-dire même par la commune renommée, ce qui serait pour elle une certitude presque absolue de réussite. Supposons donc qu'elle ait réussi dans cette demande de reprise en deniers ; la voilà créancière de son mari pour le montant de la valeur des objets mobiliers par elle revendiqués ; comment va-t-elle être payée de cette créance ? par voie de prélèvement naturellement et conformément aux dispositions de l'art. 1471 C. civ. que nous avons rappelées ci-dessus. L'hypo-

thèse où il y a dans une communauté mauvaise suffisamment d'argent liquide pour « remplir la femme du montant de ses reprises », se présentant rarement, — et il n'y a là rien que de très normal, *en pratique c'est presque toujours sur le mobilier de la communauté que la femme exercera ses prélèvements* : elle pourra alors choisir individuellement les meubles qui lui plairont : en fait le résultat sera le même que si elle avait réussi malgré l'absence d'état authentique dans sa demande de reprise en nature. La différence de situation des créanciers suivant que les reprises de la femme sont exercées en nature ou en deniers n'est donc pas toujours aussi grande, en fait, que l'ont prétendu les partisans du système Bufnoir pour justifier la distinction qu'ils avaient proposée.

Enfin, ce système que nous considérons comme basé sur des fondements inexacts, nous est apparu aussi comme inacceptable par ses conséquences pratiques : d'une trop grande facilité à l'égard des créanciers, puisqu'en cas de reprise en valeur, il autorisait la femme à prouver son droit même par la commune renommée (art. 1504), il était par contre d'une sévérité véritablement excessive en exigeant même dans les rapports des époux entre eux la justification par inventaire authentique des apports mobiliers dont la femme demandait à exercer la reprise en nature (art. 1499).

.
.
.

Indépendamment de la critique d'ordre général adressée au fondement même de cette Jurisprudence, (inexactitude du rapprochement opéré entre les art. 1499 et 1510 C. civ. et par suite inexactitude de la distinction proclamée entre

le cas de reprise entre époux, et le cas de reprise contre les tiers), critique que nous avons repoussée, d'autres reproches moins importants ont été aussi adressés au système de la Cour Suprême, et ces reproches nous paraissent également inexacts.

Le premier a visé l'application du système de la Jurisprudence à la reprise des fonds de commerce propres aux époux.

L'origine d'un fonds de commerce pouvant être établie, affirmait-on, aussi facilement que celle d'un immeuble, certains auteurs ont en effet soutenu qu'il aurait fallu appliquer à ce bien, malgré son caractère mobilier, les mêmes règles de preuve qu'aux immeubles (1). Cette assimilation, disait-on, aurait été conforme aux tendances de la législation et de la jurisprudence contemporaines (2), et, au surplus, elle n'aurait fait qu'imiter sur ce point plusieurs législations étrangères qui admettent depuis de longues années déjà que la preuve de la reprise d'un fonds de commerce peut être faite par les moyens du droit commun (Code Civil hollandais, art. 205 ; Code de Commerce italien, art. 784 ; loi norvégienne du 29 juin 1888) (3).

Il aurait donc fallu, d'après les partisans de cette théorie, écarter dans ce cas la nécessité de l'inventaire ou de l'état authentique, et il aurait suffi à l'époux voulant effectuer la reprise d'un fonds de commerce d'établir selon les modes de preuve du droit commun, qu'avant son mariage, il exploitait ce fonds de commerce ou qu'il lui était

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE, *Du contrat de Mariage*, II, n° 1302 et les références ; — GUILLIARD, III, n° 1482.

(2) Note de M. de LOYNES, sous D. 1908-1-353.

(3) Cf. DESREZ, *thèse*, Caen, 1903, p. 85.

advenu depuis à titre de succession, donation ou legs (1).

Par suite la pratique notariale, consistant à se contenter d'individualiser le fonds dans l'apport figurant au contrat de mariage par l'indication de la nature de l'exploitation et du lieu où elle s'exerçait, aurait dû être considérée comme répondant suffisamment au vœu de la loi (2) [ainsi que l'avait d'ailleurs jugé un arrêt de la Cour de Paris du 23 février 1835 (3)], sans qu'il fût nécessaire, comme l'exigeait la Cour de Cassation, que le contrat de mariage contînt un véritable inventaire du fonds de commerce, avec état détaillé des marchandises et du matériel.

Quelle que séduisante que puisse paraître cette assimilation des fonds de commerce aux immeubles, nous estimons cependant que c'est à juste titre qu'elle a été rejetée par la Cour Suprême et par les Tribunaux, qui « n'ont pas » paru se rappeler les qualificatifs d'universalité juridique, « d'universalité de fait, *universum corpus*, etc... qu'ils attribuent, en d'autres occasions, au fonds de commerce » (4), et qui ont appliqué à ce fonds les mêmes solutions qu'aux autres meubles, n'ayant voulu y voir, cette fois, qu'une réunion d'éléments n'ayant aucune unité (5).

C'est, nous le savons, dans la crainte que les époux ne se constituent artificiellement des chefs de reprises sous le couvert desquels ils pourraient frauder les créanciers, que

(1) En ce sens CHARMONT, *Revue critique*, 1901, 70 ; — CANTELLAUVÉ, *thèse*, Bordeaux, 1909, p. 110 et suiv.

(2) Voir formule d'apport en mariage d'un fonds de commerce, dans DEFRÉNOIS, *Traité prat.not.*, III, formule n° 1195 ; — AMIAUD, *Traité formulaire du Not.*, v° *Contrat de mariage*, I, p. 665.

(3) Cité *suprà*, p. 152, texte et note 1.

(4) BOUTAUD et CHABROL, *Traité Général des fonds de commerce*, p. 520.

(5) En ce sens : Trib. civ. Annecy, 14 juin 1888, *Ann.dr.comm.*, 1888-1-226 ; — Civ., 22 novembre 1886 précité ; — Req., 15 mai 1899, précité p. 163 *in fine* ; — Bordeaux, 2 Août 1901, *Recueil Bordeaux*, 1901-1-275.

les rédacteurs du Code Civil ont soumis l'exercice de ces reprises à une justification de leur consistance et de leur valeur par inventaire ou acte authentique.

Or il est indiscutable que les mêmes possibilités de fraude existent, pour des époux malhonnêtes, à l'occasion de la reprise d'un fonds de commerce qu'à l'occasion de la reprise de n'importe quel autre bien mobilier ; le fonds de commerce est en effet composé d'éléments divers ne présentant pour les créanciers aucune garantie de stabilité et d'immutabilité, et dont, au contraire, la consistance et la valeur sont essentiellement variables.

Il en est ainsi notamment du matériel, et surtout des marchandises garnissant le fonds.

N'est-il pas à redouter que les époux n'en augmentent la valeur par des acquisitions faites avec des deniers communs ?

Et les créanciers ne doivent-ils pas être protégés de la même façon contre le grossissement frauduleux ou même fictif de la quantité ou de la valeur des marchandises ou du matériel dépendant d'un fonds de commerce qu'une femme prétend lui être propre, que contre la réclamation également frauduleuse faite par cette même femme d'une somme ou d'objets mobiliers quelconques qui seraient en réalité des biens de communauté ?

Cette considération suffit pour nous faire repousser la critique adressée à la Jurisprudence de la Cour de Cassation d'avoir étendu au fonds de commerce l'application de son système, application que nous avons trouvée parfaitement logique et légitime (1), et nous nous rallions complètement à cette opinion que « les auteurs ou les arrêts qui ont écarté

(1) Voir dans le même sens, LE ROY, *thèse citée*, Paris, 1909, p. 190 et suiv.

« la nécessité d'un acte authentique pour constater la consistance d'un fonds de commerce, se sont laissés induire en erreur par une fausse analogie entre les fonds de commerce et les offices ministériels (1) ».

Un autre reproche a été adressé au système adopté par la Cour de Cassation : celui d'avoir exigé un inventaire descriptif des deniers apportés en mariage par une femme en cas de reprise par cette femme de son apport en deniers à

(1) Note de M. LYON-CAEN, S. 1900-1-113.

Il nous paraît utile de rappeler en effet que par exception au principe rigoureux du système de la Cour de cassation, la Jurisprudence a toujours décidé que les dispositions des art. 1499 et autres C. civ. ne s'appliquaient pas aux offices ministériels, et que le décret de nomination du titulaire était une preuve de propriété suffisante, même à l'égard des créanciers. — Cf. en ce sens notamment Bordeaux, 19 février 1856, D. 56-2-177 ; — Trib. civ. Jonzac, 29 décembre 1868, D. 70-3-29 ; — Douai, 11 janvier 1906, *Rev. Not et Enreg.*, 1907, art. 12. 981.

Comme exemple de l'assimilation fâcheuse faite sur ce point entre les offices ministériels et les fonds de commerce, on peut citer notamment un arrêt de la Cour d'Aix, du 24 mai 1905 (D. 1906-2-388), rendu sur l'appel d'un jugement du Tribunal civil de Marseille du 10 juin 1904, lequel jugement avait admis : « que les fonds de commerce, *comme les offices ministériels*, à raison de la netteté exceptionnelle avec laquelle apparaît leur existence aux yeux de tous, échappent aux exigences soupçonneuses de l'art. 1499, et qu'il serait injuste de les comprendre parmi les acquêts de communauté à défaut d'une réserve dans le contrat de mariage ou de toute autre justification authentique antérieure à la célébration. »

Sur cette tendance de certains tribunaux à assimiler les fonds de commerce et les offices ministériels, on peut encore signaler, tout récemment, un arrêt de la Cour de Rouen du 10 octobre 1924 (*Gaz. Pal.*, 17 janvier 1925, *et la note*), qui, à l'occasion d'une demande en reprise, a assimilé à une charge ou à un office, en se basant sur des considérations de fait, un cabinet d'agréé, qui présente cependant tous les caractères juridiques d'un fonds de commerce.

Mais ces deux arrêts d'Aix et de Rouen ne nous paraissent pas très concluants, parce qu'ils ont été rendus tous deux à l'occasion d'une demande de reprise dirigée par la femme *contre son mari seul* ; or dans ce cas la difficulté n'existe plus, puisqu'on admet alors la preuve de droit commun pour la reprise de tous les meubles corporels et incorporels, sans exception.

l'encontre des créanciers de son mari ou de la communauté.

Ce reproche nous paraît dénué de tout fondement, et être le résultat d'une méprise (1).

Quoiqu'en aient pensé certains auteurs (2), nous sommes fermement convaincu qu'il n'a jamais été dans les intentions de la Cour Suprême ni des Cours d'Appel fidèles à son système, d'exiger la production d'un inventaire constatant l'énumération détaillée, avec l'indication de leurs valeurs respectives, des pièces de monnaie d'or, d'argent, de bronze ou de nickel, ou des billets de Banque qui constituaient la somme d'argent apportée en mariage par la femme ou à elle échue depuis, et dont la femme se porte créancière lors de la dissolution de la communauté, inventaire qui aurait présenté quelque analogie avec le procès-verbal dressé par les huissiers dans la procédure d'offres réelles.

Jamais aucun arrêt de la Cour de Cassation, — à notre connaissance du moins, — n'a formulé pareille exigence ; et de nombreuses Cours d'Appel (3) ont au contraire nettement exprimé dans leurs arrêts que les sommes d'argent ne comportant pas, en raison de leur nature, de description détaillée, ce que voulait le système de la Jurisprudence, c'était que le *chiffre* du montant des apports de la femme

(1) Cette méprise nous semble d'ailleurs avoir été faite en jurisprudence, par le jugement du Tribunal civil de la Seine du 18 avril 1905 que nous avons relaté *ci-dessus*, p. 179.

(2) Voir notamment : DEFRENOIS, *Répert. prat. Not.*, 1902, art. 12. 702 ; *Circ. Comité Not. Départ.* année 1903, n° 261, t. XIV, p. 737 et suiv ; — *adde* : LALOU, *La pratique de l'inventaire...*, p. 15, p. 37 et p. 44.

(3) Voir notamment : Rennes, 1^e août 1902, confirmant Trib. civ. Dinan, 10 janvier 1902 (*Circ. Comité Not. Départ.*, année 1903, n° 261, t. XIV, p. 738) ; — Dijon, 18 décembre 1902 (D. 04-2-87) ; — Bordeaux, 23 juin 1908 (D. 1912-1-165). — Sur les difficultés soulevées par l'interprétation du jugement de Dinan et de l'arrêt de Rennes précités, *cf.* LE ROY, *thèse précitée*, p. 181 et suiv.

en deniers, *mais ce chiffre seulement*, fût indiqué d'une façon précise et indiscutable par un inventaire ou autre acte authentique, à l'exclusion de tout autre moyen de détermination de ce chiffre (1).

Et cette solution nous semble avoir été une application logique et normale du système consacré par la Jurisprudence de la Cour de Cassation lorsque la question de la preuve des reprises se posait entre la femme et les créanciers du mari ou de la communauté.

Certains auteurs (2) ont encore prétendu, pour critiquer l'exigence de l'acte authentique établie par la Cour Suprême à l'égard des créanciers, — que cette Jurisprudence avait à la longue faussé « le jeu du droit civil par l'introduction « dans les contrats de mariage de régimes artificiels, con- « tredit par les mœurs ».

Les futurs conjoints étaient « effrayés » — disait-on — par la nécessité de faire figurer dans leur contrat de mariage la description de leurs apports, en raison (en outre des frais occasionnés par la perception du droit d'enregistrement sur le montant de ces apports) de la connaissance que cette description donnait au fisc de leur fortune, « con- « naissance qu'ils craignaient de voir utiliser par l'Enre- « gistrement pour l'impôt sur les successions, et par les « Contributions directes pour l'impôt général sur le revenu ».

En sorte que, « — plutôt que de faire inventaire beaucoup « de jeunes époux en arrivaient à abandonner dans leur « contrat de mariage officiel (*sic*) la communauté d'acquêts « qui représentait pourtant leur désir. Certains se mariaient

(1) Voir dans ce sens les motifs de l'arrêt de Bordeaux du 23 juin 1908, relatés *suprà*, p. 171.

(2) Cf. notamment SAVATIER, *Comment. cit.*, *Lois nouvelles*, du 15 juin 1924, p. 342, n° 18, p. 362, n° 76, p. 364, n° 81.

« sans contrat ; d'autres adoptaient un régime de séparation de biens, non qu'ils fussent disposés à le pratiquer, « mais parce que certains conseils leur disaient qu'un pareil « régime les dispensait de faire inventaire (1). »

Nous estimons que cette opinion n'est pas très exacte et le moins qu'on en puisse dire est qu'elle contient une grosse part d'exagération.

Certes, le cas d'époux adoptant le régime de la séparation de biens ou se mariant sans contrat dans le *seul but* d'éviter l'inventaire de leurs apports qu'aurait nécessité la stipulation d'une communauté d'acquêts, a très bien pu se présenter en pratique, (la pratique fournit journellement l'exemple des situations les plus diverses et les plus invraisemblables), — mais il est peut-être un peu exagéré de croire que ce cas a pu se présenter d'une manière assez fréquente et répétée pour arriver à « déformer le jeu normal du droit civil (2) ».

Les mariages sans contrat ou l'adoption de la séparation de biens peuvent avoir lieu, — et ont généralement lieu, — pour des raisons très diverses, parfois très compliquées, mais parfois aussi fort simples.

Et les rigueurs fiscales, — qui seraient la considération pour laquelle les époux auraient pris en horreur la nécessité de l'inventaire, — sont d'une apparition relativement trop récente pour qu'elles aient pu *déjà*, à notre avis, influencer d'une façon aussi grave et aussi profonde sur les usages couramment suivis jusqu'à maintenant pour le choix d'un régime matrimonial.

Enfin on a soutenu, toujours contre le système de la

(1) SAVATIER, *op. cit.*, p. 362, n° 76.

(2) SAVATIER, *op. cit.*, *loc. cit.*

jurisprudence, que l'acte authentique constatant les apports de la femme n'était pas toujours et obligatoirement une preuve de la réalité et de la sincérité de ces apports.

On a fait remarquer notamment que l'inventaire ou état authentique n'empêchait pas les époux désireux de frauder leurs créanciers de simuler ou de majorer les apports de la femme ; « des inventaires, des états authentiques peuvent « contenir des déclarations mensongères ; » le notaire, en ce qui concerne les apports des époux, ne fait que transcrire, purement et simplement, les déclarations qui lui sont faites par les parties ; « il ne peut savoir si les objets qu'on lui « décrit ou même qu'on lui montre, les valeurs au porteur « ou sommes en espèces qu'on lui déclare ou présente, sont « réellement apportés. Les époux susceptibles de commettre « la fraude qu'on redoute ne sont pas arrêtés par la nécessité « de faire dans un acte authentique une fausse déclara-
« tion (1) ».

Pour judicieuse que soit cette observation, il ne serait pas tout-à-fait exact, à notre avis, d'en grossir la valeur et la portée. Sans doute l'acte authentique n'est pas l'instrument merveilleux permettant, par son seul usage, de garantir les droits des créanciers et de réduire à néant les tentatives de fraude des époux. Mais il n'en est pas moins vrai, selon nous, qu'avec l'exigence d'un acte authentique les fraudes que l'on redoute deviennent plus difficiles et moins vraisemblables, et par conséquent plus rares.

« Le vice des systèmes qui se contentent, vis-à-vis des « créanciers, d'une preuve par commune renommée, —

(1) Rapport de M^e Jousselin à la Société d'Etudes législatives, sur l'avant-projet de la loi du 29 avril 1924, cf. *Bulletin Soc. Et. législ.*, année 1921, p. 160. — Dans le même sens, cf. SUMIEN, *Revue critique*, 1907, p. 606 et 607.

« a dit très justement M. Rey (1), — c'est de permettre
« aux époux de combiner leurs fraudes au moment même
« où ils en ont besoin (2). Dans le système de la jurisprudence,
« au contraire, si la fraude est possible, elle ne peut être
« concertée qu'au moment soit du mariage, soit de l'échéance
« d'une succession, c'est-à-dire à un moment où les époux
« n'en ont, très probablement pas besoin, et n'y songent
« très vraisemblablement pas ».

Enfin il faut, encore reconnaître, en faveur du système de la jurisprudence, qu'en ce qui concerne notamment les *meubles corporels* propres aux époux, l'exigence d'une énumération article par article de ces divers meubles, donnait incontestablement aux déclarations des parties une autorité plus grande que celle qui se serait attachée à une évaluation globale : une telle évaluation des apports aurait, en effet, caché beaucoup plus facilement qu'un inventaire, les fraudes que l'un des conjoints aurait combinées contre l'autre, ou que tous deux auraient voulu diriger contre leurs créanciers (3).

Pour toutes ces raisons nous n'hésitons pas à répéter que s'il nous avait fallu choisir parmi les différents systèmes proposés avant la loi du 29 avril 1924 pour régler la preuve des reprises mobilières, c'est au système de la Jurisprudence que nous aurions donné la préférence.

Nous pensons en effet avoir suffisamment montré avec quelle fidélité la Cour Suprême avait suivi la tradition de notre Ancien Droit en faisant reposer son système sur la

(1) *Thèse précitée*, Grenoble, 1908, p. 106.

(2) C'est le vice notamment du système Bufnoir et du système enseigné par M. Saleilles. — Pour l'exposé de ce dernier système, qui ne semble pas avoir eu de répercussion dans le domaine pratique, cf. DESREZ, *thèse précitée*, Caen, 1903, p. 142.

(3) REY, *thèse précitée*, loc. cit.

distinction du cas où la femme demande à exercer ses reprises contre son mari et de celui où elle demande à les exercer contre les créanciers dudit mari ou de la communauté (1), distinction qui a, en outre, le mérite d'être très heureuse en fait : toutes les rigueurs de la loi sont réservées pour le cas où il s'agit de faire la preuve contre les créanciers, ce qui est très légitime puisque c'est dans ce cas que les fraudes sont le plus à craindre ; dans les rapports des époux entre eux au contraire, il n'y a plus de raison pour exiger les mêmes garanties et la preuve des reprises peut sans inconvénients rester sous l'empire du droit commun.

Mais comme, dans ce dernier cas, la femme, par suite de sa situation subordonnée durant le mariage, se trouve livrée en fait à la discrétion du mari quant à la preuve du mobilier à elle échu pendant ce temps, il est équitable de lui permettre l'emploi d'une preuve plus facile encore que celle du droit commun pour l'autoriser à exercer la reprise de son mobilier futur : et c'est précisément l'objet de l'art. 1504.

(1) A remarquer notamment les motifs suivants de l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 21 janvier 1853 (relatés *suprà*, p. 134) : « La preuve testimoniale est admissible contre la présomption de l'art. 1499, *au profit de la femme envers le mari ou ses héritiers, d'après l'art. 1504, mais non envers les créanciers, d'après l'art. 1510.* » C'est là le résumé de tout le système de notre Ancien Droit.

Et n'est-il pas intéressant dans le même ordre d'idée, de comparer les motifs de nombreux arrêts récents, notamment ceux de la Cour de Douai relatés *suprà*, p. 165 et ceux des arrêts de la Cour de Paris du 28 janvier 1904 et de la Ch. Civ. du 24 janvier 1906, relatés *suprà*, p. 169, avec le passage suivant de Ferrière, cité *ci-dessus*, p. 73 : « Il ne suffit pas « de dire généralement dans le contrat de mariage que la future « épouse apporte en mariage, tant en argent comptant qu'en meubles, « telle somme ; *cette clause n'équipolle pas à un inventaire* ; elle ne sert que « pour savoir la valeur des meubles que la femme met dans la communauté « pour la reprendre en renonçant en cas de stipulation de reprise. »

Le système de la Jurisprudence de la Cour de Cassation conciliait à merveille, — nous le voyons, — les divers intérêts qui pouvaient se trouver en présence au cours d'une instance en reprise de biens propres mobiliers.

*
* *

Mais si nous approuvons le *principe* du système de la Cour de Cassation, nous reconnaissons cependant que l'application rigoureuse qui en était faite à l'égard de la femme a soulevé à juste titre de violentes critiques, cette application ayant trop souvent conduit à la consécration par les Tribunaux de véritables iniquités.

Que la Cour suprême réclamât une preuve *écrite et sérieuse* des reprises que la femme demandait à exercer contre les créanciers de son mari ou de la communauté, rien de plus normal, et, nous l'avons montré, — rien de plus juste ; mais lorsqu'elle exigeait que cette preuve fût faite *uniquement par un inventaire ou état authentique*, à l'exclusion de tout autre écrit, présentant les mêmes garanties de sincérité et d'exactitude, elle exagérait les précautions nécessaires, mais suffisantes, que nous avons approuvées, sans profit supplémentaire appréciable pour les créanciers et au détriment des intérêts les plus respectables de la femme.

C'est ainsi que nous considérons comme véritablement abusive la solution admise notamment par l'arrêt de la Chambre civile ci-dessus relaté du 3 janvier 1910 (1) qui rejeta la preuve qu'une femme avait faite de ses reprises au moyen d'une déclaration de la succession de sa mère

(1) Voir *suprà*, p. 174 et 175.

signée par son mari, sous le prétexte que cette déclaration n'avait pas le caractère authentique (1).

La femme aurait vu également rejetée la preuve qu'elle aurait fournie au moyen d'un simple billet sous seing privé, de son droit à la reprise d'une créance existant à son profit avant son mariage, même si ce billet avait acquis date certaine par l'enregistrement (2) ou tel autre des événements visés par l'article 1328 C. civ. (3).

En matière de reprise de titres nominatifs, la Cour de Cassation appliquait encore son système avec une rigueur inacceptable.

Malgré un jugement du Tribunal Civil de Cherbourg, du 28 juillet 1896 (4), qui décida notamment que l'inscription de rente sur le Grand Livre de la Dette publique était une preuve suffisante pour permettre à la femme de revendiquer, même à l'encontre des créanciers de la communauté, le titre qui avait fait l'objet de cette inscription à son profit, la Cour de Cassation (5), suivie par la majorité des Cours d'Appel (6), a toujours proclamé en effet que la nécessité

(1) Voir un court exposé de cette affaire au rapport de M. JOUSSELIN précité, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, année 1921, 2^e partie, p. 159. — Dans le même sens, Montpellier, 12 novembre 1924, précité, p. 173.

(2) Nous avons vu (*suprà*, p. 153) que cette preuve avait pourtant été admise par un arrêt de la Cour de Paris du 3 janvier 1852, mais il n'est pas douteux qu'elle aurait été rejetée par la Cour Suprême, si un cas du même genre lui avait été soumis au cours de ces trente dernières années.

(3) *Art. 1328 C. Civ.* : « Les actes sous seing privé n'ont de date contre « les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui « ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance « est constatée dans les actes dressés par des officiers publics, tels que « procès-verbaux de scellé ou d'inventaire. »

(4) Recueil de Jurisprudence de Rouen et de Caen, t. XLII- II-XCVII

(5) Req., 25 novembre 1903, relaté p. 164. — Civ. 3 janvier 1910, cité p. 174 et 175.

(6) Paris, 27 juin 1894, cité p. 166 *in fine*. — Bordeaux, 26 mai 1902,

de la preuve par inventaire ou état authentique s'imposait dans le cas de demande en reprise de titres nominatifs de la même façon que dans celui de demande en reprise de n'importe quel autre bien meuble.

Il est cependant certain que dans le cas qui nous occupe, il n'y avait pas à craindre de collusion entre les époux, d'une part, et d'autre part le Trésor public ou la Société industrielle ou commerciale ayant émis les titres objets de la demande en reprise, titres pour la consistance desquels il ne pouvait y avoir, au surplus, aucune incertitude (1).

« Le transfert au Trésor ou sur le registre d'une compagnie, a écrit M. Thaller (2), peut passer pour présenter les mêmes garanties de sincérité qu'offre la formalité de l'enregistrement pour fixer l'époque des actes et pour montrer qu'ils sont sérieux, non improvisés en vue de certains résultats. C'est par ce motif que, suivant une règle universellement admise, les transferts font foi de leur date au regard des tiers, indépendamment des conditions prescrites par l'art. 1328. Cela étant, supposons que la femme justifie de l'inscription de son nom, avant le mariage, ou de l'inscription d'une personne dont elle a hérité, sur le Grand Livre de la Dette. Du moment que ces inscriptions n'ont pas été décrites au contrat de mariage ou dans l'inventaire après décès, la femme n'a pas, vis-à-vis de la faillite, pour la jurisprudence, le droit de revendiquer ces valeurs. Nous ne pouvons pas trouver cette exclusion équitable. »

On invoquait encore, contre l'exigence de l'acte authentique appliquée à la preuve de la reprise des titres nomina-

cité p. 164 ; — Montpellier, 12 novembre 1924, confirmant Trib. Civ. Perpignan, 10 janvier 1924, relatés, p. 173 et 174.

(1) Cf. DESREZ, *thèse précitée*, p. 83.

(2) *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1974.

tifs, la pratique contraire suivie par quelques législations étrangères (1).

Enfin, il est un dernier point de la théorie jurisprudentielle que nous n'avons pas pu accepter : c'était cette affirmation que la présomption d'acquêt des art. 1499 et 1510 C. civ. conserverait son empire au profit des créanciers, alors que ceux-ci « n'invoqueraient en fait aucune fraude et « reconnaitraient même la sincérité des actes non authentiques produits (2) »

C'est en effet une opinion généralement admise et que la jurisprudence de la Cour de Cassation avait elle-même proclamée dans d'autres circonstances (3) que, lorsqu'il ne s'agit que d'intérêts privés, les présomptions légales *juris et de jure* peuvent être renversées par l'aveu de celui qui les invoque (art. 1352 C. civ.).

* * *

Cette application véritablement abusive du système de la Cour de Cassation en matière de preuve des reprises a

(1) *Code de Commerce italien*, art. 784 :

« La preuve de l'acquisition, de la possession et de l'aliénation des titres « de crédit et actions de sociétés commerciales pourra se faire au moyen « des registres des établissements publics ou des sociétés par actions ».

Code Civil hollandais, art. 205 :

« En cas d'exclusion de la communauté de biens, l'apport de biens mobiliers, à l'exception des inscriptions au *Grand Livre de la Dette Nationale et autres titres et créances du nom*, ne peut être prouvé autrement « que par acte détaillé dans le contrat de mariage, ou par un inventaire, « signé par le notaire et les parties, annexé à la minute du contrat qui « qui en fera mention ».

(2) Voir notamment : Civ., 22 Novembre 1886, cité p. 95, t. XXV. Bordeaux, 26 mai 1902, cité p. 97 ; — Paris, 27 juin 1894, cité p. 98, n° 4 ; — Rouen, 9 mars 1898, cité p. 98, t. V ; — Civ., 5 février 1908, cité p. 106 ; — Civ. 6 mai 1918, cité p. 108.

(3) Voir notamment Civ., 13 janvier 1875 (D., 75-1-117 ; — S., 75-1-244).

été très violemment critiquée, et à juste titre, pensons-nous, en raison de la situation par trop défavorable qu'elle faisait à la femme en présence des créanciers de son mari ou de la communauté, lors de l'instance en reprise de ses propres mobiliers.

On a soutenu, pour la défendre, que, malgré les conséquences que nous venons de signaler, il était nécessaire de conserver le système rigoureux de la Cour Suprême, indispensable « pour le bon rendement des faillites » (1).

Mais cet argument n'a pas prévalu et le nombre des partisans d'une réforme n'avait cessé de s'accroître pendant ces vingt dernières années.

Pour respectable que soit l'intérêt des créanciers d'une faillite, — disait-on (2) — il ne doit cependant pas monopoliser les soins du législateur, qui a pour mission de sauvegarder aussi les droits des femmes mariées, et il est parfaitement inique de sacrifier le droit certain des époux honnêtes et loyaux pour déjouer les fraudes éventuelles d'époux qui recourent à la fraude.

« Il ne faut pas, écrit M. Thaller (3), — que la loi se laisse « aller trop facilement à présumer le mensonge et les des-
« seins ténébreux : cette idée finirait par l'obséder. Elle
« verrait partout la fraude, même là où elle n'est pas. Pour
« un abus que l'on réprimerait, on exproprierait vingt fois

(1) Ce point de vue a été notamment défendu par M. Benoît, syndic de faillites, lors de la préparation de l'avant-projet de la loi du 29 avril 1924 à la Société d'Etudes législatives ; voir *Bulletin de lad. Société*, compte-rendu de la séance du 11 mars 1921, année 1921, p. 52 et 53.

(2) Voir notamment le rapport de M. Jousselin précité (*Bull. Soc. Etudes législ.*, 1921, p. 159), et l'exposé des motifs présenté par M. Boivin-Champeaux sénateur, lors du dépôt au Sénat de la proposition de loi du 29 avril 1924 (*Doc. ann.* 368, séance du 24 mai 1921, p. 722, V).

(3) Des faillites en Droit comparé, t. II, n° 146.

« de sa dot une femme digne de ménagements ; toutes les
« femmes ne trament pas avec leurs maris des complots
« contre les créanciers. »

« La rigueur de la Jurisprudence française, — ajoutait-on (1), — va ici à l'encontre d'usages partout répandus, d'habitudes très anciennes, et se heurte à des nécessités pratiques certaines que le notariat a souvent rappelées (2). »

Mais cette rigueur, elle se trouvait dans les textes, et l'interprète ne pouvait que la constater (3).

C'est donc une modification législative qui s'imposait, et son utilité était considérée comme si évidente, que les auteurs mêmes qui, dans le domaine interprétatif, adhéraient à la jurisprudence de la Cour de Cassation, professaient dans le domaine législatif une opinion opposée (4).

Enfin on invoquait en faveur de cette modification législative l'exemple de la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée, qui a permis à la femme d'établir la consistance de ses biens réservés par tous moyens de preuve, même par témoins (à l'exception toutefois de la commune renommée) *et cela aussi bien à l'encontre du mari que vis-à-*

(1) A. TISSIER, *De la communauté... et de la preuve des apports mobiliers*, Rev. bourguignonne de l'Enseign. Sup., 1901, p. 121.

(2) Voir notamment *Com. Not. Départ.*, Circul. n° 237, 245, 261 et 265.

(3) « La jurisprudence de la Cour de Cassation — disait M. le professeur Capitant lors de la discussion de l'avant-projet de la loi du 29 avril 1924 — à la Société d'Etudes législatives, (*Bulletin*, 1921, p. 52) — n'est pas « discutable. Au point de vue législatif elle est contestable ; il est utile « de changer l'art. 1499 ; mais que la Cour de Cassation en fasse une application exacte, ce n'est pas douteux ».

Dans le même sens, cf. REY, *thèse précitée*, p. 103 et 104.

(4) « On a raison, — disait notamment M. Capitant (*note au Dalloz*, « 1903-2-433), — de critiquer la rigueur du système de preuves imposé par « le Code Civil à la femme ; il serait utile de l'adoucir, à l'exemple de « certaines législations étrangères ».

Dans le même sens, cf. REY, *thèse précitée*, p. 172.

vis des tiers (1) ; — et la pratique suivie par de nombreuses législations étrangères (2) de laisser la preuve des reprises mobilières de la femme sous l'empire du droit commun (3).

(1) Cf. LALOU, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari depuis la loi du 13 juillet 1907*.

(2) Voir notamment : Code Civil espagnol, législations sud-américaines (Mexique, Chili, Vénézuéla, Pérou, République Argentine), législation de la Louisiane et de la Californie, Code Civil allemand (paragr. 1362, 1372, 1381, 1520 et suivants), Code civil suisse.

(3) Cf. A. TISSIER, *op. cit.*, *Revue bourg.*, 1901, p. 103 à 121 ; GUYON, *thèse précitée*, p. 223 à 245.

TROISIÈME PARTIE

LA QUESTION DE LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DEPUIS LA LOI DU 29 AVRIL 1924

La loi du 29 avril 1924 n'est pas dûe à l'initiative du Parlement ; ce sont quelques praticiens, membres de la Société d'Études législatives, qui obtinrent la mise à l'étude par cette Société d'un projet de réforme du système des reprises de la femme ; et c'est ce projet étudié et mis au point par la Société, qui fut déposé au Sénat par son Président M. Boivin-Champeaux, sénateur, puis voté par les deux Assemblées sans aucune modification, et même sans discussion, et qui est devenu la loi du 29 avril 1924.

Quelle est la portée de cette loi ? Quel régime substitue-t-elle à celui instauré en 1804 ? Quelles vont être ses conséquences probables ? Ce sont là autant de questions primordiales auxquelles nous allons essayer de répondre dans cette troisième partie du présent ouvrage.

Pour y parvenir, nous étudierons *dans un premier chapitre* les travaux préparatoires de la loi nouvelle, et nous montrerons par cette étude que les rédacteurs de cette loi, malgré l'apparente profondeur de la réforme réalisée, — ont seulement voulu mettre fin à la Jurisprudence exagérément rigoureuse pour la femme que nous avons exposée, mais n'ont pas voulu, cependant, abandonner le système traditionnel dont nous avons retracé l'évolution à travers

l'histoire de notre Droit : système reposant sur la nécessité de protéger les créanciers de la communauté contre les collusions et les fraudes que les époux pourraient concerter contre eux.

Nous consacrerons ensuite *le deuxième chapitre* de cette étude de la loi de 1924, au commentaire des dispositions nouvelles de cette loi, et à l'examen des différentes difficultés d'interprétation et d'application qu'elle a déjà soulevées ;

Puis *dans un troisième et dernier chapitre*, nous envisagerons les conséquences probables de la loi nouvelle, et nous conclurons que si elle est appliquée dans l'esprit où elle a été conçue, elle ne devra pas entraîner de sensibles modifications dans le domaine des affaires, la rédaction d'un contrat de mariage, — pour la reprise éventuelle des biens présents, — ou de tout autre acte authentique (inventaire, partage, etc...), — pour la reprise éventuelle des biens futurs, — demeurant le seul mode de preuve donnant à la femme comme au mari la sécurité la plus complète et la tranquillité la plus grande, — l'autorisation de l'emploi des modes de preuve du droit commun ne devant être considérée que comme l'atténuation nécessaire apportée par le législateur à l'exigence antérieure, qu'avait abusivement établie la jurisprudence, de cette preuve authentique *dans tous les cas*.

CHAPITRE PREMIER

Les travaux préparatoires de la loi nouvelle

Ce premier chapitre consacré à l'étude des Travaux préparatoires de la loi du 29 avril 1924, sera divisé en deux sections :

La première sera relative aux travaux de la Société d'études législatives, de beaucoup les plus intéressants et les plus importants ;

La seconde, qui traitera des travaux parlementaires, se réduira à l'analyse des rapports des Commissions de législation civile et criminelle du Sénat et de la Chambre des Députés, le texte proposé par M. Boivin-Champeaux au nom de la Société d'Études législatives n'ayant fait l'objet d'aucune discussion devant l'une ni devant l'autre des deux Assemblées.

SECTION PREMIÈRE

LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES LÉGISLATIVES

Les travaux de la commission d'étude

Lorsqu'elle décida d'étudier un projet de réforme du système de la preuve des reprises mobilières de la femme commune, la Société d'Études législatives constitua une com-

mission, qu'elle chargea de l'étude de cette question, et dans sa séance du 14 janvier 1921 (1), cette commission après avoir entendu les avis des adversaires et des partisans de la jurisprudence de la Cour de Cassation et après échange d'observations, décida de proposer la modification de la législation en vigueur sur les bases suivantes :

La femme pourrait exercer la reprise en nature ou en valeur, *erga omnes*, des biens meubles apportés en mariage ou recueillis par elle à titre de propre dont elle établirait la consistance par tous les modes de preuve de droit commun ;

Toutefois elle ne pourrait reprendre *en nature les meubles corporels* qu'à condition de justifier de leur identité par inventaire ou état en bonne forme ;

Entre époux, la preuve resterait soumise aux articles 1502 et 1504.

Quant au rapport qu'il y aurait lieu de dresser ultérieurement sur les travaux de ladite Commission, le soin en fut confié à un de ses membres que ses qualités bien connues de juriste et de praticien semblaient tout particulièrement désigner pour cette tâche délicate : nous avons nommé M^e Joussetin, notaire à Paris.

Puis, dans sa séance du 28 janvier 1921 (2) la Commission aborda l'étude des modifications à apporter aux textes du Code Civil et du Code de Commerce pour mettre en application les principes adoptés au cours de la précédente séance, et après examen de plusieurs propositions, elle se rallia au projet suivant :

Maintenir dans l'art. 1499 la présomption générale que tout meuble est censé acquêt, mais sauf preuve contraire, et

(1) Bulletin Soc. Et. législ., 1921, 3^e partie, p. 226.

(2) Bull. Soc. Et. législ., 1921, *loc. cit.*, p. 227 et suiv.

poser immédiatement dans cet article le principe des modes de preuve qui seraient admis à l'égard des tiers, en renvoyant pour les modes de preuve entre époux aux articles 1502 et 1504 qui avaient paru pouvoir être maintenus sans changement ;

Enfin modifier les art. 1510 C. civ. et 560 et 563 C. Com., en ce qu'ils auraient été contraires au nouvel article 1499.

En conséquence, les articles 1499 et 1510 C. civ. et 560 et 563 C. Com. seraient ainsi rédigés :

CODE CIVIL

Art. 1499. « Le mobilier existant lors du mariage ou échu
« depuis est réputé acquêt, sauf preuve contraire établie
« suivant le droit commun à l'égard des tiers.

« Toutefois, s'il s'agit de meubles corporels, la reprise ne
« pourra être faite en nature que s'ils ont été constatés par
« inventaire ou état en bonne forme.

« Entre époux, la preuve est réglée par les art. 1502 et
« 1504. »

Art. 1510. « La clause par laquelle les époux stipulent
« qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles les
« oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté,
« respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir
« été acquittées par la communauté à la décharge de celui
« des époux qui en était débiteur.

« Cette obligation est la même soit qu'il y ait eu inventaire
« ou non. »

CODE DE COMMERCE

Art. 560. « La femme pourra reprendre en nature les effets
« mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage,

« ou qui lui sont advenus par succession, donation entre vifs
« ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en commu-
« nauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée confor-
« mément à l'art. 1499 C. civ.

« A défaut par la femme de faire cette preuve, tous les
« effets mobiliers tant à l'usage du mari qu'à celui de la
« femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage,
« seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui re-
« mettre avec l'autorisation du juge commissaire les habits
« et linge nécessaires à son usage, et sauf l'action en reprise
« qu'elle pourra exercer comme créancière du mari confor-
« mément aux dispositions du Code civil.»

Art. 563. « Lorsque le mari sera commerçant au moment
« de la célébration du mariage, ou lorsque n'ayant pas alors
« d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant
« dans l'année, les immeubles qui lui appartenaient à l'époque
« de la célébration du mariage, ou qui lui seraient advenus
« depuis, soit par succession, soit par donation entre vifs
« ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de
« la femme :

« 1^o pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés
« en dot, ou qui lui seront advenus depuis le mariage par
« succession ou donation entre vifs ou testamentaire et dont
« elle prouvera la délivrance ou le paiement ; 2^o pour le
« remploi de ses biens aliénés pendant le mariage, 3^o pour
« l'indemnité des dettes qu'elle aura contractées avec son
« mari ».

* * *

Le rapport de M. Jouselin

M. Jouselin donna lecture de son rapport (1) à l'Assemblée générale de la Société d'Études législatives du 11 février 1921 tenue sous la présidence de M. Boivin-Champeaux, sénateur, président de la Société (2).

Dans ce rapport, M. Jouselin rappelait tout d'abord les termes des divers textes de loi relatifs à « la question des reprises mobilières de la femme, mariée sous un régime de communauté » (art. 1499 et 1504 C. civ., 560 et 536 C. com.) puis ayant souligné la fréquence des difficultés qui se présentent en pratique en cette matière par suite de l'opposition irréductible des intérêts de la femme et des intérêts des créanciers du mari ou de la communauté, il y faisait l'exposé des deux théories en présence : théorie de la Cour de Cassation et théorie de la doctrine, suivie par les quelques Cours d'Appel dissidentes que nous avons citées (3).

Se plaçant ensuite sur le terrain purement législatif, M. Jouselin posait la question en ces termes :

« Nous avons simplement à nous demander quelle modification législative serait susceptible de trancher dans un esprit d'équité et de logique une controverse ancienne et cependant chaque jour renaissante dans le domaine de la pratique.

« Y-a-t-il lieu de maintenir le principe posé par la jurisprudence de la Cour de Cassation que tout meuble dont

(1) Bull. Soc. Et. législ., 1921, 2^e partie, p. 155 et suiv.

(2) Bull. Soc. Et. législ., 1921, 1^e partie, p. 25 et suiv.

(3) Voir *suprà*, p. 155 et p. 160 et suiv.

« l'acquisition à titre de propre par la femme n'est pas établie
« par un acte authentique doit être réputé acquêt à l'égard
« des créanciers ? (1) ».

Et pour montrer qu'à son avis le maintien de ce principe n'était pas désirable, M. Jouselin relatait alors dans son rapport, quatre espèces « qui lui avaient paru plus particulièrement topiques, et dans lesquelles les conséquences de la jurisprudence de la Cour de Cassation sont marquées le plus nettement » (2), conséquences qu'il résumait en ces termes :

« Le juge, se considérant comme lié par un texte de loi
« rigoureux, ne peut consacrer le droit de la femme, alors
« même qu'il en reconnaît en fait le bien fondé. En outre,
« quand il s'agit de biens recueillis par la femme pendant le
« mariage, il ne peut protéger la femme contre la négligence
« ou le mauvais vouloir du mari, qui n'a pas rempli les for-
« malités de constatations authentiques prescrites par la
« loi (3) ».

Et l'éminent rapporteur en concluait :

« Ces conséquences ne suffisent-elles pas à condamner le
« principe que les textes actuels ont amené la Cour de Cas-
« sation à appliquer ? surtout à notre époque où tous les efforts
« du législateur et même du juge lorsqu'il n'est pas lié par une
« loi trop absolue, tendent à réaliser une plus grande équité

(1) Bull. Soc. Et. législ., *loc. cit.*, p. 157.

(2) Ce sont les espèces ayant fait l'objet : *la première*, des arrêts de Paris du 28 janvier 1904 et de la Chambre Civile du 24 janvier 1906, relatés p. 169 ; *la deuxième*, des arrêts de Paris, 27 novembre 1905, Civ. 5 février 1908, Orléans, 9 mars 1910, Civ. 6 mai 1918 (voir aff. Perrier-Chauvel, *suprà*, p. 177 et suiv. ; *la troisième*, des arrêts de Dijon du 4 février 1884 et de la Chambre Civile du 22 novembre 1886, relatés p. 155 *in fine* et 160 ; — *et la quatrième*, des arrêts de Montpellier du 10 avril 1906 et de la Chambre Civile du 3 janvier 1910, relatés p. 174.

(3) Rapport de M. JOUSSELIN, *op. cit.*, p. 159.

« par la simplification ou la suppression de celles des formalités qui ne sont pas indispensables ».

Puis répondant aux partisans du maintien du système de la Cour de Cassation, seul capable, — selon eux, — de sauvegarder les droits des créanciers, M. Jouselin ajoutait que certainement l'intérêt des créanciers d'une faillite est une chose très respectable mais qu'il ne doit pas cependant monopoliser les soins du législateur (1) et que « d'autre part, c'était faire bon marché de la sagacité et de la vigilance du juge, que de supposer à priori qu'il serait impuissant (2) » à assurer cette sauvegarde.

En reprenant au contraire la plupart des arguments que nous avons déjà rencontrés en faveur d'une modification à apporter au système de la jurisprudence (notamment ceux tirés de la pratique contraire suivie déjà dans les pays de communauté d'acquêts dans notre Ancien Droit, de la réforme opérée par la loi du 13 juillet 1907, dans notre Droit moderne, et de l'exemple que nous donnaient sur ce point les législations étrangères), M. Jouselin concluait dans le sens de la nécessité d'une modification des textes de loi en vigueur, et au nom de la Commission soumettait à l'Assemblée le projet que cette Commission avait élaboré dans sa séance du 28 janvier 1921.

D'après ce projet, nous l'avons vu, s'il s'agissait d'*objets mobiliers corporels*, la femme ne pourrait en faire la *reprise en nature* que s'ils avaient été constatés par *inventaire* ou état en bonne forme.

« L'inventaire, disait M. Jouselin (3), paraît en effet le seul mode de preuve susceptible d'identifier suffisamment

(1) Voir passage complet cité *suprà*, p. 207, texte et note 2.

(2) Rapport, *op. cit.*, p. 160.

(3) Rapport, *op. cit.*, p. 161.

« le mobilier corporel pour en permettre la revendication
« par la femme à titre de propriétaire. A défaut d'inventaire,
« la femme se portera seulement créancière de la valeur de
« ce mobilier corporel qu'elle établira par les modes de preuve
« ordinaires » ;

Et encore, ajoutait-il, « nous limiterons strictement à la
« reprise en nature de meubles corporels la preuve par in-
« ventaire ou état en bonne forme (1) ; dans tous les autres
« cas, reprise de meubles corporels en valeur, reprise de meubles
« incorporels en nature ou en valeur, la preuve serait adminis-
« trée par tous modes de preuve de droit commun ».

La Commission — poursuivait M. Jousset — ne croyait pas qu'il fallût aller plus loin dans le sens d'une facilité encore plus grande de la preuve et par exemple autoriser la femme à établir même par commune renommée la valeur de son mobilier à l'égard des tiers, ce mode de preuve exceptionnel devant être limité aux rapports entre époux. « Nous ne de-
« mandons pas pour la femme une situation privilégiée à l'en-
« contre des tiers, nous croyons seulement qu'il est équitable
« de la mettre avec ces derniers sur un pied d'égalité ».

Enfin les règles générales ainsi posées devraient être appliquées en cas de faillite.

Les modifications qu'il faudrait apporter aux textes existants pour les mettre d'accord avec ceux adoptés par la Commission (2) seraient donc les suivantes :

L'art. 1499 serait rédigé comme nous l'avons dit ;

Rien ne serait à changer aux art. 1502 et 1504 dont le

(1) Si restreinte qu'elle ait été dans cette proposition, nous verrons plus loin que cette survivance de l'exigence d'un inventaire a cependant été rejetée complètement par la loi du 29 avril 1924.

(2) Voir *suprà*, p. 215 et 216.

domaine d'application se trouverait expressément restreint par cet art. 1499 aux rapports entre époux ;

Quant aux autres articles, on leur ferait subir les modifications ci-après :

On abrogerait dans l'art. 1510 toute la partie de l'article suivant les mots : « cette obligation est la même soit qu'il y ait eu inventaire ou non ».

Dans l'article 560 C. Com., les mots « toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire ou autre acte authentique » seraient remplacés par une simple référence à l'art. 1499, et en fin de l'article on réserverait en termes généraux l'action en reprise en deniers de la femme dans les conditions présentées par le Code Civil.

Enfin « il suffirait de supprimer de l'art. 563 C. Com., les mots « par acte ayant date certaine ».

Telle était la réforme proposée par M. Jousselin au nom de la Commission, réforme qui « *tout en sauvegardant les droits des tiers*, protégerait la femme, lui donnerait le moyen « de défendre ses droits, et éviterait au juge l'obligation de consacrer des iniquités de fait par l'application de textes « qu'il considérerait comme rigoureusement impératifs (1) ».

*
* *

Discussion de l'avant-projet de la loi.

La discussion sur l'avant-projet de la loi préparé par la Commission eût lieu à l'Assemblée générale de la Société d'Études législatives du 11 mars 1921 (2).

M. Jousselin fit tout d'abord un résumé de son rapport,

(1) Rapport, *op. cit.*, p. 163.

(2) Bull. Soc. Et. législ., 1921, 1^e partie, p. 44 et suiv.

lu à la séance précédente, insistant à nouveau sur les conséquences dangereuses pour la femme du système de la jurisprudence, conséquences — soulignait-il — qui « arrivent « à constituer un véritable déni de justice lorsqu'il s'agit de « reprises de biens recueillis par elle pendant le mariage, « puisque dans ce cas, on peut dire que c'est par négligence « ou même quelquefois par fraude ou mauvaise volonté tout « au moins du mari, que la femme n'a pas en mains la preuve « authentique, ce dont on ne peut lui faire absolument « grief (1) ».

Puis M. Desforges, avocat du barreau de Paris qui avait plaidé pour M^{me} Chauvel devant la Cour d'Orléans (2) retraça dans une improvisation élégante les observations qu'il avait soumises à la Commission au cours de ses travaux, concluant à la nécessité de modifier d'urgence par voie d'intervention législative le système de la Jurisprudence de la Cour Suprême.

Et l'on passa à la discussion des articles proposées par la Commission (3).

Cette discussion fut relativement courte et porta tout entière sur la nouvelle rédaction de l'article 1499 C. civ.

Tout d'abord, fit remarquer M. Joussetin, il paraissait nécessaire à la Commission que cet article *continuât à contenir une présomption générale au profit de la communauté*, tout en « permettant à l'égard des tiers la preuve ordinaire de droit commun ».

Puis, faisant allusion à une difficulté du même genre soulevée par la loi du 13 juillet 1907, l'éminent rapporteur spécifia bien « *qu'il avait paru préférable de ne pas sortir des*

(1) *Op. cit.*, p. 45.

(2) Voir *suprà*, p. 181.

(3) Voir *suprà*, p. 215 et 216, le texte de ces articles.

règles du droit commun quant à la preuve testimoniale, même « en admettant, — ce qui lui paraissait fort douteux, — que « la loi de 1907 ait entendu en sortir (1) ».

Ces deux points ne firent l'objet d'aucune difficulté.

Par contre, l'alinéa du nouvel art. 1499 relatif au maintien de l'exigence de l'inventaire pour prouver la reprise en *nature* des meubles *corporels* souleva quelques objections, dont nous sommes loin d'ailleurs de partager le bien-fondé, ainsi que nous aurons l'occasion de le redire plus loin (2).

Malgré le peu de valeur qu'elles présentaient, selon nous, et malgré même l'avis contraire de M. le Professeur Capitain (3), ces objections, qu'approuvaient certains membres de la Commission, parurent néanmoins décisives aux yeux de l'Assemblée qui se prononça pour la suppression pure et simple de l'alinéa en question.

Le texte proposé pour la rédaction du nouvel art. 1499 fut donc rectifié ainsi qu'il suit :

« Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis est « réputé acquêt, sauf preuve contraire établie suivant le « droit commun à l'égard des tiers.

« Entre époux, la preuve est réglée par les art. 1502 et « 1504 ».

Et les autres modifications proposées par la Commission (modification des art. 1510 C. civ. et 560 et 563 C. com.) furent acceptées sans discussion, ces modifications ayant été considérées comme « la déduction logique et l'application des principes adoptés précédemment ».

(1) *Op. cit.*, p. 54. Voir *eod. loc.* l'observation de M. le professeur Capitain soulignant aussi le maintien du droit commun.

(2) Voir *infra*, p. 261 et suiv.

(3) Bull. Soc. Et. législ., 1921, p. 54. Voir *infra*, p. 262, la citation complète de ce passage.

SECTION DEUXIÈME

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Au Sénat

M. le Sénateur Boivin-Champeaux, alors Président de la Société d'Études législatives, déposa devant le Sénat, à la séance du 24 mai 1921, la proposition de loi qui tendait à modifier dans le sens adopté par ladite société, ainsi que nous l'avons vu, les art. 1499 et 1510 C. civ., 560 et 563 C. Com. « quant à la preuve à fournir par la femme pour l'exercice « de ses reprises sous le régime de la communauté réduite « aux acquêts ».

Dans son exposé des motifs (1) M. Boivin-Champeaux rappelait rapidement les deux théories en présence (système de la Cour de Cassation et système Bufnoir admis par quelques Cours d'Appel), puis les rejetant toutes deux, il insistait sur les conséquences particulièrement défavorables que le premier de ces systèmes (le seul qui comptât en fait) produisait pour la femme (2), repoussait l'argument que la sup-

(1) Doc. Parlem., Sénat, 1921, p. 721, ann. n° 368.

(2) « IV. — *Il répugne déjà au sentiment de la justice*, — disait M. Boivin-Champeaux, — que le juge convaincu de la sincérité des preuves fournies par la femme, soit obligé de nier son droit faute d'un inventaire descriptif. Mais combien sont plus choquantes encore les conséquences « de la règle absolue écrite dans l'art. 1499 quand il s'agit du mobilier « échu à la femme durant la communauté. C'est au mari, administra- « teur des biens de la femme, qu'incombe le soin de dresser l'inventaire, « ce n'est pas à la femme, et cependant c'est elle qui, même en l'absence « de tout soupçon de fraude, supportera les suites de la négligence ou du « mauvais vouloir du mari.

« *Un formalisme aussi étroit et aussi rigoureux ne saurait être maintenu* « à une époque où tous les efforts du législateur et même du juge, quand « il n'est pas lié par une loi trop absolue, tendent à mettre le droit d'ac- « cord avec l'équité ». (Annexe précitée, p. 722, 1^{re} col.).

pression de la nécessité d'un acte authentique nuirait à la garantie des droits des créanciers, attendu, disait-il « *qu'on peut avoir confiance dans la vigilance et la sagacité du juge pour contrôler les preuves apportées devant lui et déjouer les fraudes qui pourraient se produire* (1) » et enfin invoquait, à l'appui de la réforme proposée, l'exemple de notre loi du 13 juillet 1907, et des législations étrangères.

La proposition de loi de M. Boivin-Champeaux fut renvoyée à la Commission de législation civile et criminelle, pour examen, et à la Commission du Commerce, de l'industrie du travail et des postes, pour avis favorable.

C'est à la séance du 22 juin 1922 que M. Morand, sénateur, donna lecture du rapport qu'il avait fait sur la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux au nom de la Commission de législation civile et criminelle.

Dans son rapport (2) M. Morand fit un exposé des critiques que nous avons vu adresser au système de la Cour de Cassation, souligna lui aussi la situation préjudiciable faite à la femme par l'application de ce système, soutint que « le formalisme de l'art. 1499 C. civ. ne répondait à aucune nécessité véritable, du point de vue pratique (3) » et après avoir invoqué à nouveau l'exemple des pays de communauté d'acquêts dans notre Ancien Droit, de la loi du 13 juillet 1907, et des législations étrangères, conclut au nom de la Commission, en faveur de l'adoption de la réforme proposée (4).

(1) Annexe précitée, p. 722, 1^e col.

(2) Doc. Parlem., *Sénat*, 1922, p. 451, annexe n° 402.

(3) Annexe précitée, p. 452, 1^e col.

(4) Nous noterons cependant dès maintenant que par suite d'une erreur très probablement purement matérielle, le rapport de M. Morand, dans le texte de la proposition de loi en faveur de laquelle il se prononçait, substitua, à la fin du premier alinéa du nouvel art. 1499, l'expression

La Commission du Commerce, de l'industrie, du travail et des postes, émit le 27 juin 1922, un avis favorable à cette adoption (1), attendu — disait l'avis — que « la réforme proposée par M. Boivin-Champeaux était dictée par le sentiment du droit et de la justice, et que c'était là du *féminisme pratique et de bon aloi* (sic) ».

Et dans sa séance du 8 juillet suivant, le Sénat, après déclaration d'urgence, adopta sans discussion la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux d'après le texte qui en avait été présenté par M. Morand (2).

*
* *

A la Chambre des Députés

Ce texte fut transmis le 12 octobre 1922, par le Président du Sénat, au Président de la Chambre des Députés (3) et renvoyé pour examen devant la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre.

C'est à la séance du 7 mars 1924, que M. Cautru, député, donna lecture du rapport qu'il avait fait sur la question au nom de ladite Commission (4).

Après avoir exposé le système de la Jurisprudence de la Cour de Cassation, si dommageable à la femme, M. Cautru rechercha dans son rapport s'il était véritablement impossible de concilier le droit de la femme et le droit des tiers.

à l'usage des tiers à celle de à l'égard des tiers, qui figurait au texte élaboré par la Société d'Etudes législatives; et nous verrons plus loin que cette erreur a été reproduite jusque dans la promulgation de la loi.

(1) Doc. Parlem., *Sénat*, 1922, p. annexe n° 433.

(2) Journal Off. du 9 juillet 1922; *Déb. parl.*, p. 1165.

(3) Doc. Parlem., *Ch. des Dép.*, 1922, ann. n° 4848.

(4) Doc. Parlem., *Ch. des Dép.*, 1924, p. 525, annexe n° 7251;

« *Il importe de protéger les tiers* —disait-il (1) — *contre les fraudes et les collusions dont ils pourraient être les victimes, si l'on acceptait trop facilement et sans preuve certaine les prétentions de la femme, mais n'est-ce pas tomber dans un excès contraire que de méconnaître ses droits lorsqu'ils sont, en fait, indiscutables ?*

« A l'heure où le Parlement s'efforce d'accommoder, les principes du droit avec les exigences de l'équité, et de neutraliser les conséquences d'un formalisme trop rigoureux, il semble que la femme doive être protégée contre les conséquences d'une interprétation aussi draconienne et aussi restrictive de textes qui, en définitive, n'ont point été élaborés pour la dépouiller.

« *Leur but est de protéger le droit des tiers, mais est-il nécessaire pour l'atteindre de priver la femme des moyens de preuve de droit commun ?* ».

La Commission de législation civile et criminelle de la Chambre ne le pensait pas.

Au surplus le nouvel article 1499 se contenterait de substituer « à la preuve résultant de l'acte authentique, le principe de la preuve de droit commun à l'égard des tiers », en sorte que quelles que soient les difficultés soulevées quant aux conséquences de la loi du 13 juillet 1907 et que nous avons vues signalées par M. Jousset dans son rapport (2) *le nouvel article « se référant au droit commun, laisserait les créanciers à l'abri de telles conséquences dont ils pourraient être les victimes ».*

Et la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux telle qu'elle avait été adoptée par le Sénat, lui paraissant concilier

(1) Annexe précitée, n° 7251, p. 525, 3^e col. en haut.

(2) Voir *suprà*, p. 223, texte et note 1.

sur tous ces points les intérêts de la femme et des créanciers, M. Cautru, — après avoir donné quelques explications dont nous reparlerons plus loin sur la portée de la modification faite à l'article 1510 C. Civ., — termina son rapport en concluant, au nom de la Commission, à l'adoption du texte voté par le Sénat.

Ce texte fut adopté sans discussion par la Chambre des Députés au cours de sa séance du 2 avril 1924 (1).

*
* *

La promulgation de la loi

La loi modifiant les art. 1499 et 1510 C. Civ., 560 et 563 C. Com. comme l'avait proposé la Société d'Études législatives par M. Boivin-Champeaux, fut promulguée le 29 avril 1924 et parut au Journal Officiel du 2 mai suivant.

Toutefois, la rédaction du nouveau texte étant un peu différente de celle qui avait été élaborée par la Société d'Études législatives (le texte promulgué portait, à la fin du 1^{er} al. de l'art. 1499 les mots « *à l'usage* des tiers » au lieu de « *à l'égard* des tiers ») le texte proposé par M. Boivin-Champeaux fut rétabli par un erratum paru au Journal officiel du 6 mai 1924 (p. 4123).

Pour discutable que puisse être la valeur légale de cet erratum (2) c'est cependant le dernier texte indiqué qui devra être considéré comme définitif.

(1) Nous remarquerons que, bien qu'il eût employé à plusieurs reprises l'expression « droit commun *à l'égard* des tiers » au cours de son rapport, c'est cependant le texte erroné (où figuraient les mots, « *à l'usage* des tiers ») établi par M. Morand et voté par le Sénat, que M. Cautru a soumis au nom de la Commission, au vote de la Chambre *et qui fut adopté par elle*. Voir Journal Off. du 3 avril 1924, Déb. parl., p. 1725.

(2) Nous avons eu la curiosité de rechercher si le texte de l'article nou-

Voici donc comment se présente actuellement la rédaction nouvelle des textes modifiés par la loi du 29 avril 1924, comparée à la rédaction antérieure de ces mêmes textes :

Code civil, art. 1499. — « Si le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis n'a pas été constaté *par inventaire ou état en bonne forme*, il est réputé acquêt ».

Code civil, art. 1510. — « La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils payeront séparément leurs dettes personnelles les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

« Cette obligation est la même soit qu'il y ait eu inventaire ou non ; *mais si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage*, les

Art. 1499. — « Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis est réputé acquêt, *sauf preuve contraire établie suivant le droit commun à l'égard des tiers*.

Entre époux, la preuve est réglée par les articles 1502 et 1504 ».

Art. 1510. — « La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils payeront séparément leurs dettes personnelles les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté respectivement, raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

« Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non. »

veau figurant dans l'acte même de promulgation était le texte erroné voté par le Parlement, — comme nous l'avons vu, — ou au contraire celui indiqué par l'erratum, c'est-à-dire celui élaboré par la Société d'Etudes législatives. Il résulte des constatations que nous avons pu faire que le texte réellement promulgué a bien été celui que le Sénat et la Chambre des Députés avaient adopté (texte où figurait l'expression « à l'usage des tiers » au lieu de « à l'égard des tiers »). *Ce n'est qu'après la promulgation* à l'Officiel que l'erreur aurait été découverte, et c'est seulement à ce moment, par suite, qu'on aurait décidé de la rectifier par l'erratum que nous avons relaté. « La rectification, — comme l'a dit M. Defrenois. (*Répert. prat. du Not.*, Législation commentée, année 1924, p. 122, note 1), « — est assurément des plus heureuses, mais on peut se demander quelle « autorité a compétence pour modifier, fût-ce avec les meilleures raisons « du monde, un texte régulièrement et définitivement voté par les deux « Chambres ».

créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui seraient réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

« Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique.

Code de Commerce, art. 560. —

« La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage ou qui lui sont advenus par succession, donation entre vifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée *par inventaire ou tout autre acte authentique.*

« A défaut par la femme de faire cette preuve, tous les effets mobiliers tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage, seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les habits et linge nécessaires à son usage.

Code de Commerce, art. 563. —

« Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage ou lorsque, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartenaient à l'époque de la célé-

Art. 560. — « La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage ou qui lui sont advenus par succession, donation entre vifs ou testamentaire, et qui ne seront pas entrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée *conformément à l'article 1499 du Code Civil.*

« A défaut par la femme de faire cette preuve, tous les effets mobiliers, tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage, seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les habits et linge nécessaires à son usage, *et sauf l'action en reprise qu'elle pourra exercer comme créancière du mari, conformément aux dispositions du Code Civil.* »

Art. 563. — « Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage, ou lorsque, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartenaient à l'époque de la célébration du

bration du mariage ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession soit par donation entre vifs ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage, par succession ou donation entre vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement *par acte ayant date certaine* ;

« 2^o Pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage ;

« 3^o Pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari ».

mariage, ou qui lui seraient advenus depuis soit par succession, soit par donation entre vifs ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage, par succession ou donation entre vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement ;

« 2^o Pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage ;

3^o Pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari. »

CHAPITRE II

Commentaire des dispositions de la loi nouvelle

Avant d'examiner les dispositions nouvelles que la loi du 29 avril 1924 a substituées à celles du Code civil et du Code de Commerce, nous nous débarrasserons, *dans la première section* de ce chapitre, des diverses observations que peut susciter — à propos du domaine d'application de la loi nouvelle — la rédaction du titre qui a été donné à cette loi.

Puis après ces observations préliminaires, nous étudierons *sous une deuxième section* le nouvel article 1499 C. civ., qui constitue la cheville ouvrière de la réforme opérée et dans lequel le législateur de 1924 a établi la base même du nouveau système de la preuve des reprises dans notre législation. Les autres modifications de textes n'ayant été présentées que comme la conséquence de la précédente, et ne semblant être que l'accessoire de la réforme, nous grouperons ensuite sous une seule section (*la troisième*) les commentaires que nous ont suggérés ces modifications (art. 1510 C. civ., 560 et 563 C. Com.).

Enfin *sous la quatrième et dernière section*, nous nous efforcerons de définir le point de départ que l'on doit fixer dans le temps à l'application de la loi nouvelle, question qui, depuis l'apparition de cette loi, a suscité déjà bien des controverses.

SECTION PREMIÈRE

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES SUR LE TITRE DONNÉ

A LA LOI NOUVELLE

Domaine d'application de la loi

La loi du 29 avril 1924, nous dit le Journal Officiel qui en contient la promulgation, est une loi « *modifiant les articles 1499 et 1510 du Code civil et les articles 560 et 563 du Code de Commerce, quant à la preuve à fournir par la femme pour l'exercice de ses reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts* ».

Or il nous semble que cette formule renferme, dans l'étroitesse de sa rédaction, une double inexactitude, et manque par ailleurs de précision en paraissant vouloir s'appliquer à l'exercice de *toutes les reprises*, mobilières et immobilières, des époux.

*
* *

Est-il exact tout d'abord de dire que cette loi ne règle que la preuve à fournir *par la femme* pour l'exercice de ses reprises ? Nous ne le croyons pas.

Cette proposition n'est rigoureusement vraie que pour la modification apportée aux articles du Code de Commerce.

Les dispositions des art. 560 et 563 de ce Code ne s'appliquent, en effet, qu'à la preuve des reprises de la femme ; encore ne s'appliquent-elles pas à la preuve des reprises

de toutes les femmes, mais seulement à celle des femmes dont le mari est *commerçant* et en *faillite*.

Par contre les art. 1499 et 1510 C. civ. règlent la preuve à fournir par l'un ou l'autre époux, indistinctement.

Lorsqu'il s'agira d'une demande de reprises exercée dans les rapports des époux entre eux (hypothèse formellement prévue par l'al. 2 du nouvel art. 1499) il est bien évident que cette demande de reprises pourra émaner aussi bien du mari que de la femme, ou de leurs héritiers respectifs ;

Et il en sera de même lorsqu'il s'agira d'une demande de reprises dirigée contre les tiers.

Bien sûr, dans ce dernier cas, l'exemple le plus fréquent sera celui *de la femme* demandant à exercer ses reprises contre les créanciers du mari ou de la communauté ; nous savons en effet que le mari, débiteur personnel de ces derniers créanciers, ne pourrait pas poursuivre l'exercice de ses reprises, — à lui mari, — à leur rencontre.

Mais il pourrait se faire que la communauté fût poursuivie par des créanciers personnels de la femme : créanciers antérieurs à son mariage dans les termes de l'article 1410 C. civ. (1) [nous avons vu que cette situation se présentait souvent dans notre Ancien Droit et que c'est elle qui, précisément, a fait naître à cette époque la pratique des clauses

(1) Art. 1410 C. civ. : « La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme, qu'autant qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage, ou ayant reçu avant la même époque une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires dudit acte.

« Le créancier de la femme, en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine avant le mariage, ne peut en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue-propriété de ses immeubles personnels.

« Le mari qui prétendrait avoir payé pour sa femme une dette de cette nature, n'en peut demander la récompense ni à sa femme, ni à ses héritiers »

de séparation de dettes (1)], ou créanciers d'une succession mobilière à elle échue pendant le mariage.

Il semble que ces cas de reprises mobilières exercées de la part du mari aient complètement échappé à l'attention du législateur de 1924 ; on ne s'en étonnera pas si l'on remarque qu'au cours des travaux préparatoires de la loi, tant à la Société d'Études législatives qu'au Parlement, c'est toujours la seule idée de la protection des intérêts de la femme qui semble avoir dominé toutes les discussions (2).

Il n'en est pas moins vrai que les dispositions de la loi nouvelle ne doivent pas être restreintes à cette dernière hypothèse, et qu'elles devront au contraire s'appliquer aussi au mari, dans les cas, évidemment plus rares, où ce sera lui qui demandera à exercer ses reprises ou à limiter le droit de poursuite des créanciers qui ne seront pas les siens.

*
* *

Une autre inexactitude de la formule que nous avons relatée ci-dessus consiste à laisser croire que l'application de la loi nouvelle serait limitée au régime *de la communauté réduite aux acquêts* (3).

(1) Voir *suprà*, p. 54 et 55.

(2) Sur l'esprit féministe qui a évidemment animé les législateurs, voir les Travaux préparatoires de la loi, et notamment l'avis de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, du Sénat, cité *suprà*, p. 226.

(3) C'est d'ailleurs là une erreur qui semble avoir été commise par M. Boivin-Champeaux, lors du dépôt de sa proposition de loi devant le Sénat (cf. Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Sénat, 1921, *annexe* n° 368, p. 721, col. 3, paragr. 1), — et qui a été ensuite reproduite par M. Morand, sénateur, dans son rapport au Sénat sur cette proposition (*Doc. Parl.* Sénat, 1922, *annexe* n° 402, p. 451, col. 1 et 2), et par M. Cautru dans son rapport à la Chambre des Députés (*Doc. Parl.*, Ch. des Dép., 1924, *annexe* n° 7.251, p. 525, col. 1).

Bien sûr la question des reprises mobilières, — nous l'avons amplement montré au début de cette étude (1), — se pose le plus souvent sous le régime de communauté réduite aux acquêts, mais nous savons qu'elle peut aussi se poser sous d'autres régimes :

Elle se pose tout d'abord, — cela ne fait aucun doute et la Jurisprudence l'a affirmé bien souvent (2), — en cas de société d'acquêts adjointe à un régime dotal : tout le monde était d'accord, avant la loi du 29 avril 1924, pour admettre que cette société était régie par les mêmes dispositions que la communauté réduite aux acquêts elle-même, notamment par l'art. 1498 et l'ancien art. 1499 C. civ. ; il n'y a pas de raison pour rejeter maintenant cette solution.

Les mêmes règles devront être appliquées aussi, à notre avis, sous tous les autres régimes de communauté en général : régime de communauté conventionnelle avec clause de réalisation totale ou partielle ou avec clause de reprise d'apports francs et quittes, et régime de communauté légale pure et simple, dans les cas exceptionnels où il existe sous ce régime des meubles propres (3).

Certains auteurs, — avant la loi de 1924, — n'admettaient pas cette extension des anciens art. 1499 et 1510 en dehors du cas exprès de communauté réduite aux acquêts.

« Il n'y a pas lieu, — disait M. Prince (4), — d'appliquer « ces textes (art. 1499, 1504 et 1510) à la communauté « légale, puisqu'ils dérogent au droit commun (5) ».

(1) Voir Introduction, *suprà* p. 6 et 17.

(2) Voir notamment : Bordeaux, 21 Janvier 1853 (D. 53-2-191 ; S. 53-2-243) ; Rouen, 9 mars 1898 (D. 99-2-13) ; Caen, 2 mai 1900 et Req., 3 mars 1902 (D. 1904-1-188 ; S. 1902-1-397), et la jurisprudence citée dans les notes. *Adde* : Civ., 19 juin 1855 (D. 55-1-305).

(3) Voir l'énumération de ces cas, Introduction, *suprà*, p. 5, note 1.

(4) *Thèse citée*, Paris, 1905, p. 46.

(5) Dans le même sens : ALB. TISSIER, *Revue bourguig.*, 1901, *op. cit.*,

D'autres au contraire affirmaient que ces articles avaient une portée générale, qu'il ne fallait pas s'arrêter à l'argument tiré de la place spéciale qu'ils occupent au Code Civil, et qu'en raison de la similitude des situations ils devaient être appliqués dans tous les cas où les époux demandaient à exercer la reprise de meubles qu'ils prétendaient leur être propres (1).

C'est à cette dernière solution que nous nous rallions, et nous pensons qu'elle doit être maintenue sous l'empire de la loi nouvelle.

Il pourrait être intéressant de rechercher aussi si les nouveaux modes de preuve des reprises établis par la loi du 29 avril 1924 devront être étendus aux autres régimes qu'aux régimes de communauté : régime exclusif de communauté, régime de séparation de biens, régime dotal pur et simple. Nous n'examinerons cependant pas cette question qui risquerait de nous faire sortir de notre sujet que nous avons tenu à limiter strictement à l'étude de la preuve des reprises mobilières *sous les régimes de communauté* (2).

Et nous nous contenterons de faire remarquer que cette question de l'extension aux autres régimes que ceux de communauté des nouveaux modes de preuve des reprises établis par la loi de 1924 ne pourra se poser d'ailleurs qu'à

p. 114 ; DESREZ, *thèse précitée*, p. 215 ; GAILLARD, *De la preuve par commune renommée*, thèse, Paris, 1906, p. 68 ; GUILLOUARD, *Traité du Contrat de mariage*, édit. 1888, t. I, n° 405 ; LAURENT, XXI, p. 286.

(1) Voir notamment dans ce sens : note de M. Capitant, D. 1909-1-169, sous Civ., 28 octobre 1908. *Adde*, PETIET, *op. cit.*, n° 45, note 1 ; BIDAULT DE L'ISLE, *thèse*, p. 55 ; REY, *thèse*, p. 112.

(2) Sur la question de l'extension possible de l'art. 1499 en dehors des régimes de communauté, voir notamment la note de M. Capitant, au D. 1909-1-169, sous Civ., 26 octobre 1908 ; et, en ce qui concerne les effets de la loi nouvelle sur la même question, *adde* Savatier, *op. cit.*, p. 342, n° 16 et suiv., et p. 360, n° 70 et suiv.

propos des nouveaux articles 1499 et 1510 C. civ., les art. 560 et 563 C. com. étant applicables, — comme ils l'étaient d'ailleurs déjà sous l'empire de la législation antérieure, — sous quelque régime que le mariage ait été contracté.

* * *

Enfin nous reprocherons au titre de la loi nouvelle de n'avoir pas spécifié que c'est la preuve des reprises *mobilières* seules que cette loi a eu pour objet de modifier, la preuve des reprises immobilières, qui, — nous le savons (1) — ne soulève pas de difficultés, restant soumise au régime du droit commun établi par le législateur du 1804.

Cette mise au point, d'une importance d'ailleurs secondaire, ayant ainsi précisé comme nous pensons qu'il doit l'être, le véritable domaine d'application de la loi du 29 avril 1924 relative « à la preuve à fournir *par les époux* pour l'exercice de leurs reprises *mobilières* sous les *régimes de communauté*, » nous allons examiner maintenant les différentes modifications de textes qui ont été réalisées par la loi nouvelle.

SECTION DEUXIÈME

LE TEXTE ESSENTIEL DE LA LOI DE 1924

(*Le nouvel art. 1499 C. civ.*)

En rédigeant le nouvel art. 1499, dont ils ont fait désormais la base de tout notre système de preuve des reprises mobilières, — les législateurs de 1924 ont été animés des deux préoccupations suivantes :

(1) Voir Introduction, *suprà* p. 14.

1^o Conserver la présomption d'acquêts dont l'origine remontait, — nous le savons, — aux coutumes de communauté légale de notre Ancien Droit, et que les rédacteurs du Code Civil avaient déjà reproduite dans l'ancien art. 1499 ;

2^o Consacrer formellement la distinction entre le cas où les reprises réclamées par les époux tendent à s'exercer dans les rapports des époux entre eux, et celui où ces reprises tendent à s'exercer contre les tiers, — distinction déjà admise, comme nous l'avons vu, dans notre Ancien Droit dans les pays de communauté légale, et que la jurisprudence de la Cour de Cassation avait continué d'appliquer bien que les rédacteurs du Code Civil ne l'eussent pas expressément proclamée ; et en conservant cette distinction, rejeter celle proposée par certaines Cours d'Appel et une importante partie de la doctrine entre le cas où les reprises s'exercent en nature et celui où elles s'exercent en deniers (système Bufnoir).

Nous allons voir comment ce double but a été atteint.

§ 1. — La présomption d'acquêts.

Ainsi, — et c'est là le premier principe qu'affirme le nouvel art. 1499 : « *Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis est réputé acquêt.* »

Quelles que soient les facilités qui pourront être accordées aux époux, — nous le verrons plus loin, — pour le détruire, *le vieux principe de la présomption d'acquêts subsiste* : c'est toujours à l'époux qui prétend reprendre tel meuble ou telle somme à titre de propre qu'incombe la charge de prouver son droit ; à défaut par lui de faire cette preuve,

le meuble ou la somme dont s'agit restera dans la masse commune.

Ce point nous semble très important à signaler, car il montre, selon nous, de la façon la plus évidente, que les législateurs de 1924 n'ont pas voulu, — malgré l'apparente profondeur de la réforme, qu'ils ont opérée, — modifier de fond en comble le principe traditionnel de la preuve des reprises mobilières ; certes, dans le cas surtout où la présomption d'acquêts est invoquée par les créanciers de la communauté, les moyens de faire tomber cette présomption ont été singulièrement facilités au profit des époux ;

Il n'en est pas moins vrai que *cette disposition de principe en faveur des créanciers a été volontairement maintenue* dans la loi nouvelle, les travaux préparatoires en font foi (1) ; c'est un point sur lequel nous insisterons encore lorsque nous critiquerons les solutions à notre avis exagérément novatrices que certains auteurs ont cru pouvoir faire découler des dispositions de la loi de 1924.

§ 2. — **Adoption de la distinction entre les reprises entre époux et les reprises « à l'égard des tiers ». Rejet de la distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur.**

Le fondement du nouvel art. 1499 réside dans la distinction que cet article établit entre le cas où les époux exercent leurs reprises entre eux, et le cas où ils les exercent « à l'égard des tiers ».

(1) Bull. Soc. Et. législ., 1921, p. 53 *in fine* et 54 *in fine*, et p. 227 ; Exposé des motifs BOIVIN-CHAMPEAUX, *loc. cit.*, p. 721, 3^e col., 2^e al., et p. 722, 1^e col. *in fine* « D'autre part... » ; Rapport CAUTRU, à la Chambre des Députés, *loc. cit.*, p. 525, 3^e col. : « L'art. 1499 continuera donc... »

En proclamant cette distinction, la loi nouvelle n'a d'ailleurs fait que consacrer le système qui bien avant la loi formait, — nous le savons, — la base de la Jurisprudence de la Cour de Cassation.

Bien que le nouveau texte de l'art. 1499 suive l'ordre inverse (art. 1499 nouv. ,al. 1^{er} = preuve à l'égard des tiers ; al. 2^e = preuve entre époux), nous étudierons *tout d'abord le cas où les époux exercent leurs reprises entre eux*, parce que ce cas est celui qui nécessitera le moins de développement, le législateur de 1924 n'ayant pas eu l'intention de modifier les dispositions du Code Civil sur ce point, et nous n'étudierons *qu'ensuite celui*, d'un intérêt pratique beaucoup plus considérable, *où la femme* (nous savons que c'est le cas le plus fréquent) *demande à exercer ses reprises « à l'égard des tiers »*.

*I. Preuves admises par la loi
nouvelle pour l'exercice des reprises
entre époux*

« Entre époux —, nous dit l'al. 2 du nouvel art. 1499, — « la preuve est réglée par les articles 1502 et 1504 (1) ».

Cette disposition ne soulève aucune difficulté quant à la reprise entre époux de *leurs meubles futurs* ; en effet, la référence donnée par la loi nouvelle à l'art. 1504 permettra à la Jurisprudence de continuer dans ce cas à appliquer comme par le passé les dispositions formelles de cet article. Il n'y aura rien de changé aux pratiques antérieures à la loi nouvelle qui, sur ce point, a homologué purement et

(1) Ces articles nous le savons, n'ont pas été modifiés par la loi du 29 avril 1924.

simplement, — pourrait-on dire, — le système des Tribunaux.

Mais il n'en est pas de même, — nous semble-t-il, — pour le cas où les époux exerceront entre eux la reprise de leurs meubles *présents*.

Dans ce cas en effet, l'art. 1499 nouveau, al. 2, renvoie à l'art. 1502 C. civ., texte qui n'a pas été modifié.

Or cette référence nous semble le résultat d'une méprise ; les législateurs de 1924 se sont trompés s'ils ont cru que la preuve de la reprise des meubles *présents* était réglée, dans les rapports des époux entre eux, par l'art. 1502 C. civ.

Nous avons longuement insisté au début de la 2^{me} partie de cet ouvrage sur la véritable portée de l'article 1502 (1), et nous croyons avoir montré que ce n'est pas la preuve *des apports en mariage* des époux qu'il règle, mais la preuve *de leurs apports en communauté* ; et s'il est vrai de remarquer qu'il peut se présenter des cas où en prouvant ces derniers apports il prouvera en même temps les premiers, comme nous l'avons vu (2), il n'en est pas moins certain :

1^o Que cette situation ne se présentera pas toujours, et qu'on peut supposer facilement telles hypothèses où, à défaut d'indication des apports en biens présents au contrat de mariage, un époux prétendra cependant avoir *apporté en mariage* une somme supérieure à celle que son conjoint reconnaîtrait qu'il a effectivement *versée à la communauté*, en exécution de sa convention d'apport ;

2^o Et que, d'autre part, dans les cas déjà rares où elles peuvent prouver les apports en mariage, les déclaration et quittance du mari de l'art. 1502 ne sont pas exclusives

(1) Voir *suprà*, p. 102 et suiv.

(2) Voir *suprà*, p. 103.

des autres modes de preuve (*l'apport est suffisamment justifié.....*)

On pourra donc être très embarrassé sous l'empire de la loi nouvelle pour déterminer les moyens de preuve admissibles en cas de reprise entre époux de leurs meubles présents.

Supposons en effet qu'à la dissolution de la communauté une femme demande à exercer, contre son mari ou ses héritiers, la reprise d'un meuble meublant qui lui aurait appartenu avant son mariage (1) et qu'elle n'aurait pas fait figurer dans la désignation de ses apports au contrat de mariage, ce contrat ne contenant au surplus aucune indication d'un apport de la future épouse en meubles meublants.

Dans ce cas, par hypothèse, la reconnaissance du mari de l'art. 1502 n'existe pas ; par quels moyens la femme fera-t-elle la preuve de son droit à la reprise ?

Cette question permet d'apprécier la véritable lacune de la loi nouvelle sur ce point.

Avant la loi de 1924, la jurisprudence accordait dans ce cas aux époux, — nous l'avons vu (2), — les modes de preuve du droit commun.

Elle fondait ses décisions sur l'art. 1499 (ancienne rédaction) quelle considérait comme n'édicte dans les rapports des époux entre eux qu'une présomption « *juris tantum* », susceptible par conséquent d'être combattue par les moyens de droit commun (3).

(1) Par exemple parce qu'elle l'aurait recueilli quand elle était encore jeune fille dans la succession d'une aïeule.

(2) Voir *suprà*, p. 121.

(3) Voir notamment les deux arrêts de la Chambre civile du 20 août 1884 et de la Chambre des Requêtes du 2 mars 1904, relatés ci-dessus p. 123 et 124.

Mais si elle veut continuer à appliquer dans ce cas la preuve de droit commun, la Jurisprudence ne pourra plus invoquer l'art. 1499 qui a été modifié, et qui, bien plus, renvoie maintenant formellement aux seuls articles 1502 et 1504.

Elle ne pourra pas davantage tirer argument de la formule générale de l'art. 1498, al. 2 : « après que chacun des époux a prélevé ses apports *dûment justifiés*, » ni invoquer l'art. 1503 qui renferme, à notre avis (1), le principe tacite de l'application du droit commun à la preuve des reprises entre époux de leurs meubles présents.

Et, d'autre part, si le droit commun se trouve inévitablement rejeté, quel autre système de preuve appliquer ?

Un premier système (2), qui voudrait appliquer *malgré tout* l'art. 1502, quitte à en mutiler le sens et le texte, pourrait soutenir que la preuve des meubles présents ne devra se faire *que* par la déclaration ou la quittance du mari au contrat de mariage. Mais c'est là une solution à laquelle nous ne voulons même pas nous arrêter : elle aboutirait à cette conséquence absurde d'établir la nécessité, qui n'existait pas dans le Code lui-même d'un acte authentique, dans les rapports des époux entre eux, nécessité que la loi nouvelle, nous le verrons, a précisément supprimée à l'égard des créanciers ; en sorte que la preuve des meubles présents serait plus difficile entre époux que contre les tiers !

Un deuxième système consisterait à étendre la portée de l'art. 1504 au cas de reprise de meubles présents, et à le combiner alors avec l'art. 1502, qui n'en serait plus, dans cette hypothèse, qu'un cas particulier.

(1) Voir *suprà*, p. 105.

(2) En ce sens, cf. LALOU, *op. cit.*, p. 32, lignes 7 à 9.

Ce système nous semble aussi mauvais que le précédent.

Outre que cette extension au cas de reprise de meubles présents des époux serait purement arbitraire et contraire au texte même de l'art. 1504, qui ne vise que le cas de reprise du mobilier futur, ce système donnerait lieu à des situations absolument paradoxales et inacceptables :

Pourquoi la femme aurait-elle le droit d'invoquer le bénéfice de la commune renommée pour faire la preuve de ses meubles présents, alors qu'au moment de son mariage elle avait toutes les possibilités de se constituer des moyens de preuve normaux et réguliers ? et si elle avait omis de se constituer ces moyens de preuve, quel besoin y aurait-il de la protéger d'une façon aussi rigoureuse pour son mari contre les conséquences d'une situation dont la responsabilité, à tout prendre, n'incomberait qu'à elle ?

Enfin l'application de l'art. 1504 au cas de reprise des biens présents des époux serait contraire à la volonté des rédacteurs du Code Civil (1), volonté que le législateur de 1924, en maintenant l'art. 1504, a entendu respecter.

Nous rejeterons donc aussi ce système d'extension de l'art. 1504, dont les conséquences aboutiraient des solutions que les législateurs de 1924 n'ont certainement pas voulues.

Quelles ont été, en effet, les intentions des rédacteurs de la loi en écrivant l'alinéa 2 du nouvel art. 1499 ?

Ils ont voulu tout simplement consacrer la jurisprudence antérieure de la Cour de Cassation sur ce point (2).

Or cette jurisprudence, — nous le savons, — consistait

(1) Voir *suprà*, p. 106.

(2) Voir notamment : *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 46, avant-dernier alinéa, p. 162 et p. 226 *in fine* ; dans le même sens, *adde* : A. VIATTE, *Journal des Not. et Avoc.*, du 20 juin 1924, article 33. 921, p. 430, n° 7, *in fine*.

(par l'application que nous connaissons de l'anc. art. 1499 et grâce à une interprétation très libérale de l'art. 1504, al. 2) à soumettre *la preuve des reprises entre époux de leur mobilier présent et futur aux règles du droit commun, sauf le bénéfice pour la femme*, en ce qui concernait son mobilier futur seul, *des dispositions de faveur de l'art. 1504 al. 3.*

C'est donc cette jurisprudence que les Tribunaux devront continuer à appliquer pour respecter l'esprit de la loi.

Mais le pourront-ils ? C'est là une question que nous nous contentons de poser sans oser y répondre : par sa concision, l'al. 2 du nouvel art. 1499, — nous l'avons montré, — renferme désormais le juge dans un dilemme dont il lui sera difficile de sortir sans violer tout au moins la lettre de la loi : l'art. 1502 ne contenant aucun principe général et n'énonçant à titre d'exemple qu'un mode isolé de preuve de reprise des meubles présents, il faudra qu'il cherche ailleurs la base du système qu'il voudra appliquer quel qu'il soit ; s'il la cherche dans l'art. 1504, ne forcera-t-il pas la portée de cet article qui ne vise, c'est indiscutable, que le mobilier futur ? et s'il fait appel à quelque autre disposition de notre Code, ne sera-ce pas le nouvel art. 1499 qu'il violera, en réglant la preuve des reprises entre époux par d'autres textes que ceux formellement visés par l'alinéa 2 de cet article ? (1).

(1) Nous ne connaissons qu'un arrêt rendu sur la question depuis la loi du 29 Avril 1924 : c'est un arrêt de la Cour de Paris du 27 mai 1924 (*Le Monde judiciaire*, 1^{er} octobre 1924, p. 3, 1^{re} colonne, et la note ; *Gaz. Trib.*, 1924-2-611) ; cet arrêt, (dont on pourra lire les motifs aux annexes, *infra*, p. 334 et 335) a continué la jurisprudence antérieure que nous avons relatée, d'après laquelle les époux peuvent justifier de leurs apports l'un vis-à-vis de l'autre par tous moyens de droit commun dont l'appréciation est laissée aux tribunaux. Toutefois cette décision ne nous semble pas présenter un gros intérêt au point de vue de la question dont nous venons de nous occuper, car elle a été rendue sous l'empire de la loi an-

II. — *Preuves admises par la loi
nouvelle pour l'exercice des reprises
à l'égard des tiers*

La question de la preuve des reprises des époux « à l'égard des tiers », sur laquelle a plus particulièrement porté la modification introduite par la loi du 29 avril 1924 dans notre législation, est réglée en ces termes par l'al. 1^{er} du nouvel article 1499 C. civ. :

« Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis « est réputé acquêt, *sauf preuve contraire, établie suivant le droit commun à l'égard des tiers.*

Ce texte a déjà donné lieu à trois séries de difficultés que nous allons examiner successivement :

Quels sont *tout d'abord* les « tiers » visés par l'al. 1^{er} du nouvel art. 1499 ?

Quel est exactement, *en second lieu*, le système de preuve que la loi nouvelle a substitué à la nécessité de l'inventaire authentique de l'ancien art. 1499 ? Il existe en effet deux droits communs de la preuve, dans notre Droit civil : le droit commun en matière de *preuve d'un droit de propriété* et le droit commun en matière de *preuve d'un droit de créance*, droit commun de la preuve des obligations (art. 1315 et suivants du Code Civil). Dès lors, la loi nouvelle a-t-elle voulu consacrer l'application simultanée de ces deux droits communs, chacun dans leur domaine respectif (reprises en nature = droit commun de la preuve des droits de propriété, reprises en deniers = droit commun de la preuve

cienne, et même on pourrait croire, à sa lecture, que l'existence de la loi nouvelle (qui était alors promulguée depuis presque un mois) a complètement échappé au rédacteur dudit arrêt qui n'y a fait aucune allusion.

des droits de créance) ? ou au contraire n'a-t-elle voulu autoriser que les moyens de preuve appartenant à un seul de ces droits communs dans tous les cas de reprise, et dans l'affirmative, *ceux de quel droit commun* a-t-elle autorisés ?

Enfin si ce sont les seuls modes de preuve du droit commun des obligations qu'elle a voulu établir, comme nous le pensons, — la loi nouvelle a-t-elle ou non maintenu la nécessité de la date certaine écrite sous l'art. 1328 (argument tiré de la modification de l'art. 563 C. com.) ?

* * *

Première difficulté. Quels sont les « tiers » visés par l'alinéa premier du nouvel article 1499

Nous savons qu'en dehors du cas où elle exerce ses reprises contre son mari, c'est généralement contre les créanciers dudit mari ou de la communauté que la femme poursuit l'exercice de ses reprises.

On a reproché aux législateurs de 1924 de ne pas l'avoir dit expressément et, en employant sous l'alinéa 1^{er} du nouvel article 1499 l'expression générale de *tiers*, d'avoir « confondu avec les tiers les créanciers de celui des époux contre lequel les reprises sont réclamées (1) ».

Ce reproche ne nous semble pas pouvoir être retenu, non plus d'ailleurs que les raisons pour lesquelles il a été formulé.

Cette confusion — nous dit en effet M. Savatier — résulte du langage vicieux dont on se servait déjà avant la loi nouvelle; en disant à cette époque que la preuve des reprises mobilières de la femme nécessitait un inventaire à l'égard des *tiers*.

(1) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 350, n° 35.

Or, explique le savant professeur (1), « même lorsque la communauté est insolvable et que la femme y renonce, c'est contre le mari que les reprises sont demandées, et ce sont ses droits que les créanciers exercent. *Ils ne sont donc pas des tiers* au sens habituel du mot ; *ce sont les droits du mari* que la loi protège en l'absence d'inventaire quoique la présomption irréfragable qu'elle établit soit dans l'intérêt des créanciers ».

Et encore (2) : supposons qu'une femme renonce à une communauté insolvable, et dispute ses reprises aux créanciers de celle-ci et du mari. *Ces créanciers chirographaires n'ont d'autres droits que ceux de leur débiteur*, c'est donc théoriquement contre le mari que la femme réclame ses reprises, même lorsqu'elle se heurte à leur résistance ».

Il nous semble difficile d'accepter cette manière de voir ; nous ne croyons pas exact de dire qu'en cas de demande en reprise de la part de la femme, les créanciers chirographaires du mari à l'encontre desquels cette demande s'exerce *n'ont pas d'autres droits que ceux de leur débiteur* ; nous pensons au contraire que ces créanciers ont un autre droit que ceux du mari, un droit supplémentaire, qui leur a été précisément accordé par la loi pour parer aux fraudes et aux collusions possibles de leur débiteur : celui qui les autorisait sous l'empire de la loi ancienne à exiger la production d'une preuve sensiblement plus rigoureuse que celle qui était suffisante à l'égard du mari seul, droit particulier que la loi nouvelle continue à proclamer, en principe tout au moins.

D'ailleurs si l'on admettait que dans notre hypothèse les créanciers chirographaires ne sont pas des tiers et n'ont pas

(1) *Op. cit.*, p. 340, n° 11.

(2) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 348, n° 31.

d'autres droits que le mari lui-même, ce serait nier la nécessité même de protéger ces créanciers contre les fraudes que nous avons signalées, et il faudrait rejeter pour la détermination des moyens de preuve des reprises, toute distinction entre le cas où la femme exerce ses reprises contre son mari seul et celui où elle les exerce contre les créanciers dudit mari ou de la communauté, puisque, d'après l'opinion que nous combattons, lorsque la femme réclame ses reprises, ce serait toujours, théoriquement, contre son mari.

Or, il semble que cette conséquence, M. Savatier lui-même n'irait pas jusqu'à l'accepter (1).

Nous en concluons que la loi nouvelle n'a commis aucune confusion critiquable en assimilant les créanciers chirographaires à des tiers dans l'al. 1^{er} du nouvel article 1499.

Nous savons en effet que le mot « tiers » revêt, dans la langue du droit, des sens multiples. Comme l'a très justement fait observer M. Lalou (2) il en existe au moins trois :

« Dans une acception très étroite, les « tiers » sont ceux « avec lesquels une personne n'a jamais eu de relations juridiques, ces tiers sont ceux que Dumoulin appelait les « étrangers de l'intérieur *«penitus extranei»*, et que vise « l'art. 1165 pour dire que les conventions ne peuvent ni leur « nuire ni leur profiter. Dans une acception un peu plus « large, le mot « tiers » désigne en outre même les ayants-cause à titre particulier des parties : c'est en ce sens que « l'art. 1328 déclare inopposable aux « tiers » la date d'un « acte sous seing-privé quand elle n'est pas devenue certaine par l'un des événements énumérés dans ce texte

(1) Voir en effet *Comment. cité*, p. 339, n° 10, le passage où M. Savatier signale la nécessité de protéger les créanciers contre les fraudes de leurs débiteurs.

(2) LALOU, *La pratique de l'inventaire...*, n° 10, p. 23.

« (enregistrement, décès d'un des signataires ou relation « dans un acte authentique). Enfin dans une acception « encore plus large, le mot « tiers » va jusqu'à désigner même « les créanciers chirographaires des parties ; c'est avec cette « signification du mot *tiers* que l'art. 1321 dispose que « les « contre-lettres n'ont point d'effet contre les tiers ». Cela « étant, pour déterminer le sens qu'une disposition législa- « tive donne au mot « tiers », il faut savoir soit par son con- « texte, soit par son esprit ceux qu'il entend viser et plus « spécialement protéger ».

Or, en matière de preuve de reprise des propres mobiliers ceux que la loi entend protéger ce sont les créanciers auxquels pourrait préjudicier une collusion entre époux, ourdie dans le dessein de majorer les reprises du conjoint de leur débiteur, de manière soit à soustraire un meuble à leurs poursuites, soit à grossir le montant des reprises de l'époux réclamant.

C'est donc dans la dernière des significations indiquées plus haut, la plus large, que le mot « tiers » a été employé dans l'art. 1499 nouveau al. 2, du Code civil.

Il comprendra donc :

Lorsque la demande en reprise émanera du mari : les créanciers personnels de la femme antérieurs au mariage, et ceux grevant les successions à elle échues au cours du mariage et qu'elle aura acceptées avec l'autorisation de son mari ;

Lorsque la demande en reprise émanera de la femme, cas le plus fréquent, le mot « tiers » désignera, comme nous l'avons vu, les créanciers du mari et de la communauté, et nous savons (1) que la jurisprudence englobe dans une très

(1) Voir Civ. 15 mars 1899, rapporté *suprà*, p. 162.

large acception du terme de « créanciers » même l'acquéreur d'un bien vendu par le mari et grevé d'une hypothèque garantissant le recouvrement des reprises de la femme, « cet acquéreur se trouvant exposé à l'éventualité d'une fraude, et se trouvant ainsi au nombre des *tiers* que protège l'art. 1499 ». Elle va même jusqu'à y comprendre les créanciers du mari *postérieurs à la dissolution de la communauté*, « attendu que la loi ne fait aucune distinction entre les créanciers du mari, que tout créancier, même postérieur à la dissolution de la communauté, a intérêt à ne pas laisser diminuer le gage de son débiteur, et qu'il est évident que le législateur a voulu que la présomption de l'art. 1499 pût être invoquée chaque fois qu'un tiers se trouve intéressé à l'invoquer (1) ».

Cette dernière phrase constitue à notre avis la définition du mot « tiers » dans le nouvel art. 1499 al. 1^{er} : les tiers sont toutes les personnes autres que les époux ou leurs héritiers qui pourront se trouver intéressées à invoquer la présomption d'acquêts.

*
* * *

Deuxième difficulté. Quelle est la preuve de droit commun que la loi nouvelle a voulu substituer à l'exigence antérieure de l'acte authentique ?

On a soutenu (2) depuis l'apparition de la loi nouvelle que cette loi n'aurait pas établi pour tous les cas de reprise une réglementation unique du système des preuves ; et on

(1) Montpellier, 12 novembre 1924 : D. 1925-2-17, et la note de M. SAVATIER ; *Gaz. Pal.*, 7 et 8 décembre 1924 ; *Gaz. Trib.*, 26 et 27 décembre 1924.

(2) Voir notamment SAVATIER, *Comment. cité*, p. 352 et suiv.

a dit que — bien que cette distinction n'ait pas été formellement consacrée par le législateur de 1924 — il faudrait continuer, comme le faisaient la Doctrine et certaines Cours d'Appel avant la loi, à distinguer entre le cas où les reprises s'exercent en nature et celui où elles s'exercent en deniers ; la survivance de cette distinction résulterait du caractère général de l'expression « preuve établie *suivant le droit commun* » employé sous l'al. 1^{er} du nouvel article 1499 pour désigner la preuve qui sera désormais admise au cas d'exercice des reprises « à l'égard des tiers ».

En effet — dit cette théorie — il n'y a pas un droit commun de la preuve *unique*, s'appliquant à la preuve de tous les droits. Ce droit commun diffère, notamment suivant qu'il s'agit de faire la preuve d'un *droit de propriété* ou d'un *droit de créance*.

I. *Preuve d'un droit de propriété* (*Cas de reprise en nature*)

Lorsqu'il s'agit de faire la preuve d'un *droit de propriété mobilière* (cas d'une action en revendication) il y a lieu tout d'abord de sous-distinguer à nouveau suivant que la revendication porte sur *des meubles corporels et des titres au porteur* ou sur *d'autres biens mobiliers* : titres nominatifs, fonds de commerce, etc... c'est-à-dire suivant que la propriété résulte d'un *simple fait* ou d'un *acte juridique*.

A) Dans le premier cas, lorsqu'il s'agit de meubles corporels et de titres au porteur, *considérés individuellement* (1)

(1) On admet généralement en effet que l'art. 2279 C. civ. dont il va être parlé ne s'applique qu'à ces deux espèces de meubles ; cf. sur ce point COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 914 et 915.

l'art. 2279 C. civ. nous dit en effet que la possession de ces meubles *vaut titre* (1) en sorte que leur possesseur [à condition bien entendu, qu'il soit de bonne foi, et que sa possession, conformément à l'art. 2229 C. civ., ne soit pas entachée des vices de violence, clandestinité, équivoque ou précarité (2)] n'a aucune preuve à fournir de son droit de propriété.

« Celui qui revendique un meuble devra commencer par prouver que son adversaire, le possesseur actuel, est de mauvaise foi, ou que sa possession ne réunit pas les conditions requises par la loi. Cela fait, il lui restera à démontrer *qu'il avait lui-même possédé la chose auparavant*. Cela équivaut à prouver sa propriété, puisque la possession (présumée de bonne foi) dont il avait joui précédemment, avait constitué pour lui *l'équivalent d'un titre* (3) ».

Or cette situation — affirme la théorie que nous exposons — est bien celle de la femme demandant à exercer à l'égard des tiers, c'est-à-dire en général à l'égard des créanciers de son mari ou de la communauté, la *reprise en nature*, à titre de *propriétaire*, de meubles *corporels* à elle propres.

a) Revendication de meubles présents

Supposons, en effet, qu'elle revendique des meubles présents, c'est-à-dire par elle apportés en mariage.

Que devra-t-elle prouver ? Elle devra prouver son *droit*

(1) Art. 2279 C. civ. : « En fait de meubles, la possession vaut titre ;
« Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose,
« peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte
« ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve ; sauf à celui-ci
« son recours contre celui duquel il la tient ».

(2) Art. 2229 C. civ. : « Pour pouvoir prescrire, il faut une possession
« continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à
« titre de propriétaire. » Cf. COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 877 et suiv.

(3) COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 1005.

de propriété sur tels ou tels meubles déterminés existant dans la masse commune et sur lesquels les créanciers prétendent exercer leurs poursuites, arguant de la présomption d'acquêts établie à leur profit dans la première phrase de l'al. 1^{er} de l'article 1499.

Comment prouvera-t-elle ce droit de propriété ? En prouvant, nous venons de le voir : *d'une part*, que la communauté, — gage des créanciers poursuivants, — dans laquelle se trouvent confondus en fait les meubles revendiqués, ne possède pas ces meubles dans les conditions voulues par la loi : bonne foi, possession « paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire » ; *d'autre part*, qu'elle-même, femme, possédait ces meubles auparavant, c'est-à-dire avant le mariage (1).

La première preuve ne fera pas de difficulté, la possession des meubles par la communauté étant essentiellement *précaire*, (en supposant, — ce qui nous semble très douteux, — qu'on puisse parler de *possession exercée par la communauté*).

Quant à la preuve de la possession de ces meubles par la femme antérieurement à son mariage, elle sera, elle aussi, très facile à faire : la possession étant un simple fait, on pourra recourir pour la prouver à *tous les modes de preuve possibles* « y compris les présomptions simples et la preuve testimoniale (art. 1348) comme cela est de règle chaque fois qu'il n'a pas été possible de se procurer une preuve littérale du fait que l'on invoque (2) ».

Ainsi — d'après cette théorie, que semblent admettre notamment M. Savatier et M. Lalou (3) — lorsqu'une femme

(1) Dans ce sens, cf. SAVATIER, *Comment. cité*, p. 352, n° 42 et suiv.

(2) COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 1004, *in fine* ; dans le même sens *id.*, *op. cit.*, p. 99, 3°.

(3) LALOU, *op. cit.*, p. 26 n° 14

voudra exercer la reprise *en nature* d'un meuble *corporel* par elle apporté en mariage, la loi nouvelle lui permettant, à l'égard des tiers, la preuve du droit commun — elle n'aura qu'à prouver que son droit de propriété sur le meuble revendiqué est antérieur à son mariage, et pour y parvenir « l'article 2279 lui permet de prouver cette propriété par la possession qu'elle avait alors, et cette possession, simple fait matériel, peut se démontrer par tous moyens (1) ».

b) *Revendication de meubles futurs*

S'il s'agit de la reprise *en nature* de *meubles corporels futurs* de la femme, la preuve que celle-ci devra fournir de son droit de propriété pourra varier, suivant qu'elle aura recueilli les meubles dont s'agit par *succession* ou par *donation ou legs* au cours du mariage.

Dans le premier cas, elle aura une double preuve à administrer.

Elle devra prouver d'abord que les meubles revendiqués et se retrouvant *en nature* dans la masse commune, appartenaient de son vivant au défunt dans la succession duquel elle prétend les avoir recueillis ; cette preuve de la *possession des meubles par le défunt* pourra être faite, comme la preuve de toute possession, par tous moyens (2).

Puis elle devra prouver sa qualité de seule héritière du défunt, ou d'attributaire par partage ou autrement (en cas de pluralité d'héritiers) — des meubles qu'elle revendique ; cette preuve étant celle d'un *fait juridique* (décès et dévolution de la succession), et nécessitant même parfois la *preuve*

(1) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 352, n° 44, 1^o.

(2) En ce sens. SAVATIER, *op. cit.*, p. 353, n° 45, 2^o.

d'un acte juridique (attribution par partage, cession de droits successifs, etc...) la femme réclamante devra la faire par les moyens particuliers que la loi détermine pour ce genre de preuve moyens plus rigoureux, nous le verrons, que ceux admis pour la preuve des faits matériels.

Dans le cas de donation ou de legs recueilli pendant le mariage, c'est encore l'acte juridique (acte de donation, testament) que la femme devra prouver, et cette preuve obéira alors à des dispositions très spéciales et très sévères de la loi, tenant à la réglementation particulièrement minutieuse de ces actes eux-mêmes.

B) Mais la preuve du simple fait de la possession ne suffit plus pour entraîner celle du droit de propriété **lorsqu'il s'agit d'autres biens mobiliers que de meubles corporels et de titres au porteur considérés individuellement.**

Lorsqu'il s'agit en effet de propriété d'universalités mobilières, ou de navires, ou de meubles incorporels (créances autres que les titres au porteur, fonds de commerce) etc...(1) le droit de propriété doit reposer sur autre chose, qu'une simple possession, il doit reposer sur des titres, sur des *actes juridiques*.

La preuve de la propriété, pour cette catégorie de meubles, résultera donc de la preuve de ces actes.

Or la preuve des actes juridiques est réglée par les articles 1315 à 1368 du Code civil (2) que nous allons retrouver plus loin.

(1) Cf. COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 914 et 915.

(2) A dire vrai, le légistateur ne s'est occupé sous ces articles que de la preuve des *actes juridiques*, mais il y a lieu d'étendre ces principes aux *faits* juridiques en général, sans s'attacher non plus à la place que cette théorie des preuves occupe au Code Civil au titre des contrats. Cf. COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 91.

II. *Preuve d'un droit de créance* (*Cas de reprise en deniers*)

Ces articles, et surtout les art. 1341 à 1348 relatifs à l'emploi de la preuve testimoniale, constituent en effet *le droit commun de la preuve des obligations*.

Ce sont eux, donc, qu'il y aura encore lieu d'appliquer en cas de reprises en deniers, puisque la femme réclamante fait alors valoir un *droit de créance* contre la communauté.

Les principales conséquences de l'application de ce droit commun résultant de la loi nouvelle seront que, dans ce cas de reprise en valeur, la femme pourra prouver ses reprises par témoins jusqu'à cent cinquante francs (art. 1341 C. civ.) et qu'au-dessus de cette somme, elle devra faire cette preuve par écrit, ou tout au moins apporter un commencement de preuve par écrit complété par des témoignages ou par des présomptions graves, précises et concordantes (art. 1347 et 1353 C. civ.).

*
* *

Pour résumer la théorie que nous venons d'exposer, la loi de 1924 aurait consacré la nécessité de distinguer, — comme l'avaient proposé la Doctrine et certaines Cours d'Appel, — suivant que les reprises de la femme contre les créanciers s'exercent en valeur ou en nature : en principe c'est le droit commun des obligations, — dont nous avons rappelé les grandes lignes, — qui devra s'appliquer, *mais lorsqu'il s'agira d'une reprise en nature de meubles corporels, (ou de titres au porteur), la preuve sera entièrement libre et pourra se faire tant par témoins que par présomptions.*

Or cette assimilation d'une demande de reprise en nature de meubles corporels à une action en revendication nous semble, tout d'abord aussi peu exacte que possible :

On ne peut pas dire, selon nous, qu'il y ait *conflit de propriété* lorsqu'une femme demande l'exercice de reprises de cette nature : conflit de propriété avec qui ? ce ne serait pas avec les créanciers poursuivants, ceux-ci n'exerçant pas cette propriété, à laquelle d'ailleurs ils n'auraient aucun titre, pas même la possession, et agissant au contraire en vertu d'un droit bien différent (droit de poursuite par exemple.)

Ce ne serait pas davantage avec la communauté : dire que *la communauté* tant qu'elle dure a *la possession des meubles propres de la femme* qui, lors de sa dissolution, les revendiquerait *contre elle*, et par conséquent contre les créanciers dont elle est le gage, — serait à notre avis, l'expression d'une idée vicieuse, tendant à conférer à cette communauté une sorte de personnalité morale en contradiction avec les principes de notre Droit.

Il ne s'agit donc pas d'un procès en revendication : il s'agit tout simplement pour la femme, *d'abattre la présomption d'acquêts* établie au profit des tiers ; or les moyens d'abattre cette présomption n'ont rien de commun avec les modes de preuve du droit de propriété.

En outre, nous allons montrer que la théorie que nous venons d'exposer ne fait pas, — à notre avis, une interprétation exacte de la volonté du législateur de 1924, et que la loi nouvelle, au contraire, écartant toute distinction de principe entre les reprises en nature et les reprises en deniers, a voulu n'établir qu'un *seul système* de preuve, *le système de preuve du droit commun des obligations*, quel que soit le mode d'exercice des reprises de la femme, que ce soit à

titre de propriétaire ou à titre de créancière, et quels que soient les biens sur lesquels ces reprises puissent porter.

* * *

Ainsi, — affirmons-nous, — la femme devra toujours prouver ses reprises par écrit, ou tout au moins par un commencement de preuve par écrit complété comme nous l'avons dit (1).

La preuve par témoignages seuls ou par simples présomptions ne sera jamais admissible en l'absence de ce commencement de preuve par écrit, *même au cas de reprise en nature de meubles corporels*.

Et il nous semble, quoiqu'on en ait dit, — qu'il a si peu été dans les intentions des rédacteurs de la loi nouvelle d'élargir dans ce dernier cas les modes de preuve permis à la femme, que dans l'avant-projet de cette loi préparée par la Société d'études législatives, on avait au contraire fait une exception à l'application du droit commun, *mais pour rendre plus difficile cette preuve au cas précisément de reprise en nature de meubles corporels*.

Nous avons vu en effet (2) que le texte élaboré par la Commission d'étude prévoyait la restriction suivante à l'application de la preuve du droit commun à l'égard des tiers :

« Toutefois, s'il s'agit de meubles corporels, la reprise ne pourra être faite en nature *que s'ils ont été constatés par inventaire ou état en bonne forme* ».

« L'inventaire, — expliquait M. Jouselin dans son rap-

(1) Sauf bien entendu si la valeur en est intérieure ou égale à 150 fr.

(2) Voir *suprà*, p. 214, 219 *in fine* et 223.

« port (1), — paraît en effet le seul mode de preuve susceptible d'identifier suffisamment le mobilier *corporel* pour en permettre la revendication par la femme à titre de *propriétaire*. A défaut d'inventaire, la femme se portera seulement créancière de la valeur de ce mobilier corporel qu'elle établira *par les modes de preuve ordinaires*...

« Dans tous les autres cas, reprise de meubles corporels en valeur, reprise de meubles incorporels en nature ou en valeur, la preuve sera administrée *par tous modes de preuve de droit commun* ».

Bien sûr, cette exception, — comme nous l'avons dit (2), — fut rejetée lors de la discussion du projet de loi à l'Assemblée générale de la Société d'études législatives, mais le rejet de cette exception n'a été opérée que *pour faire rentrer dans le droit commun* le cas de reprise en nature des meubles corporels, non pas pour l'en faire sortir, dans une direction opposée, en rendant, par une exagération inverse, la preuve plus facile dans ce cas que dans tous les autres cas de reprise.

On pourrait peut-être dire que M. Garçon, sur les observations de qui fut supprimé l'alinéa relatif à la preuve par inventaire au cas de reprise en nature de meubles corporels, avait en vue, lorsqu'il demandait la suppression de cet alinéa, la possibilité d'autoriser la preuve très large de la possession de ce genre de meubles :

« Quel a été le motif de cette exception concernant les meubles corporels, demanda en effet M. Garçon ? *Il semble que la solution contraire eût dû être admise pour les meubles corporels*. En effet, supposons une femme qui a hérité

(1) Bull. Soc. Et. législ., 1921, p. 161.

(2) Voir *suprà*, p. 223.

« d'un tableau, d'une tapisserie, d'un meuble qui vaut aujourd'hui 25,30 ou 40.000 francs ; *tout le monde sait que cela a été chez ses parents, et elle, à défaut d'inventaire, elle ne pourrait pas dire : tout le monde sait que cela vient de chez mes parents, et elle ne pourra le revendiquer ?* » (1).

Ces mots nous paraissent être une allusion directe à la preuve très large qui aurait pu être admise, comme conséquence de l'art. 2279, en matière de propriété de meubles corporels.

Mais cette suggestion ne trouva pas d'écho dans l'Assemblée :

« Oui, — répondit M. le Professeur Capitant (2), — *mais vous savez combien la preuve par témoins est fragile. On embrouille toutes les affaires, on n'en éclaireit aucune. Si on est en face d'un homme insolvable, et d'une femme de mauvaise foi, et souvent ce sont les deux, ils auront toujours des témoins, et c'est sur une simple déclaration que les juges trancheront la question ! Il n'y a qu'une garantie en matière de preuve, et surtout en matière de preuve d'identité : c'est l'écrit* ».

Et cette observation parut, à juste titre, si convaincante, que M. Garçon, abandonnant ses postes avancés et se repliant sur les positions plus solides du droit commun, répondit :

« *En droit commun, si une tapisserie vaut plus de 150 francs, il faut un commencement de preuve par écrit : cela suffit : point n'est besoin d'un inventaire ; voilà une femme qui prouve que telle tapisserie vient de chez son père, elle apporte un commencement de preuve par écrit. Il*

(1) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 54.

(2) *Id.*, *loc cit.*

« existe une foule de meubles corporels dont l'origine, l'identité pourra être établie par des modes de preuve de droit commun autres que l'inventaire ou état en bonne forme, et vous refuseriez à la femme la reprise dans ce cas ?

« ... Avec les règles du droit commun elle y parviendra facilement, avec votre texte vous restreignez son droit ».

Ainsi ce que demandait M. Garçon en définitive, ce n'était plus l'application des modes de preuve faciles de la possession en cas de reprise en nature des meubles corporels, c'était la suppression de la nécessité de l'inventaire que le projet de la loi nouvelle faisait survivre dans ce cas ; ce qu'il voulait, en un mot, c'était l'application du droit commun à tous les cas de demandes en reprise.

M. Joussetin exposa d'ailleurs que cette opinion de M. Garçon était celle de nombreux membres de la Société :

« La majorité de la Commission était favorable, — déclara-t-il (1), — à l'idée d'unifier tous les modes de preuve quelle que fût la nature du bien revendiqué. On arriverait ainsi à une solution beaucoup plus simple et beaucoup plus logique. Si on a créé au cours de la discussion l'exception contenue au deuxième paragraphe du nouvel art. 1499, c'est à titre de transaction, et pour donner satisfaction, dans une certaine mesure, à certains membres de la Commission qui non seulement craignaient les conséquences de l'application absolue des modes de preuves de droit commun, mais qui en outre redoutaient, pour le cas spécial de reprise en nature de meubles corporels, la difficulté en l'absence d'inventaire d'identifier suffisamment en fait certains meubles corporels, principalement ceux de peu de valeur ; mais la majorité de la Commission était fa-

(1) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 55.

« favorable à la solution que propose M. Garçon, c'est-à-dire
« à l'adoption du principe seul de la preuve de droit commun
« sans aucune exception, et cette même majorité sera très
« heureuse si l'assemblée aujourd'hui manifeste le désir de
« voir disparaître l'exception contenue dans le second para-
« graphe de l'article en question ».

Et M. Colin conclut en ces termes : « En somme l'obser-
« vation consisterait à supprimer le second alinéa de l'article
« nouveau ».

Ce qui fut fait.

Il nous semble que cette discussion que nous avons tenu
à rapporter dans son intégralité montre jusqu'à l'évidence
qu'il n'a pas été dans l'esprit des rédacteurs de la loi nou-
velle de permettre la preuve libre en cas de reprise en nature
de meubles corporels.

Pour ce cas de reprise comme pour tous les autres, le
seul système de preuve admis a été celui de la nécessité de
la preuve écrite ou tout au moins du commencement de
preuve par écrit, au-dessus de 150 francs ; c'est toujours
ce système que l'on a voulu désigner, au cours des débats,
sous l'appellation, évidemment assez vague et imparfaite,
de « preuve de droit commun ».

Bien avant la loi, c'est d'ailleurs déjà cette expression
que la jurisprudence de la Cour de Cassation employait
dans le cas de reprise entre époux, pour opposer cette preuve
par écrit ou commencement d'écrit, qu'elle autorisait, à
la preuve entièrement libre par témoins et par présomptions,
qu'elle rejetait (1).

Nous avons montré que son emploi dans le même sens

(1) Voir *suprà*, p. 123 *in fine* et 124, motifs de l'arrêt de la Chambre ci-
vile du 20 août 1884 et de l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 mars
1904.

au cours des Travaux préparatoires de la Société d'Etudes législatives ne nous paraît pas douteux (1) ;

Et il en a été de même au Parlement ; ce passage du rapport de M. Cautru à la Chambre des Députés suffirait même, nous semble-t-il, à justifier le système que nous défendons (2) :

« *L'article 1499 continuera donc d'édicter une présomption générale au profit de la communauté, mais à la preuve résultant de l'acte authentique il substituera le principe de la preuve de droit commun à l'égard des tiers, quelle que soit la nature du bien revendiqué, qu'il s'agisse de meubles corporels ou de droits incorporels.*

« Ainsi rédigé, le texte de l'article 1499 protégera la femme d'une manière efficace et *sans péril pour les tiers*. La présomption édictée contre elle sera une présomption *juris tantum*, et pourra être détruite par la preuve contraire, — *preuve littérale, aveu, serment, preuve testimoniale même au-dessus de 150 francs, s'il y a un commencement de preuve par écrit* (3) ».

Ainsi, quant à nous, ce point ne nous paraît pas discutable : *c'est la preuve des art. 1315 à 1369 du Code Civil*, généralement désignée sous le nom de « *preuve du droit*

(1) Voir notamment *suprà*, p. 220, 223 et note 1, et 227 *in fine*.

(2) *Doc. Parlem.*, Ch. des Dép., 1924, annexe n° 7.251, p. 525, col. 3.

(3) A rapprocher d'un autre passage du même rapport, cité *suprà*, p. 227 *in fine*, faisant allusion en ces termes à la rédaction souvent critiquée de l'art. 4 de la loi du 13 juillet 1907 : *toutes preuves de droit, même par témoins*, et soulignant bien la différence entre cette loi et la loi de 1924 : « L'on peut se demander, en effet, si la preuve testimoniale n'est point, dans ce cas (celui de la loi de 1907), permise au-dessus de 150 francs.

« *Quoi qu'il en soit, le nouvel article 1499, se référant au droit commun, laissera les créanciers à l'abri de telles conséquences dont ils pourraient être les victimes.* »

« *commun des obligations* », que le législateur de 1924 a établie sous l'al. 1^{er} du nouvel art. 1499 C. civ. dans le cas où l'époux tend à exercer ses reprises à l'égard des tiers.

Il nous reste à examiner maintenant la difficulté que l'on a cru pouvoir soulever en ce qui concerne l'application de ce droit commun, relativement à la nécessité de la date certaine.

*
* *

Troisième difficulté = les écrits que les époux invoqueront pour prouver leurs reprises à l'égard des tiers, devront-ils avoir date certaine ?

« Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers, nous dit l'art. 1328 C. civ., que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans les actes dressés par des officiers publics tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire ».

Ainsi, de droit commun, les écrits non authentiques ne peuvent être opposés aux tiers s'ils n'ont pas reçu date certaine par l'un des événements énoncés dans l'article ci-dessus : enregistrement, décès d'un des signataires ou relation dans un acte authentique.

On a prétendu que depuis la loi du 29 avril 1924, cette date certaine n'était plus nécessaire, puisque l'exigence qui en était affirmée par l'art. 563 C. com., 1^o in fine, a été supprimée ; et il faudrait conclure de cette suppression, a-t-on dit, que la femme pourra désormais opposer aux tiers,

pour prouver ses apports, tous actes sous seings privés, sans condition spéciale de date certaine (1).

Nous nous élevons avec force contre une telle opinion.

Avant de vouloir interpréter le silence d'une loi, avant de chercher à expliquer pourquoi elle ne dit plus certaines choses, il faut d'abord tenir compte de ce qu'elle dit d'une façon positive, et le respecter.

Or la loi de 1924 énonce-t-elle, dans l'un quelconque des quatre articles du Code Civil et du Code de Commerce qu'elle a modifiés, l'introduction d'une telle dérogation aux principes du droit commun ? Non :

L'art. 1499 C. civ. al. 1^{er}, et par référence, l'art 560 C. com. ne parlent que de *la preuve du droit commun* ; les art. 1510 C. civ. et 563 C. com. ne précisent l'adoption d'aucun mode de preuve, ce qui est une adoption tacite et régulière des mêmes modes de preuve.

Il faut en conclure que le principe de la nécessité de la date certaine de l'art. 1328 C. civ. est toujours debout.

Du reste, s'il avait voulu le rejeter et apporter une telle dérogation au droit commun, qu'il déclarait si formellement établir par ailleurs, le législateur de 1924, c'est bien évident, n'aurait pas réalisé une modification aussi profonde par une simple suppression de mots, dans un des textes les moins importants de la matière ; il s'en serait expliqué d'une façon expresse, et probablement dans l'article 1499 C. civ.

Or, il ne l'a pas fait, et rien n'autorise à croire qu'il ait eu même l'intention de le faire.

Le législateur de 1924, en effet, a voulu, nous l'avons montré, donner à la femme les moyens de prouver ses re-

(1) Cette opinion est signalée notamment par M. SAVA TIER (*Comment. cit.*, p. 348, n° 32 et 33) et par M. LALOU (*Op. cit.*, p. 29, n° 19).

prises contre les créanciers par les modes de preuve du droit commun, mais il n'a pas voulu aller plus loin.

« *Ce système*, — disait notamment M. Jousset dans son rapport à la Société d'Etudes législatives (1), — *ferait rentrer la femme dans le droit commun* : la femme ne serait plus vis-à-vis des autres créanciers dans une situation spéciale et inférieure, dans un état de fraude présumée que rien ne justifiait. »

Et plus loin : « *Nous ne demandons pas pour la femme une situation privilégiée à l'encontre des tiers*, nous croyons seulement qu'il est équitable de la mettre avec ces derniers sur un pied d'égalité ».

Les débats parlementaires ont été animés du même esprit (2).

Or l'admission du système que nous combattons aurait pour effet, en supprimant la nécessité de la date certaine, d'établir un système de preuve *en dehors du droit commun*, représenté par les dispositions de l'art. 1328, système, qui fonctionnerait « au détriment des tiers dans l'hypothèse dans laquelle les fraudes sont le plus à craindre, l'hypothèse de la faillite de leur débiteur. Il est facile, en effet d'apercevoir que, si la date certaine n'est plus nécessaire, il suffira au mari d'antidater sa reconnaissance de l'apport mobilier présent ou futur de la femme pour rendre cette reconnaissance contemporaine du mariage ou d'une succession échue à la femme et permettre ainsi à celle-ci de tenir par son hypothèque légale en échec le droit des créanciers de la masse (3) ».

La suppression de la nécessité de la date certaine revien-

(1) *Bull. Soc. Et. légis.*, 1921, p. 160.

(2) Voir notamment rapports précités de M. MORAND, au Sénat, et de M. CAUTRU, à la Chambre des Députés.

(3) LALOU, *op. cit.*, p. 29, n° 19.

draît, en fait, à établir *une véritable présomption de propres* que les créanciers auraient toujours le rôle difficile de détruire pour sauvegarder leurs droits, puisque c'est à eux qu'incomberait la charge de prouver la collusion des époux et l'antidate frauduleuse de la reconnaissance signée par le mari.

Ce serait l'abolition du système traditionnel de protection des créanciers suivis en cette matière —, on l'a vu, — pendant toute l'évolution de notre Droit. Or nous avons montré que le but de la loi nouvelle n'avait pas été de bouleverser d'une façon aussi profonde les fondements mêmes de notre législation en matière de preuve des reprises mobilières, et qu'en proclamant à plusieurs reprises (1) sa volonté de maintenir la présomption d'acquêts, le législateur de 1924 avait au contraire voulu conserver le principe du respect et de la défense par la loi des droits légitimes des créanciers.

Pour toutes ces raisons, nous maintenons donc notre affirmation, concluant au maintien de la nécessité de la date certaine, et nous pensons au surplus qu'il n'en demeure pas moins très facile d'expliquer la suppression des cinq mots « par acte ayant date certaine » de l'ancien article 563. C. com.

Comme l'a très justement fait remarquer M. Lalou (2), « puisque le nouveau régime marque le retour au droit commun, il ne fallait pas laisser subsister un membre de phrase laissant croire qu'un « acte » c'est-à-dire un écrit, était *dans tous les cas* nécessaire à la femme pour faire sa preuve contre les tiers ».

En supprimant les mots « par acte ayant date certaine »,

(1) Voir *suprà*, p. 239 et 240.

(2) *Op. cit.*, n° 19, p. 30.

c'est la *nécessité de l'acte* que le législateur a voulu supprimer, *non pas la nécessité de la date certaine*, et « la modification de l'article 563 a pour but, en somme, non de déroger au droit commun, mais, bien au contraire, d'y revenir (1) ».

SECTION TROISIÈME

MODIFICATIONS ACCESSOIRES RÉALISÉES

PAR LA LOI NOUVELLE

(LES NOUVEAUX ART. 1510 C. CIV., 560 ET 563 C. COM.)

Comme nous l'avons dit, c'est le nouvel art. 1499 C. civ. qui constitue le texte fondamental de la loi du 29 avril 1924, et les autres modifications réalisées par cette loi n'ont eu pour but que de mettre en concordance avec ce nouveau texte diverses autres dispositions du Code Civil et du Code de Commerce.

Mais malgré leur caractère accessoire, ces dernières modifications ont donné lieu depuis la promulgation de la loi à quelques difficultés : on a discuté la portée exacte de ces modifications, on en a même critiqué l'opportunité, et on a prétendu que la loi nouvelle par contre avait eu le tort de laisser subsister dans leur ancienne rédaction certains textes, — les art. 1416 et 1417 C. civ., — qu'il eût été bon de modifier pour réaliser, dans le domaine de la réforme opérée, l'unification de notre législation.

Nous allons tout d'abord exposer et commenter les dispositions nouvelles que la loi de 1924 vient d'établir sous les nouveaux articles 1510 C. civ. et 560 et 563 C. com.

Puis nous dirons pourquoi nous approuvons ces modi-

(1) Dans le même sens, cf. SAVATIER, *Comment. cité*, p. 351. n° 38.

fications, qui nous paraissent tout à fait normales et légitimes, — surtout en ce qui concerne l'art. 1510 C. civ., — et nous montrerons en outre, après avoir rappelé l'objet des art. 1416 et 1417 C. civ., que le maintien de ces articles dans leur rédaction primitive va engendrer, certes, un manque d'unité regrettable dans notre législation, mais qu'il serait exagéré de grossir les conséquences possibles de ce défaut d'unification, les art. 1416 et 1417 C. civ. ne trouvant, en fait, leur application que dans des cas très rares.

§ 1. — **Commentaire des nouveaux art. 1510 C. civ., 560 et 563 C. com.**

*
* *

Le nouvel art. 1510 C. Civ.

Nous avons vu que les rédacteurs du Code civil avaient adopté les solutions déjà suivies dans notre Ancien Droit par la Coutume de Paris, à propos des clauses de séparation de dettes, et qu'en cette matière l'ancien art. 1510 C. civ. n'avait fait que reproduire en le paraphrasant l'art 222 de cette Coutume (1).

Le 1^{er} alinéa et la première phrase de l'al. 2 de cet art. 1510 étaient consacrés à la détermination des effets de la clause de séparation de dettes dans les rapports des époux entre eux, et la fin de l'article (surplus de l'al. 2 et al. 3) définissait les effets de la même clause à l'égard des créanciers en distinguant suivant que le mobilier qui est apporté

(1) Voir *suprà*, p. 108 à 110.

par les époux, ou qui leur est échu pendant la communauté, avait été constaté ou non par inventaire ou état authentique: si le mobilier propre aux époux n'avait pas été inventorié, la confusion de ce mobilier avec les biens communs qui résultait de ce défaut d'inventaire, permettait aux créanciers propres des époux de poursuivre tous les biens composant la masse commune, « sans avoir égard à aucune des distinction qui seraient réclamées ».

Mais l'art. 1510 ne réglait pas expressément l'hypothèse inverse, celle où un inventaire avait été dressé. Pour les créanciers de la femme, on admettait généralement, par argument *a contrario*, qu'ils ne pouvaient saisir que les biens ou la valeur des biens recueillis par la communauté du chef de leur débitrice, mais pour les créanciers du mari, les auteurs n'étaient pas d'accord (1). Dans l'opinion de Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, — qui est celle que nous acceptons parce qu'elle est le plus conforme aux traditions de notre Ancien Droit que les rédacteurs du Code avaient voulu continuer, — en cas de poursuite des créanciers du mari, la femme pouvait se prévaloir de la constatation authentique de ses apports personnels, en faisant distraire les meubles apportés par elle en communauté et en laissant aux créanciers le surplus de la communauté (2).

Quoi qu'il en soit de cette controverse, la loi du 29 avril

(1) « Alors que divers auteurs, — dit M. VIATTE (Comment, cité, p. 433, « n° 2), — tels que Demante et Colmet de Santerre, Huc, Massigli, éten-
« dant l'argument *a contrario*, attribuaient le même effet à l'inventaire
« des biens du mari en limitant leur action (il s'agit de l'action des créan-
« ciers du mari) aux biens inventoriés, — d'autres, parmi lesquels Aubry
« et Rau, Guillouard, Rolland de Villargues, se basant sur les principes
« de la communauté légale, leur permettaient de poursuivre leur paie-
« ment sur tous les biens quels qu'ils soient de la communauté, alors même
« qu'ils proviendraient de la femme ».

(2) VIATTE, *Comment. cité*, p. 433, n° 11.

1924, — nous l'avons vu, — n'a laissé subsister de l'ancien art. 1510 C. civ. que le passage relatif aux effets de la clause de séparation de dettes *entre les époux* : elle a purement et simplement supprimé toute la partie dud. article relative aux effets de cette clause contre les créanciers.

Comment faut-il interpréter cette suppression ?

I. Ne va-t-elle pas donner, tout d'abord aux créanciers de la femme un droit qu'ils ne possédaient pas jusqu'alors ? En l'absence de ce texte qui, implicitement, le leur interdisait, ces créanciers ne vont-ils pas pouvoir agir contre la communauté, *même au cas d'inventaire*, et la situation faite au mari ne va-t-elle pas se trouver ainsi plus mauvaise ?

Cette difficulté a été prévue, aux cours des travaux préparatoires de la loi, par la Commission de Législation civile et criminelle de la Chambre des Députés, et M. Cautru, dans son rapport, a exprimé sur ce point l'avis suivant (1) :

« En l'absence de l'alinéa 2 de l'art. 1510, l'entrée en communauté du mobilier formant précédemment le gage des créanciers de la femme pourrait leur donner une action sur tout le patrimoine de la communauté, même non apporté par la femme, mais seulement dans la mesure de l'enrichissement de ce patrimoine aux dépens de leur débiteur. La communauté ne serait tenue envers eux que de la valeur des meubles reçus de la femme.

« Le mari ne perdrait donc rien à la modification proposée.

« La suppression de l'alinéa 2 de l'art. 1510 modifierait, au contraire, la situation du mari, pour l'améliorer, dans le cas où aucun inventaire des meubles de la femme n'aurait été dressé, puisque les créanciers de la femme n'auraient plus d'action sur la communauté, qu'à concurrence de

(1) *Doc. Parlem.*, Ch. des Dép., 1924, annexe n° 7251, p. 526, col. 1.

« l'enrichissement que l'apport de la femme lui a procuré.
« Les inconvénients de la suppression proposée seraient donc,
« pour le mari, inexistants ; seuls, les créanciers de la
« femme, obligés à recourir aux moyens de droit commun
« pour établir la consistance et la valeur du mobilier de leur
« débitrice se trouveraient atteints et limités dans leur droit
« de poursuite sur les biens de la communauté. »

II. D'autre part, l'amputation de l'art. 1510 a-t-elle pour effet d'enlever aux créanciers propres de chaque conjoint le droit de poursuivre le mobilier entré en communauté du chef de leur débiteur ?

La comparaison de l'ancien art. 1510 avec le nouveau pourrait le faire supposer ; l'affirmation du droit des créanciers y disparaît en effet complètement. « Pourtant, — dit avec raison, selon nous, M. Savatier (1), — le maintien de ce droit nous paraît s'imposer, tant à raison de cette idée que le législateur n'a voulu changer que des règles de preuve, sans toucher à des règles de fond, qu'en vertu du principe *Bona non sunt, nisi deducto aere alieno*. »

III. Enfin, faut-il conclure de la suppression de la seconde partie de l'art. 1510 que désormais, nonobstant l'absence d'inventaire et la confusion du mobilier propre avec le mobilier commun, les créanciers propre des époux ne pourront plus poursuivre les biens communs ?

Cette conclusion, — comme l'a dit M. Lalou (2), — serait d'abord inexacte pour les créanciers propres au mari. On sait, en effet, que, durant la communauté, toute dette du mari est dette de communauté, de telle sorte que les créanciers du mari ont toujours action sur les biens communs,

(1) *Comment. précité*, p. 358, n° 66.

(2) *Op. cit.*, n° 27, p. 39.

et cette solution est vraie, soit que le mobilier propre au mari ait été inventorié, soit qu'il ne l'ait pas été.

« Mais il faut aller plus loin (1). La conclusion tirée de l'amputation de la deuxième partie de l'art. 1510 ne serait pas non plus exacte pour les créanciers propres à la femme ; on ne peut, en effet soutenir que, même en cas de confusion du mobilier propre à la femme et du mobilier commun, les créanciers propres de la femme ne peuvent pas poursuivre les biens de communauté. Si la loi de 1924 a amputé l'art. 1510, elle a laissé intacts les articles 1414 et suivants du Code Civil relatifs au même problème que celui résolu par la partie disparue de l'art. 1510, » et ces articles 1414 et suivants (2) maintiennent au point de vue des dettes d'une succession échue en propre à la femme la distinction entre l'hypothèse où il y a eu inventaire et celle où il n'y en a pas eu.

IV. Nous concluons donc que malgré la disparition de la seconde partie de l'art. 1510, *rien ne sera changé au droit de poursuite des créanciers et aux effets à cet égard de la clause de séparation de dettes.*

En principe, dans le cas de stipulation d'une pareille clause, les créanciers n'ont pour gage que les biens meubles propres à l'époux qui est leur débiteur personnel (sauf la réserve que nous avons signalée en ce qui concerne les droits des créanciers du mari sur les biens de la communauté), et lorsque ces meubles propres sont confondus avec les

(1) LALOU, *op. cit.*, *loc. cit.*

(2) Art. 1414 C. civ. : « Lorsque la succession échue à l'un des époux est en partie mobilière et en partie immobilière, les dettes dont elle est grevée ne sont à la charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la portion contributive du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles.

« Cette portion contributive se règle d'après l'inventaire auquel le

biens communs, le droit de poursuite des créanciers continue comme par le passé à s'étendre à tous ces biens, afin que cette confusion ne puisse leur préjudicier.

Mais, — et c'est ici la seule innovation qu'a voulu réaliser la loi de 1924, — alors que sous l'empire des anciens art. 1499 et 1510 il fallait nécessairement pour faire cesser la confusion entre les biens communs et les biens meubles propres aux époux, que ces derniers biens fussent constatés par un inventaire ou par un état authentique, il suffira maintenant aux époux, pour faire cesser cette confusion, de prouver la consistance ou la valeur de leurs meubles propres par les modes de preuve du droit commun.

C'est d'ailleurs là le seul but que s'était proposé le législateur de 1924, qui n'a considéré la modification qu'il ap-

« mari doit faire procéder, soit de son chef, si la succession le concerne
« personnellement, soit comme dirigeant et autorisant les actions de sa
« femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue ».

Art. 1415 : « A défaut d'inventaire, et dans tous les cas où ce défaut
« préjudicie à la femme elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolu-
« tion de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même
« faire preuve, tant par titres et papiers domestiques que par témoins,
« et au besoin par la commune renommée, de la consistance et valeur
« du mobilier non inventorié.

« Le mari n'est jamais recevable à faire cette preuve ».

Art. 1416 : « Les dispositions de l'article 1414 ne font point obstacle
« à ce que les créanciers d'une succession en partie mobilière et en partie
« immobilière poursuivent leur paiement sur les biens de la commu-
« nauté, soit que la succession soit échue au mari, soit qu'elle soit
« échue à la femme lorsque celle-ci l'a acceptée du consentement de son
« mari ; le tout sauf les récompenses respectives.

« Il en est de même si la succession n'a été acceptée par la femme que
« comme autorisée en justice, et que néanmoins le mobilier en ait été
« confondu dans celui de la communauté sans un inventaire préalable ».

Art. 1417 : « Si la succession n'a été acceptée par la femme que comme
« autorisée en justice au refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les créan-
« ciers ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens tant mobi-
« liers qu'immobiliers de ladite succession, et, en cas d'insuffisance, sur
« la nue-propriété des autres biens personnels de la femme. »

portait à l'art. 1510 que comme « la conséquence logique de la nouvelle rédaction de l'art. 1499 et l'application des principes généraux (1) » posés par la loi nouvelle.

*
* *

Les nouveaux art. 560 et 563 C. com.

Les modifications apportées aux art. 560 et 563 C. com. l'ont été, elles aussi, pour mettre ces textes en concordance avec la réforme de l'art. 1499 C. civ., le législateur de 1924 ayant estimé désirable l'unification en cette matière de notre législation civile et de notre législation commerciale.

I. L'ancien article 560 C. com. — nous l'avons vu (2) — reconnaissait à la femme d'un failli le droit de reprendre *en nature* ses propres mobiliers « toutes les fois que l'identité ne serait prouvée *par inventaire ou tout autre acte authentique* » ; le nouvel art. 560 lui reconnaît désormais le même droit « toutes les fois que l'identité en sera prouvée *conformément à l'art. 1499 C. civ.* » c'est-à-dire conformément au droit commun de la preuve des obligations : nécessité d'un écrit au-dessus de 150 francs, ou tout au moins d'un commencement de preuve par écrit, complété par des témoignages ou par des présomptions graves, précises et concordantes.

Le législateur s'est donc contenté de mettre l'art. 560 en harmonie avec le nouveau régime, tout en précisant, en outre, que si la femme succombe dans sa demande en revendication, elle pourra exercer l'action en reprise comme créancière du mari conformément aux dispositions du Code Civil (3).

(1) Discussion de l'avant-projet de la loi à la Société d'Etudes législatives, *Bull. cité*, 1921, p. 55, *in fine*.

(2) Voir *suprà*, p. 114.

(3) Comme l'a très justement fait remarquer M. VIATTE (*Comment.*

II. La modification que l'on a fait subir à l'art. 563 C. com. est de même nature que celle apportée à l'art. 560 : le législateur a voulu simplement réajuster ces deux textes au nouvel art. 1499 C. civ. (1).

Certains commentateurs ont cependant pensé qu'à première vue la modification de l'art. 563 paraissait avoir une portée plus grave, et on a soutenu qu'en supprimant dans cet article les mots « par acte ayant date certaine », le législateur avait voulu dire que désormais les acte sous seing privé opposés par la femme aux tiers pour prouver ses apports seraient dispensés de la date certaine.

Nous avons déjà fait bonne justice de cette allégation (2) et nous maintenons notre affirmation, — qui est aussi celle de MM. Savatier et Lalou (3), — que *loin de déroger au au droit commun, la modification de l'art. 563. C. com., a eu pour but, bien au contraire, d'y revenir.*

Nous ajouterons seulement que cette modification a eu pour effet indirect d'éteindre la controverse qui s'était élevée, — comme nous l'avons relaté (4), — sur la portée et le champ d'application de l'ancien art. 563 C. com. ; en effet, que cet article ait eu pour but d'autoriser l'emploi d'un « acte ayant date certaine » de la part de la femme (d'un failli) prétendant exercer ses *reprises en valeur*, comme l'affirmait le système Bufnoir, — ou qu'il ait au contraire

cité, n° 14, p. 436), on admettait déjà avant la loi de 1924 « que la femme, « qui ne fournissait pas la preuve exigée par l'art. 560, pouvait exercer « sur les biens de son mari une reprise en valeur garantie par son hypothèque légale (LACOUR et BOUTERON, *Précis de Droit commercial*, t. II, n° 2126) ».

(1) En ce sens. cf. LALOU, *op. cit.*, n° 19, p. 30.

(2) Voir *suprà*, p. 266 et suiv.

(3) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 349, n° 33 et 34 ; LALOU, *op. cit.*, n° 19, p. 30 ; Dans le même sens, *adde* VIATTE, *Comment. cité*, n° 15, p. 437.

(4) Voir *suprà*, p. 175 *in fine*.

soumis à la nécessité de la preuve par acte ayant date certaine *la preuve de la réception* par le mari desd. apports en valeur, comme nous l'avons soutenu, — c'est là une question qui ne présentera plus d'intérêt pratique, puisque désormais *dans tous les cas* : qu'il s'agisse de preuve de consistance, de preuve d'identité ou de valeur, ou de preuve d'apport ou de réception, — que la femme se présente à titre de propriétaire, à titre de créancière au rang de son hypothèque légale, ou à titre de simple créancière chirographaire, *ce sera toujours par les modes de preuve du droit commun*, — et plus spécialement, nous le savons; du droit commun *des obligations*, — qu'elle devra faire la preuve de son droit à la reprise qu'elle prétendra exercer.

§ 2. — **Appréciation critique du champ d'application
de la réforme opérée par la loi de 1924.**

On a adressé à la loi nouvelle des critiques de deux ordres différents :

On a d'abord reproché au législateur de 1924 la réforme des art. 1510 C. civ., 560 et 563 C. com, qui n'aurait pas dû être liée, a-t-on prétendu, à celle de l'art. 1499 C. civ. ;

Et on lui a reproché en outre d'avoir maintenu par contre dans leur ancienne rédaction les art. 1416 et 1417 C. civ. qui, eux, auraient dû être modifiés.

Nous allons examiner rapidement ces deux observations.

*
* *

*Justification des modifications apportées aux art. 1510
C. civ., 560 et 563 C. com.*

I. On a prétendu tout d'abord que l'amputation de l'art. 1510 C. civ. n'était pas heureuse et que cela avait été une

erreur des rédacteurs de la loi nouvelle de croire que cet article était un corollaire de l'art. 1499 : « l'art. 1510 C. civ., « au contraire, envisage, a-t-on dit, une fonction toute différente de l'inventaire qui est d'empêcher la confusion du « mobilier propre avec les biens communs pour soustraire « ces derniers à l'action des *créanciers propres* (1). »

« Ces deux textes, — dit le dans le même sens M. Savatier (2), — envisagent des cas très différents : l'art. 1499 « est écrit au profit des créanciers communs, l'art. 1510 au « profit des créanciers propres. »

Mais nous ne pouvons accepter comme suffisamment probant cet argument, qui ne nous paraît être qu'un argument de *mots*.

Bien sûr, l'art. 1510 ne vise pas la preuve des reprises, mais il vise, — nous l'avons montré (3), — une question toute voisine : celle de la limitation du droit de poursuite des créanciers des époux, et il était normal d'assimiler ces deux situations.

Il était d'ailleurs d'autant plus normal de mettre l'article 1510 en concordance avec l'art. 1499 que le premier de ces articles s'applique à la clause de séparation de dettes et que cette clause est un des éléments constitutifs de la communauté réduite aux acquêts que l'art. 1499 a précisément pour but de régir.

Enfin nous dirons pour finir de justifier la modification apportée par la loi nouvelle à l'art. 1510 que les rédacteurs de la loi n'ont très probablement pas examiné le fondement doctrinal de la modification qu'ils ont réalisée.

Animés avant tout, — nous l'avons dit, — du désir de

(1) LALOU, *op. cit.*, n° 28, p. 41.

(2) *Comment. cité*, p. 358, n° 64.

(3) Voir *suprà*, p. 187.

supprimer pour l'avenir les conséquences rigoureuses du système appliqué par la Jurisprudence de la Cour de Cassation, ils ont constaté *en fait* que cette Jurisprudence fondait ses décisions sur la combinaison de l'art. 1499 et de l'art. 1510, « qui, — prétendait elle-même la Cour Suprême, — n'était que l'interprétation, le corollaire du premier (1) » ; pour détruire définitivement cette jurisprudence il fallait, du moment qu'on modifiait l'un des deux textes qui en étaient la base, modifier aussi le second, afin de ne laisser rien subsister des précédentes sources de rigueur.

On ne peut pas reprocher au législateur de 1924, ce souci de précaution et d'unification, dont nous avons montré au surplus la parfaite légitimité.

II. En ce qui concerne la modification des art. 560 et 563 C. com., les critiques adressées au législateur de 1924 ont été moins vives et aussi moins unanimes.

Si M. Savatier affirme, en effet, que « l'art. 560 C. com. « avait un domaine assez différent de l'art. 1499 », et que, d'autre part, « l'art. 563 C. com. qui exigeait la production « d'un acte ayant date certaine pour la preuve des reprises « garanties par l'hypothèque légale de la femme contre la « masse de faillite de son mari, *aurait encore pu subsister « malgré la suppression de la nécessité d'un inventaire* », en sorte que l'erreur des rédacteurs de la loi nouvelle « sur la « portée de ces textes, comme sur celle de l'art. 1510 C. civ. « aurait été certaine (2), —

M. Lalou pense, au contraire, qu'en modifiant dans le sens que nous avons indiqué les deux articles 560 et 563 C. com. le législateur n'a fait que tirer deux conséquences

(1) Voir les motifs des arrêts rapportés *suprà*, p. 134, texte et note 1, et p. 135, texte et note 1.

(2) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 349, n° 34.

normales du nouveau régime qu'il établissait en matière de preuve des reprises mobilières (1).

C'est aussi notre avis.

On pourrait évidemment discuter sur le principe même de l'unification qui vient d'être réalisée entre nos législations civile et commerciale, dans ce domaine de la preuve des reprises, en rattachant cette unification au projet dont on parle depuis longtemps déjà d'assimiler complètement les règles du crédit civil à celles du crédit commercial.

Mais c'est là une question qui risquerait de nous entraîner trop loin et que nous nous contentons de signaler.

*
* *

Divergences que la loi nouvelle a laissé subsister dans notre législation.

I. Mais si nous croyons que le législateur de 1924 a bien fait en mettant d'accord les art. 1510 C. civ., et 560 et 563 C. com. avec l'art. 1499 C. civ., nous pensons aussi qu'il aurait dû, dans le même esprit, modifier les art. 1416 et 1417 C. civ.

Ces textes supposent — nous le savons (2) — qu'une femme commune en biens légalement recueille une succession mixte et l'accepte avec l'autorisation de justice, et ils décident dans ce cas que les créanciers de la succession ont le droit de poursuivre tous les biens communs à moins que le mari n'ait fait faire inventaire des biens héréditaires.

(1) LALOU, *op. cit.*, p. 28, à 30, n° 18 et 19.

(2) Voir le texte de ces articles *suprà* p. 276, en note.

« Bien que le passif de cette succession reste propre à la femme, — dit à ce sujet M. Savatier (1), — les créanciers successoraux gardent aujourd'hui encore action sur tous les biens de la communauté si le mobilier héréditaire qui leur servait de gage n'a pas été inventorié. *Rien ne peut alors suppléer à l'inventaire* ; en l'absence de celui-ci, tout le mobilier commun, faute d'en avoir été valablement distingué, est traité en mobilier successoral. »

Or il aurait fallu dispenser le mari de cette exigence d'un inventaire et l'autoriser à faire sa preuve d'après les modes du droit commun.

Toutefois il serait exagéré de grossir les conséquences qui vont résulter en fait de ce défaut d'harmonie entre les nouvelles dispositions du Code Civil et les art. 1416 et 1417, maintenus dans leur ancienne rédaction, car les textes de ces deux articles ne sont écrits que pour la communauté légale et ne visent, nous l'avons dit, que le cas pratiquement très rare où une femme accepte une succession mobilière ou mixte avec l'autorisation de justice.

II. Il est par contre une divergence plus regrettable que la loi de 1924 a laissé subsister dans notre législation : c'est celle qui résulte du système différent qui semble avoir été institué par l'art. 4 de la loi du 13 juillet 1907, en ce qui concerne la preuve de la consistance des *biens réservés* par la femme qui bénéficie du régime du libre salaire.

Aux termes de ce texte la femme est autorisée à faire cette preuve « *tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers* par toutes preuves de droit, *même par témoins*, mais non par la commune renommée. »

Comme on l'a fait remarquer au cours des travaux de la

(1) *Comment. cité*, p. 357, n° 62.

Société d'Etudes législatives (1) et des Travaux parlementaires (2) ce texte peut prêter à discussion :

Si l'on admet, — comme semble l'avoir cru M. Jousse-
lin (3), — que les mots « même par témoins » de cet article 4
de la loi de 1907 n'ont pas voulu constituer une dérogation
au régime du droit commun (*des obligations*), la preuve des
biens réservés, ne pouvant dès lors se faire par témoins
qu'avec un commencement de preuve par écrit, concorde-
rait avec la preuve des reprises mobilières établie par la loi
de 1924 « à l'égard des tiers » ;

Mais si l'on soutient, — comme nous le pensons, — que
les mots « même par témoins » de l'art. 4 de la loi de 1907
ont traduit la volonté du législateur de l'époque de permettre
librement et sans la nécessité d'aucun écrit la preuve des
biens réservés, on voit que ce système diffère profondément
de celui qui a été adopté par le législateur de 1924.

Cette divergence ne s'accuse pas seulement, d'ailleurs,
dans les rapports des époux avec leurs créanciers : elle se
manifeste aussi dans les rapports des époux entre eux,
puisque *la loi de 1907*, sans distinguer entre ces deux situa-
tions, *rejette dans tous les cas la preuve par commune renom-
mée*, que l'art. 1504 C. civ. al. 3 continue à permettre à la
femme, — nous l'avons vu, — pour la reprise de ses meubles
futurs contre son mari.

(1) Cf. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 54.

(2) Cf. rapport Cautru, à la Chambre des Députés, p. 525, col. 3, *in fine*.

(3) Cf. rapport *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 54 ; — Dans le même
sens, adde SAVATIER, *Comment. cité*, p. 343, n° 19.

SECTION QUATRIÈME

POINT DE DÉPART DE

L'APPLICATION DE LA LOI NOUVELLE

La question que nous allons examiner sous cette section, de la rétroactivité ou de la non-rétroactivité de la loi du 29 avril 1924, est certainement de toutes les difficultés soulevées par la loi nouvelle, celle qui a le plus fait couler d'encre depuis l'apparition de cette loi (1); c'est aussi la seule qui, à notre connaissance, ait déjà fait l'objet d'une décision de la Jurisprudence (2);

Elle est cependant encore loin d'être résolue, et les commentateurs de la loi nouvelle continuent à se diviser en partisans et en adversaires du principe de la non-rétroactivité de la loi.

Nous allons nous efforcer d'exposer l'état de la question et les différents arguments en présence, et nous dirons ensuite pourquoi nous pensons pouvoir conclure *en faveur de la rétroactivité* de la loi de 1924.

§ 1. — Le principe de la non-rétroactivité des lois,
et ses exceptions.

Le principe fondamental dans notre Droit de la non-rétroactivité des lois est formulé en ces termes par l'art. 2

(1) Voir notamment : SAVATIER, *Comment. cité*, p. 344, [n° 23 et suiv. et note au D. 1925-2-17]; — LALOU, *op. cit.*, p. 45, n° 31; — VIATTE, *Comment. cité* p. 429 n° 6; — ALPH. BESNARD, *Comment. cité* n° 20118, p. 194 et suiv.; — FOUGEROLLE, *Comment. cité*, p. 6, n° 17.

(2) Montpellier 12 novembre 1924 : D. 1925-2-17 et le note de M. SAVATIER; — *Gaz. Pal.* 7 et 8 décembre 1924; — *Gaz. Trib.* 26 et 27 décembre 1924.

C. civ : « La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif ; »

Ce qui signifie que la loi ne dispose pas pour les faits qui sont déjà passés, accomplis antérieurement à sa promulgation.

Comme l'a dit très justement M. Planiol (1) : « ce principe est la sauvegarde nécessaire des intérêts individuels. Il n'y aurait aucune sécurité pour les particuliers, si leurs droits, leur fortune, leur condition personnelle, les effets de leurs actes et de leurs contrats, pouvaient à chaque instant être remis en question, modifiés, supprimés par un changement de volonté du législateur. L'intérêt général, qui n'est ici que la résultante des intérêts individuels, exige donc que ce qui a été fait régulièrement sous l'empire d'une loi soit considéré comme valable, et par suite soit stable, même après le changement de législation. »

Cette règle comporte cependant quelques exceptions, car certaines lois produisent leur effet rétroactivement et s'appliquent aux faits anciens, quelle que soit leur date. Il en est ainsi dans *trois cas* : 1^o Quand le législateur l'a déclaré expressément ; 2^o quand la loi est interprétative ; 3^o quand c'est une loi pénale qui diminue ou supprime une peine (2).

Nous allons voir comment les partisans de la non-rétroactivité de la loi de 1924, après avoir montré que cette loi n'appartient à aucun des trois cas exceptionnels ci-dessus, soutiennent que la loi nouvelle ne peut pas être invoquée *contre les créanciers antérieurs à sa promulgation*, de la part des femmes qui réclameraient la reprise de biens mobiliers

(1) PLANIOL, t. I, 8^e édit., 1920, n^o 240.

(2) PLANIOL, t. I, 1920, n^o 249 et suiv.

apportés par elles en mariage ou recueillis par elles durant le mariage *antérieurement à la loi* (1).

§ 2. — **Arguments en faveur de la non-rétroactivité de la loi nouvelle.**

*
* *

Tout d'abord, — font remarquer les partisans de la non-rétroactivité de la loi nouvelle, — cette loi ne peut être classée dans aucune des trois catégories de lois faisant exception au principe de la non-rétroactivité.

C'est bien évident en ce qui concerne la première et la troisième de ces catégories : le législateur n'a pas dit que la loi de 1924 serait rétroactive, et cette loi, d'autre part, n'est pas une loi pénale.

Reste la deuxième catégorie de lois rétroactives : les lois interprétatives. La loi de 1924 est-elle interprétative ?

On l'a soutenu, en prétendant que son unique but avait été de faire cesser un conflit de jurisprudence entre la Cour Suprême et certaines Cours d'appel.

Mais cette opinion n'est pas du tout conforme à l'esprit véritable du législateur, et les travaux préparatoires ne disent rien de semblable, au contraire.

« Placés aujourd'hui sur le terrain purement législatif, — « disait notamment M. Jousselin dans son rapport à la Société « d'Etudes législatives (2), — *nous n'avons pas à étudier les « motifs d'ordre interprétatif* invoqués par l'un et l'autre

(1) En ce sens, cf. VIATTE, *Comment. cité*, p. 429, n° 6 (passage relaté *infra*, p. 289 *in fine*).

(2) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 157.

« des deux systèmes contraires, et tirés des textes de loi
« actuels, *ni à tenter de concilier* sur cette base les opinions
« opposées de tant de savants jurisconsultes.

« *Nous avons simplement à nous demander quelle modi-*
« *fication législative* serait susceptible de trancher dans un
« esprit d'équité et de logique une controverse ancienne... » (1).

Et dans l'exposé des motifs accompagnant le dépôt au
Sénat de sa proposition de loi, M. Boivin-Champeaux s'ex-
primait lui-aussi en ces termes : « Il faut recourir à une *mo-*
dification législative, et c'est l'objet de notre proposition (2) ».

Ainsi, ce n'est pas douteux, la loi de 1924 est, au premier
chef, *modificative*, et la Cour de Montpellier a eu raison de
le proclamer par son arrêt du 12 novembre 1924 (3).

* * *

Ayant ainsi prouvé, — ce qui nous semble certain, — que la
loi de 1924 n'appartient pas aux trois espèces de lois signa-
lées ci-dessus comme rétroactives, les partisans du système
de la non-rétroactivité de la loi nouvelle affirment en outre
que cette loi, si on l'appliquait dès maintenant à toutes les

(1) A rapprocher des paroles suivantes de M. Jousselin lors de la dis-
cussion de l'avant-projet de la loi par la Société d'Etudes législatives
(*Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 45) : « *La Commission de la Société d'Etudes*
« *législatives n'a pas eu, bien entendu, à étudier la base de l'interpré-*
« *tation de la loi actuelle ; elle s'est demandé quelles modifications il serait*
« *utile d'apporter à la loi telle qu'elle était interprétée de la façon la plus*
« *générale à l'heure actuelle, et, pour arriver à ses conclusions, elle a*
« *étudié les espèces les plus saillantes, parmi toutes celles qui étaient*
« *présentées, cherchant dans les solutions données par la Jurisprudence*
« *dans ces cas, s'il y avait vraiment des résultats critiquables et qui né-*
« *cessitaient une modification par le législateur* ».

(2) *Doc. Parlem.*, Sénat, 1921, annexe n° 368, p. 722, 1^{re} col.

(3) Pour les références à cet arrêt, voir *supra*, p. 285, note 2.

demandes de reprise, porterait atteinte à des faits accomplis, à des situations acquises ;

Et ils invoquent à l'appui de leur affirmation ce principe que « l'admissibilité d'un mode de preuve se détermine d'après la législation en vigueur au moment où a eu lieu le fait ou l'acte qu'il s'agit de prouver (1). »

Or, — continue la théorie que nous exposons, — le fait ou l'acte qu'il s'agit de prouver pour une femme qui veut exercer ses reprises mobilières contre les créanciers de son mari ou de la communauté, c'est le fait ou l'acte d'où résulte le caractère propre du bien qu'elle revendique ou de la somme dont elle se prétend créancière.

Si cette femme s'est mariée avant la loi de 1924, ou si elle a recueilli une succession mobilière avant cette loi, elle ne pourra donc pas, pour exercer la reprise de ses biens présents ou des biens futurs provenant de ladite succession, invoquer les moyens de preuve du droit commun établis par la loi nouvelle, et cela même si la dissolution de sa communauté n'a lieu que très longtemps après la promulgation de cette loi ; elle ne pourra recourir qu'à la preuve par inventaire ou état en bonne forme, la seule en vigueur « au moment où a eu lieu le fait ou l'acte qu'il s'agit de prouver. »

« La loi —, dit M. Viatte (2) —, ne peut porter atteinte
« à des droits valablement acquis antérieurement. En vertu
« de ce principe on doit admettre que pour déterminer le
« mode de preuve afférent à un acte, c'est la loi qui est en
« vigueur au moment de cet acte qui doit être appliquée,
« et non celle qui existe au moment où la preuve doit être

(1) En ce sens : PLANIOL, t. I, n° 245 ; — COLIN et CAPITANT, t. I, p. 55 et 56 ; — *Adde* : *Req.*, 7 juillet 1874 (D. 76-1-430) ; *Civ.*, 26 juin 1889 (D. 91-1-129).

(2) *Comment. cité* p. 429 n° 6.

« apportée. Ainsi pour une communauté déjà dissoute à la
« date de la promulgation de la présente loi, et non encore
« liquidée, l'ancienne règle doit être observée. Pour une
« communauté en cours on exigera, vis-à-vis des tiers, la pro-
« duction d'un inventaire en ce qui concerne le mobilier
« apporté ou échu antérieurement à la loi, et les modes de
« preuve du droit commun seront admis pour le mobilier
« échu postérieurement.

« Pour une communauté ayant pris naissance depuis la
« loi, les dispositions nouvelles s'appliqueront dans tous les
« cas. »

§ 3. — Arguments en faveur de la rétroactivité de la loi nouvelle.

La réfutation de cette théorie a été magistralement exposée, tout récemment, dans une note de M. le Professeur Savatier, parue au Dalloz, sous l'arrêt précité de la Cour de Montpellier du 12 novembre 1924 (1).

Dans cette note, M. Savatier n'a fait d'ailleurs que développer la solution favorable à une application rétroactive de la loi, qu'il avait déjà affirmée dans son Commentaire paru aux Lois nouvelles (2), solution qui fut adoptée ensuite par la plupart des commentateurs de la loi du 29 avril 1924 (3).

Il ne faut pas, — déclare le savant professeur, — prendre à la lettre le principe que « l'admissibilité d'un mode de preuve se détermine d'après la législation en vigueur au

(1) D. 1925-2-17.

(2) *Comment. cité* p. 344, n° 23 et suiv.

(3) Cf. notamment : LALOU, *op. cit.*, p. 45, n° 31 ; — ALPH. BESNARD, *Comment. cité*, p. 194 et 195 ; — FOUGEROLLE, *Comment. cité*, p. 6, n° 17. — En sens contraire, cf. VIATTE, *cité supra*, p. 289 *in fine*.

moment où a eu lieu le fait ou l'acte qu'il s'agit de prouver », et, — comme l'explique M. Capitant lui-même (1), — l'affirmation que les lois de preuve ne rétroagissent pas, n'est exacte qu'en un certain sens.

« Un individu qui s'est assuré une preuve régulière de son droit conformément à la législation alors en vigueur ne peut souffrir d'une législation postérieure déclarant désormais cette preuve inefficace ; la rétroactivité de cette législation équivaldrait à la confiscation de son droit (Comp. pourtant, même dans ce cas, les conclusions de M. le Procureur Général Baudouin, D. 1904-4-118). C'est à cette situation seule, ajoute M. Capitant, que l'on songe en disant que les lois de preuve ne sont pas rétroactives. *Mais on ne prétend nullement par là empêcher une personne à laquelle la loi ancienne rendait difficile la preuve de son droit de profiter d'une loi nouvelle qui lève les difficultés auxquelles elle se heurtait* (Voir aussi en ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE, *Des personnes*, 3^e édit, t. I, n^o 174 ; — AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil français*, 5^e édit., t. I, § 30, texte et note 66, p. 128 ; — Gastambide, note au D. 1913-2-331) (2). »

Or, affirme avec raison M. Savatier, ce que la loi de 1924 s'est proposé « c'est de lever un obstacle exceptionnel que l'art. 1499 primitif opposait à la manifestation d'une vérité de fait. *Elle ne diminue pas les droits des créanciers*. Sous le régime de l'ancien art. 1499 comme sous celui de la loi nouvelle, ils n'ont jamais eu pour gage que les biens du mari et de la communauté. Tout ce qu'a fait le législateur, c'est d'arriver plus exactement que jadis à la déter-

(1) Note au D. 1917-1-82, col. 1.

(2) SAVATIER, note précitée, D. 1925-2-18, col. 1.

mination de ces biens, en restituant à la femme les modes normaux de preuve, dont une disposition exceptionnelle lui enlevait l'exercice. Cela étant, il paraît impossible de soutenir que la loi de 1924 n'est pas rétroactive, quelque soit le criterium qu'on donne à la rétroactivité d'une loi.

« Si d'abord, conformément à la tradition, on dit que les lois rétroactives sont celles *qui ne lèsent pas de droits acquis*, il est aisé de voir que celle de 1924, est du nombre. Quelle sorte de droit acquis invoqueraient les créanciers du mari s'appuyant sur l'ancien art. 1499 ? Ce ne serait pas un droit sur les propres de la femme : ils n'en ont jamais eu. Ce qu'ils prétendraient maintenir, ce serait une erreur matérielle autorisée par l'ancienne loi sur la détermination des biens de la communauté ; *or on ne saurait avoir un droit acquis à une erreur matérielle*. (V. conclusions précitées de M. le Procureur général Baudouin, D. 1904-1-118 (col.2).

« Les auteurs qui n'admettent pas le criterium des *droits acquis*, opposés par la tradition aux *simples expectatives*, ne sauraient décider autrement : pour le constater, il suffit de se reporter à leur opinion concernant l'application rétroactive de la loi du 16 novembre 1912, sur la recherche de la paternité naturelle. — M. Planiol (V. sa condamnation de la théorie traditionnelle, *Traité élém. de droit civil*, 10^e édit., t. I, n^o 241) déclare (N^o 260 *in fine*) que cette loi s'applique aux enfants déjà nés, « car elle ne fait qu'autoriser la preuve d'un fait permanent » ; *il en est donc de même de la loi du 29 avril 1924, qui ne fait aussi « qu'autoriser la preuve d'un fait permanent », à savoir le caractère propre d'une partie de la fortune conjugale*. Quant à M. Capitant, qui déclare également inopérante la distinction entre les droits acquis et les simples expectatives (V. *Introduction à l'étude du droit civil*, 4^e édit. n^o 38 et suiv., et AMBROISE

COLIN et H. CAPITANT, *Cours élém. de Droit civil français*, 4^e édit., t. I, p. 49 et suiv.,) il affirme, à propos de la loi du 16 novembre 1912, que « les lois qui autorisent des modes de preuves auparavant prohibés... s'appliquent aussitôt aux rapports juridiques déjà formés » [note D. 1917 -1-82, col. I] (1). »

Enfin les partisans de la rétroactivité de la loi nouvelle ont encore invoqué en faveur de leur système l'exemple des présomptions d'interposition de personnes édictées par la loi du 1^{er} juillet 1901 à l'égard des donations faites à des congrégations non autorisées, présomptions que la jurisprudence a appliquées même à des donations faites avant la promulgation de cette loi (Civ. 8 février 1904, D. 1904-1-117.)

§ 4. — Conclusion en faveur de la rétroactivité de la loi nouvelle.

Il nous semble qu'il n'y ait rien à ajouter à la très remarquable note de M. Savatier que nous venons de relater, et les arguments qu'elle contient nous paraissent décisifs en faveur d'une application rétroactive de la loi de 1924.

Il ne s'agit pas d'ailleurs de reconnaître à cette loi une rétroactivité absolue : il est bien évident quelle ne pourra pas être appliquée aux communautés dissoutes et définitivement liquidées lors de sa promulgation, et elle ne permettra pas davantage de revenir sur les transactions valablement consenties ni sur la chose jugée (2).

Dire que la loi de 1924 aura un effet rétroactif, ou, plus exactement, dire que *les anciens textes* qui viennent d'être

(1) SAVATIER, note précitée, D. 1925-2-17, col. 2, et 18, col. 1.

(2) Cf. SAVATIER, *Comment. cité*, p. 345, n^o 25.

modifiés *n'auront plus d'effet* depuis cette loi, — cela signifie, à notre avis, que les moyens de preuve de droitcommun du nouvel article 1499 pourront être invoqués à l'égard des tiers dans toutes les demandes de reprise qui seront formées depuis la promulgation de la loi nouvelle, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les propres mobiliers réclamés par la femme ont acquis ce caractère *propre avant ou après la loi* du 29 avril 1924, sans distinguer non plus si les créanciers à l'encontre desquels la reprise tendra à s'exercer sont des *créanciers antérieurs ou postérieurs* à cette même date, sans distinguer enfin si la communauté, dont les créanciers s'opposent à l'exercice des reprises de la femme, a été *dissoute avant ou après* la promulgation de la loi nouvelle (1).

Bien sûr nous ne nous dissimulons pas les inconvénients de ce système, qui pourra pratiquement léser certains intérêts qui avaient pu se croire définitivement protégés : certains créanciers qui avaient compté sur le maintien du système du Code Civil et de la Jurisprudence de la Cour de Cassation pourront être cruellement déçus en se voyant obligés désormais de subir des reprises mobilières dont ils n'avaient pas cru devoir se méfier en contractant, faute par la femme de leur débiteur, de pouvoir justifier de ces reprises à cette époque par l'inventaire ou acte authentique de l'ancien art. 1499.

Mais ces considérations de fait ne tiennent pas devant le bien-fondé du raisonnement de M. Savatier, en faveur duquel nous maintenons notre conclusion.

Cette solution tendant à une application immédiate de la

(1) Pour les procès en cours et ayant déjà reçu l'épreuve d'une décision judiciaire lors de la promulgation de la loi nouvelle, voir note SAVATIER précitée, *in fine*.

loi du 29 avril 1924 est en effet en parfait accord avec les principes que nous admettons quant à la sphère d'application des lois, principes qui sont enseignés au surplus par notre Maître, M. le professeur CAPITANT (1), et qui reposent sur l'interprétation de la volonté du législateur et sur les idées mêmes qui servent de fondement au principe de la non-rétroactivité : sécurité et utilité sociale.

Le passé seul appartient à la loi ancienne : *la loi nouvelle s'applique à tous les faits et à toutes les situations futurs*, et elle va jusqu'à régir *les conséquences futures des situations* ou des rapports juridiques *même antérieurs à sa promulgation*, sauf lorsqu'il s'agit des conséquences futures d'une disposition ancienne qui n'était que *supplétive* de la volonté des individus (2) et lorsqu'il s'agit des conséquences futures d'un *contrat* passé sous l'empire de la loi ancienne (3).

Or le cas que nous examinons n'appartenant à aucun de ces deux ordres d'exception, il n'y a pas de bonne raison pour vouloir le soustraire au principe général de l'application immédiate des lois nouvelles ;

Et il est permis de penser au surplus que c'est cette solution qui correspond le mieux, à l'intention du législateur de 1924 et qu'il aurait très vraisemblablement adoptée s'il avait prévu les difficultés qui se sont élevées à ce sujet par suite de son silence(4).

(1) Cf. COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 51.

(2) Cf. COLIN et CAPITANT, t. I, 1921, p. 52.

(3) En ce sens notamment : Civ., 7 juin 1901, D. 1902-1-105 ; — S. 1902-1-513 et la note de M. Wahl.

(4) En ce sens, cf. ALPH. BESNARD, *Comment. cité*, 1-195, 3^e alinéa.

CHAPITRE TROISIEME

Conséquences probables de la loi nouvelle dans le domaine pratique

Ayant ainsi exposé les principales difficultés qui, du point de vue théorique, ont été déjà soulevées par la loi nouvelle depuis son apparition, nous allons maintenant rechercher quelles vont être les conséquences pratiques des nouveaux principes adoptés ;

Nous montrerons, dans un premier paragraphe, qu'il sera très rare, en fait, que les époux puissent se conformer aux exigences du droit commun en matière de preuve écrite, *par suite de l'impossibilité où ils seront*, le plus souvent, *de se procurer un écrit émanant des créanciers*.

Et nous dirons, dans un deuxième paragraphe, avant d'aborder notre conclusion, pourquoi nous pensons que la loi nouvelle n'est pas appelée à modifier d'une façon sensible les pratiques suivies avant son apparition.

§ 1. — Difficulté pratique qui se soulève dans l'application de la loi nouvelle

On n'a pas encore eu beaucoup l'occasion dans le monde des affaires, d'envisager quelles vont être les conséquences pratiques de la loi de 1924 ; nous craignons pourtant que lorsqu'elle viendra à se poser, cette question ne donne lieu à de très réelles difficultés.

Nous avons déjà dit (1) pourquoi nous pensons que le législateur de 1924, — répudiant définitivement toute distinction quant à la preuve à faire entre le cas de reprise en nature et le cas de reprise en valeur, — a voulu dans ces deux cas soumettre les preuves fournies par la femme « à l'égard des tiers » *aux règles du droit commun des obligations*, et à l'appui de cette affirmation nous avons montré comment les rédacteurs de la loi nouvelle ont manifesté de la façon la plus nette leur volonté de rejeter le système de la preuve libre, en exigeant toujours un écrit de la part de l'époux qui veut prouver ses reprises « à l'égard des tiers » ou tout au moins un commencement de preuve par écrit (2), sauf bien entendu dans le cas où l'objet de la demande en reprise n'excéderait pas une valeur de 150 francs.

Nous avons montré en outre (3) comment le législateur moderne, respectant la tradition de notre droit coutumier parisien et du Code Civil, avait compris la nécessité de continuer à protéger les créanciers contre la possibilité de reprises frauduleuses des époux, — et avait affirmé cet état d'esprit notamment en conservant dans le nouvel article 1499 C. civ. le principe de la présomption d'acquêts, et en consacrant, d'autre part, sous le même article, la distinction traditionnelle dans notre Droit et notre Jurisprudence, du cas où les époux exercent leurs reprises entre eux et de celui où ils les exercent contre les créanciers.

Et nous avons dit enfin pourquoi nous pensons que ces créanciers doivent être compris dans l'appellation de « tiers »

(1) Voir *suprà*, p. 265 *in fine*.

(2) Dans ce sens, voir passage de la discussion à la Société d'Etudes législatives, relaté *suprà*, p. 261 à 263, et passage du rapport de M. Cautru à la Chambre des Députés, relaté *suprà*, p. 265.

(3) Voir *suprà*, p. 239 et suiv.

du nouvel art. 1499 al. 1^{er} C. civ : il n'est pas possible dans notre cas, — répétons-nous (1), — de dire que les créanciers n'ont pas d'autres droits que ceux de leurs débiteurs ; s'il en était ainsi, il ne serait pas utile d'exiger à leur égard d'autres moyens de preuve que ceux permis entre époux ; ils ne devraient avoir à leurs dispositions que les moyens que la loi autorise au profit de l'époux leur débiteur contre son conjoint. Or nous ne reviendrons pas sur le peu de solidité de ce raisonnement : si on l'admettait, il vaudrait autant dire tout de suite que les fraudes et les collusions redoutées ne sont pas à craindre, et que les précautions dont on s'est entouré jusqu'à maintenant étaient injustifiées, ou encore que l'on se refuse désormais à défendre contre ces fraudes les intérêts des créanciers : ce serait la négation même des principes que la loi nouvelle, — nous l'avons vu, — paraît bien, cependant, avoir voulu conserver.

Ainsi, — pour raisonner sur l'hypothèse la plus normale, — lorsqu'une femme voudra exercer à l'égard des créanciers de son mari ou de la communauté la reprise de meubles qu'elle prétendra lui être propres, ces créanciers, dans leurs rapports avec elle, ne devront pas être considérés comme des ayants-cause de son mari, *mais comme des « tiers »*.

Et c'est cette conséquence, pourtant inéluctable et logique des principes que nous venons de rappeler, qui nous semble devoir être la source des difficultés que nous laissons entrevoir au début de ce paragraphe.

En effet, du moment que les créanciers de l'époux défendeur (les créanciers du mari, dans notre hypothèse) sont assimilés à des tiers, le procès relatif aux reprises est censé s'élever directement entre eux et l'autre époux, la femme.

(1) Voir *suprà*, p. 249 et suiv.

Dès lors, le droit commun de la preuve dont l'usage est permis à cette femme, *ce n'est pas le droit commun de la preuve opposable aux créanciers, mais celui de la preuve opposable aux tiers* (1) :

Comme l'a dit M. Savatier (2) : « L'aveu ou la reconnaissance émanée de l'époux défendeur (du mari, dans notre cas) ne forme donc pas contre ses créanciers preuve complète, puisqu'ils ne sont pas censés ses ayants-cause. *Cet aveu ou cette reconnaissance n'ont que la valeur d'un témoignage*, auquel les juges accorderont seulement le prix qu'il leur paraîtra mériter, et dont ils ne tiendront compte que lorsque le droit commun permettra la preuve des reprises par témoins ».

Cette solution présente deux grands avantages :

« D'abord, elle ne méconnaît pas la valeur probante indiscutable qu'a, dans certains cas, surtout s'il est ancien, le témoignage de l'époux défendeur, témoignage qui est parfois le seul argument sur lequel l'autre époux puisse appuyer ses reprises. D'autre part, et surtout, elle ne permet pas aux conjoints de détourner par une simple déclaration la présomption établie par l'article 1499 dans l'intérêt des tiers ». S'il suffisait, pour l'écarter, d'un accord entre époux elle serait tout-à-fait lettre morte (3).

Mais cette solution, par contre-coup, va conduire à des

(1) A l'appui de cette constatation, ne pourrait-on pas invoquer la rédaction erronée de la loi, qui avait été tout d'abord adoptée (voir *suprà*, p. 228, notes 1 et 2) : les mots « *droit commun à l'usage des tiers* » qui figuraient dans ce texte ne montrent-ils pas, — si tant est qu'on puisse leur donner un sens, — que l'on a bien eu en vue le droit commun de la preuve usité dans les rapports avec les tiers, ou, comme nous l'avons dit au texte, *le droit commun de la preuve opposable aux tiers* ?

(2) *Comment. cité*, p. 350, n° 35.

(3) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 350, n° 36.

résultats étranges, que les rédacteurs de la loi nouvelle n'ont très probablement pas prévus :

Le premier de ces résultats, c'est qu'en fait *une femme ne pourra presque jamais prouver ses reprises à l'égard des créanciers de son mari ou de la communauté d'après le droit commun des obligations*, qui est pourtant celui que la loi de 1924, — nous l'avons montré, — a voulu établir.

D'après ce droit, en effet, lorsque la somme réclamée ou la valeur du meuble revendiqué excédera 150 francs, la femme devrait *prouver sa reprise par écrit*, ou tout au moins *par un commencement de preuve par écrit* complété par des témoignages ou par des présomptions graves, précises et concordantes ; *mais l'écrit qui est nécessaire*, soit comme preuve complète soit comme commencement de preuve, *doit émaner de celui contre lequel la demande est formée ou de celui qu'il représente (art. 1347 c. civ.)* (1) : or, en pratique, — et sauf des cas tout-à-fait exceptionnels (2), — jamais une femme mariée ne pourra opposer aux créanciers de son mari ou de la communauté *un écrit émanant de ces mêmes créanciers* et pouvant lui servir à justifier de ces reprises, à elle.

Dès lors, — et ce second résultat est la conséquence logique du premier, — *il faudra permettre à la femme l'emploi*

(1) Dans ce sens : Civ., 6 janvier 1891 (deux espèces), D. 91-1-57 ; — Paris, 29 novembre 1892, D. 93-2-473 ; — Civ., 20 juin 1900, D. 1900-1-451 — Req., 22 février 1910, D. 1911-1-391 ; — Req., 26 novembre 1912 ; D. 1914-1-248 ; — Civ., 15 mai 1920, D. 1921-1-150.

(2) Un cas de ce genre se serait présenté par exemple dans l'espèce qui fit l'objet de l'arrêt de la Chambre civile du 3 janvier 1910, relaté *suprà*, p. 174. — Dans cette affaire, en effet, le créancier du mari contre lequel la femme voulait exercer ses reprises était un frère de cette femme, et le titre invoqué par cette dernière pour justifier de sa reprise, — la déclaration de la succession de l'auteur commun à la femme et au créancier, — avait été, très probablement, signé par ce dernier.

de la preuve testimoniale sans aucune limitation, le droit commun des obligations (art. 1348 C. civ.) autorisant cette preuve « toutes les fois qu'il n'a pas été possible de se procurer une preuve par écrit ».

Ainsi, et c'est là une conséquence piquante de la loi nouvelle qui ne semble pas avoir été suffisamment étudiée sur ce point lors des travaux préparatoires, *la preuve par témoins des reprises mobilières de la femme à l'égard des créanciers se trouve établie précisément par le texte qui avait pour but de l'écarter* et d'exiger, dans l'esprit des rédacteurs de la loi, la nécessité d'un écrit, par suite de l'impossibilité où sera généralement la femme de se procurer cet écrit qui doit émaner des créanciers aux-quels il serait susceptible d'être opposé par la suite.

Cette preuve par témoins sera d'ailleurs réglée aussi *par les principes du droit commun* (de la preuve testimoniale) ; en conséquence les témoignages invoqués par la femme seront soumis au pouvoir souverain d'appréciation des juges du fait, qui pourront attacher créance à un seul d'entre eux, ou inversement refuser de se déclarer convaincus par les témoignages fournis, si nombreux qu'ils soient (1).

Nous allons examiner maintenant quelles vont être les conséquences pratiques de ce système.

§ 2. — Conséquences pratiques de ce système.

Les preuves, — au sens usuel du mot, — que la femme pourra invoquer à l'appui d'une demande en reprise dirigée contre les créanciers de son mari varieront suivant qu'elle poursuivra la reprise de meubles *présents* au de

(1) Cf. COLIN et CAPITANT, t. II, 1921, p. 198.

meubles *futurs*, et qu'elle tendra à exercer cette reprise *en nature* ou *en deniers* ; mais ces distinctions, *que la loi n'a pas voulu faire en principe*, ne résulteront que de la diversité des faits à prouver dans ces différentes hypothèses de reprises.

I. — *Reprise de meubles présents en valeur*

Lorsqu'une femme voudra se porter créancière d'une somme d'argent ou de la valeur de biens meubles qu'elle prétendra avoir apportés en mariage, elle devra prouver : 1^o qu'elle possédait telle somme en espèces ou tels biens meubles de telle valeur avant son mariage (preuve de la consistance ou de la valeur) ; 2^o Et qu'elle a effectivement versé à son mari chef de la communauté la somme ou les biens dont s'agit (preuve de l'apport ou de la réception).

Pratiquement dans la majorité des cas cette seconde preuve, — de la réception par le mari, — entraînera la première, celle de la valeur de l'apport, — en sorte que l'étude de ce cas peut se ramener à celle de la *force probante de la reconnaissance des reprises par le mari*.

Cette reconnaissance, le plus souvent, sera contenue au contrat de mariage des époux : c'est là le mode normal et traditionnel de constatation de leurs apports, c'est celui qui peut inspirer le plus confiance aux créanciers, parce que c'est celui qui respire le moins la fraude,.

On a prétendu depuis la loi nouvelle que cette constatation des apports pourrait ne plus être faite dans les contrats de mariage eux-mêmes, puisque la loi nouvelle a supprimé la nécessité de l'acte authentique et qu'il serait possible aux époux d'y suppléer « par une reconnaissance réciproque de leurs apports qu'ils rédigeraient sous seings privés en double exemplaire et vraisemblablement sans

« la faire enregistrer, et qu'ils pourraient faire signer aussi, « pour en rendre la date moins contestable, par leurs parents et grands parents respectifs (1) ».

Le grand avantage que l'on a voulu voir dans une telle combinaison aurait été, en évitant la formalité de l'enregistrement, d'éviter des frais aux époux et de faire échapper en outre les apports de ces époux au contrôle du fisc (2).

Mais nous allons montrer au contraire que ce procédé risque de ne causer aux époux que des déceptions, et que les avantages qu'on a pensé pouvoir lui faire produire seront le plus souvent douteux.

Tout d'abord, si, comme on le propose, les époux rédigent sous seing privé, en double exemplaire « une reconnaissance réciproque de leurs apports », cet acte aura le caractère synallagmatique, puisque la reconnaissance des apports de la femme par le mari aura pour contre-partie la reconnaissance des apports du mari par la femme, et dès lors il tombera sous le coup de l'art. 12 de la loi du 29 juin 1918, aux termes duquel « doivent être enregistrés *dans le délai de trois mois* à compter de leur date tous les actes sous seings privés constatant des conventions synallagmatiques ».

Le but poursuivi (éviter la formalité de l'enregistrement) ne sera donc pas atteint.

(1) SAVATIER, *Comment. cité*, n° 78, p. 363.

(2) « La plus importante conséquence pratique de la nouvelle loi, — a dit M. Savatier (*Comment. cité*, p. 362, n° 76), — consistera dans la « diminution probable des inventaires. De plus en plus, ceux-ci effrayaient « les conjoints : par leurs frais d'abord, originairement minimes, mais « auxquels s'ajoutait le droit d'enregistrement perçu sur le montant « des apports des époux, droit élevé à 1 0/0 par la loi du 29 juin 1918, « art. 15 ; ensuite, il faut bien le dire, par la connaissance que l'inven- « taire donnait au fisc de leur fortune, connaissance qu'ils craignaient « de voir utiliser par l'Enregistrement pour l'impôt sur les successions, « et par les Contributions directes pour l'impôt général sur le revenu ».

Il ne le sera pas davantage si les époux remplacent cette unique reconnaissance réciproque de leurs apports, par deux reconnaissances unilatérales distinctes, l'une constatant les apports du mari et signée par la femme, l'autre constatant les apports de la femme et signée par la mari.

En effet, s'il est vrai que ces deux reconnaissances unilatérales ne sont pas soumises aux prescriptions de l'art. 12 de la loi du 29 juin 1918 qui ne vise que les conventions synallagmatiques, il n'en est pas moins certain qu'elles ne peuvent échapper à la nécessité de la *date certaine*, que le droit commun de la preuve des obligations, sous l'art 1328 C. civ., exige impérieusement.

Nous avons dit en effet, — quoiqu'on ait soutenu l'opinion contraire (1), — que la loi du 29 avril 1924 a indiscutablement maintenu la nécessité de la *date certaine* pour que les tiers puissent se voir valablement opposer des actes non authentiques.

Par conséquent les créanciers de l'autre époux étant, comme nous le savons (2), — des *tiers* dans leurs rapports avec l'époux qui réclame ses reprises, il faudra que les reconnaissances unilatérales qu'on leur opposera aient acquis *date certaine* pour qu'elles puissent être reçus comme preuve des reprises réclamées.

Et cette *date certaine*, elle devra être, — pensons-nous, — *antérieure*, ou tout au moins contemporaine de la célébration du mariage.

C'était déjà, — nous l'avons vu (3), — la solution admise dans notre Ancien Droit par nos Coutumes de Paris et d'Or-

(1) Voir *suprà*, p. 266 et suiv.

(2) Voir *suprà*, p. 298 et suiv.

(3) Voir *suprà*, p. 70, II.

léans, qui exigeaient que l'inventaire alors nécessaire fût rédigé « préalablement le mariage ».

C'est celle qu'il faudra continuer à admettre de nos jours si l'on ne veut pas laisser commettre trop de fraudes par les époux contre leurs créanciers ; car il est évident que si on acceptait la postériorité au mariage des reconnaissances d'apports des époux, ces reconnaissances deviendraient vite un procédé classique de fraude contre lequel les créanciers ne pourraient pas toujours se défendre utilement.

Nous ne voyons pas d'ailleurs quel intérêt des époux pourraient invoquer, s'ils sont sincères et si leurs reprises sont véritables, pour revendiquer le droit de produire à l'appui de leurs réclamations des écrits postérieurs à leur mariage.

Par contre nous apercevons assez bien les nombreux abus que cette pratique pourrait entraîner :

Outre les fraudes qu'elles pourraient dissimuler contre les créanciers, de telles reconnaissances pourraient être utilisées par les époux pour se *créer des propres pendant le mariage*, ce qui constituerait un grave danger pour le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, et elles pourraient en outre recouvrir des donations déguisées de la part du mari à sa femme ou de la part de la femme à son mari, donations qui échapperaient irrémédiablement aux principes primordiaux de *révocabilité* et de *réductibilité* des donations entre époux.

Ayant ainsi montré pourquoi nous pensons que les reconnaissances d'apports des époux doivent avoir reçu date certaine *avant* le mariage, il est facile de voir que cette date certaine ne pourra être pratiquement obtenue que par l'enregistrement desdites reconnaissances ;

A défaut de cette formalité, nous avouons ne pas comprendre comment leur signature « par des parents ou grands

parents », pourrait « en rendre *la date moins contestable* à moins d'entrevoir un décès rapide d'un des signataires entre le moment de la rédaction des reconnaissances et la célébration du mariage, décès qui conférerait à ces reconnaissances la date certaine désirée, sans le secours onéreux du fisc ! Mais c'est là pure fantaisie.

Et du moment que les frais d'enregistrement ne pourront pas être évités, nous ne voyons pas l'utilité de rechercher pour la constatation des apports des époux, d'autres procédés que celui de la déclaration au contrat de mariage, dont la pratique a depuis longtemps pénétré dans nos mœurs.

Les époux qui s'abstiendraient de continuer à le suivre et qui préféreraient constater leurs apports par des actes sous seings privés ne réaliseraient d'ailleurs qu'une économie modeste, puisqu'elle ne porterait que sur les honoraires du notaire : la plupart des futurs époux penseront sagement que cette économie ne serait pas en rapport avec les dérangements que leur causeraient la rédaction et l'enregistrement de leurs écrits sous seings privés, et que le léger supplément de frais résultant de la déclaration de leurs apports dans leur contrat de mariage sera largement compensé *par la sécurité* que leur donnera la rédaction de cet acte par une personne compétente, et *par la garantie de sincérité* qui s'attache toujours, en fait, aux actes authentiques ;

Car, c'est un point sur lequel nous ne saurions trop insister, il ne faut pas perdre de vue qu'en cas de demande de reprises contre les tiers les juges apprécieront *souverainement* les moyens de preuve qui leur seront soumis : or de toutes les preuves en présence, l'acte authentique sera toujours considéré, en fait, comme la plus décisive.

II. Reprise de meubles présents en nature

Lorsqu'il s'agira pour elle d'exercer la reprise en nature de meubles apportés en mariage, la femme devra encore prouver la consistance de ces biens, mais elle n'aura pas besoin d'en prouver l'apport à la communauté ou la réception par le mari : cette dernière preuve résultera du simple fait que ces biens meubles se retrouveront *in specie* dans la masse commune ; il faudra seulement que la preuve de leur consistance comporte celle de leur identité.

Dans ce cas encore, le seul procédé de preuve vraiment pratique, ce sera la reconnaissance des apports de la femme par le mari antérieurement à la célébration du mariage, et plus particulièrement la reconnaissance contenue au contrat de mariage.

Mais comme la preuve de la réception par le mari n'est plus nécessaire, la femme pourra fonder sa revendication « sur des registres et papiers de famille, sur les registres d'une banque ou d'un établissement quelconque, dépositaire avant le mariage de l'objet revendiqué, ou ayant avant le mariage payé les coupons d'une valeur, sur l'acte ou le bordereau d'achat de l'objet ou du titre au porteur réclamé et, s'il s'agit d'un titre nominatif, sur les registres de l'établissement débiteur (1) ».

(1) SAVATIER, *Comment.* cité, p. 353, n° 45.

*III. Reprise de meubles futurs en nature
ou en valeur*

Il en sera de même lorsque la femme voudra exercer la reprise de meubles à elle échus pendant le mariage par succession, donation ou legs, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les reprises en nature et les reprises en valeur, la femme étant dispensée dans tous les cas de justifier de la réception de ses meubles futurs par le mari.

a) Lorsqu'il s'agira de meubles provenant d'une *succession*, indépendamment des moyens que nous venons de relater, la femme pourra prouver ses reprises au moyen des actes de succession : inventaire, procès-verbal d'ouverture de coffre-fort dressé en exécution de la loi de finances du 18 avril 1918, partage, licitation, cession de droits successifs, déclaration de succession à l'Enregistrement, etc.....

Lorsqu'elle aura été faite par le mari, cette déclaration de succession aura la valeur d'une présomption pour ses reprises, et, pour les reprises de la femme, d'une reconnaissance écrite émanée de lui (1).

Toutefois il faut remarquer qu'en principe, les déclarations de succession ne permettront pas à la femme d'exercer la reprise *en nature des meubles meublants* par elle recueillis, ces meubles, depuis la loi de finances du 30 Juin 1923, étant en effet évalués d'après la valeur qui en est déclarée dans les polices d'assurance contre l'incendie, ou d'après un forfait fixé à 5 0/0 de l'actif de la succession (2).

b) Lorsqu'il s'agira de meubles que la femme prétendra

(1) SAVATIER, *Comment. cité*, p. 353, n° 46, et p. 356, n° 56 et 57

(2) Cf. FOUGEROLLE, *Comment. cité*, n° 8, p. 3 *in fine*.

tenir d'une *libéralité*, ce cas comportera la preuve écrite de cette dernière à l'égard des créanciers du mari, puisqu'il y aura toujours un titre (donation entre vifs ou testament). Il en sera ainsi même si l'objet de la reprise provient d'un don manuel fait pendant le mariage, lorsqu'il sera possible à l'époux donataire de prouver ce don (1).

Indépendamment de tous les écrits que nous venons de signaler, et qui ne constituent, nous le savons, que *des témoignages écrits* dont les juges apprécieront souverainement la pertinence et la valeur, la femme pourra invoquer « à l'égard des tiers » des témoignages oraux et des présomptions, qui seront soumis au même pouvoir d'appréciation.

Toujours par application des principes du droit commun, elle pourra aussi déférer le serment aux créanciers de son mari ou de la communauté. De même l'aveu de ces créanciers leur sera opposable, ce qui mettra fin aux situations paradoxales que créait l'ancienne jurisprudence, de créanciers reconnaissant la sincérité des reprises de la femme de leur débiteur et obtenant cependant des tribunaux le rejet de la demande en reprise de cette femme (2).

Quant à la preuve par commune renommée, nous pensons qu'elle ne pourra jamais être employée à l'égard des tiers ; c'est en effet un moyen de preuve exorbitant du droit commun, et il n'est pas possible de l'admettre lorsqu'un texte spécial ne l'autorise pas (3).

Enfin l'application du droit commun de la preuve aura

(1) Sur la preuve par écrit des dons manuels, voir COLIN et CAPITANT, t. III, 1922, p. 777 et suiv. ; PLANIOL, t. III, 1918, n° 2542 *in fine* et 2543.

(2) Voir *suprà*, p. 206.

(3) En ce sens : cf. LALOU, *op. cit.*, p. 27, n° 16 ; — VIATTE, *Comment. cité*, n° 8 *in fine*, p. 431 ; — DEFRÉNOIS, *Comment. cité*, p. 122, n° 2 *in fine* ; — FOUGEROLLE, *Comment. cité*, p. 3, n° 7.

pour dernier effet de permettre aux créanciers de contester par tous les modes de ce même droit commun, les témoignages écrits ou oraux et toutes les présomptions produits contre eux ; en conséquence, lorsqu'ils invoqueront la fraude des époux, ce qui sera leur moyen habituel de défense, *ils pourront prouver cette fraude par tous modes de preuve*, même par témoins et simples présomptions (1).

(1) En ce sens notamment FOUGEROLLE, *Comment. cité*, p. 4, n° 9.

CONCLUSION

* *

Considérations finales sur la loi du 29 avril 1924

Ainsi nous venons de montrer que par suite de l'impossibilité pour la femme de se procurer, dans la plupart des cas, une preuve écrite ou un commencement de preuve écrite émanant des créanciers de son mari, il sera très rarement possible, lorsqu'elle voudra exercer ses reprises mobilières contre ces créanciers, de lui appliquer en fait le droit commun de la preuve des obligations *tel que les rédacteurs de la loi nouvelle l'auraient désiré* : par la force des choses, la disposition de ce droit commun qui recevra l'application la plus fréquente sera celle à laquelle, très probablement, le législateur de 1924 avait le moins pensé, puisque ce sera, — nous l'avons vu, — celle de l'art. 1348 C. civ., aboutissant à l'emploi presque exclusif de cette preuve par témoins qu'on avait pourtant voulu écarter.

Est-ce à dire cependant que la loi de 1924 soit appelée à ne produire que des conséquences contraires à celles qui avaient été envisagées ?

Nous ne le pensons pas ; Voici pourquoi.

Si *en droit* tous les témoignages quels qu'ils soient pourront être invoqués par la femme, pour prouver ses reprises à l'égard des créanciers de son mari ou de la communauté, il ne faut pas oublier qu'*en fait* ce sont les juges qui apprécieront la valeur de ces témoignages.

Et c'est aux juges, dès lors, qu'il appartiendra de conserver l'esprit de la loi dans cette appréciation.

Le législateur de 1924, — nous l'avons montré, — n'a pas voulu bouleverser les principes traditionnels de notre Droit en matière de preuve des reprises mobilières : il a simplement voulu supprimer pour la femme, dans certains cas particuliers, les obstacles exagérés que la loi lui imposait pour la justification de son droit.

Et nous avons vu, — au surplus —, que lorsque les rédacteurs de la loi nouvelle ont manifesté leur volonté de rejeter la preuve libre par témoins, c'était surtout par hostilité pour les témoignages *oraux* (1) : lorsqu'ils se sont ralliés à l'adoption des règles du droit commun, ce sont ces témoignages seuls qu'ils ont voulu rejeter, et il ne nous semble pas douteux que *leur intention véritable*, — pour inexacte que soit la forme sous laquelle ils l'ont exprimée, — *était de soumettre la preuve des reprises « à l'égard des tiers » à la nécessité d'un écrit.*

L'erreur du législateur de 1924 a consisté, — pensons-nous, — à ne pas approfondir la notion de « tiers » et à *prendre pour des « preuves écrites » ou des « commencements de preuve par écrit », au sens des articles 1341 et 1347 C. civ. des moyens de preuve qui ne sont en réalité, — nous l'avons montré, — que des témoignages écrits.*

Mais nous avons vu aussi que cette erreur n'aura pas de conséquences importantes en pratique, par le jeu de l'art. 1348 C. civ : et en définitive *c'est le juge qui aura la charge de conserver à la loi toute sa portée, en rejetant les témoignages oraux* (ou tout au moins en ne les acceptant qu'avec une

(1) Voir passage de la discussion à la Société d'Etudes législatives : relaté *suprà*, p. 262.

extrême circonspection), et *en ne consentant à se laisser convaincre que par les témoignages écrits* que nous avons longuement énumérés plus haut.

Ce rôle des juges sera tout-à-fait conforme d'ailleurs à celui que le législateur de 1924 avait conçu pour l'application du système qu'il voulait instaurer (1).

Nous en concluons qu'il nous paraît désirable, et nous traduisons là, — croyons-nous —, l'opinion unanime du monde des affaires, *que rien ne soit changé dès lors*, pour la constatation des propres des époux, *aux pratiques suivies avant la loi du 29 avril 1924* : malgré la réforme opérée par la loi nouvelle, la constatation des apports au contrat de mariage, l'inventaire et l'acte authentique en général, pourront seuls offrir aux intéressés toutes les garanties nécessaires pour établir éventuellement l'existence de leurs reprises entre eux ou à l'égard des tiers (2).

Tous les écrits privés, *pour précieux que puisse être leur emploi dans certains cas particuliers*, risquent fort de s'égarer, et il serait téméraire de ne compter que sur eux pour étayer en justice une demande en reprise ; d'ailleurs en fait pendant le mariage, ces écrits seront le plus souvent entre les mains du mari, ce qui ne faciliterait pas la preuve de la femme, lorsque l'action serait intentée entre époux.

Et puis comment être assez imprudent, pour compter sur des recherches qui seront à faire dans dix, vingt, trente ou quarante ans peut-être ? Les registres des administrations, ceux des banques, les pièces comptables, les bordereaux ne sont conservés que pendant un temps limité.

(1) En ce sens, cf. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 160 ; — Exposé des motifs BOIVIN-CHAMPEAUX, p. 722, 1^{re} col., avant-dernier alinéa ; — Rapport MORAND, au Sénat, p. 452, 2^e col., 1^{er} alinéa.

(2) Cf. VIATTE, *Comment. cité*, p. 431, n^o 9.

Autant de points qui peuvent créer d'inextricables difficultés et des déceptions profondes à ceux qui auraient trop fait état des facilités que peut accorder le nouvel article 1499 C. civ. (1).

Quant aux témoignages oraux, — en supposant que la jurisprudence les admette, — ils seraient le plus souvent vagues, douteux ou suspects, et toujours difficiles à recueillir, surtout lorsque le mariage aurait duré un certain nombre d'années (2).

Il est facile dès lors de voir les difficultés auxquelles l'époux intéressé se trouvera exposé pour assurer l'exercice de son droit, s'il ne possède pas *l'acte authentique* qui, en pratique, fera généralement pleine foi de la constatation qu'il renfermera.

Comme l'a dit très judicieusement M. Viatte (3) : « Si entre les époux ou leurs héritiers les questions de cette nature peuvent souvent trouver une solution rapide et satisfaisante sous la médiation du notaire chargé de la liquidation de la masse commune, on ne peut pas espérer qu'il en sera de même lorsque la contestation surgira de la part des créanciers redoutant une fraude ou une collusion. La loi nouvelle étend le système de preuve mis à la disposition de l'époux qui exerce la reprise, *mais elle crée en même temps des occasions nombreuses de conflit et de chicane*. De ce fait, bien des règlements, à défaut d'une preuve authentique, risquent d'être retardés et grevés de frais par des *procès longs et coûteux, dont les aléas sont aussi à envisager*. Les

(1) Cf. ALPH. BESNARD, *Comment. cité*, I, 175.

(2) Dans ce sens, cf. FOUGEROLLE, *Comment. cité*, p. 7.

(3) *Comment. cité*, p. 431 *in fine*, n° 9.

époux soucieux de leurs intérêts doivent éviter ces dangers (1) ».

Ils ne le pourront, — nous l'avons dit, — qu'en continuant à faire constater leurs meubles propres par des actes authentiques.

Sans doute, a-t-on dit (2), les époux feraient, en procédant selon les conseils de M. le Professeur Savatier, de sérieuses économies de droit d'enregistrement ; mais en raison de la rigueur actuelle des lois fiscales, la production en justice d'actes sous seings privés non enregistrés produirait probablement, dans de nombreux cas, un effet contraire au but poursuivi : doubles droits, amendes, parfois même peines correctionnelles.

Nous maintiendrons donc notre conclusion, qui est d'ailleurs celle qu'a magistralement exprimée sur ce point M. Alphonse Besnard, dans la *Revue du Notariat et de l'Enregistrement* (3) :

La loi du 29 avril 1924, interprétée comme nous venons de le faire, nous semble bonne en elle-même.

Mais elle ne devra rien changer aux usages qui étaient suivis avant son apparition en matière de constatation d'apports. Toute modification à la pratique actuelle, qui a fait ses preuves, risquerait d'entraîner les époux dans des difficultés parfois inextricables, et les exposerait aussi, le plus souvent, à des pénalités fiscales, bien supérieures aux droits normaux, si onéreux soient-ils.

Le but de la loi nouvelle — nous l'avons montré — a été en effet, en présence d'une interprétation excessivement rigoureuse de l'ancien art. 1499 C. Civ. par la Cour de Cassa-

(1) Dans le même sens, cf. LALOU, *op. cit.*, n° 29 *in fine*, p. 43.

(2) FOUGEROLLE, *Comment. cité*, p. 7.

(3) Voir *infra*, sous le titre *Bibliographie*, au nom de M. Besnard, la référence exacte à cette Revue.

tion, de permettre à la femme notamment en présence de créanciers, *et dans certains cas particulièrement dignes d'intérêt*, d'échapper à la nécessité insurmontable de l'acte authentique, pour prouver ses reprises mobilières « en évitant au juge, — pour reprendre les termes mêmes du rapport de M. Jousselin devant la Société d'Études législatives (1), — l'obligation de consacrer des iniquités de fait par l'application de textes qu'il considérerait comme rigoureusement impératifs ».

La réforme réalisée était donc nécessaire — nous l'avons vu — mais elle était suffisante, et *elle n'a pas eu en vue d'encourager les époux à commettre des fraudes fiscales et à négliger les garanties* que la loi et la pratique mettent à leur disposition pour la constatation de leurs meubles propres.

La loi nouvelle a supprimé la *nécessité* de l'acte authentique, c'est vrai, *mais elle n'en a en rien diminué l'utilité* (2).

Nous pensons dès lors que ce serait une grave erreur, après le système rigoureux de la jurisprudence de ces derniers temps, que de tomber maintenant dans l'excès contraire : la négation de l'utilité de l'acte authentique pourrait au surplus entraîner des conséquences regrettables dans le public inexpérimenté et souvent mal conseillé ; elle constitue, à notre avis, une tendance qu'il serait dangereux de laisser propager.

Les Tribunaux s'y opposeront de leur mieux, nous en sommes convaincus, en continuant à exiger de la part des

(1) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1921, p. 163.

(2) Parmi les nombreux articles du Code civil qui continuent à exiger, pour des raisons diverses, la rédaction d'un inventaire, nous pouvons signaler notamment les articles 1414 et suiv. (relatés *suprà*, p. 275, note 2), — et surtout l'art. 1504, dont l'alinéa 1^{er} (voir *suprà*, p. 19) continue à proclamer la nécessité de la constatation par inventaire des biens futurs des époux, sans cependant sanctionner cette nécessité.

époux des preuves *sérieuses et certaines* de leurs reprises : la sauvegarde des droits des créanciers est à cette condition.

Les juges ayant à apprécier souverainement la valeur des preuves qui seront invoquées par les époux, c'est d'eux seuls en effet que dépendra désormais le sort des créanciers, qui repose tout entier entre leurs mains.

En continuant à défendre comme par le passé les droits de ces créanciers contre les fraudes et les collusions toujours à craindre, les juges protégeront le crédit et les transactions et serviront l'intérêt général.

Ce faisant, ils suivront au surplus, — nous l'avons montré, une des traditions les plus solides et les plus respectables de notre Droit.

*
* *

Conséquences législatives possibles de la loi du 29 avril 1924

Mais si la loi du 29 avril 1924 ne nous paraît pas devoir amener de sensibles modifications dans le domaine de la pratique, pour les raisons que nous venons d'exposer, nous pensons par contre qu'elle est appelée à avoir un grand retentissement au point de vue législatif, car elle constitue, — à notre avis, — sans qu'on semble s'en être encore bien rendu compte, un pas décisif vers l'adoption de la communauté réduite aux acquêts comme régime de droit commun.

Il est devenu banal de critiquer la désuétude de notre régime légal de communauté des meubles et acquêts.

Tout le monde est frappé depuis longtemps des conséquences iniques qui résultent, sous ce régime, de la mise en communauté des meubles présents et à venir, et on est véritablement choqué de voir ce qu'il y a d'aléatoire, au point de vue des profits réciproques, dans la distinction faite entre les meubles et les immeubles.

C'est que la communauté coutumière ne comprenait pas jadis, nous l'avons vu (1), toutes les valeurs que le Code Civil a fait rentrer dans la communauté légale, en leur attribuant le caractère mobilier. Elle excluait presque toutes les valeurs importantes, alors que la classification des meubles et immeubles adoptée par le Code a étendu considérablement le contenu de la communauté légale ; et cette différence s'est trouvée encore accentuée par le développement énorme de la fortune mobilière depuis notre Ancien Droit.

Au surplus cette critique ne date pas d'hier.

Nous la trouvons déjà exposée par Maleville au cours des Travaux préparatoires du Code Civil (2).

Le Code ne comptait pas encore beaucoup d'années d'existence, que Duranton reprenait cette critique à son compte (3).

Et le développement de la fortune mobilière n'ayant fait depuis lors que s'accroître, la distinction du Code entre les meubles et les immeubles devint de plus en plus choquante, et les civilistes du siècle dernier ne se sont pas privés de continuer à critiquer sur ce point le régime de 1804 (4).

Nous ne reviendrons donc pas sur cette critique (5).

(1) Voir *suprà*, p. 29 et suiv.

(2) Ce régime de la communauté des meubles et acquêts, — disait-il, — n'aurait jamais été établi par la Coutume de Paris à laquelle on l'empruntait, « si, lors de la formation des coutumes, le mobilier avait eu l'importance qu'il a aujourd'hui ; mais alors cette espèce de biens n'avait presque aucune valeur. C'est l'extension presque prodigieuse que l'industrie et le commerce ont reçue depuis qui fait que la fortune d'une grande partie des familles est purement mobilière ». (FENET, *Recueil des Travaux préparatoires du Code civil*, t. XIII, p. 551).

(3) DURANTON, *Cours de Droit français*, t. XIV, n° 78.

(4) Cf. L. MEUNIER, *De la réforme du régime matrimonial légal*, thèse, Paris, 1912, p. 49 et suiv.

(5) Voir sur ce point notamment : BONNECASE, La réforme du régime de la communauté légale et les enseignements de la Pratique, *Revue*

Nous n'examinerons pas non plus les différents systèmes et régimes qui ont été proposés dans le même temps pour être substitués au régime légal actuel considéré comme définitivement condamné.

C'est un travail qui nous entraînerait trop loin, et dont l'opportunité dans cet ouvrage serait pour le moins discutable.

Nous constaterons seulement, en fait, que de toutes les combinaisons en présence, c'est le régime de la *communauté réduite aux acquêts* qui semble avoir recueilli la majorité des suffrages (1) ; et nous ajouterons — en regrettant de ne pouvoir exposer plus longuement ici les raisons de notre choix — que c'est aussi vers ce régime que vont nos préférences personnelles.

La communauté réduite aux acquêts est en effet le régime normal de tous les gens qui possèdent, même de ceux qui possèdent peu, et de tous ceux qui sont appelés à recueillir des successions, même petites.

« Elle évite pour eux la possibilité de l'enrichissement immoral d'un époux au détriment de l'autre et constitue un frein à la course à la dot.

« Elle rassure et satisfait les familles. Les biens ne s'en vont pas d'une maison dans l'autre et la propriété en reste au contraire à l'époux apporteur ou gratifié.....

trim. Droit civ., 1911, p. 328 à 330, avec la bibliographie citée au texte et dans les notes ; — ALB. TISSIER, *Revue bourg.*, 1901, *op. cit.*, p. 107 et suiv. ; — La Vie Juridique du Français (*Travaux de la conférence Thaller pour l'agrégation de Droit privé*), t. II, chap. x, p. 408 et suiv. ; — MEUNIER, *thèse précitée* ; — d'HAUSSONVILLE, *Salaires et misères de femmes*, préface, p. 24 ; — JOUSSET, De la confusion du mobilier, *Revue critique*, 1864, p. 67 ; — EMILE ACOLLAS, le Contrat de mariage, p. 6 et suiv. ; — INGELBRECHT, le Féminisme et la femme témoin, *Revue polit. et parlem.*, 10 février 1900.

(1) Voir notamment sur ce point BONNECASE, *op. cit.*, p. 347 et suiv., avec les statistiques rapportées, et p. 372 à 376.

« Ce régime est en outre le favori de la doctrine française. Nous avons vu que Duranton le préconisait déjà en faisant le procès du système légal de 1804. MM. Glasson, Bufnoir, Boistel, Guillouard, Tissier, Saleilles, pour ne citer que quelques noms, lui donnent leurs suffrages. L'Espagne et l'Amérique latine le pratiquent comme régime de droit commun et il est la seule forme de communauté que l'Italie accepte comme combinaison conventionnelle (1) ».

Enfin il est si souvent employé en France qu'on a pu dire qu'il était chez nous le droit commun des gens qui font un contrat de mariage (2).

Considérant donc comme acquis ces deux points que, d'une part, le régime de la communauté des meubles et acquêts doit perdre dans notre législation sa qualité de régime légal, comme « n'étant plus conforme ni aux traditions ni aux

(1) MEUNIER, *thèse précitée*, p. 160 et suiv.

(2) Voir *suprà*, Introduction, p. 3, texte et note 1, et BONNECASE, *loc. cit.*, note 1 ci-contre. A rapprocher de cette opinion de M. GUYON (*thèse précitée*, p. 10) : « Ce régime paraît bien être l'idéal des régimes « fondés sur cette conception que l'union des personnes ne va pas sans « une certaine union de biens ; il laisse aux époux leurs biens personnels « sans distinction ni réserve ; seuls les produits de la collaboration et « de l'association conjugale sont communs ; le patrimoine de communauté se réduit à ce qui est acquis au cours du mariage par l'industrie « et le travail des époux. Cette conception du régime des biens semble « tellement en harmonie avec la conception du mariage, qu'on peut « dire que la communauté d'acquêts est en fait le régime de droit commun « pour tous ceux qui font un contrat. Aussi semble-t-il raisonnable de « supposer qu'en l'absence de cet acte c'est à ce régime que les époux « ont entendu soumettre leurs patrimoines et d'en faire le régime légal. « C'est là une réforme qui constituerait un progrès considérable en faveur « de la protection des intérêts des gens pauvres qui entrent dans le mariage sans passer de contrat. Il en résulterait surtout le plus sérieux « avantage au profit de la femme qui ne se trouverait plus ainsi exposée « aux risques et aux aléas d'une imprudente gestion du mari et dont « les biens présents et à venir échapperaient au désastre financier de « la communauté ».

aspirations nationales (1) » ; — que d'autre part le régime qu'il est le plus souhaitable de lui voir substitué est celui de la communauté réduite aux acquêts, — nous allons montrer que les principales objections qui ont été soulevées pour empêcher cette substitution ont été rendues inexistantes par la réforme opérée par la loi du 29 avril 1924 quant à la preuve des reprises mobilières, et que par conséquent on ne peut plus opposer maintenant d'obstacle sérieux, à l'adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts comme régime de droit commun.

*Tentatives infructueuses déjà réalisées en faveur de l'adoption
de la communauté d'acquêts comme régime légal*

Le premier essai tenté pour faire adopter la communauté réduite aux acquêts comme régime légal le fut par Maleville bien avant la promulgation du Code Civil et au cours même des Travaux préparatoires.

Si la communauté devait être préférée au régime dotal comme régime de droit commun, du moins fallait-il, — d'après lui, — que cette communauté fût réduite aux acquêts; c'était la conclusion logique des critiques qu'il avait adressées, — nous l'avons vu, — au régime coutumier de la communauté des meubles et acquêts.

« Si l'habitude rend la communauté chère aux pays qui l'ont reçue, — disait-il (2), — et si elle doit être le droit commun, je demande que, lorsqu'il n'y aura pas de stipulation, elle soit réduite aux acquêts qui se font pendant le mariage ».

(1) Cette expression est de M. Desrez, *thèse précitée*, p. 227.

(2) FENET, *op. cit.*, t. XIII, p. 551.

Mais le conseiller d'Etat Berlier lui opposa l'autorité de la tradition et le grand poids de la coutume de Paris dans l'Ancienne France. « Il fit remarquer encore que le législateur, en établissant un régime légal, ne devait pas viser les classes riches qui sauraient bien régler leurs conventions elles-mêmes, mais, au contraire, les membres les moins fortunés de la Société pour qui il n'y avait pas grand dommage à confondre dans le mariage leur mince patrimoine mobilier. Il voulait enfin épargner à ces petites gens les frais et les ennuis des inventaires nécessaires dans la communauté réduite aux acquêts (1) », et ne pas leur laisser le risque des complications et des difficultés qui les auraient attendus à la dissolution de leur communauté quand ils auraient omis ces formalités coûteuses.

« En toute institution, disait-il (2), le but du législateur « doit être d'éviter les embarras qui deviennent eux-mêmes « des sources de discorde. Que l'on admette des distinctions « en cette matière et l'on ne pourra plus y faire un pas sans « inventaire. Que d'embarras dans cette seule obligation et « que de difficultés dans le recolement ! Reconnaîtra-t-on « facilement après un long usage les meubles qui auront « appartenu au mari ou à la femme et qui auront été long- « temps confondus ? Et si, à défaut des documents écrits, « il faut arriver par la preuve vocale à la connaissance de « ce qui appartient à chacun, où en sera-t-on ? Que devien- « dront surtout le bonheur et le repos des familles ? »

Ces observations parurent décisives aux autres rédacteurs du Code Civil et la proposition de Maleville fut purement et simplement rejetée.

(1) Cf. MEUNIER, *thèse précitée*, p. 5.

(2) FENET, *op. cit.*, t. XIII, p. 668.

Une autre tentative dans le même sens fut réalisée en 1864 sous la forme d'une pétition adressée au Sénat par M. Serrigny, notaire à Seurre (Côte d'Or) (1) ; son auteur sollicitait du Parlement que l'art. 1401 C. Civ. fût modifié dans le sens de l'art. 1404, c'est-à-dire que les biens meubles des époux mariés sous le régime de la communauté légale fussent soumis à l'avenir aux mêmes conditions que celles qui sont réglées pour les immeubles, en d'autres termes qu'ils fussent eux aussi exclus de la communauté.

Cette tentative ne fut pas plus heureuse que la précédente, et sur le rapport du marquis de Lavalette, le Sénat refusa de prendre en considération la pétition de M. Serrigny. Le rapporteur fit valoir (2) que cette restriction de la communauté aux acquêts serait contraire à l'esprit du législateur du Code Civil qui avait voulu donner à la communauté la plus grande extension possible, et qu'au surplus le maintien de la Communauté des meubles et acquêts comme régime légal ne présentait pas en fait d'inconvénients, parce que les époux qui se mariaient sans contrat étaient ordinairement sans fortune et qu'il était loisible aux gens fortunés de rédiger un contrat de mariage ; enfin il compléta ces objections, — qui paraissent aujourd'hui bien fragiles, — par un argument un peu plus sérieux que Berlier avait déjà opposé à Maleville, — nous l'avons vu, — lors de la rédaction du Code Civil : argument tiré des trop grandes difficultés de preuve auxquelles on se heurterait pour distinguer dans la masse commune les meubles propres aux époux des meubles communs.

Ce dernier argument est le seul qui nous semble avoir eu

(1) Cf. BONNECASE, *op. cit.*, p. 322, note 3.

(2) *Moniteur off. de l'Empire*, du 20 mars 1864, p. 380, col. 5.

quelque valeur, au point qu'on peut dire que toute l'opposition apportée plus ou moins ouvertement à l'adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts comme régime légal reposait sur cette idée que la preuve du mobilier ne pouvait résulter que d'un acte authentique.

Utilité que présenterait l'adoption du régime de la communauté d'acquêts comme régime légal

Mais cet argument tombe maintenant de lui-même, puisque la loi du 29 avril 1924 a précisément supprimé cette nécessité de la preuve par acte authentique, en autorisant les larges modes de preuve du droit commun, et a ainsi délivré les époux qui n'ont pas fait constater leurs apports dans leur contrat, de cette sorte de déchéance qui jusqu'alors les privait irrémédiablement de la possibilité de distinguer par la suite leurs meubles propres présents des meubles de la communauté.

Certes, nous l'avons montré, il continuera à exister pour les futurs époux un intérêt certain et considérable à faire constater leurs apports mobiliers dans un contrat de mariage, et par conséquent l'adoption pour régime légal de la communauté réduite aux acquêts n'aurait pas pour effet de modifier les usages des gens possédant une certaine fortune.

Mais les classes peu aisées de la société, desquelles on doit le plus prendre l'intérêt en considération lorsqu'il s'agit de déterminer un régime matrimonial légal, trouveraient à ce changement, un bénéfice indiscutable.

Il en serait ainsi d'une façon générale pour tous les époux, — et ils sont de plus en plus nombreux (1) — qui adoptent,

(1) D'après un tableau donné par l'Annuaire statistique de la France, année 1907, *Résumé*, p. 11 et 91 (reproduit par BONNECASE, *op. cit.*,

ou plus exactement qui subissent, le régime actuel du droit commun par ignorance ou par négligence, tout simplement, le plus souvent, parce qu'ils n'ont pas été poussés à la rédaction d'un contrat de mariage par un intérêt actuel existant à l'époque de leur union.

Et ce dernier argument tiré de l'intérêt général, nous semble décisif en faveur de l'établissement de la communauté réduite aux acquêts comme régime de droit commun.

Supposons en effet que la communauté des meubles et acquêts reste notre régime légal et qu'une femme recueille au cours de son mariage divers meubles meublants, sommes et valeurs de bourse dépendant d'une succession mobilière à elle échue ; si elle a fait un contrat de mariage contenant adoption de la communauté réduite aux acquêts, elle aura le droit de reprendre lors de la dissolution de sa communauté, tous ces meubles meublants, sommes et valeurs, dont elle prouvera la consistance, l'identité ou la valeur par les modes des art. 1502 et 1504, si elle exerce ses reprises contre son mari, par les modes du droit commun si elle les exerce contre les créanciers de son dit mari ou de la communauté.

Mais si elle n'a pas fait de contrat de mariage, parce qu'à l'époque où elle aurait dû en faire un, c'est-à-dire peut-être dix, vingt ou trente ans plut tôt, ni elle ni son mari ne possédaient rien et ne prévoyaient pas l'utilité possible de cette formalité qui leur apparaissait seulement alors dérangeante et coûteuse, il faudra continuer à décider qu'elle devra par-

p. 337) sur 281.000 mariages célébrés en 1882, 110.397 avaient été précédés d'un contrat de mariage, 170.603 ne l'avaient pas été, — alors qu'en l'année 1907, sur 315.000 mariages, 76.528 seulement ont été précédés d'un contrat de mariage, le nombre des unions sans contrat ayant atteint le chiffre de 238.472.

Il n'y a pas lieu de croire que cette progression de la communauté légale se soit arrêtée depuis cette époque.

tager avec son mari les meubles meublants, sommes et valeurs par elle recueillis et lui provenant le plus souvent de ses parents, et que ces mêmes biens pourront être valablement saisis par les créanciers de son mari et de la communauté, sans qu'elle puisse les revendiquer ni même en réclamer la valeur !

Il y a là une différence de traitement qui nous semble bien peu équitable, et nous pensons qu'une disposition de la loi qui dispenserait les époux de cette nécessité du contrat de mariage apporterait une satisfaction générale.

La même situation se présentera à propos des meubles présents.

Mais dans ce cas, dira-t-on, l'exclusion légale des meubles présents de la communauté est beaucoup moins injuste dans ses conséquences : il est toujours loisible aux époux qui ont une certaine fortune en se mariant de faire dresser un contrat ; quant à ceux qui n'ont rien, et à qui la célébration devant le maire apparaît elle-même souvent comme une complication superflue, il est bien évident que l'intervention du notaire serait pour eux un luxe inutile, et qu'ils peuvent fort bien continuer à se contenter du régime légal actuel, malgré ses imperfections.

C'est vrai, mais entre ces deux catégories d'époux pour lesquelles la question de la rédaction du contrat ne se pose pas, soit que pour l'une cette rédaction apparaisse comme indispensable, soit qu'elle apparaisse au contraire pour l'autre comme parfaitement inutile, il existe une catégorie intermédiaire de petites gens qui ne possèdent en se mariant que quelques modestes économies et qui omettent généralement de se les réserver propres — quoique leur désir intime en soit indiscutable (1) — parce qu'elles ne savent pas que

(1) Cette opinion, qui est celle de très nombreux praticiens, a été

seule la rédaction d'un contrat de mariage pourrait, dans l'état actuel de notre législation, leur faire atteindre ce but.

Jusqu'à la loi de 1924, l'établissement de la communauté réduite aux acquêts comme régime légal n'aurait pas amélioré sensiblement le sort de cette classe très intéressante et très nombreuse de la Société française : les futurs époux auraient été dispensés de faire établir un contrat de mariage pour se réserver propres leurs meubles présents, mais la loi leur aurait repris d'une main ce qu'elle leur accordait de l'autre, puisque, tout au moins à l'égard des créanciers, ils n'auraient pas pu reprendre leurs biens réservés propres, faute de pouvoir les distinguer des biens communs par un acte authentique.

Mais maintenant cette exigence est supprimée. Bien sûr, même si l'on adoptait la communauté d'acquêts pour régime légal les futurs époux qui n'auraient pas fait constater authentiquement leurs apports ne réussiraient pas toujours à les reprendre faute d'en justifier ; pour ceux-là la situation serait la même qu'actuellement, mais du moins elle ne serait pas pire. Par contre, celle de tous les époux qui pourraient justifier de leurs droits se trouverait sensiblement améliorée.

Il en serait ainsi notamment de tous ceux, et ils constituent une importante fraction des populations urbaines et rurales, dont la seule fortune en se mariant consiste le plus souvent en économies déposées dans des Caisses d'Epargne, et pour qui il serait toujours facile de justifier de la véracité des apports par eux réclamés.

exprimée notamment en ces termes, lors de l'enquête faite par M. BONNECASE et rapportée dans son étude précitée (*Rev. trim. Droit civ.*, 1911, p. 343) : « Les époux, — y est-il dit, — ne font pas de contrat par irrégularité et parce que telle est la coutume (*cette communication était faite par un notaire de l'Est*). Ils agissent si bien inconsciemment qu'à chaque règlement de succession les survivants sont très étonnés de ne pouvoir prélever leurs reprises mobilières et regrettent de n'avoir pas fait de « contrat ».

L'adoption dans notre législation du régime de la communauté réduite aux acquêts comme régime légal nous semble donc la conséquence normale et nécessaire de la réforme qui vient d'être opérée par la loi du 29 avril 1924.

D'ailleurs ce ne serait là que l'effet résultant de la liaison étroite qui existe, — comme nous l'avons vu, — entre la possibilité d'adopter la communauté d'acquêts pour régime de droit commun et le système de la liberté de la preuve des reprises mobilières, — connexité qui, au surplus, a été signalée depuis longtemps par les auteurs.

Mais d'une façon générale l'établissement du dernier de ces deux systèmes n'avait été envisagé que comme une conséquence de l'adoption du premier.

Si la communauté d'acquêts devenait le régime légal en France, — disait notamment M. Desrez (1) — « il serait possible » peut-être de décréter l'application pure et simple des règles « du droit commun en matière de preuve ; l'art. 1499 pourrait « alors être modifié ou même supprimé ».

Le législateur paraît s'être engagé en sens inverse ; il a déjà réformé l'art. 1499, en établissant, par la loi du 29 avril 1924, les règles du droit commun pour la preuve des reprises mobilières.

Mais l'intérêt général demande que cette œuvre soit complétée.

Puisqu'il a commencé par l'art. 1499, c'est maintenant l'art. 1401 C. civ., comme l'avait déjà demandé M. Serrigny en 1864, — que le législateur moderne doit modifier.

Après la réforme la plus difficile, il se doit à lui-même de réaliser la plus féconde.

(1) *Thèse précitée*, p. 235 ; — Dans le même sens, cf. GUYON, *thèse précitée*, p. 219, et REY, *thèse précitée*, p. 174.

Vu : *Le Président*

CAPITANT

Vu : *L'Assesseur du Doyen*

TRUCHY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le recteur, l'Inspecteur de l'Académie

S. MAURELLET

ANNEXES

I

Arrêt de la Cour de Bourges du 31 mai 1921 (S. 23-2-20).

(Aff. Perrier C. Vve Chauvel, Collin et Chabrol).

La Cour de Bourges était saisie de l'affaire par suite du renvoi prononcé par l'arrêt de la Chambre civile du 6 mai 1918.

ARRET

LA COUR. — Sur l'exception de chose jugée : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Au fond : — Attendu que la présomption qui, d'après l'art. 1499 C. civ., fait réputer acquêt le mobilier existant lors du mariage ou advenu depuis, et non constaté par un inventaire, ne doit être appliquée que dans les limites tracées par les dispositions de ce texte, lequel tranche exclusivement une question de propriété, et reste étranger aux droits de la femme agissant comme créancière de ses reprises ; — Attendu qu'on s'explique que, pour éviter que, par une collusion des époux, les créanciers ne soient privés de tout ou partie de leur gage, le législateur ait subordonné la revendication de la femme, en tant que propriétaire de ses meubles en nature, à un inventaire où état détaillé destiné à les identifier ; — Attendu que cette préoccupation ne saurait exister au même degré, quand la femme se prétend seulement créancière du montant de sa dot, évaluée au contrat de mariage ; qu'on n'aperçoit pas quel complément appréciable de garantie les créanciers du mari peuvent trouver dans la description par un inventaire authentique des apports mobiliers de la femme dont, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, elle a été constituée créancière par son contrat ; — Attendu que les art. 560 et 563 C. comm. ont consacré cette distinction entre la femme qui prétend reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat ou qui lui sont advenus par succession, donation entre vifs ou testament, et la femme qui intervient en qualité de créancière de ses reprises évaluées en argent ; que l'une est, aux termes de l'art. 560 C. com., tenue de

justifier, par la production d'un inventaire ou tout autre acte authentique, de la propriété et de l'identité des objets qu'elle revendique, tandis que l'autre est autorisée, par l'art. 563 du même Code, à prouver, par un acte ayant date certaine, la délivrance ou le paiement des deniers et effets mobiliers dont elle se dit créancière ; — Attendu que l'art. 563 C. com. ne s'est pas seulement proposé de donner à la femme plus de facilité pour établir la réception des apports par le mari ; qu'il spécifie, en effet, que seront seuls soumis à l'hypothèque légale de celle-ci les immeubles qui appartenaient au chef de la communauté au moment de la célébration du mariage ou qui lui seront advenus depuis par succession, donation entre vifs ou testamentaire ; que le bénéfice de son hypothèque légale, ainsi réservé à la femme qui rapporte la preuve exigée par l'art. 563, ne se comprend qu'à l'égard des tiers ; qu'il n'a pas été limité dans ses effets par le texte précité, et qu'il s'étend par suite aux rapports de la femme avec les créanciers du mari ; qu'il en résulte qu'en imposant à la femme d'un non-commerçant l'obligation de prouver sa créance de reprises mobilières par un inventaire authentique, on ferait aux créanciers de ce non-commerçant une situation préférable à celle des créanciers d'un commerçant failli, lesquels seront primés par l'hypothèque légale de la femme, pourvu que celle-ci établisse sa créance par un acte ayant date certaine ; que cette conséquence d'une interprétation trop rigoureuse de l'art. 1499, laquelle n'est point imposée par les dispositions qu'il renferme, est incompatible avec l'état actuel de notre législation, plus particulièrement soucieuse de protéger les droits des créanciers du commerçant ; que, d'autre part, en l'absence d'un texte formel ne donnant ouverture à aucune discussion, on ne saurait imposer à la femme, quant à l'exercice de ses reprises mobilières, des obligations qui sont inconciliables avec la pratique généralement observée pour la constatation des apports et avec le système de protection organisé par le Code civil en faveur de la femme mariée ; qu'en dehors des cas prévus par l'art. 563 C. comm., c'est donc, à l'exclusion de l'art. 1499, par les règles de droit commun, et notamment par l'art. 1504, que restent régis les droits de la femme, agissant en tant que créancière de ses reprises ; — Attendu au surplus, que, quelle que soit la portée de l'art. 1499 C. civ., ses prescriptions ne sont pas applicables à la femme dont le mari était commerçant à la date de la célébration du mariage ; que le bénéfice de son hypothèque légale est, en ce cas, assuré à la femme par l'art. 563 C. comm., sous la seule justification de ses apports, par un acte ayant date certaine ; que cet article, qui ne se réfère pas aux règles du Code civil touchant les reprises de la femme, se suffit à lui-même, et que le sens en a été précisé lors de la discussion du projet de réforme du Code de 1807 ; que la proposition restreignant l'hypothèque de la femme aux deniers et effets mobiliers dont l'apport serait démontré par acte authentique, a, en effet, été écartée, et qu'on lui a substitué la preuve de la délivrance au mari par acte ayant date certaine ; — Attendu

que la dame Chauvel, dont le mari était commerçant le 10 janvier 1887, lors de la célébration du mariage, était donc fondée, après la faillite de celui-ci, à demander, en vertu de son hypothèque légale, à l'encontre des créanciers du failli, pour le montant de ses apports, évalués à 18.000 francs dans son contrat, sa collocation dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix d'un immeuble dépendant de l'actif du sieur Chauvel, et advenu à ce dernier par succession depuis l'époque de la célébration du mariage ; — Attendu que ni l'importance ni la consistance de ces apports, liquidés à 18.000 francs par un état dûment homologué, ne sont déniés par Perrier, créancier inscrit et contestant, lequel n'impute aucune fraude aux époux Chauvel, et se borne à soutenir que la collocation de l'intimée doit être écartée, faute par celle-ci de rapporter la preuve de ses droits dans les formes imposées par l'art. 1499 ; — Mais attendu que cette preuve de la délivrance et du paiement des apports, tant en effets mobiliers qu'en deniers évalués à 18.000 francs, se trouve dans les énonciations du contrat de mariage des époux Chauvel, auquel il a été stipulé que le mari, se chargeait de la dot par le seul fait de la célébration ; que le contrat et l'acte de mariage ont l'un et l'autre date certaine, et satisfont pleinement en les rapprochant, aux exigences de l'art. 563 C. comm. ; qu'il importe peu que le contrat de mariage ne renferme qu'une indication générale des apports et effets mobiliers, sans distinction entre les meubles en nature et les deniers, alors que la femme limite sa demande au paiement d'une créance de 18.000 francs, correspondant à l'évaluation du montant de ses apports ; que, pour les motifs ci-dessus énoncés, c'est pour la totalité de cette évaluation que doit être maintenue la collocation de la dame Chauvel, et non pas seulement pour le montant de ses apports en deniers, comme l'ont à tort admis les premiers juges ; — Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Rejette l'exception de chose jugée ; — Confirme le jugement entrepris, en tant qu'il a maintenu la collocation portée au règlement provisoire au profit de la dame Chauvel ; — Recevant ladite dame dans son appel incident ; — Infirme, au contraire, ledit jugement en ce qu'il a réduit cette collocation à 16.000 francs, — Dit que le montant en restera établi à 18.000 francs, etc...

II

Arrêt de la Cour d'appel de Paris (2^e Chambre) du 27 mai 1924

(Le Monde Judiciaire, 1^{er} octobre 1924).

LA COUR ;

Statuant sur l'appel relevé par la dame Liechtmaneger, née Francine-Jeanne Rochefort, contre un jugement du tribunal de la Seine, en date du 20 juin 1923 ;

Considérant que, par jugement du tribunal de la Seine, en date du 6 mai 1919, les époux Liechtmaneger ont été séparés de corps à la requête et au profit de la femme ; que le mari a été condamné à servir à sa femme une pension mensuelle de 100 francs payable par mois et d'avance jusqu'à l'issue de la liquidation ;

Considérant qu'il a été procédé par M^e Collet, notaire à Paris, à la liquidation des reprises de la dame Liechtmaneger, suivant état en date du 28 avril 1922, qui a été purement et simplement homologué à la demande du mari et contrairement aux conclusions de la femme par le jugement susdaté ;

Considérant que la dame Liechtmaneger a contesté l'état liquidatif en alléguant qu'il avait négligé de faire à son profit le rétablissement : 1^o d'une somme de 2.000 francs montant d'une créance Schelle ; 2^o d'un titre nominatif de rente 3 1/2 de 100 francs de rente ; — qu'elle reprend en les modifiant ces contestations devant la Cour.

Considérant que les époux Liechtmaneger se sont mariés, le 15 février 1900, devant l'officier de l'état-civil de Toulouse, après avoir fait précéder leur union d'un contrat de mariage passé devant M^e Hilariot, notaire à Toulouse, le 13 du même mois, contenant adoption du régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, tel qu'il est établi par les articles 1498 et 1499 du Code civil ;

Considérant qu'aux termes de ce régime, tous les biens de la femme antérieurs au mariage sont des propres et que celle-ci peut en exercer la reprise en deniers contre son mari, si elle justifie en la forme voulue par la loi qu'ils existaient encore au jour du mariage, et qu'ils ont été aliénés, au cours du mariage, par le mari qui en a touché le prix ;

Considérant qu'il résulte des pièces versées aux débats que par acte devant M^e Espagno, les époux Liechtmaneger ont cédé à un sieur Delmas, une créance de 2.000 francs que la dame Liechtmaneger avait contre les époux Schelle, en vertu d'un acte reçu par le même notaire, le 8 dé-

cembre 1898 ; que cette cession a été faite moyennant une somme de 2.000 francs, comptée ce jour-là aux époux Liechtmaneger, qui en ont fourni bonne et valable quittance.

Considérant que la créance de la demoiselle Rochefort résultant d'un acte authentique antérieur au mariage et ayant été encaissée par les époux Liechtmaneger au cours de la communauté au moyen d'une cession à un tiers constatée par acte authentique, la dame Liechtmaneger est en droit d'en obtenir aujourd'hui la reprise ;

Considérant qu'il est de plus justifié qu'avant son mariage, la demoiselle Rochefort était propriétaire d'un titre nominatif de 100 francs de rente 3 1/2 0/0 sur l'Etat français, acheté par agent de change le 2 décembre 1898, que ce titre a été transféré par la demoiselle Rochefort, le 26 janvier 1900, à la Banque de France en garantie d'un prêt qui lui a été consenti ; qu'il résulte d'un bordereau de la Banque de France, succursale de Toulouse, en date du 16 juin 1900, que ce titre a été vendu le 14 de ce mois par le ministère de l'agent de change Roland Gosselin, et qu'après remboursement du prêt, il a été remis par la Banque de France aux époux Liechtmaneger une somme de 1.046 fr. 71 ; que les bordereaux d'achat et de vente par l'agent de change sont produits ; que dans ces conditions, la somme de 1.046 fr. 71 touchée par la communauté doit faire l'objet d'une reprise au profit de la femme.

Considérant que ce n'est pas le silence du contrat de mariage sur la consistance de l'avoir personnel de la femme qui peut faire obstacle à l'exercice des reprises de celle-ci à la dissolution de la communauté, lorsque, comme dans l'espèce, il est justifié de son droit, aux termes des dispositions légales ;

Considérant que le surplus des conclusions de l'appelante n'est pas fondé ;

Par ces motifs :

Infirme le jugement dont est appel, surseoit à l'homologation de l'état liquidatif ;

Renvoie les parties devant M^e Collet, notaire, pour la rectification de cet état conformément aux indications ci-dessus ;

Ordonne la restitution de l'amende d'appel et l'emploi des dépens en frais d'homologation de liquidation ;

Dit toutefois qu'ils seront recouvrés comme en matière d'assistance judiciaire.

BIBLIOGRAPHIE

- ACOLLAS. — *Le contrat de mariage*.
- AMIAUD. — *Traité-formulaire du Notariat*, 4^e édit., 1897.
- ARGOU. — *Institution au Droit français*, 10^e édit., Boucher d'Argis, 1771.
- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, revu par M. Bartin, t. VIII, 5^e édit., 1916.
- AUZANET. — *Œuvres*, édit. 1708, *Notes sur la Coutume de Paris*.
- BACQUET. — *Œuvres*, édit. Paris, 1664 ; tome III : *Traité des Droits de justice*.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de Droit civil*, t. III, édit. 1884.
- BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE. — *Traité théorique et pratique de Droit civil, Du contrat de mariage*, 3^e édit., 1906.
- BESNARD (Alphonse). — Commentaire de la loi du 29 avril 1924, *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, n^{os} des 15 juillet et 15 août 1924, 1^{re} partie, p. 161 à 199.
- BIDAULT DE L'ÎLE. — *De la preuve des reprises matrimoniales*, thèse, Paris, 1901.
- BONNECASE. — *La réforme du régime de la communauté légale et les enseignements de la pratique*. *Revue trim. de Droit civil*, 1911.
- BOURJON. — *Le Droit commun de la France et la Coutume de Paris*, édit. Paris, 1770.
- BOUTAUD et CHABROL. — *Traité général des fonds de commerce et d'industrie*, édit. 1905.
- BOYER. — *Théorie de la preuve en matière de Reprises matrimoniales*, thèse, Toulouse, 1890.
- BRAVARD-VEYRIÈRES. — *Traité de droit commercial*, publié, annoté et complété par Demangeat, édit. 1862-1864.
- BRODEAU. — *Coustume de la Prévosté et Vicomté de Paris*, seconde édition, Paris, 1669, tome II.
- BUFNOIR. — *Notes au Sirey*, 85-2-25 et 89-1-465.
- Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1921.
- CANTELLAUVE. — *De la preuve des Reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts*, thèse, Bordeaux, 1909.
- CHARMONT. — Examen doctrinal des deux arrêts de la Cour de cassation du 15 mars 1899 et du 15 mai 1899, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1901.

- Circulaires et Mémoires du Comité des Notaires des Départements.*
CLERC (Edouard). — *Formulaire général et complet du Notariat*, t. I^{er}, 6^e édit., 1872.
COCHIN (Henri). — *Œuvres complètes*, édit. Paris, 1822 ; t. IV, 3^e partie.
COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit civil français* ; t. I^{er}, 3^e édit., 1921 ; t. II, 3^e édit., 1921 ; t. III, 3^e édit., 1922.
COQUILLE (Gui). — *Institution au droit des Français*, 3^e édit., Paris, 1612 ; au titre « Des droits des mariez ».
DALLOZ. — *Nouveau Code civil annoté*, t. III, édit. 1903.
— *Répertoire-méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, édit. 1852, t. XIII.
— *Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.*
DEFRENOIS. — *Traité pratique du Notariat*, 10^e édition.
— *Répertoire général pratique du Notariat et de l'Enregistrement*, n^o du 30 mai 1924 ; *Législation commentée*, p. 119 à 126 ; *Commentaire de la loi du 29 avril 1924*.
DESREZ. — *De la Preuve en matière de Reprises matrimoniales*, thèse, Caen, 1903.
DUMOULIN (Charles). — *Commentaire sur les Coutumes de la Prévosté et Vicomté de Paris*, édit. 1709, tome I^{er}.
DUNOD DE CHARNAGE. — *Observations sur la Coutume du comté de Bourgogne*, édition Besançon, 1756 ; titre des Gens mariés.
DUPLESSIS. — *Œuvres*, édit. Paris, 1754 ; tome I^{er} : *Traités sur la Coutume de Paris*.
DURANTON. — *Cours de Droit français suivant le Code civil*, édit. 1825-1832.
ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*, 11^e édition, 1912
FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, édit. 1836.
FERRIÈRE (Claude de). — *Commentaire sur la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, édit. 1788, tome II.
— *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la Coutume de Paris*, édit. Le Camus, 1714, tome III.
FLAUD. — *De la Preuve en matière de Reprises matrimoniales*, thèse, Rennes, 1899.
FOUGEROLLE. — *Commentaire de la loi du 29 avril 1924 ; Nouveau Répertoire général pratique de jurisprudence, de doctrine et de législation* (Répertoire Commaillé), n^o 1, janvier 1925, art. 4592.
GAILLARD. — *De la preuve par commune renommée*, thèse, Paris, 1906.
GOUYON. — *Des questions de Preuve en matière de Reprises matrimoniales*, thèse, Paris, 1900.
GUILLOUARD. — *Traité du contrat de mariage*, 2^e édit., 1888.
HAUSSONVILLE (D'). — *Salaires et misères de femmes*, édit. 1900.

- INGELBRECHT. — *Le Féminisme et la femme témoin*, *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1900.
- JOUSSELIN. — Rapport sur l'avant-projet de la loi du 29 avril 1924 à la Société d'Etudes législatives ; *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, année 1921, 2^e partie, p. 155 et suiv.
- JOUSSET. — *De la confusion du mobilier*, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1864, t. II.
- LALOU (Henri). — *La pratique de l'inventaire dans les régimes de communauté depuis la loi du 29 avril 1924*, édit. 1925.
- LAMOIGNON. — *Recueil des Arrêts*, édit. Paris, 1777.
- LAURENT. — *Principes de Droit civil français*, édit. 1876.
- LE BALLE. — *Des Conventions sur le Procédé de Preuve en Droit civil*, thèse, Paris, 1923.
- LEBRUN (Denis). — *Traité de la communauté entre mari et femme*, édit. Paris, 1754.
- *Traité des Successions*, édit. Paris, 1775.
- LECOQ (Jean). — *Quaestiones Johanni Galli*, rapportées à la 5^e partie des Œuvres de Charles Dumoulin, édit. Paris, 1681 ; tome II.
- LEFEBVRE (Charles). — Cours de Doctorat sur l'Histoire du Droit matrimonial français : *Le Droit des Gens mariés*, édit. 1908, 51^e et 52^e cours.
- *Mélanges*, tome II, étude 1^{re} : *Les fortunes anciennes au point de vue juridique*, cours 1911-1912.
- LE ROY. — *De la Preuve des apports mobiliers sous le régime de la communauté*, thèse, Paris, 1909.
- LOCRE. — *La législation civile, commerciale et criminelle de la France*, édit. 1827-1830.
- LOISEL. — *Institutes coutumières*, avec les notes d'Eusèbe de Laurière ; revues par Dupin et Laboulaye, édit. 1846, tome I.
- LYON-CAEN et RENAUT. — *Précis de Droit commercial*, édit. 1884-1885.
- *Manuel de Droit commercial*, 12^e édit., 1918.
- MALLEVILLE (Jacques de). — *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, 2^e édit., Paris, 1807.
- MARTIN (Olivier). — *Histoire de la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, 1^{re} édit., Paris, 1822, tome I.
- *Les manuscrits de Simon Marion et la Coutume de Paris au XVI^e siècle*, édit. Rennes, 1922.
- MEUNIER. — *De la Réforme du régime matrimonial légal*, thèse, Paris, 1912.
- MOURLON. — *Répétitions écrites sur le troisième examen du Code Napoléon*, 8^e édit., revue par Demangeat, 1870.
- PENON. — *Des Preuves pour l'exercice des Reprises matrimoniales*, thèse, Paris, 1910.
- PETIET (Raynald). — *De la Preuve en matière de Reprises matrimoniales ; La France judiciaire*, 1885-1886, 1^{re} partie, p. 18 à 36 et p. 49 à 88.

- PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil* ; t. I^{er}, 8^e édit., 1920 ; t. II, 7^e édit., 1917 ; t. III, 7^e édit., 1918.
- POTHIER. — *Traité de la Communauté*, édit. Paris, 1774.
— *Coutumes des Duché, bailliage et prévôté d'Orléans, et ressort d'iceux*, édit. 1772.
- PRINCE. — *De la Preuve des Reprises de la femme sous les divers régimes matrimoniaux*, thèse, Paris, 1905.
- RENOUARD. — *Traité des Faillites et Banqueroutes*, 2^e édit., 1844.
- REY. — *De la Preuve des Reprises sous les divers régimes matrimoniaux*, thèse, Grenoble, 1908.
- ROUSSILHE. — *Traité de la Dot*, édit. Clermont-Ferrand, 1785.
- SALVIAT. — *La Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, édit. Paris, 1787 ; v^o Acquêts.
- SAVATIER. — *Commentaire de la loi du 29 avril 1924* ; *Les Lois Nouvelles*, n^o du 15 juin 1924, 1^{re} partie, p. 337 à 367.
— *Note au Dalloz*, 1925-2-17.
- SIREY. — *Recueil Général des lois et arrêts*.
- SUMIEN. — De l'inutilité et des inconvénients d'annoncer tous les apports personnels des futurs époux dans le contrat de mariage, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1907.
- THALLER. — *Traité élémentaire de Droit commercial*, 5^e édit. revue avec M. Percerou, 1916.
— *Des Faillites en Droit comparé*.
— *La vie juridique du Français* (Travaux de la Conférence Thaller pour l'agrégation de Droit privé, année 1907-1908).
- TISSIER (Albert). — De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de Droit commun et de la preuve des apports mobiliers, *Revue bourguignonne de l'Enseignement Supérieur*, année 1901, p. 103 à 121.
- VIATTE. — *Commentaire de la loi du 29 avril 1924* ; *Journal des Notaires et des Avocats*, n^o du 20 juin 1924 ; *Pratique notariale*, art. 33921, p. 425 à 437.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Co-existence de biens propres aux époux et de biens communs sous les régimes de communauté légale et de communauté réduite aux acquêts	1
C'est généralement lors de la dissolution de la communauté que se pose la question des reprises.....	7
Comment peuvent s'exercer les reprises.....	9
Pourquoi se pose la question de la preuve des reprises.....	11
Pourquoi le point particulier de la preuve des reprises mobilières a plus spécialement attiré l'attention du législateur.....	14
Les dispositions du Code civil à cet égard avant la loi nouvelle, et l'application rigoureuse qu'en faisait la jurisprudence.....	17
Modifications apportées à la question de la preuve des reprises mobilières par la loi du 29 avril 1924.....	22
Divisions du présent ouvrage.....	25

PREMIÈRE PARTIE

La question de la preuve des reprises mobilières dans l'ancien droit français.....	29
Dans notre très ancien Droit, inexistence presque absolue, en droit et en fait, de biens mobiliers propres aux époux.....	29
Comment apparut la question de la reprise des propres mobiliers dans notre ancien Droit.....	34

CHAPITRE PREMIER

LES CLAUSES DE RÉALISATION ET DE REPRISE D'APPORTS	36
SECTION PREMIÈRE. — Apparition et développement des clauses de réalisation	36
<i>Paragraphe I. — Clause de réalisation des biens présents.....</i>	<i>38</i>

<i>Paragraphe II. — Extension des clauses de réalisation aux biens futurs</i>	41
SECTION DEUXIÈME. — Les clauses de reprise d'apports étaient le corollaire des clauses de réalisation.....	43
SECTION TROISIÈME. — De la présomption d'acquêts.....	46
SECTION QUATRIÈME. — De la preuve exigée pour l'exercice de la reprise des meubles stipulés propres.....	47

CHAPITRE DEUXIÈME

LES CLAUSES DE SÉPARATION DE DETTES	54
SECTION PREMIÈRE. — Origine et réglementation des clauses de séparation de dettes.....	54
Leur apparition	54
Nécessité de sauvegarder les intérêts des créanciers.....	55
Réglementation de la clause de séparation de dettes par la Coutume	56
SECTION DEUXIÈME. — Fonctionnement de la clause de séparation de dettes.....	58
<i>Paragraphe I. — Dans les rapports des époux entre eux.....</i>	59
<i>Paragraphe II. — Dans les rapports des époux avec les créanciers..</i>	63
Nécessité d'un inventaire pour rendre la clause de séparation de dettes opposable aux créanciers.....	63
L'inventaire exigé était celui des biens de la femme ; l'inventaire des biens du mari était inopérant.....	67
L'inventaire des biens de la femme devait présenter de sérieuses garanties de sincérité.....	69

CHAPITRE TROISIÈME

LA DISTINCTION, QUANT A LA PREUVE DES REPRISES, ENTRE LE CAS OU UN ÉPOUX DEMANDE A EXERCER SES REPRISES MOBILIÈRES CONTRE SON CONJOINT, ET LE CAS OU IL DEMANDE A LES EXERCER CONTRE LES CRÉANCIERS DE CE CONJOINT, A-T-ELLE ÉTÉ SUIVIE DANS NOTRE ANCIEN DROIT ?.....	74
SECTION PREMIÈRE. — Effets et domaine d'application respectifs des clauses de réalisation et des clauses de séparation de dettes, considérés du point de vue de cette distinction.....	74
<i>Premier point : Les clauses de réalisation et de reprise d'apports ne s'appliquaient qu'à l'égard des époux et ne produisaient aucun effet à l'encontre des créanciers.....</i>	76

<i>Deuxième point : C'est la clause de séparation de dettes qui servait à la femme pour exercer contre les créanciers de son mari ou de la communauté, la reprise des biens meubles apportés par elle en mariage.....</i>	81
SECTION DEUXIÈME. — Conclusion sur le système général de notre ancien Droit quant à la preuve des reprises mobilières.....	84
<i>Règles suivies dans les pays de coutume de communauté légale</i>	84
<i>Règles différentes suivies dans les pays de communauté d'acquêts</i>	87

DEUXIÈME PARTIE

La question de la preuve des reprises mobilières dans notre droit moderne depuis le Code civil jusqu'à la loi du 29 avril 1924.....	93
--	----

CHAPITRE PREMIER

LA PREUVE DES REPRISSES MOBILIÈRES DANS LE CODE CIVIL ET LE CODE DE COMMERCE.....	93
SECTION PREMIÈRE. — Dans le Code civil.....	93
<i>Paragraphe I. — Rédaction des articles 1498 et 1499, sur la communauté réduite aux acquêts.....</i>	95
<i>L'article 1498.....</i>	95
<i>L'article 1499.....</i>	96
<i>Paragraphe II. — Rédaction des articles 1500 à 1504, sur les clauses de réalisation.....</i>	99
<i>L'article 1500.....</i>	100
<i>Les articles 1501 et 1502.....</i>	101
<i>L'article 1503.....</i>	105
<i>L'article 1504.....</i>	106
<i>Paragraphe III. — Rédaction de l'article 1510, sur la clause de séparation de dettes.....</i>	108
SECTION DEUXIÈME. — Dans le Code de commerce.....	110
SECTION TROISIÈME. — Difficultés soulevées par la contradiction apparente des différentes dispositions du Code civil et du Code de commerce.....	117

CHAPITRE DEUXIÈME

LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION.....	120
SECTION PREMIÈRE. — Dans les rapports des époux entre eux...	120
<i>Paragraphe I. — Reprise entre époux de leur mobilier présent.....</i>	121
<i>Paragraphe II. — Reprise entre époux de leur mobilier futur.....</i>	125
A) Reprise du mobilier futur du mari.....	126
B) Reprise du mobilier futur de la femme.....	128
SECTION DEUXIÈME. — Dans les rapports des époux avec les tiers.	132
<i>Paragraphe I. — Le système de la Cour de cassation.....</i>	132
<i>Paragraphe II. — Résistance opposée par la pratique notariale à la jurisprudence de la Cour de cassation.....</i>	136
Conventions entre époux quant à la preuve de leurs reprises.	137
Adoption détournée dans les contrats de mariage de la communauté réduite aux acquêts.....	141
Clauses que « la célébration du mariage vaudra quittance de la dot » et que « le futur époux reconnaît avoir pris connaissance de l'apport de la future épouse et consent à en demeurer chargé par le seul fait du mariage ».....	143
Clause de reprise en nature du trousseau ou de la garde-robe.	147
Clause particulière de dotalité.....	149
Clause d'après laquelle « l'estimation des biens meubles apportés en mariage par la femme en vaudra vente à la communauté ».....	150
<i>Paragraphe III. — Résistance des Cours d'appel au système de la Cour de cassation.....</i>	152
Premières hésitations des Cours d'appel (jusqu'à l'arrêt d'Angers du 26 mai 1869).....	152
Point de départ de la résistance des Cours d'appel (l'arrêt d'Angers précité, celui de Dijon du 4 février 1884 et le système Bufnoir).....	155
Echec de cette résistance ; triomphe de la Cour suprême, qui affirme son système et impose sa jurisprudence.....	160
Soumission des Cours d'appel.....	165
Réveil de l'opposition avec deux arrêts de la Cour de Paris ; une scission s'opère parmi les Cours d'appel (1904-1905)...	169
Cours d'appel restées fidèles à la jurisprudence de la Cour de cassation.....	170
Cours d'appel dissidentes : cassation de leurs arrêts par la Cour suprême.....	174
Historique de l'affaire Perrier contre Veuve Chauvel.....	177

<i>Paragraphe IV. — Appréciation critique du système de la Cour de cassation</i>	186
Justification doctrinale de ce système.....	186
Rejet de certaines critiques qui lui ont été adressées.....	192
Approbation des critiques formulées quant à l'application abusivement rigoureuse de ce système et quant aux conséquences trop dures pour la femme qui en résultaient....	203
Arguments invoqués en faveur d'une réforme.....	206

TROISIÈME PARTIE

La question de la preuve des reprises mobilières depuis la loi du 29 avril 1294.....	211
---	-----

CHAPITRE PREMIER

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI NOUVELLE..	213
---	-----

SECTION PREMIÈRE. — Les travaux de la Société d'Etudes législatives	213
Les travaux de la Commission d'étude.....	213
Le rapport de M. Jousselin.....	217
Discussion de l'avant-projet de la loi.....	221
SECTION DEUXIÈME. — Les travaux parlementaires.....	224
Au Sénat.....	224
A la Chambre des députés.....	226
La promulgation de la loi.....	228

CHAPITRE DEUXIÈME

COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI NOUVELLE.	232
---	-----

SECTION PREMIÈRE. — Observations préliminaires sur le titre donné à la loi nouvelle (<i>Domaine d'application de la loi</i>)	233
La loi nouvelle ne s'applique pas seulement à la femme, mais aux deux époux.....	233
Elle s'applique à tous les régimes de communauté, et non pas seulement à la communauté réduite aux acquêts.....	235
Elle ne vise que la preuve des reprises mobilières.....	238
SECTION DEUXIÈME. — Le texte essentiel de la loi de 1924 (Le nouvel art. 1499 C. civ.).....	238
<i>Paragraphe I. — La présomption d'acquêts.....</i>	239

<i>Paragraphe II. — Adoption de la distinction entre les reprises entre époux et les reprises « à l'égard des tiers ». Rejet de la distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur.....</i>	240
I. — Preuves admises par la loi nouvelle pour l'exercice des reprises entre époux.....	241
II. — Preuves admises par la loi nouvelle pour l'exercice des reprises « à l'égard des tiers ».....	247
<i>Première difficulté : Quels sont les « tiers » visés par l'al. 1^{er} du nouvel art. 1499 ?</i>	248
<i>Deuxième difficulté : Quelle est la preuve de droit commun que la loi nouvelle a voulu substituer à l'exigence antérieure de l'acte authentique ?</i>	252
Nécessité de distinguer la preuve des reprises en nature de celle des reprises en deniers.....	252
I. — Preuve d'un droit de propriété (cas de reprise en nature)	253
A) Meubles corporels et titres au porteur.....	253
a) Revendication de meubles présents.....	254
b) Revendication de meubles futurs.....	256
B) Autres biens mobiliers.....	257
II. — Preuve d'un droit de créance (cas de reprise en deniers). Réfutation de cette théorie.....	258
La seule preuve admise, dans tous les cas, est celle du droit commun des obligations.....	260
<i>Troisième difficulté : Les écrits que les époux invoqueront pour prouver leurs reprises à l'égard des tiers devront-ils avoir date certaine ?</i>	266
SECTION TROISIÈME. — Modifications accessoires réalisées par la loi nouvelle (Les nouveaux art. 1510 C. civ., 560 et 563 C. com.).	270
<i>Paragraphe I. — Commentaire des nouveaux articles 1510 C. civ., et 560 et 563 C. com.....</i>	271
Le nouvel art. 1510 C. civ.	271
Les nouveaux art. 560 et 563 C. com.	277
<i>Paragraphe II. — Appréciation critique du champ d'application de la réforme opérée par la loi de 1924.....</i>	279
Justification des modifications apportées aux art. 1510 C. civ. 560 et 563 C. com.....	279
Divergences que la loi nouvelle a laissé subsister dans notre législation	282
I. — Les art. 1416 et 1417 C. civ.	282
II. — La loi du 13 juillet 1907.....	283

SECTION QUATRIÈME. — Point de départ de l'application de la loi nouvelle	285
Paragraphe I. — Le principe de la non-rétroactivité des lois et ses exceptions	285
Paragraphe II. — Arguments en faveur de la non-rétroactivité de la loi nouvelle.....	287
La loi nouvelle n'appartient à aucune des trois catégories de lois faisant exception au principe de la non-rétroactivité..	287
Une application rétroactive de cette loi porterait atteinte à des droits acquis.....	288
Paragraphe III. — Arguments en faveur de la rétroactivité de la loi nouvelle	290
Paragraphe IV. Conclusion en faveur de la rétroactivité de la loi nouvelle	293

CHAPITRE TROISIÈME

CONSÉQUENCES PROBABLES DE LA LOI NOUVELLE DANS LE DOMAINE PRATIQUE.....	296
Paragraphe I. — Difficulté pratique qui se soulèvera dans l'application de la loi nouvelle.....	296
Paragraphe II. — Conséquences pratiques de ce système.....	301
I. — Reprise de meubles présents en valeur.....	302
II. — Reprise de meubles présents en nature.....	307
III. — Reprise de meubles futurs en nature ou en valeur.....	308

CONCLUSION

CONSIDÉRATIONS FINALES SUR LA LOI DU 29 AVRIL 1924.	311
CONSÉQUENCES LÉGISLATIVES POSSIBLES DE LA LOI DU 29 AVRIL 1924.....	317
Tentatives infructueuses déjà réalisées en faveur de l'adoption de la communauté d'acquêts comme régime légal.....	321
Utilité que présenterait l'adoption du régime de la communauté d'acquêts comme régime légal	324

ANNEXES

Arrêt de la Cour de Bourges du 31 mai 1921.....	331
Arrêt de la Cour de Paris du 27 mai 1924.....	334
BIBLIOGRAPHIE	337

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie R. BUSSIÈRE.
